

Le sud du Sénégal à l'heure de la culture irriguée de la banane : innovations agricoles et dynamiques territoriales

Seydou Badji

▶ **To cite this version:**

Seydou Badji. Le sud du Sénégal à l'heure de la culture irriguée de la banane : innovations agricoles et dynamiques territoriales. Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I; Université de Saint-Louis (Sénégal), 2017. Français. NNT : 2017PA01H047 . tel-01737065

HAL Id: tel-01737065

https://theses.hal.science/tel-01737065

Submitted on 19 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.





UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

ED : Sciences de l'Homme et de la Société
Laboratoire LEIDI

ED 434 : Espaces, Sociétés, Aménagement
UMR 8586 : PRODIG

Le sud du Sénégal à l'heure de la culture irriguée de la banane : innovations agricoles et dynamiques territoriales

Thèse en cotutelle internationale pour le grade de Docteur en Géographie

Présentée par Seydou BADJI

Sous la codirection de

M. Sidy Mohamed SECK
Docteur d'Etat, Maitre de Conférences
UGB Saint-Louis

M. Jean-Louis CHALEARD
Professeur Emérite,
Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Septembre 2017

A la mémoire de

Mady DIAÏTE, mon maître des trois dernières années de l'école élémentaire

Mouhamadou SOW, mon camarade de promotion du DEUG à l'UGB

REMERCIEMENTS

Quand je repense à cette longue aventure, je reconnais que l'ineffable générosité des uns et des autres a contribué à faire aboutir cette thèse. Qu'on me permette alors d'exprimer toute ma gratitude à tout ce beau monde.

Je suis reconnaissant envers mes deux co-directeurs. Merci à M. Sidy Mohamed Seck d'avoir accepté de me former et me soutenir depuis mes premières idées de recherche en Master jusqu'à cette thèse, en passant par mes expériences professionnelles. A M. Jean-Louis Chaléard également qui a accepté de co-diriger cette recherche avec un style alliant une grande rigueur scientique à une profonde générosité intellectuelle.

J'adresse de vifs remerciements à la section de géographie de Saint-Louis et au labo Leidi, où j'ai reçu les encouragements et conseils de MM. D'Almeida et Diop, de mes ainés Labaly, Diatta, Djibril, Lamine, Baldé, et de mes collègues doctorants : Daouda, Tamba, Cissé, Edou, Ndaw, Kébé, Mame Diarra, Léo, Mamadou Moussa, etc. A travers eux je remercie tout le personnel de la section et du labo. A Paris aussi, l'Institut de Géographie et l'UMR Prodig m'ont offert un cadre confortable dans lequel j'ai bénéficié des expériences africaines de Géraud Magrin, Olivier Ninot et Gwenaelle Raton, sans oublier mes collègues doctorants : Ronan, Foussata, Issa, Romain, Etienne…

J'exprime tout naturellement ma gratitude aux acteurs de la filière banane et à leurs familles qui m'ont accueilli, accompagné et informé de leur quotidien. De la Moyenne Casamance au Sénégal oriental, en passant par les marchés de Dakar, l'accueil des producteurs, commerçants, transporteurs, etc. a été chaleureux. J'en ai eu des parents adoptifs comme Paul Faye à Nguène, mais aussi des amis comme Omar Diockou à Diannah Malary-Kéréwane. A travers eux, je remercie tous les membres et encadreurs de leurs GIE, d'APROVAG, Niani, Yellitare, UNAFIBS, CORPROBAT, etc.

Ma reconnaissance va aussi à l'endroit du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France au Sénégal dont la bourse a offert à cette thèse les conditions favorables à sa réalisation en partenariat entre l'UGB et Paris 1.

Merci à ma famille et Mariama Bobo pour la patience et le soutien. Lamine et Arfang, cette thèse est la nôtre car sans vous et vos mots, jamais je ne me releverai de mes chutes. Qu'elle soit pour vous une source de motivation pour vos thèses en cours.

A mes amis, mes camarades de promotion, mes voisins de chambre, mes collègues successifs, à tous, de l'UGB ou d'ailleurs, merci pour tout.

SIGLES ET ACRONYMES

ACEP : Alliance pour le Crédit et l'Epargne pour la Production

ACP : Afrique, Caraïbes et Pacifique

ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

APROVAG : Association des Producteurs de la Vallée de la Gambie

BM : Banque Mondiale

BNDS : Banque nationale de développement du Sénégal

CCTA : Compagnie des cultures tropicales en Afrique

CDD : Comité départemental de développement

CDH : Centre de développement horticole

CER : Centre d'Expansion Rurale

CMS : Crédit Mutuel du Sénégal

CNCAS : Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal

CORPROBAT : Collectif Régional des Producteurs de Banane de Tambacounda

COSPROVAG : Collectif des sinistrés des producteurs de la vallée du fleuve Gambie

CPPBS : Comité paritaire des producteurs de bananes du Sénégal

CPSP : Caisse de péréquation et de soutien des prix

CRAD : Centres régionaux d'assistance au développement

CRD : Conseil régional de développement

CRS : Services de secours catholique

FMI : Fonds Monétaire International

GIE : Groupement d'Intérêt Economique

GMP : Groupe Motopompe

GOPEC : Groupe Permanent d'Etudes et de Concertation

HCR : Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

IDA : Association internationale de développement

ILACO : International Land Consultant

LDN : Loi sur le domaine national

NPA : Nouvelle Politique agricole

OCCDP : Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix

OFADEC : Office Africain pour le Développement et la Coopération

ONCAD : Office national de commercialisation et de développement

ONG : organisation non gouvernementale

OP : Organisations paysannes

PADERCA : Projet d'appui au développement rural en Casamance

PIB : Produit Intérieur Brut

PISO : Périmètres irrigués du Sénégal oriental

PNNK : Parc national Niokolo Koba

PPB : programme des « Petits périmètres bananiers »

PPR : projet des « Petits Projets Ruraux »

PRACAS : Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise

PRIMOCA : Projet de développement rural intégral de la moyenne Casamance

PSE : Plan Sénégal Emergent

RN : Route Nationale

SAED : Société nationale d'Aménagement des Terres du Delta et de la Vallée du Fleuve Sénégal

SCB : Société de Culture Bananière

SFD : Sénégalaise Fruitière du Développement

SODEFITEX : Société de développement et des fibres textiles

SODEVA : Société de Développement et de Vulgarisation Agricole

SOMIVAC : Société de mise en valeur agricole de la Casamance

SONADIS : Société Nationale de Distribution

STN : Société des Terres Neuves

UNAFIBS : Union Nationale des Acteurs de la Filière Banane au Sénégal

USAID : United States Agency for International Development

ORTHOGRAPHE DES NOMS D'ETHNIES

Les noms d'ethnies sont écrits avec une majuscule à la première lettre quand ils désignent des populations (ou groupes de populations), et sans majuscule quand ils jouent une fonction d'adjectif qualificatif. Toutefois, ils s'écrivent sans « s » au pluriel.

RESUME

Cette thèse étudie les dynamiques territoriales induites par le développement de la culture irriguée de la banane dessert, dans la partie sud du Sénégal, dans un contexte de systèmes de production profondément pluviaux et de marginalisation des grandes dynamiques de développement nationales. En tant que culture intensive et marchande, cette innovation agricole pose la question de son adoption, mais surtout de sa rentabilité économique dans un contexte d'enclavement et de ses interactions avec les dynamiques locales de développement. Pour répondre à cette question, la thèse s'est appuyée sur des matériaux issus d'enquêtes qualitatives auprès de divers acteurs de la filière banane (producteurs, commerçants, encadreurs, intermédiaires, etc.) et d'une lecture attentive des mutations en cours au sud du Sénégal. La thèse s'organise ainsi autour de trois parties. La première montre que c'est dans le caractère marginal des régions sud du Sénégal que réside les facteurs naturels et socio-économiques ayant présidé à l'émergence de la culture irriguée de la banane. La seconde partie analyse le processus de son intégration dans les stratégies productives des paysans en insistant sur l'organisation des producteurs, les pratiques de production de banane et les dynamiques de sa commercialisation. La troisième partie interroge les effets socio-économiques et géographiques de la dynamique de développement de l'innovation bananière dans le sud du Sénégal, en la replaçant au centre des recompositions socio-économiques et environnementales en cours aux niveaux local et régional. Cette thèse est ainsi une contribution à l'étude des « opérations de développement » en milieu rural africain et des possibilités de développement des régions marginalisées en Afrique de l'ouest.

Mots clés : Banane irriguée, innovation, dynamique territoriale, irrigation, marché, développement

Abstract

This thesis examines dessert banana cropping development induced territorial dynamics in the southern Senegal region, characterized by highly rainfed-dependent production systems and by a marginalization of the major national development dynamics. As an intensive and market-oriented crop, this agricultural innovation raises the question of its adoption in rain-fed systems, and above all its economic profitability in an isolation context and its interactions with local development dynamics. To answer this question, this thesis was based on data obtained from qualitative surveys of various banana sector stakeholders (producers, traders, supervisors, intermediaries, etc.) and a careful analysis of the ongoing changes in southern Senegal. The thesis is thus articulated on three axes. The first axis shows that the natural and socioeconomic factors that led to the event of irrigared banana cropping stems from the marginal nature of the southern regions of Senegal. The second part analyzes its integration process into farners' the productive strategies while emphasizing on producees' organizations, banana production practices and marketing dynamics. Finally, an analysis of the socio-economic and geographical effects of banana cropping innovation dynamic development in southern Senegal, subtituting banana innovation at the center of the ongoing socio-economic and environmental reorganizations both at the local and regional levels. This thesis is thus a contribution to the study of "development operations" in rural Africa and the development opportunities of marginalized areas in West Africa.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS ... 3

SIGLES ET ACRONYMES ... 4

RESUME ... 7

SOMMAIRE ... 8

INTRODUCTION GENERALE ... 9

PARTIE 1 : DE LA MARGINALISATION DU SUD DU SENEGAL A L'EMERGENCE DE LA CULTURE IRRIGUEE DE LA BANANE ... 41

Introduction a la premiere partie ... 42

CHAPITRE 1 : LA CASAMANCE ET LE SENEGAL ORIENTAL DANS LA TRAJECTOIRE DE DEVELOPPEMENT AU SENEGAL : UNE MARGINALISATION HISTORIQUE ... 43

CHAPITRE 2 : LA CRISE DU SYSTEME DE DEVELOPPEMENT SENEGALAIS ET LA QUETE DE RELANCE ... 62

CHAPITRE 3 : LE CONTEXTE DE DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE IRRIGUEE DE BANANE EN CASAMANCE ET AU SENEGAL ORIENTAL ... 78

Conclusion de la premiere partie ... 113

PARTIE 2 : LA BANANE, L'IRRIGATION ET LE MARCHE AU SENEGAL MERIDIONAL : L'APPROPRIATION DE L'INNOVATION AGRICOLE EN QUESTION ... 114

Introduction de deuxieme partie ... 115

CHAPITRE 4 : LA PRODUCTION DE BANANE IRRIGUEE DANS LE SUD DU SENEGAL : DES LOGIQUES ET DES PRATIQUES ... 116

CHAPITRE 5 : LES MARCHES DE LA BANANE LOCALE DU SENEGAL : DES FLUX, DES LIEUX ET DES LIENS ... 149

Conclusion de deuxieme partie ... 185

PARTIE 3 : BANANE IRRIGUEE ET DEVELOPPEMENT AU SUD DU SENEGAL : DES SUCCES, DES FRAGILITES ET DES DEFIS ... 187

Introduction a la troisieme partie ... 188

CHAPITRE 6 : *BANANE IRRIGUEE ET DYNAMIQUES TERRITORIALES : DE NOUVELLES REALITES DANS LE SENEGAL MERIDIONAL* ... 190

CHAPITRE 7 : LA BANANE IRRIGUEE ET LE SUD : DES NOUVELLES OPPORTUNITES DE DEVELOPPEMENT AU SENEGAL ? ... 227

Conclusion de la troisieme partie ... 257

CONCLUSION GENERALE ... 259

BIBLIOGRAPHIE ... 271

TABLES DES ILLUSTRATIONS ... 294

ANNEXES ... 300

TABLE DES MATIERES ... 312

INTRODUCTION GENERALE

En guise de prélude…

En 1967, le Sénégal enregistra sa première production officielle de bananes qui fut de 92 tonnes récoltées sur une superficie de 10 hectares dans le périmètre d'essai du village de Saliot, dans les profondeurs méridionales des campagnes de Moyenne Casamance (Badji, 2009). Il existait certes, bien avant cette date, quelques bananiers qui accompagnaient les habitations humaines sénégalaises en campagne comme en ville mais, c'est seulement à partir de la fin des années 1960 que la production de banane est officiellement reconnue dans les statistiques nationales. Depuis lors, la banane se fraie petit à petit un chemin et se diffuse dans les systèmes agraires. Aujourd'hui, elle marque des territoires sur lesquels elle laisse des empreintes dont les plus perceptibles demeurent sans doute ses plantations irriguées. Ce sont ces bananeraies qui titillent le regard du voyageur traversant le fleuve Gambie, dans le Sénégal oriental, c'est aussi celles-là qui se réfugient à l'arrière des villages de la Casamance, loin de l'œil du passager.

Les exploitations s'appuient sur de nouveaux leviers techniques et économiques. L'irrigation est en fait, une pratique nouvelle dans les systèmes de production de la Casamance et du Sénégal oriental, si l'on ne tient pas compte des quelques jardinages et maraîchages à l'arrière des cases et aux abords des fleuves. L'agriculture visant uniquement le marché est aussi nouvelle dans ce sud du Sénégal, et c'est ce caractère innovant de la banane qui éveille la curiosité scientifique.

L'innovation n'est cependant pas un phénomène inédit en Afrique subsaharienne ; les paysans ont déjà su adopter et diffuser d'autres nouveautés agricoles. Le succès de la culture industrielle du coton est assez remarquable en Afrique occidentale, la zone franc CFA en était le deuxième exportateur mondial au début des années 2000 (Renaudin, 2011 et Fok, 2010). La réussite du coton ouest-africain tient à un ensemble d'innovations techniques proposées, parfois imposées, par les pouvoirs publics et les sociétés de développement, aux paysans qui se les sont appropriées. Cette appropriation s'est faite sous forme de détournement, de contournement et de remodelage des innovations par les cultivateurs, faisant même parler des « révolutions agricoles » (Renaudin, 2011 et Bassett, 2002).

Au Sénégal, l'arachide demeure depuis très longtemps la culture dominante et a joué le rôle de pilier de l'économie, générant des revenus aussi bien pour l'Etat que pour les agriculteurs. Pourtant, c'est seulement pendant l'époque coloniale qu'elle y a été introduite par l'administration française dans un contexte de mise en valeur de la colonie. Elle a depuis lors contribué à la transformation de l'économie, de la société et de l'espace du pays. La culture arachidière est fortement ancrée dans les paysages agraires et est au centre de la transition d'une économie de subsistance vers une économie de marché. En plus, elle a réorganisé le territoire national et ouvert les campagnes au reste du monde par ses infrastructures d'écoulement, ses usines, son argent, ses innovations techniques.

A un niveau moindre que le coton et l'arachide, la banane irriguée est aussi en train de construire son lien avec les sociétés paysannes du sud sénégalais mais également, avec le territoire national. Cette pratique est née depuis une quarantaine d'années et se développe continuellement, en mobilisant de plus en plus d'acteurs et d'espaces. Les ressorts de son essor restent mal connus, ainsi que les changements sociaux et spatiaux entrainés par son développement ; d'où l'objet de cette recherche géographique. Pour ce faire, nous exposons d'abord le contexte, la problématique et la méthodologie de l'étude, parce que « préparer une enquête, c'est préciser son questionnement, les hypothèses à vérifier et les données à recueillir, et définir la ou les façons de recueillir ces informations » (Dévienne et Wybrecht, 2002 : 33).

I. A la croisée des chemins : banane et paysan sénégalais

Faire une géographie de la banane irriguée au Sénégal invite d'abord à appréhender cette culture dans son cadre général. La banane mérite d'être revisitée à travers son histoire et son actualité pour mieux la connaître et mieux l'aborder dans son contexte sénégalais.

1. La banane dans le monde : une culture mondialisée à enracinement latino-américain

Le bananier est largement répandu dans la zone intertropicale, voire au-delà « en raison d'une souplesse écologique » (Maillard, 1991 : 11) et sa culture se développe sous deux principales formes. D'un côté, les systèmes de culture industrielle, constitués de

bananes dessert, sont pratiqués par de grands producteurs visant l'approvisionnement à haut débit des marchés internationaux. Ils se caractérisent par l'importance des investissements en capitaux pour les intrants et le recrutement de main-d'œuvre salariée, entre autres. De l'autre, les systèmes de culture « traditionnelle » sont menés par de petits producteurs, aidés d'une main-d'œuvre souvent familiale, et accédant peu ou pas aux grands marchés. Dans cette dernière catégorie, les bananiers dessert et bananiers plantains sont cultivés collectivement ou individuellement, en plantation pure (bananiers uniquement) ou associés à d'autres cultures, et en pluvial ou en irrigué.

L'ensemble de ces systèmes de culture (plantains et dessert) donne des rendements variant entre 5 et 70 tonnes à l'hectare par an (Delvaux, 1999), avec une moyenne annuelle de 40 tonnes à l'hectare. Cette variation est tributaire des investissements réalisés dans les facteurs et moyens de production. Les superficies ont beaucoup crû, allant de 7 à plus de 9 millions d'hectares entre 1985 et 2002, soit un accroissement de 30 % (Données FAO ; Arias et al, 2004), et en 2014, elles ont atteint plus de 10 millions d'hectares (Données FAO). La production mondiale aussi s'est nettement améliorée, dépassant 144 millions de tonnes en 2014 alors qu'elle se situait à environ 70 millions en 1990 et 50 millions en 1970, selon les statistiques de la FAO. Les principaux producteurs sont dans les zones intertropicales, notamment en Asie (44 %), en Amérique (26 %) et en Afrique (28 %) tel que le montre le tableau 1.

Tableau 1: Production (en tonnes) de bananes et plantains par continent

Types bananes	Afrique	Amérique	Asie	Europe	Océanie	TOTAL
Dessert	20 453 449	28 136 085	63 665 102	393 148	1 482 367	114 130 151
Part en %	17,92	24,65	55,78	0,34	1,30	100
Plantains	20 106 843	9 707 665	850 227	0	2 927	30 667 662
Part en %	65,56	31,65	2,77	0,00	0,01	100
TOTAL	40 560 292	37 843 750	64 515 329	393 148	1 485 294	144 797 813
Part en %	28,01	26,14	44,56	0,27	1,03	100

Source : FAOSTAT, 2014

Sur une production totale de 145 millions de tonnes en 2014, seule une partie estimée à 13 % (environ 19 millions de tonnes, essentiellement des bananes dessert ou bananes

sucrées) est vendue sur le marché mondial[1]. Les importations se caractérisent par un phénomène de concentration spatiale à tous les niveaux : les producteurs-fournisseurs sont sud-américains et les acheteurs-consommateurs nord-américains (35 %) et européens (30 %). La mise en marché des bananes dans les zones de grande consommation est, elle, monopolisée par trois grandes firmes américaines qui contrôlent 60 % des parts de marché (Dole Food Company Inc, Chiquita Brands International et Del Monte Fresh Product). Ces importations ont par ailleurs marqué l'histoire de la banane et des relations internationales avec, notamment, « le massacre des bananeraies »[2] du 6 décembre 1928 en Colombie et « la guerre de la banane »[3] ayant opposé pendant seize ans (1993 – 2009) l'Union européenne aux multinationales américaines d'exportation et aux producteurs indépendants de l'Amérique latine.

Au-dessus de l'aspect historique, c'est bien l'importance des apports économiques de la banane à l'échelle nationale qui est mise en exergue. En fait, la banane est pourvoyeuse de devises aux Etats comme l'Equateur qui en est le premier exportateur mondial. La banane demeure également un aliment de base avec plus de 80 % de la production consommés localement en Amérique latine, aux Caraïbes, en Afrique forestière, en Inde, etc. En tant qu'aliment de base, la banane, notamment le plantain, fait aussi l'objet d'un commerce intense à l'intérieur des pays producteurs comme entre eux. Elle représente par conséquent, un élément moteur des relations ville-campagne et une source de revenu paysan (Chaléard, 1996 ; Fréguin, 2005). C'est fort de ce constat que J.-C. Maillard (1991 : 12) reconnaissait que, «par le plus curieux des hasards, mais n'est-ce pas en fait le cas de la plupart des grandes productions agricoles spéculatives, c'est pratiquement aux antipodes de son domaine original que le bananier devait connaitre cette étonnante promotion économique ».

[1]Néanmoins, la banane est « le principal fruit à faire l'objet d'échanges internationaux ». Réf : « Marché », page publiée sur www.unctad.org/infocomm/francais/banane/marche.htm

[2] Dans la première moitié du XX^{e} siècle, l'UFC avait acquis, avec ses premières bananeraies, un fort pouvoir d'influence sur la politique sociale et économique des gouvernements au point que ces Etats sud-américains soient qualifiés de « Républiques bananières » (Costa Rica, Colombie, Guatemala, Jamaïque, Nicaragua…). C'est dans ce cadre qu'en 1928, une tuerie qui a fait plus de 1500 morts parmi les 25 000 ouvriers agricoles de l'United Fruit Company, fut la réponse de l'Etat aux revendications ouvrières pour de meilleures conditions de travail dans les plantations de l'entreprise américaine (Ospina, 2010).

[3] Né du protectionnisme économique de l'Union Européenne (UE) en faveur des bananes d'anciennes colonies (Afrique – Caraïbes – Pacifique) par des mesures douanières préférentielles pour l'accès au marché européen, le conflit a été porté à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) où il connaitra son épilogue en 2009. Ce différend révèle en outre, l'importance économique de la banane.

La lecture des dynamiques territoriales en lien avec la banane dans ses zones de production, permet de voir d'importants changements. La banane a fait des espaces hautement humanisés à son compte ; elle les a créés, composés et parfois, décomposés par de lourds investissements (plantations, habitations, pistes, voies ferrées, ports…). Au plan environnemental, si la banane est accusée de dévastatrice des écosystèmes de par sa monoculture, ses pesticides, etc., dans les grandes plantations (Risède et Ténézas du Montcel, 1997), elle est considérée comme source de fertilisants organiques dans les petites exploitations paysannes (Cochet et al, 2002).

L'ensemble de ces éléments révèle une intégration notable de la culture bananière dans des dynamiques internationales et locales aux niveaux économique, social, politique, culturel, etc. Certes, ces dynamiques concernent plus l'Amérique latine, mais, il existe d'autres régions comme l'Afrique, où la banane garde des liens étroits avec les territoires, même si sa culture connaît une envergure médiatique moindre.

2. La banane en Afrique : aliment de base en zones forestières et fruit de dessert en dehors

Contrairement aux Amériques latine et centrale, la particularité de la culture de banane en Afrique est la grande faiblesse des parts exportatées alors que la production est très abondante et diversifiée. L'Afrique n'a vendu en 2011, que moins de 1,5 % de sa production, dont 99,9 % de bananes de variété Cavendish, alors qu'elle était au second rang de la production mondiale (données FAO). Ce qui représente 4 % de la part des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) qui ne pèse que 15 % dans le commerce mondial de la banane dessert (Lassoudière, 2007 : 100). Cette faible contribution de l'Afrique aux échanges mondiaux de la banane est caractéristique d'un continent en marge des circuits commerciaux internationaux. A la fin des années 2000, son apport aux échanges mondiaux est estimé à moins de 3 % et il fournit essentiellement des produits primaires, principalement des mines et du pétrole, mais aussi des cultures commerciales introduites et/ou développées à l'époque coloniale (70 % du cacao, 12 % de café, 14 % de thé, 6 % des fibres de coton) (Pautet, 2011).

Tout comme pour ces cultures, l'Afrique a connu le commerce de la banane à l'époque coloniale avec des sociétés étrangères appuyées par les autorités coloniales. Après une

phase pionnière difficile au début du 20e siècle en Guinée[4], la production de banane va se développer entre les années 1930 et 1960 en Afrique occidentale (Côte d'Ivoire, Cameroun, etc.) malgré la cercosporiose, jusqu'à atteindre en Côte d'Ivoire 130 000 tonnes en 1965 contre 27 000 tonnes en 1955. Ce succès se justifierait par les efforts consentis en matière de transport routier et maritime, en plus d'une solide organisation des producteurs (Maillard, 1991). Ainsi, la Côte-d'Ivoire et le Cameroun vont se positionner depuis lors comme de grands exportateurs de bananes, permettant à l'Afrique de l'ouest de fournir 51,5 % (soit 342 094 tonnes) de la banane d'origine africaine en 2011 (données FAO). Pourtant, cette région (21 %, bananes dessert et plantains confondus) est loin d'en être la principale zone de production, l'Afrique orientale[5] qui en produit plus (50 %) mais n'en vend que 9 %.

La faiblesse des exportations dans ces régions forestières où la production est plus abondante comme en Afrique de l'est et du centre, s'explique par l'intégration de la banane dessert et du plantain dans les systèmes alimentaires locaux. En République Démocratique du Congo, les bananes et plantains sont derrière le manioc, la deuxième production vivrière (Kufimfut et Muyunga, 1999). La production est résolument tournée vers la consommation locale et représente un élément constitutif de la culture culinaire. La large gamme de plats à base de bananes et plantains, rencontrée dans les bols d'Afrique orientale, centrale et occidentale, est assez significative d'une culture qui a fini de s'imposer chez les ruraux comme les citadins. Dans les villes, petites comme grandes, la banane est présente dans les marchés ; ce qui en fait un connecteur spatial entre villes et campagnes. En atteste l'intitulé « Indispensable bananier » que A. Dubresson, J.-Y. Marchal et J.-P. Raison (1994 : 317) donnent à une des photos de leur ouvrage, et le commentaire qui s'en suit : « Kampala ne peut vivre sans la banane plantain, cuite pour préparer le matoke ».

[4] Elle commence avec Teissonnier, directeur du jardin d'essai de Camayenne (à Conakry), qui reçoit en 1898 un premier rejet de bananier originaire des Canaries et cultivé dans les serres du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris. Cette première phase est marquée par des difficultés financières et de transport et puis la banane guinéenne va se développer avec le soutien de l'administration coloniale, de la « Compagnie des Transports Maritimes de l'AOF » et de la « Compagnie des Chargeurs Réunis » pour la mise en place des premiers navires devant expédier les produits vers la France. Un grand succès suivra jusqu'à atteindre en 1938, 2 300 ha pour plus de 50 000 tonnes. La Guinée sera ensuite, fortement concurrencée par la Côte-d'Ivoire et le Cameroun.

[5] La culture des bananes et plantains est plus importante dans les régions forestières à grande pluviosité (2000 mm/an) parce que les conditions climatiques s'y prêtent mieux qu'ailleurs, surtout pour une culture sous pluies telle qu'elle est souvent pratiquée à travers le continent.

A travers les systèmes agraires aussi, on peut bien lire l'empreinte bananière. Dans certaines zones comme dans le sud-est ivoirien (Chaléard, 1989 : 479 ; 1996 : 146-147), le bananier, notamment le plantain, tient sa portion de terre autour des maisons ou dans les plantations en culture pure ou associé à d'autres cultures vivrières (igname, légumes, etc.) ou commerciales auxquelles, il peut servir d'ombrage (café et cacao). En outre, les paysans africains connaissent une grande variété de bananiers dont les bananiers dessert (dont Cavendish) et les bananiers à cuire (dont plantains), mais également des bananiers à bière non exportés parmi lesquels l'ensète[6].

Au-delà des zones forestières, consommer beaucoup de bananes exige une importation en Afrique du nord et du sud. Le Maroc avant 1978 (Taghzouti et al, 2001), l'Algérie, la Tunisie et l'Afrique du Sud sont de grands importateurs dont les bananes proviennent de l'intérieur du continent mais aussi de l'Amérique latine (pour la Tunisie surtout). A l'instar de ces régions, la culture de la banane est défavorisée en zones sahélienne et soudanienne, par la faiblesse et le caractère irrégulier des précipitations. Cependant, cet obstacle climatique est surmontable par l'irrigation telle que pratiquée au Sénégal depuis une quarantaine d'années.

3. La banane au Sénégal : l'émergence d'une culture « marginale » dans un contexte de crise climatique et économique

Au Sénégal, la banane est produite en culture irriguée et vise uniquement, pour le moment, le marché national du dessert, à la différence de celle de l'exportation plus connue mondialement ou de celle plus répandue en Afrique en tant qu'aliment de base. La culture irriguée de la banane a ainsi émergé au sein d'une agriculture paysanne fondamentalement pluviale puisque la pluie est au Sénégal la principale ressource en eau agricole.

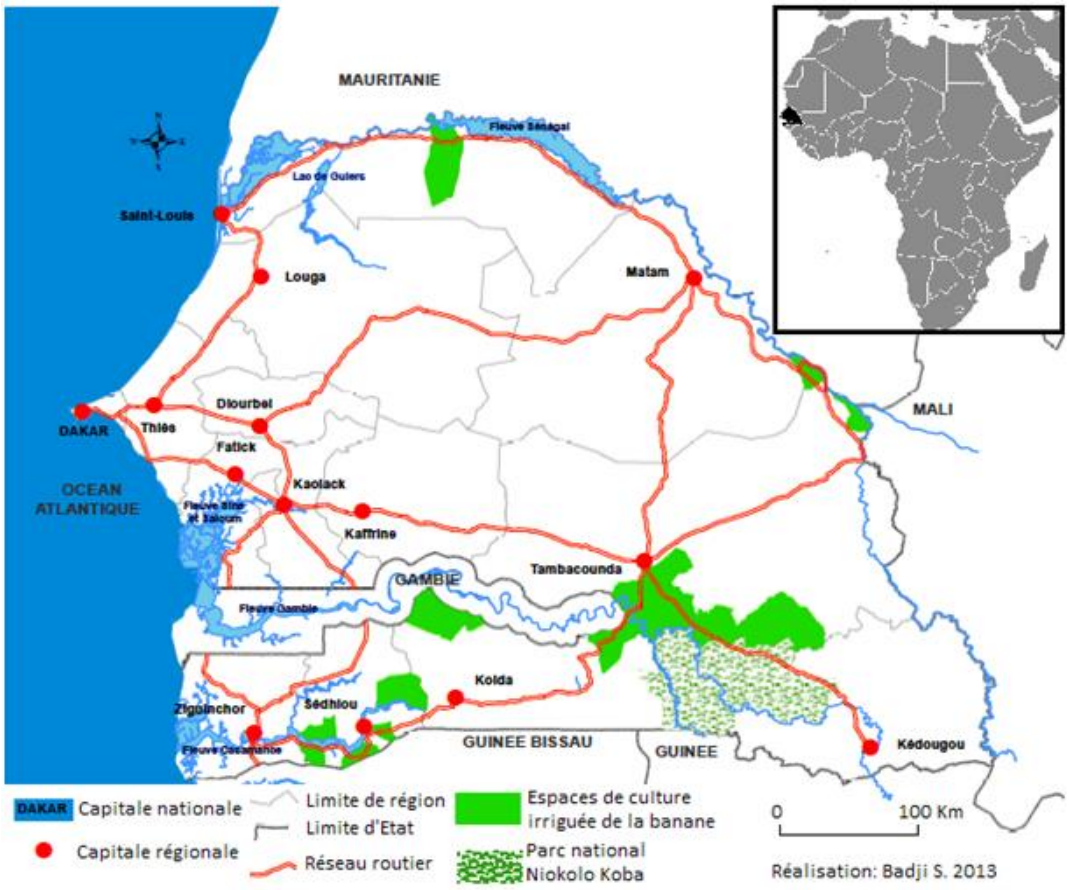
Contrairement aux pays de l'Afrique forestière, son développement est très récent et remonte aux années 1970 – 1980 dans le but de répondre à un contexte climatique et économique difficile. Le Sénégal a connu, comme tous les pays du Sahel, une forte dégradation des conditions pluviométriques face aux sécheresses répétées à partir de

[6] L'ensète ou bananier d'Abyssinie se distingue par sa qualité ornementale, puisque qu'il ne donne pas de fruits, d'où son appellation de « faux-bananier ». Très répandues sous forme sauvage, ce n'est que dans les montagnes du sud-ouest de l'Ethiopie, qu'il est cultivé comme féculent et pour ses pulpes fermentées pour de la bière.

la fin des années 1960. Il s'en est suivi une baisse drastique des rendements culturaux et pastoraux qui, adjointe à l'alignement du prix des arachides sénégalaises aux cours mondiaux dans le milieu des années 1960, ont montré clairement la fragilité de systèmes productifs dominés par l'arachide et tributaires de la pluie. Cette crise est exacerbée par les malversations du régime politique de 1960-1980 (Mbodj, 1992 : 111) et se fait ressentir dans le budget de l'Etat, mais aussi dans les conditions de vie de la population rurale. Dans le domaine agricole, elle a rendu nécessaire de diversifier et de sécuriser les productions et les revenus agricoles. L'irrigation et la diversification des cultures sont promues au Sénégal dans l'optique de développer des systèmes agricoles plus durables, avec une intensification de la mise en valeur agricole dans les vallées du Sénégal, de la Casamance et de la Gambie. Aussi, de nouvelles cultures maraîchères et fruitières sont-elles entrées dans les pratiques agricoles des paysans du Sénégal.

La culture irriguée de la banane en est une et a comme objectif de participer, grace au développement de l'irrigation, à la réduction des importations alimentaires et de lutter contre la pauvreté rurale. Ses exigences hydriques font qu'elle est pratiquée dans des plantations irriguées dans le but d'approvisionner les villes et de se procurer des revenus. Même s'il en existe quelques-uns au nord dans la vallée du fleuve Sénégal, les producteurs sont en grande partie installés en Casamance dans le sud, et à sa frontière immédiate avec le Sénégal oriental plus au sud-est (carte 1).

Carte 1 : Les zones de culture irriguée de la banane au Sénégal



Les régions sud et sud-est forment dans cette thèse, un même ensemble géographique du Sénégal méridional couvrant cinq régions administratives qui occupent 44,5 % du territoire national et hébergent 20 % de la population.[7]

Tableau 2: Estimation de la population du Sénégal méridional en 2017

Régions	Populations	Superficie (km²)	Densités (Hab. /km²)
Ziguinchor	621168	7 352	84
Sedhiou	517016	7341	70
Kolda	748451	13771	54
Tambacounda	783777	42364	18
Kedougou	172482	16800	10
SENEGAL MERIDONAL	2842894	87 628	32
SENEGAL	15256361	196712	78

Source : https://www.populationdata.net/pays/senegal/

[7]Ces données sont tirées du portail des Services Régionaux de la Statistique et de la Démographie (SRSD) sur le site de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) du Sénégal : http://www.ansd.sn/portail_SRS.html

C'est une zone soudanienne qui connaît deux principales saisons : une saison pluvieuse de trois mois, avec environ 1000 mm de pluies par an et une saison sèche prédominée par un climat chaud et sec dit harmattan. Le sud et le sud-est reçoivent leurs précipitations de la mousson qui les arrose comme nulle part ailleurs au Sénégal. « Les pluies occasionnées par ce vent d'ouest diminuent d'importance de la côte vers l'intérieur » (Seck, 1955 : 734). En plus, le réseau hydrographique est plus ou moins dense et les deux principaux cours d'eau sont la Casamance et la Gambie. Ces derniers sont alimentés par de nombreux affluents dont les plus connus sont le Soungrougrou et le Kayanga pour le premier et le Koulountou, le Sofaniama et le Niokolo pour le second. Le plus grand parc national Niokolo Koba (PNNK) situé dans la région de Tambacounda, et les nombreuses forêts classées, démontrent que pluies et cours d'eau ont favorisé une végétation abondante.

Ces conditions physiques ont été déterminantes dans le peuplement humain et les modes d'exploitation des espaces. La densité moyenne est estimée à 32 hab./km² en 2017 (voir tableau 2) mais, ce chiffre cache des disparités spatiales. D'une part, l'occupation humaine augmente d'est en ouest et d'autre part, les plus grands établissements humains se situent en bordure des cours d'eau, les hommes étant souvent attirés par l'abondance et la diversité des potentialités écologiques offertes par les fleuves et leurs vallées.

Dans cette région méridionale du Sénégal, la banane est produite dans les zones de Sédhiou et Tambacounda par différentes sociétés d'implantation ancienne (Balante en rive gauche de Casamance, Manding et Peulh dans les deux zones) et récente (Sérère, Wolof, entre autres, autour du fleuve Gambie). Leurs pratiques agricoles sont largement pluviales et centrées sur une céréaliculture (mil, sorgho, riz) intégrée à des cultures marchandes (arachide, coton) et un élevage extensif. Cependant, en Moyenne Casamance comme à l'entrée du Sénégal oriental, autant l'irrigation semble partout méconnue, autant on retrouve partout la culture de l'arachide, la riziculture, la pêche et l'élevage, même si leur importance est variable par endroit selon les ressources du milieu (Pélissier, 1966).

Au-delà des systèmes agraires, la réalité géographique semble générale : la circulation des hommes et des biens demeure partout très délicate à l'intérieur de l'ensemble Casamance-Sénégal oriental, vu l'insuffisance des infrastructures et des services de

transport (Ninot, 2003). Concernant ses liens avec l'extérieur, « le Sud-est de Sénégal apparaît comme la plus lointaine périphérie au sein d'un territoire hyper-centralisé » (Magrin et Ninot, 2005 : 16) sur sa capitale Dakar. A cet enclavement plus aigu dans la région de Tambacounda, s'ajoute « le conflit de Casamance » (Marut, 2010) qui dure depuis une trentaine d'années et met la zone méridionale (surtout le pays balante) dans une instabilité politico-militaire délicate.

C'est dans ce contexte où le bananier bénéficie surtout d'une écologie favorable, que la culture irriguée de la banane est promue vers les années 1980 par l'Office Africain pour le Développement et la Coopération (OFADEC) au Sénégal oriental et par le projet des Petits Projets Ruraux (PPR) en Casamance. Le Sud et le Sud-est du Sénégal ont d'importantes réserves d'eau dont le potentiel d'irrigation est estimé à 95 100 ha mais, seuls 19 780 ha sont aménagés, dont 9 750 ha exploités (Wade et *al*, 2005). Le bananier est cultivé sur plus de 1 000 ha et cette superficie fournit les 4/5 de la production nationale qui est passée de près de 5 000 tonnes de bananes en 1986, à 16 000 en 2003 (A.R.M., 2005) pour atteindre 35 000 tonnes en 2012[8].

L'émergence de cette culture irriguée de la banane dans des exploitations agricoles globalement pluviales, où sa pratique en grande surface était presqu'inconnue, invite à une attention particulière pour le phénomène de l'innovation agricole. Considérant le caractère périphérique, pauvre et sous développé des régions méridionales du Sénégal, quels rapports la culture irriguée de la banane peut avoir avec les dynamiques de développement de ces territoires ?

II. Une problématique autour de l'innovation : le Sénégal méridional dans un contexte de développement de la culture irriguée de banane.

La banane est une culture ancienne à travers le monde mais, son progrès récent au sud du Sénégal interpelle la recherche, notamment la géographie. Cependant, pour l'appréhender comme une innovation agricole entretenant des rapports étroits avec les dynamiques territoriales en œuvre, il est important d'analyser la question même des innovations agricoles dans son sens le plus large.

[8] Selon les données de la Direction nationale de l'horticulture.

1. L'innovation agricole, les systèmes de production et les dynamiques territoriales : des concepts et leur lien au développement

Les concepts ne sont pas très aisés à définir et celui d'innovation agricole n'y échappe pas. Toutefois, dans leur *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des Sociétés,* J. Lévy et M. Lussault (2003 : 513), définissent l'innovation d'une façon générale, comme « l'introduction de la nouveauté ». Cette pensée est certes irréfutable, parce que toute innovation est nécessairement un apport d'élément nouveau dans la structure ou le fonctionnement d'un objet. J.-P. Olivier De Sardan (1995 :78) le confirme en la considérant comme « toute greffe de techniques, de savoirs ou de modes d'organisation inédits (en général sous formes d'adaptations locales à partir d'emprunts ou d'importations) sur des techniques, savoirs et modes d'organisation en place ». Et, à l'instar de L. Cambrézy (1999), R. Brunet, R. Ferras et H. Théry (2005 : 279) la prolongent en y ajoutant de la temporalité et de la spatialité, en montrant que c'est l'«apparition d'une nouveauté, en un temps et un lieu donnés. L'innovation est une rupture dans le cours des choses ».

Il faut néanmoins, aller plus loin pour dire que l'innovation est un processus qui nécessite une adoption et une diffusion. Et de l'avis de Schumpeter, c'est bien ce qui le différencie de l'invention qui « est la découverte d'un principe qui enrichit la connaissance, mais peut rester dans ce domaine et ne servir à rien » (Schumpeter, 1935 cité par Yung et Bosc, 1999). Cette idée est appuyée par J. P. Chauveau (1999 : 10) qui explique que : « au sens le plus large, l'innovation est l'adoption d'une nouveauté ». C'est dire qu'il faut une acceptation et une véritable diffusion et appropriation de cette nouveauté par les populations. Dans les systèmes agricoles, il faudrait pour cela, qu'elle soit avantageuse pour les paysans (Bal et al, 2002), tout en sachant que la logique d'avantage dépasse chez le paysan, le seul et simple profit monétaire et englobe le maintien de l'ensemble du système productif sur ses aspects sociaux, culturels, économiques, etc. Cette logique d'avantage repose sur une gestion du risque dans l'adoption de l'innovation. Raison pour laquelle, dans les « sociétés savanales » par exemple, l'innovation peut être obstruée par le système de valeurs local (UNESCO, PNUE et FAO, 1981) si elle n'est pas conforme aux objectifs des exploitations agricoles. Ce qui rejoint l'argument de J.-P. Olivier De Sardan (1995), pour qui il faut envisager l'innovation comme un processus social.

En les abordant dans leur ensemble organisationnel et relationnel, les systèmes ne peuvent rester indifférents face à l'introduction d'une nouveauté. L'innovation apporte du réel changement : ce sont des « habitudes à bouleverser et des traditions à faire évoluer » (Treillon, 1992 : 15). Le changement entraine en plus, des effets positifs ou négatifs, ou bien une part de ceci et de cela.

Ceci étant, l'innovation agricole peut être défini comme une nouveauté ou le processus d'introduction de cette nouveauté dans un système agricole, dont l'acceptation et l'appropriation dépendent des objectifs de l'agriculteur.

Dans le monde rural, et particulièrement celui africain, beaucoup de changements connus par les systèmes de production sont liés à de grandes dynamiques d'innovation agricole. Pour mieux analyser ce phénomène et ses impacts, il est bien d'approcher la production agricole sous l'angle d'un système. Ce dernier se présente comme un ensemble organisé d'éléments en interaction (Lacoste, 2003), capable de « remplir certaines fonctions et … de réagir comme un tout à des stimuli extérieurs. » (Mettrick, 1994). Organisation, interaction, fonction, réaction sont ainsi, autant d'éléments caractéristiques des systèmes. Sous ce rapport, le système dont la fonction est de produire des biens agricoles, « est une combinaison de productions et de facteurs de production (capital foncier, travail et capital d'exploitation) dans l'exploitation agricole » (Chombart De Louwe et *al,* 1969 :6). C'est ce système de production agricole que M. Dufumier (1996 : 79) définit comme « la combinaison (dans le temps et dans l'espace) des ressources disponibles et des productions elles-mêmes : végétales et animales. Il peut être conçu comme une combinaison plus ou moins cohérente de divers sous-systèmes [de culture, d'élevage et de première transformation des produits agricoles] ».

Les changements apportés par des innovations dans les systèmes agricoles ont également eu des effets d'entrainement sur l'évolution des sociétés et de leurs milieux, ce qui est à l'origine de grandes dynamiques territoriales dans les régions rurales. La notion de « dynamiques territoriales » mérite cependant, d'être épargnée de toute ambigüité autour de son usage. Cela commence par s'accorder sur la représentation que l'on se fait du territoire, avant d'expliquer ses dynamiques. Le territoire est « une portion de la surface terrestre appropriée par un groupe » (Pumain et Saint-Julien, 1997 : 91), il « témoigne d'une appropriation à la fois économique, idéologique et

politique (sociale donc) de l'espace, par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes, de leur histoire, de leur singularité » (Di Méo, 1999 : 76). Le territoire renvoie dans sa conception la plus large et accessible, à un espace délimité, habité, contrôlé par un groupe humain ou un Etat qui s'y identifie par des sentiments d'appartenance construits à partir d'une mémoire collective. Il est cependant, loin d'être un espace figé, il est dynamique en réponse à des influences internes ou externes. La dynamique renvoie en fait, à l'idée de mouvement, elle « envisage un phénomène dans son évolution » (Dictionnaire Hachette, 2002 : 503). Cette définition si simple, cache toutefois la réalité d'un concept polymorphe qui peut impliquer un changement brutal (discontinuité temporelle), graduel (transition d'un système à un autre), d'interactions spatiales (modification des flux dans les réseaux), de qualité des lieux, ou une diffusion spatiale (Lévy et Lussault, 2003). En outre, autant J. Lévy et M. Lussault précisent que la dynamique peut être positive ou négative, autant S. Dévienne et B. Wybrecht (2002) préconisent une lecture historique dans l'usage du concept. Partant, les dynamiques territoriales désignent alors un processus complexe de transformations d'un espace géographique socialement approprié, aux travers de facteurs internes et externes.

Interroger le lien entre innovation agricole, systèmes de production et dynamiques territoriales, soulève par ailleurs, la question plus générale du développement. Tout en évitant les considérations conceptuelles, l'essentiel est que le développement est un processus permanent d'amélioration des conditions d'existence d'une société dans l'objectif d'un bien-être collectif. Dans ce sens, les systèmes de production et les dynamiques territoriales sont des moyens interdépendants pour son appréciation, le premier étant une stratégie et le second, un ensemble d'indicateurs. Sous ce rapport, l'innovation agricole, comme toute autre innovation, se place dans le cadre d'un projet de développement d'une société, puisque c'est le but recherché par toute action politique, sociale, économique, inscrite dans tout territoire. Ainsi, Jean-Pierre Chauveau (1999) souligne que c'est par l'innovation que les sociétés humaines se développent. Autrement dit, les hommes essaient de s'adapter et de maîtriser leur milieu par leur inventivité qui leur permet de conquérir, d'habiter et d'exploiter les milieux difficiles arides, montagneux, forestiers, etc. Dans le domaine agricole, M. Mazoyert et L. Roudart (2002) placent l'innovation dans le processus par lequel l'humanité a mis en place ses agricultures nombreuses et diverses, du néolithique aux

temps modernes. De nouveaux outils, cultivars, procédés, sont créés pour faire face à des contextes climatiques, démographiques, économiques difficiles ou favorables et permettre aux systèmes agricoles de se maintenir et/ou de s'améliorer. C'est dans ce sens qu'il faut saisir le développement de la culture irriguée de banane dans le sud du Sénégal. Ces dynamiques d'adaptation et de développement étant toujours d'actualité, la question de l'innovation agricole ne peut être dépassée d'autant que « le progrès suppose des innovations » (Brunet, Ferras et Théry, 2005 : 279).

2. La question des innovations agricoles dans la recherche : une préoccupation ancienne mais toujours d'actualité

Les phénomènes de l'invention et de son adoption sont au cœur de la compréhension des dynamiques de développement. Ils suscité l'intérêt des sciences et c'est dans ce sens qu'à côté de l'économie, la sociologie, entre autres, la géographie aussi trouve en eux un domaine à étudier.

Joseph Schumpeter, économiste danois, est considéré comme le pionnier de la recherche sur l'innovation, depuis sa *Théorie de l'évolution économique* de 1935. Dans cet ouvrage, sa théorie porte sur l'entrepreneur qui est un innovateur de par son travail de combinaison nouvelle de facteurs de production (Yung et Bosc, 1999). Agronomes, sociologues, géographes, etc. lui ont ensuite succédé, en s'inspirant parfois de sa pensée. Ainsi, dans le domaine des innovations agricoles, il apparaît à la lumière de nos lectures, que beaucoup d'auteurs ont abordé cette problématique en cherchant à trouver des réponses aux questions suivantes : *comment naissent et sont adoptées les pratiques agricoles nouvelles ? Quels sont leurs impacts sur le développement des territoires ?*

A la première question, Ester Boserup avait apporté une réponse en 1965 en mettant en avant l'importance de la croissance démographique comme facteur principal de progrès technique en agriculture. Autrement dit, l'augmentation des besoins de subsistance par l'accroissement de la population, induit naturellement une intensification de l'activité agricole. Mais cette l'hypothèse de Boserup a fait l'objet de remise en question. Lele et Stone (1989) remarquent dans cette hypothèse que, le recul de la jachère par l'augmentation du travail par unité de surface, entraine l'absence de restauration de la fertilité et donc l'absence d'effet durable de l'intensification. Mieux

encore, dans la majeure partie des agricultures africaines, l'intensification des stratégies productives s'est opérée par l'intervention des Etats, et non pas uniquement par une simple réponse spontanée à la pression démographique. Philippe Couty (1991) confirme cette dernière position, en montrant qu'il existe plusieurs formes d'innovations sous l'effet de facteurs non-démographiques comme l'extension des surfaces cultivées en lien avec l'introduction de l'arachide au Sénégal ou encore le développement du « vivrier marchand » en Côte d'Ivoire (Chaléard, 1996).

D'autres innovations agricoles sont nées de l'évolution technique et sociale de l'espèce humaine pour s'adapter et dompter son milieu naturel, économique et social (Mazoyer et Roudart, 2002). C'est dans ce sens, qu'ont émergé l'irrigation (Tiercelin, 1998; Poirée et Ollier, 1957), la mécanisation (Jamin et *al*, 2003), la stabulation (Coulibaly, 2008) pour intensifier les productions et étendre les possibilités de culture. Egalement, l'introduction de cultures nouvelles ou de variétés plus adaptées aux conditions naturelles locales (Pocthier, 1993) ont constitué des tentatives de profit impérialiste (c'est le cas du coton et de l'arachide en Afrique de l'ouest) ou de réponse à des changements environnementaux comme la sécheresse.

Le processus d'adoption de ces nouveautés est retracé par des auteurs (Rogers et al, 1995 ; Alary, 2006 ; Treillon, 1992 ; Bal et *al*, 2002) dont on retient trois grandes phases : l'information et la sensibilisation par les leaders, l'appropriation par beaucoup de producteurs et le point de saturation où peu d'adhésions sont enregistrées. Ces processus sont linéaires et apportent très peu de renseignements sur les raisons sociales et économiques particulières des changements. Certains chercheurs ont donc ajouté des éléments plus explicatifs. Le sociologue M.-M. Isangu (2003 : 7) relève dans un contexte d'introduction du niébé en République Démocratique du Congo (RDC), que « la quête et le gain du pouvoir sont l'enjeu de l'innovation » à travers l'argent acquis par la commercialisation du niébé.

La géographie contribue pour sa part, à cette lecture du processus d'adoption des innovations, avec la théorie de la diffusion spatiale. A ce sujet, elle s'inspire de la physique (loi de gravité) et de l'économie (attractivité de la région polarisante) pour expliquer des phénomènes de diffusion de l'innovation par extension ou par migration (Saint-Julien, 1985 et Cambrézy, 1999). Ici, une grande importance est accordée « aux particularités de la formation sociale et de l'espace géographique d'accueil » (Gu-Konu,

1999), qui influencent l'appropriation de l'innovation par les groupes humains. Un autre apport de la géographie est l'approche globale du changement par des interrogations sur ses facteurs d'émergence, sa diffusion et ses impacts sociaux, économiques, environnementaux, etc. Ainsi, J.-L. Chaléard (1996 et 1997) analyse la façon dont les populations ont développé dans les campagnes de la Côte d'Ivoire, des pratiques comme le « vivrier marchand » pour répondre à l'urbanisation et au contexte économique international. Et un des effets majeurs de ce développement du « vivrier-marchand » est un raffermissement intense des relations villes – campagnes.

Cependant, la prise en compte du contexte social de la nouveauté a été pendant très longtemps, le point faible des études dans ce domaine. L'appropriation paysanne faisait défaut et le producteur était considéré comme un réfractaire au changement. En fait, dans une vision colonialiste, les chercheurs inventaient des produits et procédés nouveaux dans leurs laboratoires qui devaient être vulgarisés auprès des paysans sans tenir compte de la réalité sociale de ces derniers. Les échecs nombreux des processus de changement traduisaient alors un conflit entre logiques technicienne et paysanne. Il a fallu attendre la fin des années 1970 pour que l'alerte soit sonnée et que le paysan soit pris en compte. C'est dans cette ligne que s'inscrit l'organisation du Colloque de Ouagadougou en 1978 sur : « Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale : rationalité technique et logique paysanne »[9]. En introduction à ce colloque, P. Pélissier (1979) souligne précisément que la logique de maîtrise technique de l'agronome par l'intensif, s'oppose à la logique de contrôle du foncier du paysan par l'extensif. Il s'en est suivi une prise en compte de l'environnement social, une relecture de l'appropriation paysanne des innovations (Bassett, 2002) mais en plus, une reconnaissance de la capacité des paysans à innover (Sibélet, 1995).

Sans exhaustivité, la littérature se rapportant au thème des « innovations agricoles » est d'une richesse indéniable même si, elle est concentrée en Afrique sur un certain nombre d'innovations : l'irrigation, la mécanisation, les cultures coloniales de rente (par exemple, arachide au Sénégal), etc. De plus, les études ont plus abordé les innovations au niveau des facteurs d'émergence, des formes de diffusion et de leur place dans le changement social et territorial. Très peu ont abordé par contre, la

[9] Ce colloque a été organisé du 4 au 8 décembre 1978 par l'Office de la Recherche scientifique et Technique d'Outre – Mer (ORSTOM) et par le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST) de Haute Volta. Ses actes seront ensuite publiés en 1979.

durabilité de celles-ci dans les ensembles agricoles, sociaux, économiques et spatiaux qu'elles pénètrent (Belloncle, 1985 ; Diémer et Van Der Laan, 1987).

On s'aperçoit cependant, qu'il n'y a presque pas d'études existantes sur certaines innovations agricoles comme la culture irriguée de la banane au Sénégal. Cette pratique offre un champ nouveau à la recherche, surtout à la géographie pour laquelle, c'est une occasion de s'intéresser de nouveau à la banane après les travaux de J.-C. Maillard (1991) sur le commerce international de ce produit. L'intérêt de cette thématique pour la géographie réside aussi dans la particularité de l'opération de culture irriguée de la banane au Sénégal : c'est l'un des rares projets de développement dans le pays, comme partout ailleurs en Afrique subsaharienne postcoloniale, qui survivent après le départ de leurs promoteurs. Une telle particularité mérite bien d'être fouillée, surtout qu'il s'agit d'une activité peu connue au niveau national alors qu'à l'échelle locale, elle est dynamique. Par ailleurs, le fait que c'est une pratique agricole nouvelle, adoptée et appropriée par des sociétés et dans des milieux différents, accorde encore plus d'autorité aux géographes pour se pencher dessus. En fait, avec le principe que l'espace géographique est pluriel, c'est-à-dire différencié d'une entité à l'autre, la géographie peut appréhender la culture irriguée de la banane comme une innovation différentielle pour faire bonne lecture des conditions de son appropriation et des dynamiques territoriales qu'elle entraine. La géographie contribuerait ainsi à mieux éclairer la problématique des innovations et de leurs interactions avec les dynamiques territoriales, en termes d'émergence et d'intégration dans les systèmes productifs, mais aussi de composition/recomposition des territoires.

3. Le développement de la banane irriguée et les dynamiques territoriales dans le sud du Sénégal : questions et hypothèses

La problématique à laquelle s'attaque cette thèse porte sur l'émergence d'une innovation à travers la culture irriguée de la banane dessert, dans la zone méridionale du Sénégal. Le problème de recherche réside dans deux grands paradoxes. D'une part, malgré ses exigences écologiques (irrigation nécessaire au Sénégal) et techniques (lourdeurs des opérations culturales), cette nouvelle culture se développe dans une région dominée par des systèmes de production profondément pluviaux. D'autre part, contrairement à la majeure partie de ses zones de production en Afrique où la banane dessert fait l'objet d'exportation, elle est produite au Sénégal pour le marché national

alors que le sud du Sénégal se caractérise principalement par des phénomènes d'enclavement (Ninot, 2003 ; Ninot et Magrin, 2005). Face à ce double paradoxe, la thèse questionne particulièrement les raisons de l'adoption de cette culture, pour ensuite rechercher les liens de cette innovation aux dynamiques locales de développement territorial.

En effet, des paysans pratiquent à coté ou en substitut de leurs habituelles cultures hivernales et vivrières, une culture annuelle de la banane techniquement exigeante et basée sur un système irrigué géré par des producteurs en coopération. L'objectif exclusif de cette activité nouvelle est de conquérir un marché situé en général hors de l'espace de production. La culture irriguée de la banane introduit ainsi une pratique innovante techniquement (le bananier et sa culture, l'irrigation et sa conduite), socialement (la dynamique organisationnelle des producteurs) et économiquement (l'auto-commercialisation paysanne) dans les milieux et sociétés des régions de Sédhiou et Tambacounda.

La position subsaharienne du Sénégal a rendu l'irrigation incontournable pour la culture annuelle de banane dans les régions méridionales dont les moyennes pluviométriques annuelles tournent autour de 1000 mm. Cette irrigation « apporte certes la vie, un confort et de la valeur ajoutée mais exige en contrepartie un savoir-faire hydraulique pointu, un contrôle permanent et des dépenses lourdes » (Zella et Smadhi, 2006 : 17). Dans un contexte sénégalais d'agricultures familiales fondamentalement pluviales, l'on se demande pour quelles raisons les producteurs s'engagent-ils réellement dans la culture irriguée de la banane ? Comment s'organisent-ils pour supporter collectivement les charges liées à l'activité hydraulique ? Quels types de relations les producteurs de banane tissent-ils dans leurs nouvelles organisations qui peuvent être autant des cadres de solidarités (Duteurtre, 2008) que des espaces de tensions (Cossou Tossou, 1993). Et au-delà des aspects organisationnels, l'on s'interroge surtout sur les stratégies individuelles et collectives d'apprentissage de la culture hydraulique dans l'activité agricole en zone pluviale.

Dans sa production, la banane se présente comme une culture à risque par ses exigences, sa vulnérabilité et sa rentabilité. En effet, J.-C. Chaléard (1989) explique, avec l'exemple du département d'Agboville au sud-est de la Côte-d'Ivoire, que les plantations nécessitent de nombreux et lourds travaux (plantation de rejets,

œilletonnage…) avec des investissements considérables (engrais, amendements et produits phytosanitaires) sans pour autant qu'une belle récolte soit assurée. En même temps, la culture de la banane est financièrement très rentable (Chaléard, 1989 ; 1996). Dans ce cas et en contexte d'agricultures pluviales comme dans le Sud Sénégal, l'importance de la sécurité familiale en exploitation familiale incite à une observation plus fine des systèmes de décision et de l'organisation des calendriers culturaux (banane, mil, maïs, arachide, coton), particulièrement pendant l'hivernage.

Par ailleurs, la banane dessert est au Sénégal une culture marchande et sa rentabilité se mesure à l'aune des ressources financières qu'elle génère par sa commercialisation. Dans le contexte sénégalais de désengagement de l'Etat et de libéralisation des marchés agricoles, quelles stratégies les producteurs développent-ils pour s'insérer dans les réseaux marchands ? Les évolutions démographiques nationales (taux annuels d'accroissement naturel et d'urbanisation respectivement d'environ 3 et 44 %) et la croissance des marchés ruraux, dont Diaobé en zone sud est le plus grand, facilitent-t-elles le déploiement de ces stratégies marchandes ? Aussi, les régions de Sédhiou et Tambacounda étant enclavées et en périphérie (Ninot, 2003 ; Ninot et Magrin, 2005), les échanges bananiers interrogent sur les relations entre acteurs, entre territoires, mais aussi entre acteurs et territoires à différents échelons (local, régional et national) ?

Dans ces dynamiques territoriales, les zones de production paraissent attractives comme ce fut le cas avec plusieurs cultures commerciales en Afrique subsaharienne (l'arachide au Sénégal selon David, 1980 et Sidibé, 2005 ; le café-cacao en Côte-d'Ivoire selon Chaléard et Charvet, 2004 et Chaléard, 2011). Les productions marchandes constituent un facteur de mobilité de ruraux fuyant la pauvreté et le sous-emploi, de citadins désireux d'investir, d'acteurs d'aide au développement, etc. Au Sénégal, notamment au Sénégal oriental, la banane attire déjà de la main-d'œuvre agricole (notamment des populations étrangères venues spécialement cultiver la banane) et des régions longtemps « marginales » deviennent ainsi « centrales ». Ce retournement de situation géographique est-il facteur de changements dans l'occupation de l'espace ? En quoi la culture irriguée de la banane serait-elle source de nouveaux enjeux pour le foncier et la gestion locale des ressources naturelles ?

Cependant, l'essor de la culture irriguée de banane est à questionner par rapport à la trajectoire de développement difficile du Sénégal depuis son indépendance en 1960

(Magrin, 2013). Les politiques rentières sur la culture arachidière, les phosphates, la pêche maritime, ainsi que les grands investissements (60 % des financements agricoles) dans la riziculture irriguée de la vallée du Sénégal (Seck, Léricollais et Magrin, 2009) n'ont pas donné des résultats satisfaisants sur la structure économique nationale. En même temps, ces politiques spatialement ségrégatives (concentrées au nord et dans le centre-ouest) ont produit des marges territoriales pauvres, oubliées et mal développées (Ninot, 2003) dont les régions sud et sud-est du pays qui pourtant, sont dans l'imaginaire national des réserves de ressources naturelles (agricoles, forestières, minières, etc.) sous exploitées. Face à cette situation, l'émergence de la culture irriguée de banane dans ces zones suscite des interrogations dans deux sens. D'une part, est-ce une opportunité de développement pour ces « marges » ? Par exemple, peut-elle être à l'origine d'un regain d'intérêt de l'appareil étatique envers des campagnes africaines, où il a négligé la mise en place d'équipements, surtout des infrastructures de transport (Lesourd, 1997) ? D'autre part, participera-t-elle, avec les projets miniers du Sénégal oriental (Mbodj, 2011), à faire des régions sud et sud-est de nouveaux leviers spatiaux du développement économique au Sénégal ?

Le développement de la culture irriguée de banane soulève donc beaucoup d'interrogations sur son insertion dans les systèmes de production et ses interactions avec aussi bien les mutations territoriales dans le sud du Sénégal que les dynamiques nationales de développement. La question centrale est de savoir, pourquoi la culture irriguée de banane se développe-t-elle depuis une quarantaine d'années dans la zone sud du Sénégal et, dans quelles mesures cette innovation agricole contribuerait-elle au développement régional et national ? Il s'agit de s'intéresser à l'essor de la culture irriguée de la banane, et principalement à son introduction et à la dynamique de son développement dans le sud du Sénégal, en lien avec la recomposition de ses espaces, les mutations territoriales qu'elle induit et les perspectives de développement régional et national.

- **Hypothèse principale**

L'hypothèse principale qui guide cette réflexion est que la culture irriguée de la banane, en tant que nouvelle pratique intensive et marchande, est un facteur puissant d'intensification agricole, de transformation socio-économique et de mise en relation territoriale en Moyenne Casamance et au Sénégal oriental.

- **Hypothèses secondaires**

Une première hypothèse qui sous-tend celle principale, est que le caractère marginal (zones peu peuplées, peu exploitées) et relativement pluvieux des régions sud du pays, ainsi que les efforts d'encadrement (Etat et Organisation Non Gouvernementale - ONG), ont favorisé l'émergence et la diffusion de la culture irriguée de la banane dans cette zone. La seconde hypothèse suppose que le processus de développement de cette innovation agricole est animé par une diversité de pratiques individuelles et collectives d'adaptation aux exigences sociales (organisation), productives (irrigation et respect des opérations culturales) et économiques (stratégies de commercialisation de la banane). Une troisième hypothèse soutient que la dynamique de développement de la banane irriguée offre une opportunité de redynamisation territoriale du sud du Sénégal, par les possibilités d'amélioration des conditions de vie locales, en lien avec, entre autres, le nouveau contexte local de développement minier.

III. Itinéraire et méthodologie de recherche

Ce travail s'inscrit dans le cadre d'une recherche qualitative avec un appel à des données quantitatives au besoin. Le choix d'une telle démarche s'explique par l'impossibilité financière et de temps (d'un Doctorat) de monter une base de données quantitative sur un échantillon représentatif des acteurs de la banane au sud du Sénégal. En plus, l'essentiel est de mettre en évidence les processus de recompositions territoriales dans la région sud du Sénégal, en relation avec le développement de la culture irriguée de la banane. En ce sens, ce travail de recherche a pu être mené en suivant une démarche qui s'est nourrie d'un côté, d'une approche « innovation » et de l'autre, d'une acquisition de données par la documentation sur les relations innovation agricole, systèmes de production et dynamiques territoriales, et par des enquêtes menées sur le terrain de la culture irriguée de banane en Moyenne Casamance et au Sénégal oriental.

1. Une approche innovation combinée à l'analyse comparative et au jeu d'échelle

Nous l'avons déjà dit ; le fait de considérer la banane irriguée comme une innovation dans le sud du Sénégal est justifié par son caractère novateur de culture irriguée,

annuelle et exclusivement marchande dans une région d'Afrique tropicale, caractérisée par une agriculture pluviale dominée par des cultures vivrières. Cette considération est également une façon d'approcher la dynamique de la culture irriguée de banane, en lien avec les évolutions des systèmes de production et des territoires dans le sud du Sénégal. L'innovation est donc une notion que cette étude utilise pour analyser le développement d'une activité agricole nouvelle, dans ses interactions avec les sociétés et les milieux. L'approche innovation offre une lecture dynamique de cette pratique agricole par l'interrogation de son passé, son évolution actuelle et ses défis. Ce questionnement suscité par cet angle d'attaque, aide à mieux comprendre le contexte historique et géographique de son émergence, sa dynamique et sa force de pénétration dans les systèmes productifs et territoriaux, et enfin son devenir, sa durabilité.

Partant, l'entrée « innovation » est géographique et est depuis longtemps utilisée dans cette discipline sans être explicitement nommée. Elle favorise une appréhension dynamique et transversale des relations homme/société/milieu, parce qu'en fait, la géographie est une discipline qui s'intéresse aux dynamiques des espaces et des sociétés, ainsi qu'aux mécanismes de ces évolutions. Mais plus que la question du « comment », elle interroge les choses par celle du « pourquoi », ce qui l'amène à sonder les explications dans différents domaines (physiques, démographiques, socio-économiques, culturels, etc.), à la fois, dans le présent et le passé des groupes humains et des milieux. Pour ce faire, l'approche innovation utilise la trajectoire comme un outil privilégié, indicateur de mouvement dans le temps et dans l'espace. La trajectoire est une « courbe décrite par le centre de gravité (d'un mobile) »[10] ; elle renvoie à un cheminement d'un objet en mouvement. Par ce caractère mouvant et par le fait que chaque mobile réagit aux pressions internes et externes qui s'exercent sur lui lors de son déplacement, la trajectoire donne une vision plus globale de la dynamique de l'innovation ou de l'objet perçu comme tel, mais aussi des interactions de cette nouveauté avec son environnement. Ainsi, cet outil permet d'analyser l'évolution passée et récente des acteurs, des espaces et des phénomènes en rapport avec le développement de la culture irriguée de la banane, mais également avec des dynamiques internes et externes à chacun des objets. Dans cette optique, Géraud

[10] 2007. Le Robert plus. Dictionnaire de la langue française. Paris, Editions France Loisirs, p. 964

Magrin inspire par l'analyse qu'il fait des dynamiques de développement en Afrique de l'ouest et du centre en rapport avec les activités rentières (Magrin, 2013).

Cette étude utilise aussi la comparaison et le jeu d'échelle, deux procédés de recherche, qui semblent inhérents à la méthode géographique ; ils sont des démarches privilégiées dans cette discipline. Comme la quasi-totalité des travaux en géographie, cette recherche aussi les utilise pour analyser l'innovation agricole et ses rapports aux dynamiques territoriales. Si la comparaison permet de ressortir ce qu'il y a de général et de particulier entre divers espaces, le jeu d'échelle et d'échelons apporte de la variation dans leurs perceptions.

Nous nous sommes inspiré des modèles de comparaison de S. Louargant et S. Ghiotti (2000) pour étudier les relations entre innovation agricole et dynamiques territoriales. Un modèle intégral a été mis en place pour analyser simultanément deux terrains, tous situés dans le sud du Sénégal (un site dans la région de Sédhiou et un autre dans celle de Tambacounda) mais, offrant des disparités socio-spatiales qui peuvent influencer et/ou être influencées par l'apparition d'une nouveauté agricole. Un autre modèle référentiel à servi à comparer dans chaque région, le site principal à d'autres pour enrichir l'étude, en accordant une attention particulière aux particularités de chaque espace. L'objectif est de mieux ressortir les éléments fondateurs des processus territoriaux liés au développement de la culture irriguée de la banane. De façon intégrale ou référentielle, la comparaison se fonde sur les matériaux constitués à partir des diagnostics, des récits de vie, des entretiens, etc. pour expliquer ce qu'il y a de général et de particulier dans les évolutions de chacune des régions de Tambacounda et de Sédhiou.

La méthode comparative est combinée à une analyse *multiscalaire* et *transcalaire* qui utilise une échelle sociale ou spatiale, aux échelons variés, en vue de mettre en exergue la variabilité des représentations selon le niveau à partir duquel on scrute les phénomènes géographiques. Toutefois, il faudrait apporter une précision pour empêcher toute équivoque autour de la notion d'« échelle » en géographie : accordons-nous qu'elle est un «ensemble d'échelons permettant de changer progressivement de niveau. […] Trop souvent, l'on prend l'échelon pour l'échelle : une échelle a des échelons, par définition » (Brunet, Ferras et Théry, 2005 : 175). De ce point de vue, les analyses *multiscalaire* et *transcalaire* sont des formes de changement d'échelle

(échelle spatiale, sociale…) ou d'échelons (du local au global à l'échelle spatiale, ou de l'individu à la communauté internationale à l'échelle sociale). Dans le cadre de cette recherche, la banane irriguée impose un tel jeu d'échelle et d'échelons dans la mesure où, elle connait à l'échelle spatiale des activités de production et de commercialisation dont le dynamisme varie entre les niveaux local, régional et national. A l'échelle sociale, la banane irriguée mobilise aussi dans sa mise en œuvre, des acteurs individuels ou fédérés dont les pratiques offrent des perspectives qui varient en fonction du niveau individuel, villageois, fédéral, etc.

Avec l'approche innovation et la méthode des trajectoires, ajoutées aux méthodes comparatives et de changement d'échelle et d'échelon, l'étude a commencé par une recherche documentaire qui a pour objet de cerner les contours de la thématique.

2. Une documentation peu abondante sur le terrain étudié

Une abondante littérature a permis de d'entamer et de conduire l'étude de la dynamique de développement de la culture irriguée de banane dans le sud du Sénégal et ses rapports aux dynamiques des systèmes de production et des territoires. Cette recherche documentaire remonte aux travaux de master (1 et 2) menés en 2008 et 2009 sur la thématique des relations entre culture irriguée de la banane et dynamiques des systèmes de production agricole. Elle s'est élargie et améliorée au fil du temps, tout en restant articulée autour de la banane, de l'irrigation, des dynamiques des systèmes de production et des territoires en Afrique, particulièrement au Sénégal et sa région sud.

Sur la banane, *Le mémento de l'agronome* a apporté des éléments de connaissance sur l'écologie du bananier, à travers la contribution de Bakry F., Didier C., Ganry J. et *al,* (2002). Ces connaissances sont renforcées par Van Ee (1999), nous donnant des références pour voir en quoi le bananier est écologiquement adapté aux conditions du milieu physique dans le sud du Sénégal. D'autres ouvrages ont aussi traité des systèmes de culture bananière et de l'importance socio-économique de la banane (les études de l'INIBAP[11], particulièrement les actes des colloques dont les publications sont dirigées par Picq, Foure et Frison en 1999 et Akyeampong en 2000 ; mais aussi les travaux de

[11] Réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain (INIBAP pour *International Network for the Improvement of Banana and Plantain*)

Lassoudière, 2007 et Fréguin, 2005, etc.). Ces importants travaux sont l'œuvre d'agronomes et agroéconomistes, les sciences sociales se sont tues sur la question de la banane, exception faite du géographe J.-C. Maillard (1991 et 2002). Ce dernier a expliqué l'historique et la réalité du commerce international de banane, notamment entre l'Amérique centrale et l'Europe mais, son apport est très négligeable eu égard aux rapports de cette culture avec les dynamiques de développement dans le sud du Sénégal.

Ensuite, la piste de l'irrigation a favorisé une meilleure compréhension des facteurs d'émergence (Conac, 1998 ; Mainguet, 1995), des conditions de développement (Zella et Smadhi, 2006) et de ses effets sur les sociétés et les milieux, particulièrement au Sahel (Diemer et Van Der Laan, 1987) et autour de la vallée du fleuve Sénégal (Crousse, Mathieu et Seck, 1991 ; Belloncle, 1995). En Afrique, et au Sahel surtout, l'irrigation est considérée depuis le lendemain des grandes sécheresses des années 1970, comme l'unique voie menant vers un développement agricole durable (Gourou, 1991). Pourtant, les recherches dans ce domaine ne concernent quasiment que les grandes zones fluviales (Niger, Sénégal…), peu s'y rapportent aux espaces sans ou avec de petits cours d'eau.

La question de l'évolution des systèmes de production et des territoires a également retenu notre attention dans les recherches documentaires. L'intérêt premier est d'ordre méthodologique ; c'est-à-dire de mieux saisir les paramètres essentiels à prendre en compte pour aborder les systèmes de production et les territoires, particulièrement en Afrique subsaharienne, en partant des études d'agronomes (Cochet et al, 2002 ; Mazoyer et Roudart, 2002) et de géographes (Pélissier, 1995 ; Tersiguel, 1995). Ces œuvres et d'autres études ont montré par ailleurs, que les systèmes de production sont certes, en difficulté dans leur globalité, mais restent innovants et ouverts au marché, et s'inscrivent dans des dynamiques territoriales marquées par la pluriactivité, l'urbanisation, la mondialisation (Dubresson et al, 1994 ; Pourtier, 2001 ; Chaléard, 1996 et 2011 ; Dubresson et al, 2003). Au Sénégal également, la situation n'est guère exceptionnelle, les territoires s'organisent et se réorganisent en lien avec les évolutions d'une économie agricole et rurale caractérisée par un fort poids de l'arachide, des aléas climatiques (Gastellu, 1988 ; Mbodj, 1992) et de leurs conséquences sur la politique de l'irrigation (Seck, 1991), mais aussi par la

libéralisation des marchés (IPAR[12], 2007 et 2009 ; Césaro et al, 2010 ; Duteurtre, 2010).

Si ces connaissances permettent de comprendre globalement les évolutions agricoles et territoriales à l'œuvre en Afrique et au Sénégal, la documentation renseigne cependant, très peu au sujet de ces dynamiques en lien avec le développement de la culture irriguée de la banane dans le sud du Sénégal. Toutefois, aussi ancien soit-il, le travail de Paul Pélissier (1966) est notre principale source d'information sur l'histoire, les modes d'occupation de l'espace et les stratégies productives en Casamance au autour des années 1960. Sans commune mesure avec Pélissier sur la Casamance, les rapports du Programme Sénégal oriental IRD-UCAD [13]apportent beaucoup de données sur la région de Tambacounda. En plus, la thèse d'Olivier Ninot (2003) nous a aidé à mieux comprendre les problèmes de développement au Sénégal oriental, avec en toile de fond les thèmes de l'enclavement et de la vie de relations. Avec Géraud Magrin, leur étude comparative entre les suds du Sénégal et du Tchad ont permis une meilleure mise en évidence de la relation enclavement et problème de développement dans le contexte de l'Afrique subsaharienne (Magrin et Ninot, 2005). Mis à part quelques mémoires de maitrise (Sy, 2008 ; Ndiaye, 2008 ; Badji, 2009), peu d'études se sont intéressées à la production irriguée de la banane dans cette zone (Dia, 2010 ; Badji et Seck, 2012). Encore faudrait-il souligner que ces travaux sont soit, limité à la Moyenne Casamance (Badji et Seck) soit, n'explore que ses impacts sur la gestion du Parc National Niokolo Koba dans la région de Tambacounda. Ceci étant, la pratique du terrain a permis une meilleure appréhension de la dynamique de développement de cette innovation agricole au Sénégal méridional.

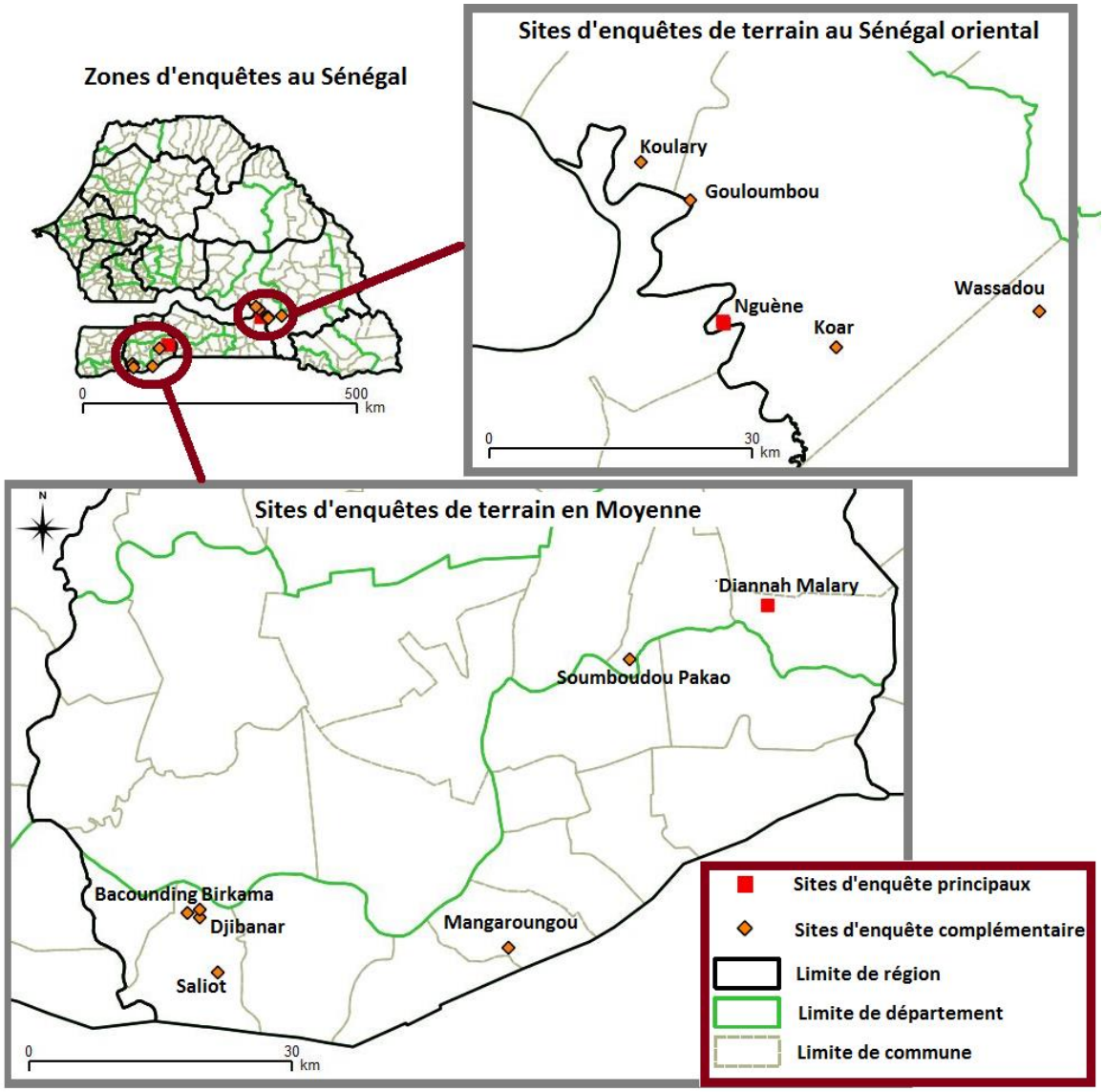
3. Des pratiques de terrain

Pour analyser les évolutions territoriales dans le sud du Sénégal dans le contexte actuel de développement de la culture irriguée de la banane, des enquêtes de terrains sont nécessaires pour pallier la faiblesse de la documentation sur cette question. Cette étude a ainsi accordé une place primordiale au terrain en se focalisant sur deux sites : Diannah Malary (Moyenne Casamance) et Nguène (Sénégal oriental).

[12] IPAR : Initiatives Prospectives Agricoles et Rurales
[13] IRD : Institut de Recherche pour le Développement
UCAD : Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Dans le choix de ces deux sites, le premier élément déterminant est la représentativité de la situation de l'activité de production de banane irriguée dans chacune des régions respectives : une activité pratiquée par des « autochtones » à Diannah Malary alors qu'à Nguène, elle est plus menée par des « allochtones ». L'autre élément est le fait que les deux sites sont des plus dynamiques en matière de production dans chacune des zones. Cependant, il s'ajoute à ces deux, d'autres sites complémentaires présentant des particularités sociales et/ou spatiales, une léthargie de la production de banane, une antériorité de l'activité, ou une plus grande attractivité par rapport à des investisseurs étrangers. En plus des villages de production de banane, nous nous sommes aussi intéressé à des lieux de commercialisation mais également à ceux qui abritent les structures étatiques et privées d'appui au développement de la filière.

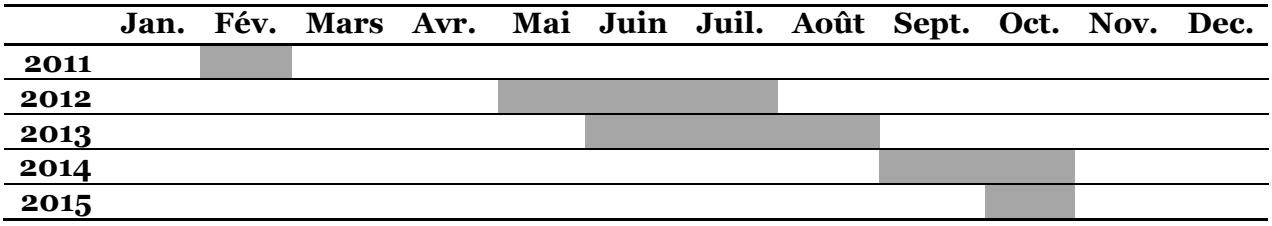
Carte 2: Les lieux choisis pour les enquêtes de terrain



Dans ces lieux, les enquêtes ont été menées auprès de plusieurs types d'informateurs choisis en fonction des différentes catégories d'acteurs de la filière (producteurs, dirigeants d'associations et de fédérations de producteurs, des commerçants et autres intermédiaires). Vu qu'ils sont plus dynamiques dans la filière, des entretiens plus fouillés ont été particulièrement organisés avec les producteurs et les commerçants. Ces interviews avaient pour objet de mieux étudier leurs trajectoires de vie en s'intéressant à leurs origines géographiques, leurs activités agricoles et organisationnelles avant la culture de la banane, les raisons de l'adoption de cette culture, leurs pratiques agricoles, la rentabilité de l'activité banaière, etc. Des entretiens ont aussi permis de mieux comprendre l'historique de l'activité bananière auprès d'anciens techniciens encadreurs des producteurs pendant la période de mise en place des premières bananeraies.

Après les choix de terrain et d'informateurs, l'étude a accordé une attention particulière à « l'importance du contexte de l'enquête » (Lavigne-Delville et Wybrecht, 2002 :33) pour l'installation d'un climat de confiance entre chercheur et informateurs. Cela s'explique par notre conception de la recherche en sciences sociales et humaines : l'enquête est une forme de négociation sociale dont la confiance conditionne la valeur de l'information recueillie. Cette confiance a été construite par une présentation précise de la nature de l'étude et une intégration sociale de notre personne (via la maitrise de langues locales – Wolof, Manding et Peulh –, le cousinage à plaisanterie avec les Sérère pour le Diola que nous sommes, etc.) dans les sociétés concernées pour apprivoiser les enquêtés, tout en gardant une distance propre au chercheur. C'est dans ce sens que s'inscrit le premier séjour à Nguène en mi-mars 2011[14].

Figure 1: Les périodes des enquêtes de terrain



Les enquêtes proprement dites sont réalisées par des contacts répétés avec les objets étudiés en recueillant d'abord des récits de vie, puis en approfondissant certains points

[14] Sachant que le site de Diannah Malary est abordé depuis 2007 dans le cadre d'un stage pré-mémoire de Master à la direction régionale de Kolda de l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR).

par des questionnaires individuels complémentaires portant par exemple sur des activités connexes de la bananiculture comme la conduite des « cars horaires » de la zone de banane de Gouloumbou (Sénégal oriental), les effets des inondations sur les parcelles bananières et les habitations des producteurs, le faible dynamise de certains GIE producteurs, etc. Il faut bien préciser que cette même démarche est utilisée pour étudier les espaces en tant que tels, et c'est pourquoi le terme « objet étudié » concerne tant les acteurs interrogés que les lieux et activités nous ayant intéressé. L'utilisation du récit de vie est conforme à la méthode des trajectoires permettant de reconstituer l'évolution spatio-temporelle des objets étudiés. Le récit informe le passé de l'objet, le contexte d'entrée dans l'activité, la dynamique de celle-ci, ses résultats et impacts, et son avenir. Les questionnaires individuels complémentaires ont eu pour intérêt de revenir sur l'entretien pour approfondir les récits après un certains temps. Pour chaque catégorie d'acteurs (producteur, GIE, fédération, commerçant, encadreur), nous avons construit un questionnaire qui structure les grandes pistes autour desquelles devait s'organiser le recueil de données. La conduite de ces enquêtes s'est faite directement (face-à-face) et/ou indirectement par une communication téléphonique qui a été favorisée par la confiance installée lors du premier contact (le téléphone a été plus utilisé pour les questionnaires individuels complémentaires).

Les questions posées dans les entretiens sont combinées à des regards portés sur les objets étudiés dans le but de repérer dans des images instantanées la réalité ancienne et actuelle de la banane irriguée dans ses territoires de production au sud du Sénégal. Ainsi, plusieurs photographies ont été prises pour illustrer les phénomènes observés durant les séjours de terrain.

En guise de plan…

Cette thèse montrera dans un premier temps (partie 1), que c'est dans le caractère marginal des régions sud du Sénégal, né d'une construction historique, que réside les facteurs naturels et socio-économiques ayant présidé à l'émergence de la culture irriguée de la banane dans cette zone. Pour ce faire, elle analyse d'abord, la trajectoire du développement au Sénégal de l'époque précoloniale à nos jours, en montrant la dynamique de marginalisation des régions sud et leurs rôles secondaires (chapitre 1). Les systèmes agricoles et les mondes ruraux sénégalais ont connu des crises (sécheresses, etc.) structurelles qui les ont fortement marqués. Face à ces crises, le sud

et beaucoup d'autres activités (dont la banane irriguée) ont été apparues comme des porteurs d'espoirs (chapitre 2). L'étude portera ensuite dans le chapitre 3, sur les étapes et les facteurs physiques et géographiques présidant à la mise en place des périmètres bananiers dans le sud et le sud-est du Sénégal**.**

Après avoir montré les facteurs d'émergence de l'innovation bananière, cette thèse s'évertuera à expliquer, dans un second temps, le processus d'intégration de la culture irriguée de la banane dans les stratégies productives des paysans du sud du Sénégal (partie 2). Nous insisterons sur l'organisation des producteurs, l'évolution de la production des bananes (chapitre 4). Puis à travers la commercialisation et son cortège de flux, de lieux, d'acteurs, d'échanges, de réseaux, nous analyserons les modalités d'intégration marchande des producteurs de bananes dans un contexte de désengagement de l'Etat et de libéralisation de l'économie (chapitre 5).

L'explication des facteurs d'émergence et du processus de son intégration dans les stratégies productives locales, permet de mieux montrer dans un dernier temps, les effets socio-économiques et géographiques de la dynamique de développement de l'innovation bananière dans le sud Sénégal. Ainsi, nous discuterons de la place et du rôle de la culture irriguée de banane dans les perspectives de développement rural et régional du sud du Sénégal mais aussi, dans l'ensemble du territoire national (partie 3). La culture irriguée de la banane apporte certes beaucoup de changements (chapitre 6) dans la vie sociale de ses acteurs (par ses revenus), et contribue à la « vie de relation » dans le sud et entre le sud et le reste du pays (dans ses aspects organisationnel et marchand). En même temps, les dynamiques migratoires qu'elle induit et les perspectives de mise en valeur agricole qu'elle met en exergue en Casamance et au Sénégal oriental, sont des sources de réorganisation spatiale et d'enjeu autour du foncier et des ressources naturelles. Face à ces mutations, le chapitre 7 discute de l'intérêt de l'opération banane irriguée par rapport aux expériences de développement agricole et rural au Sénégal mais aussi en Afrique subsaharienne. La discussion s'étendra aux difficultés d'une telle innovation face à des contraintes multiples (inondations, conflit armé, etc.) et au regain d'intérêt pour la Casamance et le Sénégal oriental, par rapport à la dynamique globale de développement national dans une perspective plus durable.

PARTIE 1 : DE LA MARGINALISATION DU SUD DU SENEGAL A L'EMERGENCE DE LA CULTURE IRRIGUEE DE LA BANANE

Introduction a la premiere partie

La question de la marginalisation territoriale entre dans le cadre de constructions sociales historiques sans lien nécessairement déterminant avec les conditions naturelles locales (Debrie et Steck, 2001 : 28). Jean Debrie et Benjamin Steck, dans leur article de 2001, ont tenté d'expliquer l'inversion des polarités en Afrique de l'ouest par le fait colonial et les projets de mise en valeur des colonies. Avec le développement des cultures coloniales et des économies extractives ainsi que l'impératif de l'exportation maritime et la concentration de l'appareil économique et de transport vers le littoral, les Etats ouest-africains sont passés d'une « centralité continentale » construite pendant le commerce transsaharien vers « une émergence de la littoralité » pendant la colonisation. « Dans cette organisation, la capitale, centre du pouvoir émergent, est évidemment le point nodal des réseaux progressivement construits » (Debrie, 2001 : 86).

Cette inversion des polarités a eu pour effet de mettre les zones continentales africaines à l'écart des grandes dynamiques de développement et d'être durablement enfoncées dans de multiples problèmes de développement. Au Sénégal, les zones méridionales, parties les plus isolées du pays, reflètent tous les stigmates du mal-être et du sous-développement : éloignement, manque, canicule (au Sénégal oriental particulièrement), insécurité (avec le conflit de Casamance). Si la pauvreté est certes ce qu'il y a de mieux partagé entre les territoires d'Afrique tropicale, la situation du sud du Sénégal est en grande partie l'aboutissement d'un processus historique de marginalisation mis en place depuis l'époque coloniale.

C'est le processus historique de construction de cette marginalité qu'aborde le premier chapitre de cette première grande partie. Cependant, ces espaces longtemps isolés du développement au Sénégal, mais riches de potentialités agro-économiques, vont servir de zone de résilience pour l'Etat et les populations face aux plusieurs crises auxquelles ils seront confrontés. C'est également dans ce sens, qu'ils représenteront des foyers d'émergence de la culture irriguée de la banane. Des opportunités agro-écologiques aux facteurs socio-économiques, le chapitre 2 propose un retour sur l'histoire du développement de la banane irriguée au Sénégal.

CHAPITRE 1 : LA CASAMANCE ET LE SENEGAL ORIENTAL DANS LA TRAJECTOIRE DE DEVELOPPEMENT AU SENEGAL : UNE MARGINALISATION HISTORIQUE

Pour comprendre la place de la culture irriguée de la banane dans les transformations des espaces méridionaux du Sénégal, il importe en effet, de bien saisir l'évolution générale du territoire national et des régions de Sédhiou et Tambacounda en particulier, avant le développement de cette culture. C'est l'objet de ce chapitre qui évoquera dans un premier temps, la dynamique historique de marginalisation progressive des régions sud du pays sous l'effet des politiques économiques coloniales, avant d'aborder les manifestations de cet isolement en termes d'enclavement et de pauvreté mais aussi, de fonctions secondaires dans le développement du Sénégal.

I. Aux origines du déséquilibre territorial au Sénégal : une politique rentière de développement arachidier

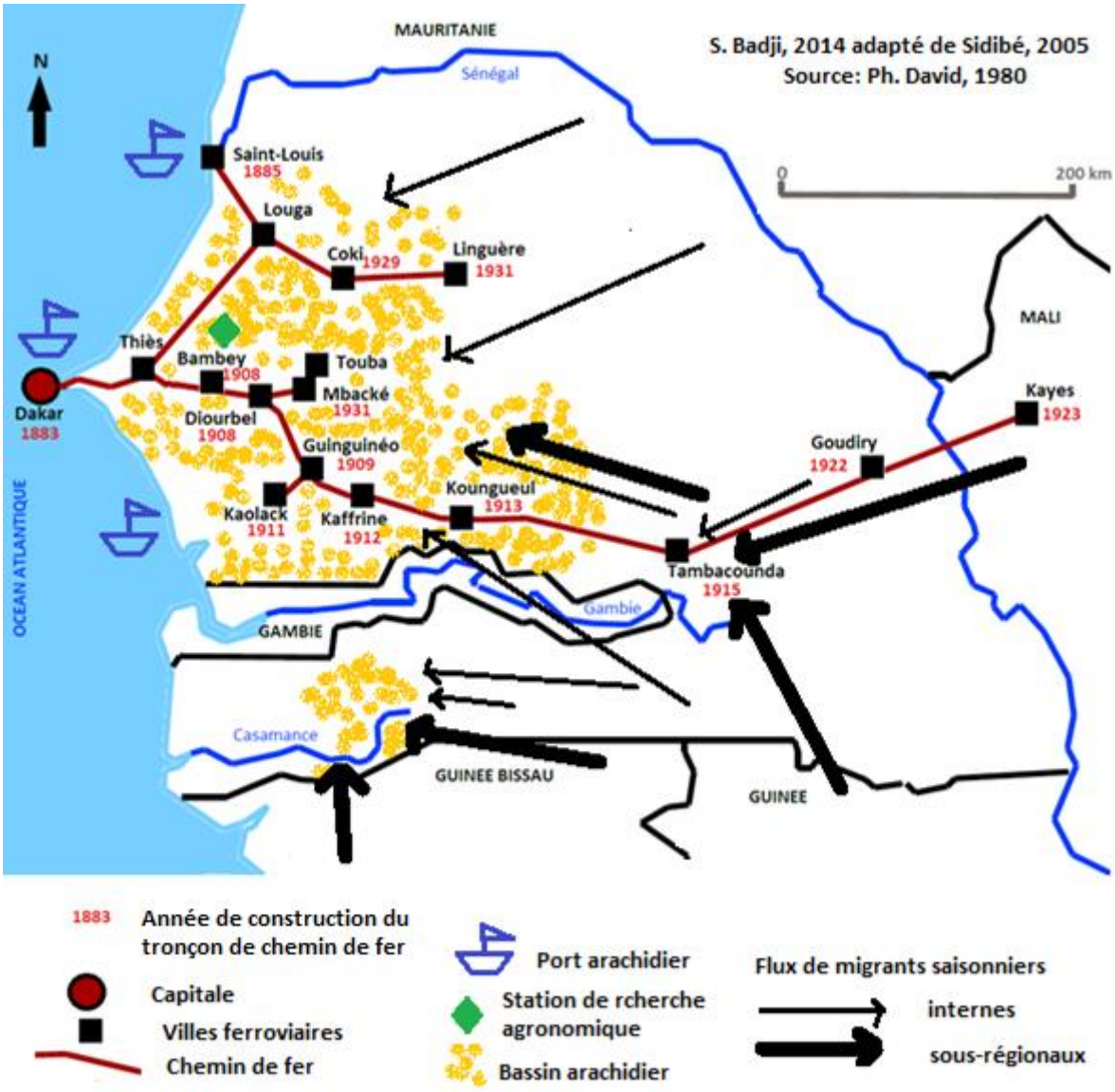
1. La « vocation » arachidière du Sénégal, de la colonisation à l'Etat indépendant

Le poids politique, social et économique de la culture arachidière s'est fortement fait sentir sur toute la trajectoire de développement du Sénégal. De la colonisation à l'Etat indépendant, la mise en valeur et la construction du Sénégal s'associent à la culture arachidière, tout comme se lient durablement le café/cacao à la Côte-d'Ivoire, le coton au Mali, au Burkina Faso, au Tchad, etc., le bois au Gabon…

Les autorités coloniales ont été convaincues par le caractère ancien de la culture arachidière (Roubaud, 1918 : 357 – 358), en plus des conditions climatiques et pédologiques favorables. Après « la pacification et l'unification de la Colonie » (Charlery de la Masselière, 1984 : 283), la culture a bénéficié d'une grande politique incitative avec en premier lieu, des infrastructures de transport dédiées : « l'économie des transports est avant tout l'économie du transport de l'arachide » (Kayser et Tricart, 1957 : 350). La construction des ports (Rufisque, Saint-Louis, Foundiougne, etc.) et d'un réseau de chemin de fer à partir de 1887 (ligne Dakar – Saint-Louis), visait ainsi l'écoulement du produit vers la métropole (carte 3). Cette politique volontariste s'est

traduite aussi par la création d'une station de recherche spécialisée à Bambey en 1913[15] et la mise en place de la Société indigène de prévoyance (SIP)[16] à partir de 1909 à Kaolack (Tourte, 2005 : 134 ; David, 1980 : 30).

Carte 3: La culture arachidière au Sénégal : une politique de concentration spatiale de l'investissement public



La mise en place du réseau de chemin de fer a ouvert l'intérieur du pays aux maisons de commerce françaises dont le monopole sur les échanges (achat de l'arachide et vente des produits importés) était certain. Ils sont suivis des traitants Wolof, Lébou, Afro-

[15] C'est « une station agricole de 400 ha, chargée d'étudier toutes les solutions propres à augmenter la quantité et à relever la qualité de l'arachide sénégalaise » (David, 1980 : 30).

[16] Cette société qui est adaptée de l'institut algérien des sociétés de prévoyances, est étendue à partir de 1910 à l'ensemble des cercles du Sénégal pour aider à la mise en place et à la distribution des semences arachidières.

portugais et Libano-syriens qui étaient aussi au cœur du système de collecte de la graine auprès des producteurs (Charléry de la Masselière, 1984). Au fil du rail et de l'arrivée de ces acteurs, la zone arachidière s'est étendue allant du nord-ouest (entre Saint-Louis et Thiès) vers le centre-ouest (Kaolack/Nioro du Rip). Ce « glissement continue du bassin arachidier » est aussi la conséquence de « la nécessité de cultiver plus pour accroître la production et les revenus et de cultiver de nouvelles terres à cause de l'épuisement des sols » (Faye, 2005 : 2).

Dans ce système de traite coloniale, l'un des plus grands facteurs de développement de l'économie arachidière était sans doute la monétarisation des échanges ; la monnaie seule rémunérait le travail du paysan, c'est elle qui payait l'impôt et elle seule donnait accès aux produits importés de la métropole. Cette même monnaie a attiré l'arrivée massive de « migrants de l'arachide » (Sidibé, 2005), dits *navetanes* (David, 1980). Ils arrivaient de l'intérieur du pays comme des pays voisins (Mali, Guinée, Guinée Bissau, Burkina Faso, etc.) pour participer en tant que producteurs et main-d'œuvre privée à l'expansion de l'économie arachidière. Ce *navetanat* a contribué à l'augmentation des superficies emblavées et des productions. Un autre facteur non négligeable est l'intérêt des pouvoirs confrériques, surtout mourides (Pélissier, 1966 ; Copans, 1988), pour la culture l'arachide en exploitant au mieux la relation économico-spirituelle entre guide religieux et disciple. Leur activité de conquête des « anciens *no-man's-land* [...] sous forme de petites unités de culture » (Charlery de la Masselière, 1984 : 284), a même fait parler de « marabouts de l'arachide » (Copans, 1988).

L'ensemble de ces facteurs a permis au Sénégal de connaître une évolution très remarquable de sa production pendant la période coloniale au point d'être le principal fournisseur de la métropole en produit oléagineux (tableau 3).

Tableau 3: Evolution de la production arachidière au Sénégal pendant la période coloniale

	1860	**1880**	**1900**	**1920**	**1940**	**1960**
Production (en tonnes)	4 500	34 000	140 000	300 400	400 000	810 000

D'après Marfaing, 1991 et Atlas du Sénégal, 1976 dans Ninot, 2003

Après l'indépendance en 1960, « la politique poursuivie par les gouvernements sénégalais […] peut être considérée comme la continuation de celle des administrateurs coloniaux français » (Cruise O'Brien, 1992 : 11). Ailleurs aussi, le rayonnement du soleil des indépendances africaines (autour de 1960) n'a pas interféré avec celui des économies coloniales résolument dominées par l'exportation de matières premières vers les métropoles (Ndiaye, 2013 ; Pourtier, 2001, 2010a, 2010b, Contamin B. et Memel-Fotê H., 1997). Il est incontestable que « les activités rentières, héritage le plus lourd de l'exploitation coloniale, constituent en effet le socle structurel permanent des économies africaines. Le système rentier dominant n'a connu aucune inflexion notable depuis les indépendances » (Pourtier, 2010b : 8).

Pourtant, le Sénégal avait voulu s'inscrire dès le départ en porte-à-faux avec l'économie coloniale de traite dont la base était trop vulnérable[17] : d'un côté, « le Sénégal produit pour l'exportation, tandis qu'il doit importer du riz devenu un élément essentiel du régime alimentaire du sénégalais » (Mbodj, 1992 : 98), de l'autre, « les producteurs ne touchaient en effet que la partie congrue de la vente des récoltes, laquelle profitait surtout aux commerçants européens et libano-syriens » (Pourtier, 2010a : 102). Dans le dispositif mis sur pied, des coopératives sont montées pour organiser les paysans et servir de point de collecte des arachides et de distribution des vivres, des intrants agricoles, du matériel, etc. (Mbodj, 1992 ; Faye, 2005 ; Duteutre et Dièye, 2010). Influencé par le Père Lebret[18] dont la planification prônait un « socialisme généreux » (Wade, 2008 : 87), le premier Plan quadriennal de développement de 1961-1965 vient confirmer cette politique, en insistant plus sur l'encadrement du monde rural et la mobilisation du peuple « pour la construction d'une nation socialiste et humaniste » (Mbodj, 1992 : 100).

[17] Inspiré du « socialisme africain », le nouvel Etat sénégalais visait d'une part, à supprimer les intermédiaires (maisons de commerce, traitants et confréries) pour que la culture de l'arachide profite à l'Etat et aux paysans, et d'autre part, à assurer l'indépendance économique du pays par la production de vivres (mil et riz particulièrement). Ainsi pour mettre en application cette vision, l'Etat a créé dès 1960, l'office de commercialisation agricole (OCA) et la banque sénégalaise de développement (BSD) par la loi du 13 janvier.

[18] Le Père Lebret a coordonné une étude exhaustive sur la situation économique du pays « plus connue sous le nom de "Rapport Lebret", […] ou bien encore "Rapport CINAM-CERESA" d'après le nom de l'équipe multidisciplinaire. Elle a duré d'octobre 1958 à juillet 1960. Elle a été élaborée par une équipe d'économistes et de chercheurs sur la base d'enquêtes de terrain assez détaillées. Ses conclusions sont fortement inspirées par l'École alors constituée autour de François Perroux à l'IEDES (Institut d'Études pour le Développement Économique et Social), en particulier la promotion d'un socialisme "humaniste" ou encore "à hauteur d'homme". Cette entreprise semble être unique en son genre dans l'Afrique de l'époque, et constitue encore une performance inégalée au Sénégal » (Mbodj, 1992 : 100).

Mais après l'évincement de son artisan[19] en 1962, la politique de nationalisation de l'économie de traite arachidière continue son cours sous les auspices du Président de la République. A la différence du populisme paysan précédent, la nouvelle option renforce l'intervention des structures locales au détriment des coopératives. Ce qui se confirme par la création en 1964 des Centres régionaux d'assistance au développement (CRAD). Par ailleurs, l'Etat va dérouler un programme de crédit à l'équipement pour la modernisation des exploitations agricoles. Aussi, selon Olivier Ninot (2003 : 87), il va se détourner du chemin de fer déjà vétuste et difficile à entretenir, pour se tourner résolument vers le transport routier et la généralisation du camion comme moyen de collecte des produits agricoles. L'un des plus grands changements après 1962 demeure cependant la réintégration des marabouts dans le système économique avec de faramineux avantages[20] au titre de gros producteurs, grands commerçants ou dirigeants de coopératives. Un autre changement majeur est la promulgation de la loi sur le domaine national (LDN) du 17 juin 1964 avec comme objectif la nationalisation de l'ensemble des terres.

Dans l'ensemble, cette politique interventionniste de l'Etat dans tous les secteurs de l'économie et particulièrement dans le contrôle de l'économie arachidière, n'est rien d'autre qu'une stratégie de contrôle politique et territoriale. Pour beaucoup d'observateurs (Mbodj, 1992 ; Wade, 2008), « cette entreprise fut surtout pour l'Etat et le parti au pouvoir, le moyen d'accéder à la manne arachidière autrefois détenue par la puissance coloniale, et de la mettre à profit pour asseoir leur pouvoir et contrôler le monde paysan qui représentait à l'époque 90 % de la population totale (Ninot, 2003 : 79). En fait, la nationalisation de l'économie de traite au Sénégal a servi aux autorités étatiques d'outil de conquête et de conservation du pouvoir ; une situation caractéristique des pays de l'Afrique francophone (Pourtier, 2010b : 10).

En outre, le dirigisme étatique et le contrôle de la manne arachidière « fut aussi pour l'Etat, le moyen d'assurer immédiatement sa survie et sa stabilité en s'appuyant sur une structure économique et territoriale déjà fonctionnelle » (Ninot, 2003 : 79). Les

[19] Mamadou Dia, Président du conseil de gouvernement, avait élaboré ce plan de développement économique, mais il sera évincé et emprisonné par le Président Léopold Sédar Senghor qui l'accuse de tentative de coup d'Etat en 1962.

[20] Les marabouts bénéficiaient de grands privilèges sous forme de premiers servis en semences et en innovations technologiques, mais aussi sous forme de lignes de crédits exceptionnelles et de prix payés aux produits.

autorités politiques partaient après les indépendances de l'idée « qu'il fallait un Etat fort, c'est-à-dire un Etat centralisé qui ait le monopole de la puissance publique […]. En résumé, un Etat fort fixe les objectifs ; les citoyens font le travail et le développement suit » (Wade, 2008 : 98-99). Le monopole des pouvoirs de décision et d'investissement participait à légitimer l'Etat dans son territoire et à garder sous sa férule la population autour d'un projet d'unité territoriale.

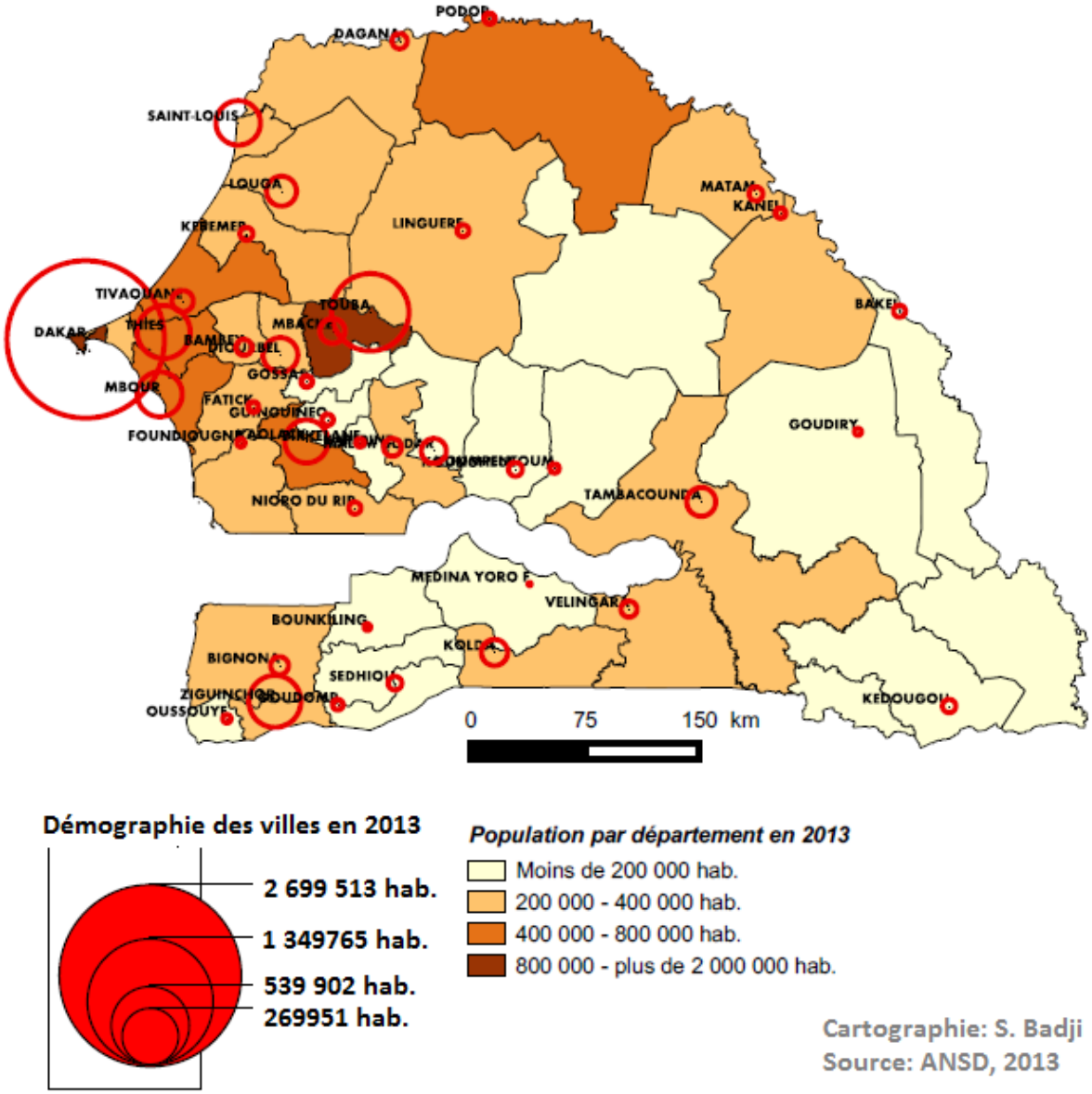
La dominance de l'arachide a eu cependant ses effets sur l'organisation et l'aménagement du territoire Sénégal.

2. Le déséquilibre spatial au Sénégal : un effet territorial de la rente arachidière

La politique d'exploitation coloniale basée sur la culture de l'arachide et la rente arachidière entretenue par les Etats postcoloniaux ont laissé une empreinte assez forte sur l'espace sénégalais. Cet héritage colonial est pourtant la suite de celui plus ancien des échanges transatlantiques.

En fait, la structuration territoriale du Sénégal fait apparaitre un grand déséquilibre dans la répartition des hommes et de leurs activités. Sur le plan de l'implantation humaine, le déséquilibre territorial se lit à travers une concentration des établissements d'habitation entre le littoral et une boucle convexe d'ouest en est se dessinant le long de l'axe Saint-Louis/Touba/Kaffrine/Sédhiou (carte 4). Cette boucle est la ligne de partage de l'occupation humaine sénégalaise, traduisant une grande discontinuité du semis des villes et villages dans l'espace. Ainsi, 50 % des villes sont concentrés sur 1/3 du territoire et Ousmane Thiam (2008 : 146-147) relève aussi que 50 % des villages se concentrent sur 12 % du territoire alors que l'autre moitié est répartie sur les 88 % restant. Mis à part la partie centre-ouest du pays, les régions riveraines du fleuve Sénégal concentrent aussi dans le nord un grand nombre d'établissements humains.

Carte 4 : Le déséquilibre territorial humain au Sénégal



Cartographie: S. Badji
Source: ANSD, 2013

Dans l'ensemble, cette distribution spatiale de la population urbaine et rurale au Sénégal ainsi que celle des activités montrent une grande capacité d'attraction du littoral et des fleuves. Plus de 60 % des villes se situent à environ 50 kilomètres du littoral ou du fleuve Sénégal (Thiam, 2008 : 140-141). En fait, les implantations des sociétés humaines et leurs activités sont très influencées par les opportunités agro-halio-pastorales offertes par les fleuves en Afrique, surtout en zone sahélo-soudanienne à systèmes pluviaux dominants et à conditions écologiques peu favorables. En plus, les positions littorales favorisent des ouvertures sur la mer et des conditions climatiques plus clémentes.

Dans le contexte sénégalais cependant, la centralité du fleuve Sénégal et du littoral dans la configuration territoriale humaine est aussi en grande partie, le résultat de la trajectoire de développement du pays depuis la période précoloniale jusqu'à nos jours. Le fleuve et la côte Atlantique étaient d'importantes voies de transport dans le système commercial transatlantique, permettant en conséquence le développement de beaucoup d'escales (Matam, Podor, etc.) et comptoirs (Dakar, Rufisque, etc.) devenus des centres urbains par leurs activités commerciales.

Après la traite des esclaves, c'est la culture de l'arachide promue pendant l'époque coloniale qui va entretenir ce système spatial, voire l'exacerber avec son réseau d'infrastructures (chemin de fer, port, maisons de commerce, etc.) le long duquel s'est densifié le semis de villes et villages. Son installation progressive a favorisé la naissance de petites villes escales, véritables points d'échanges entre paysans et commerçants. Et au fil du rail et des villes-escales, l'essentiel de la population et du tissu économique ont été concentrés entre l'axe Dakar - Saint-Louis (exutoire des produits) et le Sine-Saloum (bassin de production).

La culture arachidière et ses équipements ont ainsi développé cette partie au détriment des autres régions. Par exemple, « quand on considère de nos jours quelle léthargie s'est emparée depuis longtemps de cette petite préfecture » (David, 1980 : 16), on s'émeut de savoir que Sédhiou avait le privilège d'être vers 1860 l'unique escale française « qui se consacre à l'arachide si loin des côtes » (David, 1980 : 16). A l'instar de Sédhiou, le reste du pays est alors apparu comme des marges « isolées du Sénégal central où se développaient routes et chemins de fer et où s'exerçait avec le maximum de dynamisme l'influence de l'économie de marché fondée sur l'arachide » (Pélissier, 1966 : 501). C'est ce qui amène Olivier Ninot à déclarer que : « il est facile de lire le poids de l'histoire coloniale du Sénégal. La majeure partie des activités industrielles et extractives est concentrée entre Thiès et Dakar. Ailleurs, seuls les anciens comptoirs que sont Saint-Louis, Ziguinchor et Kaolack (ville-port et escale plus que comptoir) possèdent un nombre significatif d'établissements industriels. Là encore l'opposition Est-Ouest est nette » (Ninot, 2003 : 109).

Au lendemain de l'indépendance, la politique de consolidation de la rente arachidière poursuivie par l'Etat du Sénégal (avec la densification du réseau routier entre Dakar et

Kaolack) et l'émergence des cités religieuses dans le Centre-ouest (Tivaouane, Touba[21], etc.) (Thiam, 2008) ont maintenu cette fracture territoriale. Aujourd'hui, ce déséquilibre est encore plus perceptible en comparant Dakar au reste du Sénégal, comme s'il était question de « Dakar et le désert sénégalais »[22]. Avec seulement 547 km², la capitale dakaroise concentre plus de 2 millions d'habitants, plus de 90 % du tissu industriel et économique, l'essentiel des activités administratives et politiques du pays. Cette situation l'inscrit dans un cercle vicieux de macrocéphalie urbaine où Dakar continue d'être dans l'imaginaire des Sénégalais le pôle d'emplois et de développement du pays, exerçant donc sur le reste du territoire un pouvoir d'attraction quasi irrésistible.

II. La Casamance et le Sénégal oriental entre isolement et mal développement

1. Le sud du Sénégal et le processus de la construction de sa marginalisation

Le processus de l'isolement des régions sud du Sénégal (Casamance et Sénégal oriental) trouve son origine, à l'image de tous les 2/3 de la partie continentale du Sénégal, dans les stratégies rentières de développement qui se sont surtout exacerbées pendant la période coloniale.

Pourtant la Casamance et le Sénégal oriental ont joué dans le passé des rôles majeurs dans le système de relation de l'Afrique de l'ouest. Pendant l'expansion du commerce transsaharien, ces régions étaient des fournisseurs du Mande[23] et d'autres entités de l'intérieur, en esclaves, chevaux, peau-cuir, ambre, sel, poisson fumé, produits agricoles, etc. contre de l'or, de la kola et autres (Girard, 1992). Vers le XIII^{ème} siècle, avec les besoins de débouchés sur la mer (Person, 1980 et Girard, 1992) et les intérêts de l'exploitation des ressources aurifères du Banbougou[24], ces contrées ont subi les conquêtes du Mande pour en devenir des provinces (Niane, 1980a). Plus tard vers le XV^{ème} siècle, ces ouvertures côtières vont jouer un nouveau rôle pour le Mali avec

[21] A elle seule, la « ville religieuse » de Touba est passée de 29 634 habitants en 1976 à 753 313 habitants en 2013 selon l'ANSD, devenant du coup la deuxième ville du pays derrière l'agglomération dakaroise.
[22] Par analogie à l'ouvrage de Jean François Gravier publié en 1947 et intitulé « Paris et le désert français ».
[23] « Mande » désigne l'empire du Mali et le vocable de « manden » renvoie aux peuples Manding qu'il abritait.
[24] Cette conquête a été dirigée par Tiramaghan ou Maghan Ba, lieutenant de Soundiata Keita, empereur du Mali, et elle aboutira à la formation du royaume provençal du Gabou couvrant les territoires compris entre le fleuve Gambie et le Rio Grande.

l'arrivée des navigateurs portugais sur les côtes gambiennes et casamançaises entre 1446 et 1456 qui vont ouvrir une nouvelle ère de commerce transatlantique à côté de celui transsaharien en perte de vitesse. Ainsi, avec l'aide des intermédiaires afro-portugais dits *lançados* et des Baïnuk, les Portugais participaient activement aux échanges d'esclaves, d'or, de fer, de chevaux, de vin, de toiles de Bretagne, de verroteries, etc., avec l'intérieur des terres émergées via les fleuves Gambie et Casamance (Ly-Tall, 1980 ; Person, 1980 ; Cormier-Salem, 1999 ; Barry, 1980). Cette dynamique est entretenue un peu plus longtemps avec l'arrivée des navigateurs et négriers français sur la côte atlantique.

Cependant, cette dynamique est bouleversée ensuite par la fin du commerce officiel des esclaves et le développement de la culture coloniale des arachides. En fait, dès que l'abolition de la traite des esclaves a semblé irréversible[25] (M'Bokolo, 2004 : 126), les autorités coloniales européennes ont d'abord conquis militairement et ensuite exploité leurs nouveaux territoires africains par d'autres produits pour répondre aux besoins des populations et des industries métropolitaines. Ce qui s'est traduit par le développement de la culture coloniale de l'arachide à l'ouest et au centre du Sénégal, laissant en marge le reste du pays.

Cette nouvelle dynamique de développement économique centrée sur l'arachide et le Centre-ouest du Sénégal, a vu les régions sud du pays jouer des rôles secondaires. Même si le développement de l'économie arachidière y a très tôt été initié, ces régions ont subi les externalités négatives de l'expansion du bassin arachidier au fil du chemin de fer.

En Moyenne Casamance par exemple, c'est dès 1863 que Sédhiou a accueilli les premiers traitants indigènes Wolof et Lébou, venus de Saint-Louis et Gorée[26] (David, 1980). Cependant, cette zone jouera ensuite un rôle de second secteur d'expansion de la culture arachidière au bénéfice des régions du centre du Sénégal où les colonisateurs concentraient leurs efforts en infrastructures de transports, de recherche, etc. La

[25] Avec la Convention de Viennes du 8 février 1815 qui a aboli la traite des esclaves.

[26] Déjà un ancien voyageur avait noté vers 1912 le nombre important et l'ancienneté des maisons de traitants indigènes hors du poste de Sédhiou (Maka, Kéracounda, Diana, Sakar, Moyafara et Bambadian) ; ce qui atteste de l'ancienneté et de l'importance de l'activité arachidière en Casamance.

production connait en Moyenne Casamance des améliorations difficiles[27] appuyées par l'intérêt que lui portent les étrangers (Manjack de la Guinée portugaise) et l'implantation sur 200 000 ha en 1948 de la Compagnie générale des oléagineux tropicaux (CGOT) vers Séfa, à 12 km de Sédhiou. Cette dernière opération coloniale de culture arachidière organisait la culture avec des associés essentiellement étrangers et recrutés parmi des cultivateurs saisonniers dits *navetanes* venus des autres régions du Sénégal et des colonies voisines pour tirer profit de l'argent de l'arachide (David, 1980). Leur migration est aujourd'hui à l'origine d'une forte communauté composite d'ethnies Manding, Diola, Peulh, Bambara, Manjack, Mankagne, etc. autour de Séfa.

La région de Tambacounda, située à l'entrée orientale du Sénégal, a été positionnée comme une zone de transit de ces migrants saisonniers de l'arachide venant des pays limitrophes en destination du Bassin arachidier. Ainsi, la ville de Tambacounda abritait le centre de transit dans lequel les migrants étaient organisés, orientés, et où ils satisfaisaient les exigences de visite médicale. Aujourd'hui, le quartier Camp Navétane de Tambacounda est le vestige de ce statut de transit qu'occupait cette ville pendant la période coloniale et la saga de la culture arachidière. C'est simplement à ce titre de rôle secondaire, avec l'extension vers sa partie occidentale du bassin arachidier, que le Sénégal oriental participait à l'économie arachidière.

Après l'indépendance en 1960, la survivance de l'économie arachidière et sa concentration sur le centre-ouest sénégalais ont continué à entretenir les fonctions secondaires des régions sud du pays. C'est pourquoi, certes l'espace de production arachidière s'est étendu vers le sud avec un certain dynamisme, mais les grands investissements sont restés concentrés sur la Vallée du Sénégal (agriculture surtout) et dans le triangle Kaolack-Touba-Dakar (institutions politiques, industries, éducation, etc.). Le reste du Sénégal est resté faiblement intégré aux grandes dynamiques nationales de développement. Une région comme le Ferlo est demeurée marginalisée avec son élevage pastoral vu comme peu rentable, pendant que les zones de Casamance et du Sénégal oriental sont tenues dans des rôles de réserves naturelles et de bassins d'approvisionnement agricole et forestier.

[27] Avec la résistance latente des populations locales ou organisée (par des gens influents comme la prêtresse Aline Sitoë Diatta) de se soumettre au vœu de l'administration coloniale au détriment des cultures vivrières.

Même si le Ferlo fait état d'une zone de réserves naturelles à cause de la désertification avancée et d'une nécessaire gestion des ressources fourragères pour le pastoralisme, les régions sud font figurent au Sénégal de derniers espaces de conservation des ressources floristiques et fauniques. On compte dans le sud du Sénégal, représentant 44 % du territoire national, 72 des 213 forêts classées du pays et une douzaine de la trentaine de réserves communautaires. C'est également dans cette zone qu'on retrouve le plus grand parc national qu'est le Niokolo Koba.

Tableau 4: Le nombre d'hectares classés et protégés dans les régions sud du Sénégal

	Sud Sénégal	**Sénégal**	**Part**
Territoire	8795200	19672200	44 %
Forêts classées	2310622	6 237 648	37 %
Réserves naturelles communautaires	393560,13	668 048,82	59 %

Source : CSE, 2013

A cette fonction de conservation de l'environnement, s'ajoute celle de réserve minière pour le Sénégal. En fait, dans la partie sud-est du pays (région de Kédougou notamment), le sous-sol présente beaucoup de ressources minières qui font aujourd'hui l'objet d'une grande convoitise (Diallo M. L., 2015). Hier exploité traditionnellement par orpaillage, l'or attise aujourd'hui les intérêts de l'Etat et des grandes multinationales (Terangagold, Iamgold et Oromin du Canada, Randgold d'Afrique du Sud). En 2013, c'est 26 projets d'exploration de l'or qui étaient dénombrés dans l'extrême sud-est du pays, alors que 6,24 tonnes étaient produits en 2012 (CSE, 2013). En plus de l'or, le sud du Sénégal nourrit le rêve d'une ère minière imminente par ses potentialités en fer, zircon, marbre, etc.

La Casamance et le Sénégal oriental demeurent aussi, en plus de leurs réserves naturelles, le principal bassin d'approvisionnement des régions de l'ouest et du centre du pays. Ainsi, les échanges de produits locaux sont depuis longtemps largement polarisés par Dakar et les régions du grand Centre-ouest sénégalais. En fait, « l'inversion des polarités » vers la mer (Debrie et Steck, 2001) accélérée par l'économie coloniale et le filage du tissu urbain près du littoral ont dicté la configuration des réseaux marchands en direction de Dakar. A l'exception des produits importés (riz, huile) ou non existants dans la zone (ciment) qui viennent de Dakar et ses environs,

l'ensemble des productions agricoles (arachide, coton, fruits, etc.) et forestières (bois, charbon, etc.) de la zone sud entrent dans les stratégies pour approvisionner premièrement la capitale dakaroise et secondairement les autres régions du centre-ouest sénégalais (Kaolack, Touba, Thiès, Mbour). C'est cette dynamique centripète que nous mettons en exergue à travers la structuration des flux de produits agricoles qu'illustre l'encadré 1.

Encadré 1: Une polarisation des produits agricoles vers Dakar

« La polarisation des flux de produits agricoles vers la capitale sénégalaise relève de dynamiques anciennes, héritées de la centralisation du commerce de l'arachide et de la vie politique. La nationalisation des circuits de transformation et de vente de l'arachide à partir des années 1960 a accentué la baisse de l'influence économique des villes secondaires et des bourgs ruraux. A la fin des années 1970, Dakar s'était attribué « un rôle exorbitant, disproportionné au détriment de l'espace intérieur » (Nguyen-Van-Chi-Bonnardel, 1978).

Depuis, cette polarisation n'a cessé de croître, à la faveur du développement des échanges de produits viviers destinés aux populations urbaines concentrées dans la presque-île du Cap-Vert. A elle seule, Dakar représentait en 2000 plus de la moitié de la population urbaine du Sénégal et 24 % de sa population totale (Faye et *al,* 2007). Et le développement des grandes villes de l'Ouest, telles que Thiès, Mbacké et Touba, a amplifié ce déséquilibre territorial. Le développement démographique de la capitale a eu des répercussions importantes sur l'organisation des circuits de distribution des vivres, mais aussi sur l'essor des nouveaux débouchés, en particulier pour les produits maraichers ».

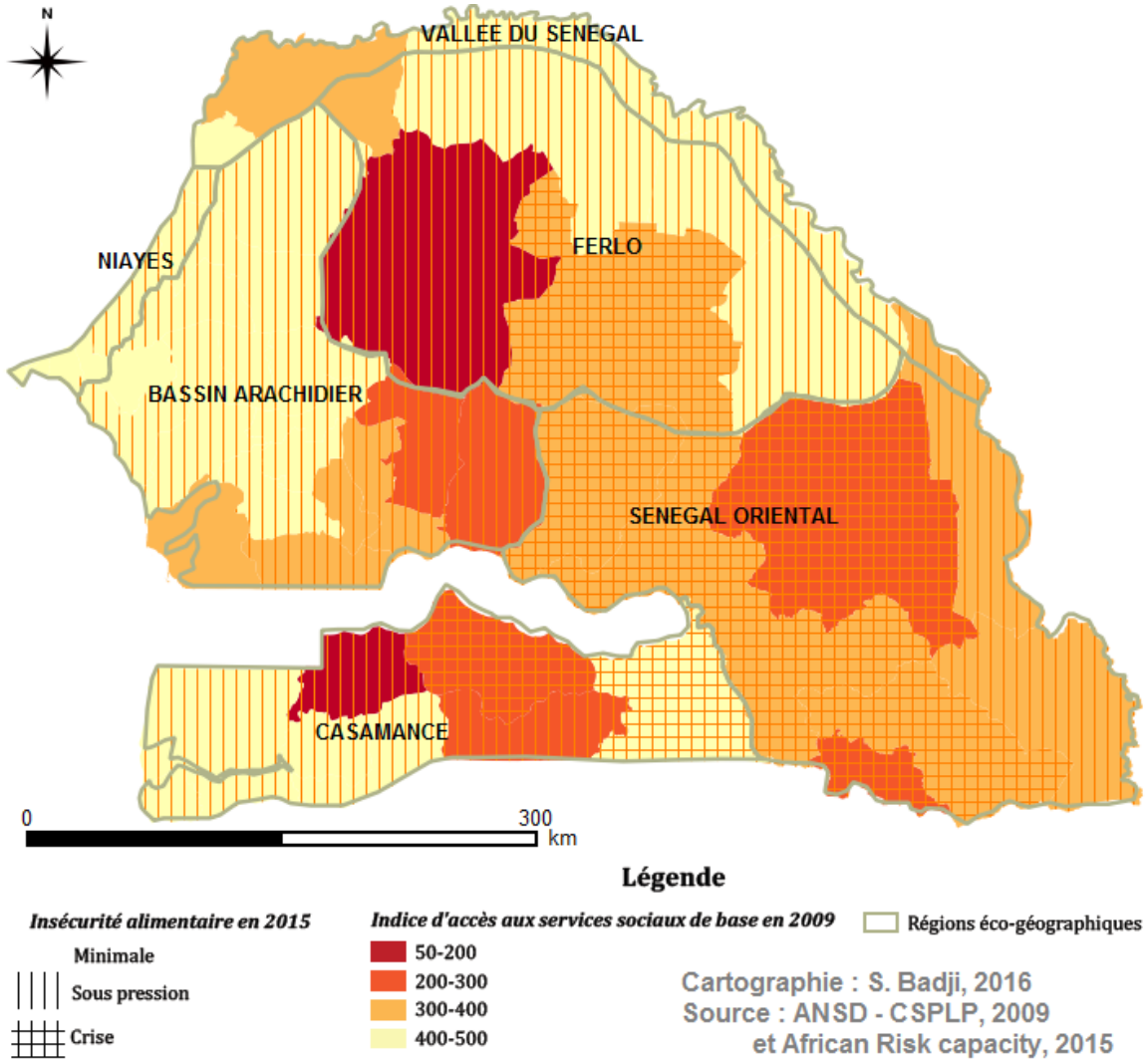
Source : Duteurtre et Dièye, 2010 : 34

2. Le sud-Sénégal, une région en mal de développement : effets de la rupture gambienne, crise politique casamançaise et pauvreté

A travers le processus d'isolement observé dans la trajectoire de développement national, les régions méridionales font aujourd'hui figure au Sénégal de périphéries mal développées, tiraillées entre faible niveau de vie, enclavement et crises politico-militaire.

Dans un premier temps, la pauvreté des zones sud est analysée par rapport à la situation nationale et à partir de l'accès des populations aux services sociaux de base combiné à l'insécurité alimentaire. Ce choix peut sembler réducteur, mais l'objectif est ici de montrer le phénomène de la pauvreté au Sénégal, caractéristique des régions sud ; ce qui peut bien apparaître à partir de ces deux données.

Carte 5: La pauvreté au Sénégal, des différenciations spatiales



Ayant combiné cinq types de données (lieu de commerce, école, route, service de santé et eau potable), l'information synthétique montre (carte 5) le niveau relativement faible de l'accès aux équipements sociaux de base dans le centre-est et l'est du pays, mais aussi dans le sud. Cependant, en analysant la situation particulière des régions du sud, l'accès à l'eau potable, aux routes et aux services de santé constituent les principaux problèmes au développement. Le taux de pauvreté y est de plus de 60 % (Enquêtes sur les ménages de 2002 - ESAM 2 -, Catin M. et al, 2013). A cela s'ajoute

une situation pressante de l'insécurité alimentaire surtout dans les régions de Sédhiou (situation critique dans le département de Bounkiling) et de Tambacounda (Rép. Sénégal 2015) qui abritent les plantations de bananiers irrigués. Cette insécurité alimentaire est imputable dans une certaine mesure au recul de la production alimentaire sous l'effet des irrégularités pluviométriques.

La pauvreté des régions sud s'accentue par ailleurs, avec la sévérité de l'enclavement dans ces zones périphériques (Debrie, 2001 : 208 ; Debrie et Steck, 2001 : 28 ; Magrin et Ninot, 2005 : 16). Ce problème se rencontre dans les systèmes relationnels qui unissent ces régions aux « centres » des dynamiques nationales et internationales, mais également dans les difficultés de circulation à l'intérieur de chacune des entités administratives. Toutefois « quel que soit l'espace considéré (son échelle, sa nature, ses acteurs), l'enclavement est bien une question de distances qui ne s'expliquent que par rapport aux centralités changeantes » (Debrie, 2001 : 208). Dakar devenu centre en tant que capitale, l'enclavement se définit ici en fonction d'elle et du Centre-ouest.

A environ 400-500 km, les deux régions de Sédhiou et Tambacounda se situent en effet, très loin des grands « centres » politiques, économiques et de développement du Sénégal que constituent la presqu'île dakaroise et ses voisinages immédiats. Cette position périphérique est enclavante par les nombreux obstacles à l'intégration territoriale que représentent l'inefficacité des systèmes de transport (insuffisance des moyens, leur vétusté, etc.) et l'existence de discontinuités comme la Gambie qui rompt la continuité territoriale entre le nord et le sud du pays. Mais dans le nouveau contexte géopolitique présidé par le changement de régime politique en Gambie en janvier 2017, on assiste à une volonté affichée des pouvoirs publics des deux pays de faciliter la circulation des personnes et des biens. Dans cette perspective, le démarrage depuis mars de la construction du pont de Farafeny sur le fleuve Gambie, longtemps demeurré à l'état projet, redonne des espoirs d'une intégration territoriale plus avancée des parties sud et sud-est du Sénégal aux grandes dynamiques nationales de développement.

Toutefois, malgré le rétablissement de la ligne maritime Dakar-Ziguinchor après le naufrage du bateau *Joola* en 2002, la situation est encore délicate. Et, cet isolement est source de mal développement parce que faisant hésiter le déplacement de personnes et biens, mais aussi les gros investissements. Des exagérations sur cet isolement

poussent quelque fois à une remise en cause dans l'imaginaire populaire de l'appartenance des deux régions au territoire sénégalais, surtout pour la Casamance dont la coupure avec le nord du Sénégal par la Gambie semble forcer le doute.

Cet enclavement externe se double de multiples enclavements internes dans les limites des régions considérées, entretenus par l'insuffisance des infrastructures et moyens de transport (Magrin et Ninot, 2005), en plus des contraintes naturelles posées quelques fois par la présence de cours d'eau (surtout dans la région de Sédhiou).

Planche 1:Des formes locales de discontinuités territoriales



Photo 1: Débarcadère rudimentaire à la traversée du fleuve Casamance

Source : S. Badji, 2013 à Bambaly (région Sédhiou)



Photo 2: Piste dégradée par les pluies

Source : S. Badji, 2015 à Kéréwane (région de Kédougou)

Cette planche montre le problème de l'enclavement des régions sud et sud-est du Sénégal. Faute de bac, les piroques sont le seul moyen pour traverser le fleuve Casamance à Bambaly. La photo 1 indique un débarcadère construit localement par les villageois pour leur permettre de traverser vers la rive gauche à destination de Diattacounda et de la RN6. La photo 2 montre dans la région de Kédougou un exemple d'effets néfastes des pluies qui dégradent les routes et rendent difficiles les déplacements.

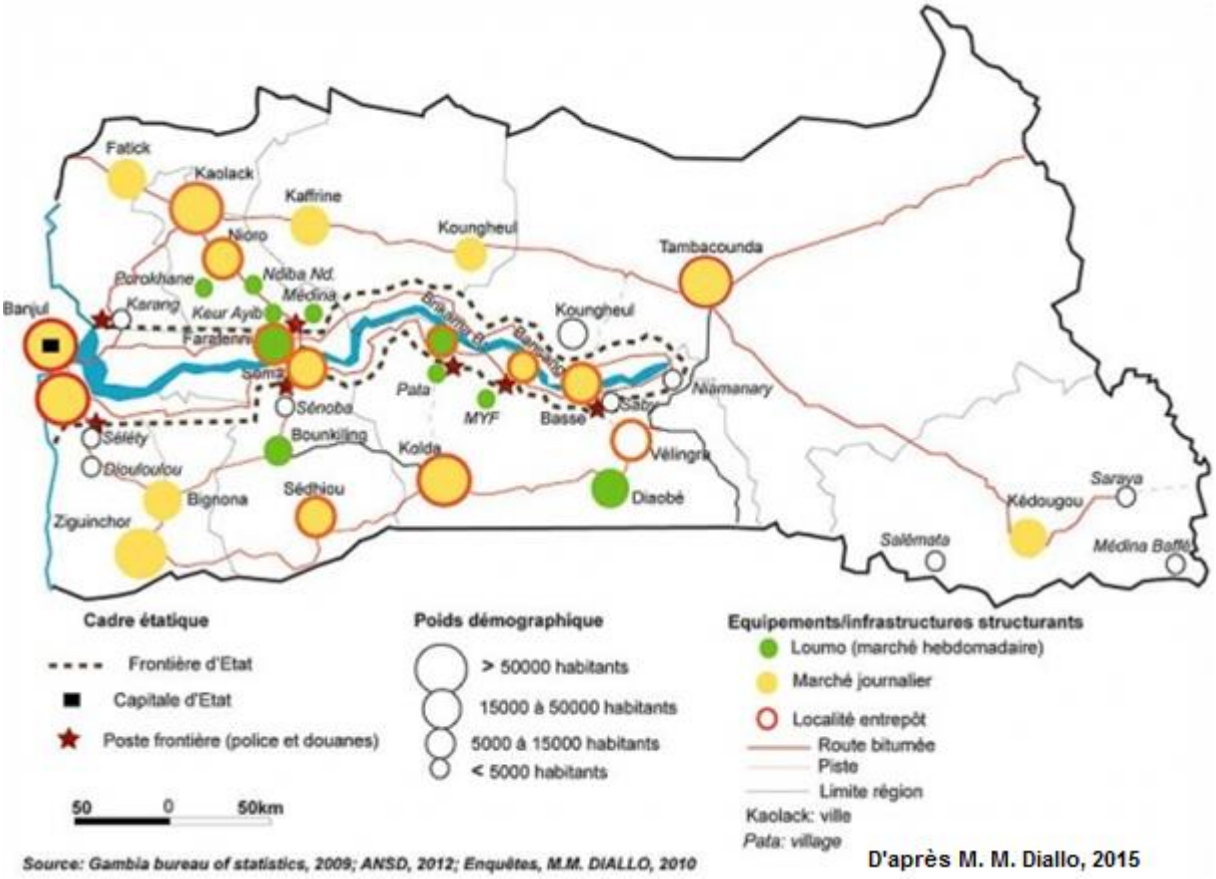
Les images précédentes montrent les difficultés de déplacements à l'intérieur de la zone. Le peu de routes bitumées qu'on y rencontre ont été faites sur financement du FED entre 1969 et 1975 (axe Ziguinchor-Kolda, Tambacounda-Dialokoto). Délabrées, ces routes ont longtemps étaient le calvaire de la population locale, jusqu'à leur récente réhabilitation (autour de 2010). Les pistes, elles, sont celles des projets de développement rural des années 1970 tels que la SODEFITEX et le PRIMOCA pour

l'écoulement des produits agricoles (coton par exemple). N'ayant pas résisté aux pluies et à l'usure du temps, elles sont largement impraticables surtout en hivernage. Cependant, avec le Millenium Challenge Account, programme né d'une aide des Etats Unis d'Amérique et ayant duré de 2010 à 2015, la réalisation de la route nationale N. 6 de Ziguinchor à Vélingara apporte une grande amélioration au système de transport de la zone sud.

L'ensemble de ces difficultés d'insertion des régions sud dans les grandes dynamiques nationales et de liaison entre les différentes parties à l'intérieur des régions, expriment sans doute une situation d'isolement. Cependant, cet isolement n'est pas absolu car « comme toute situation spatiale, l'enclavement est en effet profondément relatif. Il est défini par rapport à une contrainte et un contexte spatio-temporel donnés » (Debrie et Steck, 2001 : 30). En considérant plus profondément les dynamiques réticulaires qui accompagnent l'essor des *loumo*[28] (Diaobé, Missirah, Saré Yoba, etc.) et le contact des nombreux Etats frontaliers (Mali, Guinée, Guinée Bissau et Gambie), on s'aperçoit qu'en Casamance et au Sénégal oriental, le poids de l'enclavement s'amortit. Les *loumo* et les espaces transfrontaliers ouvrent des possibilités d'échanges avec des nouvelles centralités locales et extérieures qui avivent la vie de relation à l'intérieur tout comme avec l'extérieur des zones considérées. Ces formes d'enclavement observées localement et par rapport aux dynamiques nationales de développement impactent fortement sur le développement régional.

[28] Au Sénégal, cette expression désigne le marché hebdommadaire.

Carte 6: Des échanges dans un contexte transfrontalier



Dans l'analyse de cette relation entre isolement et mal développement au sud du Sénégal, on ne peut occulter le conflit armé sévissant dans le sud-ouest de cette région depuis plus de trente ans. Cette crise politique est partie d'une marche de contestation populaire en 1982 à Ziguinchor des populations de Casamance contre l'Etat du Sénégal pour manifester leurs frustrations de ce qu'ils jugeaient comme marginalisations et manque de considération. Devenue au fil du temps une lutte armée séparatiste, « la dérive criminelle des maquis observée depuis 1997 en Casamance (prolifération des mines, attaques de véhicules, pillage de commerces et de villages, massacres de civils) marque le surgissement de nouvelles formes de violence » (Marut, 2002 : 9). Entre 1988 et 1999 déjà, Handicap International avait répertorié en Casamance 433 personnes victimes d'accidents de mines, dont 80 % de civils (Handicap International, 2000). Il faut ajouter qu'en juillet 2002, 324 familles, soit plus de 3 600 personnes se sont déplacés dans le nord du département de Bignona et en août 2002, 11 000 réfugiés casamançais sont recensés en Gambie par la Croix Rouge et le HCR (Robin et Ndione, 2006).

Cette insécurité représente en fait, un problème majeur pour la pratique des régions sud et les perspectives de leur développement. En effet, pendant très longtemps le voyage à l'intérieur comme vers la Casamance était perçu très dangereux pour l'intégrité des personnes et des biens vu le nombre de guet-apens sur les routes. Au plan social, les mouvements de déplacement et de retour des réfugiés sont des sources de conflits fonciers acerbes dans les zones d'origine et d'accueil (Robin et Ndione, 2006 ; Robin, 2006). Et selon Jean Claude Marut (2002 :10), « ce sont les Casamançais qui en sont les premières victimes, directes et indirectes, l'insécurité achevant d'asphyxier l'économie régionale ». En plus des exactions perpétrées par les rebelles et l'armée sénégalaise, des opérateurs économiques sont dévalisés à l'image des collecteurs de noix d'acajou du Balantacounda (Moyenne Casamance) entre la Guinée Bissau et le Sénégal. Par ailleurs, comme le disait Thierno Lô, ancien ministre sénégalais, « la crise casamançaise est un drame pour le tourisme sénégalais »[29] avec la baisse des visites et l'inaccessibilité de certaines zones. Aussi, faudrait-il noter que la région est devenue un espace de « non droit » où se développe une économie illicite de trafic de chanvre indien (autour de Diouloulou à l'ouest), de coupe de bois (dans le Fogny au nord-ouest), de vols de bétail, de commerce frauduleux et de trafic d'armes à feu (sur les frontières gambiennes et bissau-guinéennes), etc.

Cette situation est toutefois à relativiser et à considérer selon des moments bien donnés, dans la mesure où la crise casamançaise se caractérise par l'alternance continue entre les temps d'accalmie et d'agitation.

[29] Article paru Le 26 février 2010 sur le site internet du journal Le Soleil (www.lesoleil.sn)

CHAPITRE 2 : LA CRISE DU SYSTEME DE DEVELOPPEMENT SENEGALAIS ET LA QUETE DE RELANCE

Ayant abordé le contexte d'isolement et de mal développement dans lequel sont prises les régions de Casamance et de Sénégal oriental, ce second chapitre propose, dans un premier temps, d'évaluer cette politique marginalisante de développement de la culture arachidière de rente à l'aune des crises climatiques, économiques, de gestion, etc. auxquelles le Sénégal a longtemps été confronté. Il s'en suit une analyse des stratégies développées plus tard par l'Etat et la population rurale pour faire face à ces crises multiformes. Dans ces stratégies, les régions du sud du Sénégal, plus pluvieuses malgré les sécheresses, ont représenté des espaces du possible pour une résilience socio-économique.

I. Les difficultés d'un Sénégal mal parti[30] : Etat et monde rural en crise

1. Sécheresses et essoufflement de l'économie arachidière : les revers de l'extraversion et de la boulimie du pouvoir[31]

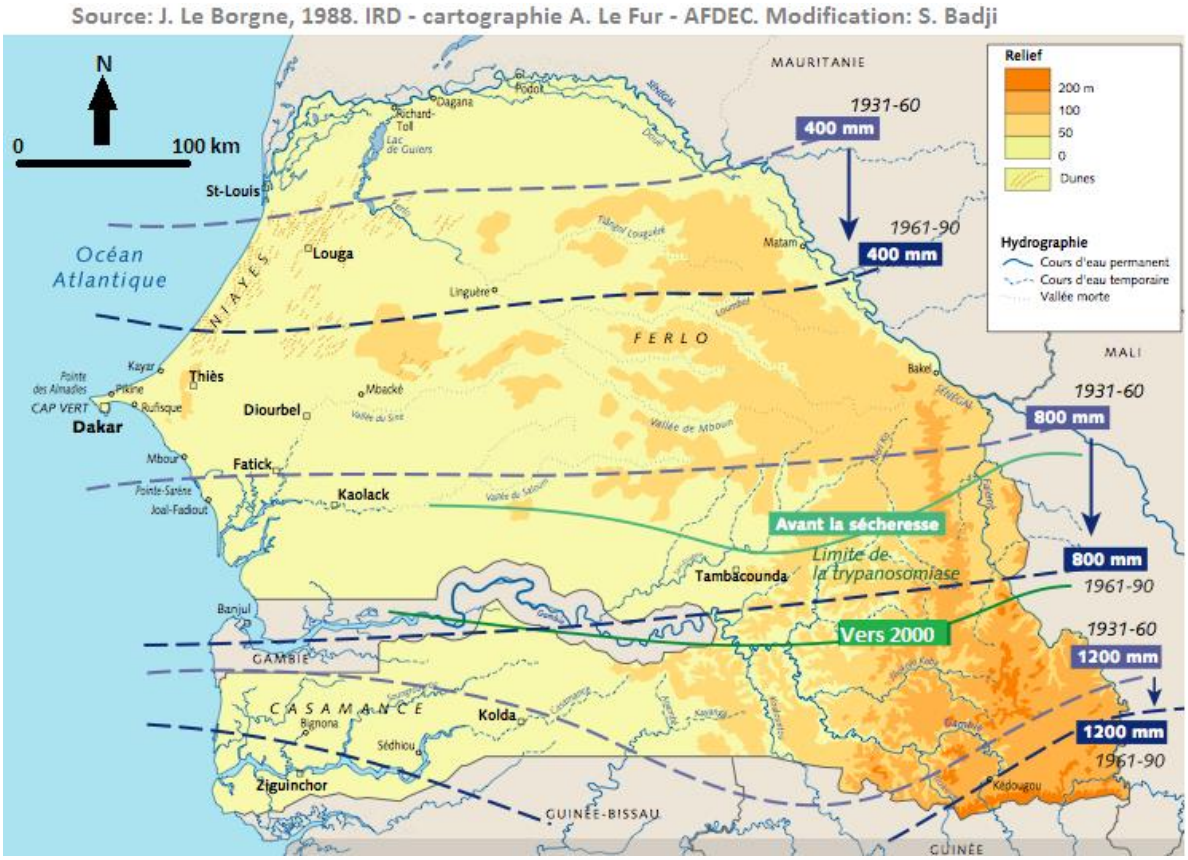
Depuis le début des années 1970, l'image largement diffusée du Sahel par les médias internationaux est celle d'une région au bord du désastre climatique et alimentaire où la pluie refuse de tomber et où, par conséquent, les hommes et les cheptels souffrent de famines récurrentes. Ce cliché est certes parfois exagéré mais le constat est clair que depuis la fin des années 1960 jusqu'à la première moitié des années 1980, cette région a connu une grande variabilité pluviométrique dans le temps et dans l'espace, avec une baisse globale des quantités de pluies tombées années après années. Depuis 1950, c'est en 1968 (moins 0,2) que l'indice pluviométrique a commencé à devenir négatif et la baisse devient beaucoup plus aigüe en 1972-1973 (de moins 1), montrant ainsi un déficit pluviométrique assez sensible (L'Hote et al, 2002).

Cette tendance baissière d'ordre normal au Sahel, bien qu'assez aigue (Rognon, 1991 ; Jouve, 1991), n'a pas épargné le Sénégal. On a constaté lors d'une comparaison des périodes 1931-1960 et 1968-1984, une translation nord-sud de l'isohyète 500 mm des

[30] En référence au titre de l'ouvrage de René Dumont de 1962, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Editions du Seuil, 287 p.
[31] Expression empruntée au chanteur de reggae ivoirien Alpha Blondy

environs de l'axe Louga-Matam vers l'axe Diourbel-Bakel, soit environ 180 et 200 km et l'isohyète 1000 mm aussi a migré des environs de Tambacounda vers Kolda, soit environ 120 km (Le Borgne, 1988 et Ndong, 1995). A l'intérieur du pays et d'une année à l'autre cependant, la péjoration pluviométrique s'est aussi manifestée par une diminution générale du nombre de jour de pluie par an.

Carte 7: Translation des isohyètes au Sénégal entre 1931-60 et 1961-90



Dans ce contexte de péjoration de pluviométrie dont dépend la culture arachidière, il est intéressant de lire l'évolution de la relation de l'Etat du Sénégal à « son arachide », surtout quand on sait que l'alignement des prix nationaux de l'arachide sur les cours mondiaux survient à cette même époque.

Le 1er janvier 1968, entre en vigueur la Convention de Yaoundé signée en 1964 entre les pays ACP et la Commission économique européenne. Cet alignement du prix au producteur sur les cours mondiaux de l'arachide vient rompre un système protectionniste de près de 40 ans des exportations sénégalaises d'arachides en France, principale destination. Un prix préférentiel était payé à l'arachide sénégalaise au moment où dès 1933, un taux de taxation de 10 % est appliqué sur les huiles végétales

sauf celles d'origine sénégalaises qui étaient exonérées (Mbodj, 1992 et Duteutre et Dièye, 2010). En plus, la compétitivité de l'arachide sénégalaise est remise en cause par les progrès de l'industrie alimentaire en huiles comestibles et tourtereaux d'élevage. A cela s'ajoutera le choc pétrolier de 1979 qui va rendre très instables les cours mondiaux des matières premières. Cette nouvelle donne commerciale internationale, qui s'ajoute à la baisse drastique des précipitations, va mettre au grand jour les limites de la politique arachidière du Sénégal ainsi que de la dynamique de l'ensemble de l'économie.

Face à ces difficultés, le souci d'approvisionner le monde rural en céréales importées pousse à la mise en place de la Caisse de péréquation et de soutien des prix (CPSP) pour le riz et d'autres céréales en vue d'une réduction des effets de la fluctuation des cours mondiaux sur la population. En outre, la politique d'anticipation et d'adaptation de l'Etat est orientée vers l'augmentation de la production d'arachide pour préserver les devises issues des exportations et les revenus agricoles paysans. L'Etat marque encore plus que le passé de son empreinte sur l'économie rurale, à la Banque nationale de développement du Sénégal (BNDS) qui remplace la BSD, il crée le 30 juin 1966 l'Office national de commercialisation et de développement (ONCAD) par le regroupement des CRAD et de l'OCA. Ses missions sont la mise à disposition d'intrants subventionnés à crédit aux producteurs, la commercialisation de l'arachide et l'encadrement économique de la filière. Ces fonctions seront progressivement étendues au point que l'Office prendra même en charge l'importation et la distribution du riz pour le compte de la CPSP, sans oublier l'exécution de tous les services du monde rural. L'Etat avait aussi créé des Sociétés régionales de développement rural (SRDR), coordonnées par l'ONCAD et dont l'objectif était de diversifier les productions selon les zones agro-écologiques[32] (Ndiaye, 2013 ; Duteurtre et Dièye, 2010 ; Freud et al, 1997 ; Mbodj, 1992).

Ces initiatives étatiques s'avèrent très décevantes avec la baisse continue des exportations d'arachide et des finances publiques mais aussi, les malversations constatées dans la gestion de l'ONCAD. Sous l'effet des sécheresses répétées, la production du secteur rural a chuté de 25 % et celle du secteur agricole de 29 %. Sur la balance commerciale, la part de l'arachide dans les exportations est tombée de 65 % au

[32] Entre autres, SAED, SODESP, SODEVA, SODEFITEX, SOMIVAC, SODAGRI pour respectivement la Vallée du Sénégal, le Ferlo, le Bassin arachidier, le Sénégal oriental et la Casamance pour les deux dernières.

début des années 1960 à 40 à la fin des années 1970. Subséquemment, la couverture des importations (surtout en denrées) par les recettes d'exportation a chuté de 85 % entre 1960 et 1964, à 64 entre 1975 et 1979, puis à 46 entre 1980 et 1982 (Lavergne, 1987). Pire encore, l'Office apparaît comme une véritable nébuleuse politico-économique du Sénégal, avec à la base un grand scandale dans la gestion des ressources humaines et financières. Il employait 2127 personnes à plein temps contre 1609 nécessaires en 1977 (Casswell, 1984 : 65), ses dépenses étaient supérieures en 1975-1976 au budget de fonctionnement du Sénégal, son déficit officiel était en 1980 de 72 milliards de francs CFA (Mbodj, 1992 : 107). A l'image de l'Office, la majorité des sociétés publiques et parapubliques de développement agricole et rural étaient en pleine décadence comme le montre le tableau suivant (un déficit budgétaire de près de 6000 à environ 12 000 milliards entre 1977 et 1981 pour 11 sociétés).

Tableau 5: Les déficits budgétaires (millions de F CFA) de quelques exemples de SRDR de 1977 à 1981

	1977	**1978**	**1979**	**1980**	**1981**
ISRA	- 1197	- 1233	- 1215	- 2305	- 1400
SOMIVAL	- 502	- 334	- 625	- 603	- 402
SODESP	- 120	- 167	- 114	- 250	- 247
STN	- 233	- 125	- 150	- 120	- 139
ITA	- 150	- 155	- 153	- 153	- 176
SONAR				- 3536	- 5221
SAED	- 912	- 623	-4477	- 2515	- 2706
SODEFITEX	- 1012	- 1047	- 930	- 5	- 250
SODEVA	- 1600	- 1500	- 1 500	- 1518	- 1519
SODAGRI			- 69	- 190	- 221
SERAS				- 47	- 9
Total	- 5726	-5164	- 9243	- 11 096	- 12 290

Source: BIRD, 1984

Les dérives de l'ONCAD et des SRDR constatées dans les années 1970 sont certes énormes mais, elles renseignent sur l'échec du modèle de développement rural adopté au Sénégal au lendemain des indépendances. Comme l'avait dit Roland Pourtier pour les pays de l'Afrique francophone, « la consommation, élargie par l'obligation sociale de redistribution, l'a emporté, dès le début, sur l'investissement » (Pourtier, 2010b :

10). En réalité, ces sociétés, tout comme le Programme agricole et les autres institutions, ont servi à consolider le pouvoir des gouvernants en place par le népotisme et le clientélisme politique. Contrairement au discours officiel, nous partageons avec Mohamed Mbodj (1992) l'idée selon laquelle, ces pratiques sont plus les facteurs de la crise multiforme du monde rural sénégalais entre 1968 et 1985 que les péjorations pluviométriques et l'alignement des prix au producteur sur les cours mondiaux de l'arachide. Leur remarquable survivance dans le Sénégal du début du XXI^{ème} siècle témoignée par la multiplication des « délits d'enrichissements illicites », montre son fort ancrage dans la société et l'administration des affaires publiques.

L'échec du modèle s'explique également par les limites des politiques volontaristes du « tout-Etat». Ces dernières n'ont pas résisté aux gros déséquilibres budgétaires résultant des interventions publiques massives, à la faible croissance économique et aux fortes distorsions de prix dans un contexte de choc pétrolier et de sécheresse (Diagana et al, 2008 : 16-17). Cette faillite de l'Etat postcolonial au Sénégal, tout comme ce fut le cas en Côte d'Ivoire (Bohoun et Kouassy, 1997 :) ou au Burkina Faso (Renaudin, 2011), soulève la question du (des) modèle (s) d'Etat apte (s) à porter le développement des pays de l'Afrique subsaharienne.

2. Espaces et sociétés rurales en crise : les éléments de la désagrégation des systèmes de production et d'un « malaise paysan »

Le couple sécheresses et fin du « protectionnisme arachidier » de la France a été très désastreux pour les systèmes productifs et le monde rural d'une façon générale.

Tout d'abord, la série des sécheresses de 1968 à 1984 a entrainé de profondes modifications dans les milieux physiques du Sénégal et même dans ses zones méridionales. La saison des pluies s'est raccourcie en même temps que les précipitations sont devenues très déficitaires et très irrégulières. Dans le nord du Sénégal, en zone sahélienne, elle est comprise autour de 2 mois pluvieux, contre 3 précédemment. Dans le sud, elle est passée de 5-6 à environ 4-5 mois, de juin/juillet à septembre/octobre. Aussi, les eaux de surface et les aquifères sont fortement affectés. Par ailleurs, fonctionnant en régime tropical avec la pluie comme source principale d'alimentation, les débits des fleuves Sénégal, Gambie et Casamance sont réduits et très irréguliers (Dacosta, 1989 : 193). Au niveau du fleuve Sénégal, les volumes d'eau

écoulés à Bakel sont passés de 25,8 milliards de m³ entre 1904 et 1971 à 12,8 milliards entre 1972 et 1984 (Seck et Magrin, 2009 : 57). Sur le fleuve Casamance, l'insuffisance de l'alimentation pluviométrique a donné lieu à un fonctionnement par intermittence qui a même permis une sur-salinisation des eaux[33] et des sols néfaste pour les activités humaines. Un tel phénomène ne peut être freiné que par des apports d'eau douce substantiels comme sur le fleuve Gambie (Bertrand, 1999 ; Cormier-Salem, 1999), ce qui explique le non envahissement de cette rivière par les eaux salines.

Ce raccourcissement de la saison des pluies et les déficits et irrégularités pluviométriques ont agi sur la croissance et la régénération du végétal (Léricollais, 1988 : 157). Ainsi des espèces végétales ont progressivement disparu, d'autres plus xérophiles sont apparues, surtout dans la zone du Ferlo.

En Casamance, on souligne la disparition de certaines espèces de mangrove (comme les Rhizophora) et des graminées mais aussi une extension des tannes nues (Dacosta, 1989 : 29 ; Guiral et al, 1999 : 84). Cependant, Honoré Dacosta (1989) appelle à la modération des discours sur les effets de la sécheresse sur la dégradation du couvert végétal et précise que les activités humaines ont une grande part de responsabilité. L'abandon des rizières de la vallée de Casamance sous l'assaut de la salinisation des sols et la conquête des zones à mangrove par les riziculteurs a entrainé la dégradation d'au moins 28 % de mangrove entre 1967 et 1982. Sur les plateaux de haute et moyenne Casamance, le développement entre 1972 et 1979 de 20 à 50 % des cultures pluviales dû à des sociétés de mise en valeur (SOMIVAC, SODEFITEX, SODAGRI, etc.) a favorisé le recul de 10 à 15 % des forêts (Dacosta, 1989). Au Sénégal oriental, des essences végétales se sont repliées plus au sud ou raréfiées (*Andropogon gayanus*) alors que d'autres plus sahélo-soudaniennes sont arrivées du nord (*Guiera senegalensis*) (Larrue, 2002 : 9).

Les sols aussi ont subi un processus de dégradation profonde sous l'effet de la combinaison des déficits pluviométriques, de la contraction de la saison des pluies et de ses effets sur la végétation. L'accroissement de surfaces dénudées par endroit a

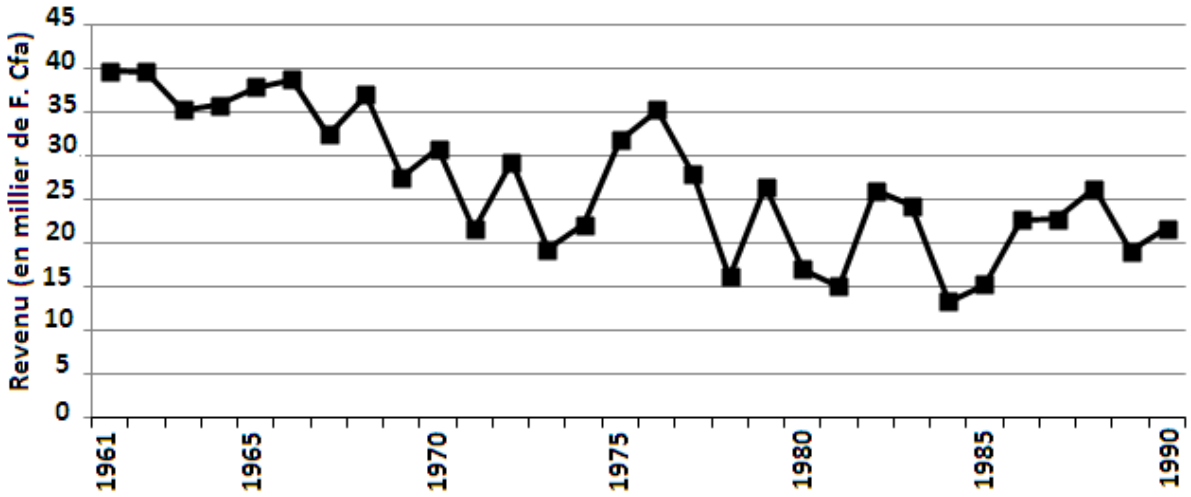
[33] La salinisation des eaux du fleuve Sénégal est si forte qu'elle a même alimenté localement des légendes qui vraisemblablement sont tirées d'histoires réelles. A Badiari et Sandinguéri, près de Sédhiou en moyenne Casamance, les els fluviaux ont tellement inquiété les populations locales que quand ils ont bénéficié du sucre de soudure vers les années 1970, ils auraient décidé à l'unanimité des habitants de chaque village de le déverser dans le fleuve Casamance pour le dessaler.

accélèré les processus érosifs de type éolien et hydrique (mécanique et chimique), ce qui a contribué à un appauvrissement des sols mais également à l'ensablement des talwegs (Hiernaux P. et Le Houérou H. N., 2006 : 65-66).

Au Sénégal, l'accumulation de ces facteurs limitants a conduit à un essoufflement des systèmes productifs puisque ces derniers sont tributaires des conditions pluviométriques. Les systèmes pastoraux du Ferlo, comme ceux de l'ensemble du Sahel d'ailleurs, ont souffert des sécheresses avec la réduction des pâturages et des points d'abreuvement (Cesaro et al, 2010 et 2011). En Moyenne-Casamance au sud, l'assèchement précoce des mares de l'arrière-pays de Diannah Malary a amené les Peulh éleveurs à très tôt (dès janvier) envahir les abords du fleuve alors même que les rizières ne sont pas encore tout à fait récoltées, occasionnant ainsi des conflits entre éleveurs et riziculteurs. Pour ce qui est des systèmes halieutiques, les déficits et les irrégularités des crues ont entrainées un effondrement significatif des prises annuelles sur le fleuve Sénégal, passant de plus de 30 000 à moins de 10 000 tonnes (Seck et Magrin, 2009 : 59).

Dans les zones de culture, la surexploitation des terres par monoculture arachidière (Freud et al, 1997) ajoutée à tous ces facteurs précédemment cités et liés aux sécheresses répétées, a entrainé une forte baisse des productions et rendements culturaux. Jean-Marc Gastellu (1988) et André Lericollais (1989), entre autres, remarquaient l'appauvrissement du système de culture avec la disparition ou diminution de certaines espèces végétales (comme *Faidherbia albida*), la fin de la jachère annuelle, l'évasion du troupeau. Quand on y ajoute les incidences directes des fluctuations des cours mondiaux de l'arachide sur les prix payés aux producteurs, nul n'est surpris que les revenus paysans aient diminué. Pour les producteurs d'arachide, les revenus distribués en campagne passent de 22 milliards CFA en 1965 à seulement 10 en 1970 (Mbodj, 1992 : 105). Ainsi, le monde rural a connu une baisse sensible des revenus réels et donc, de la qualité de vie (figure 2).

Figure 2: Evolution des revenus réels par tête de la population dans le monde rural de 1961 à 1990 (d'après Duruflé, 1994)



Cette tendance baissière et irrégulière du revenu réel de la population rurale a engendré une dégradation des conditions de vie dans le monde rural au point que certains ont parlé de « malaise paysan ». Face à ce problème et à l'ensemble des limites du système économique révélées par les sécheresses, la fin du protectionnisme français et le choc pétrolier de 1979, l'Etat et la population sénégalaise ont développé des politiques et des stratégies influencées de l'intérieur et de l'extérieur pour relancer l'économie du pays.

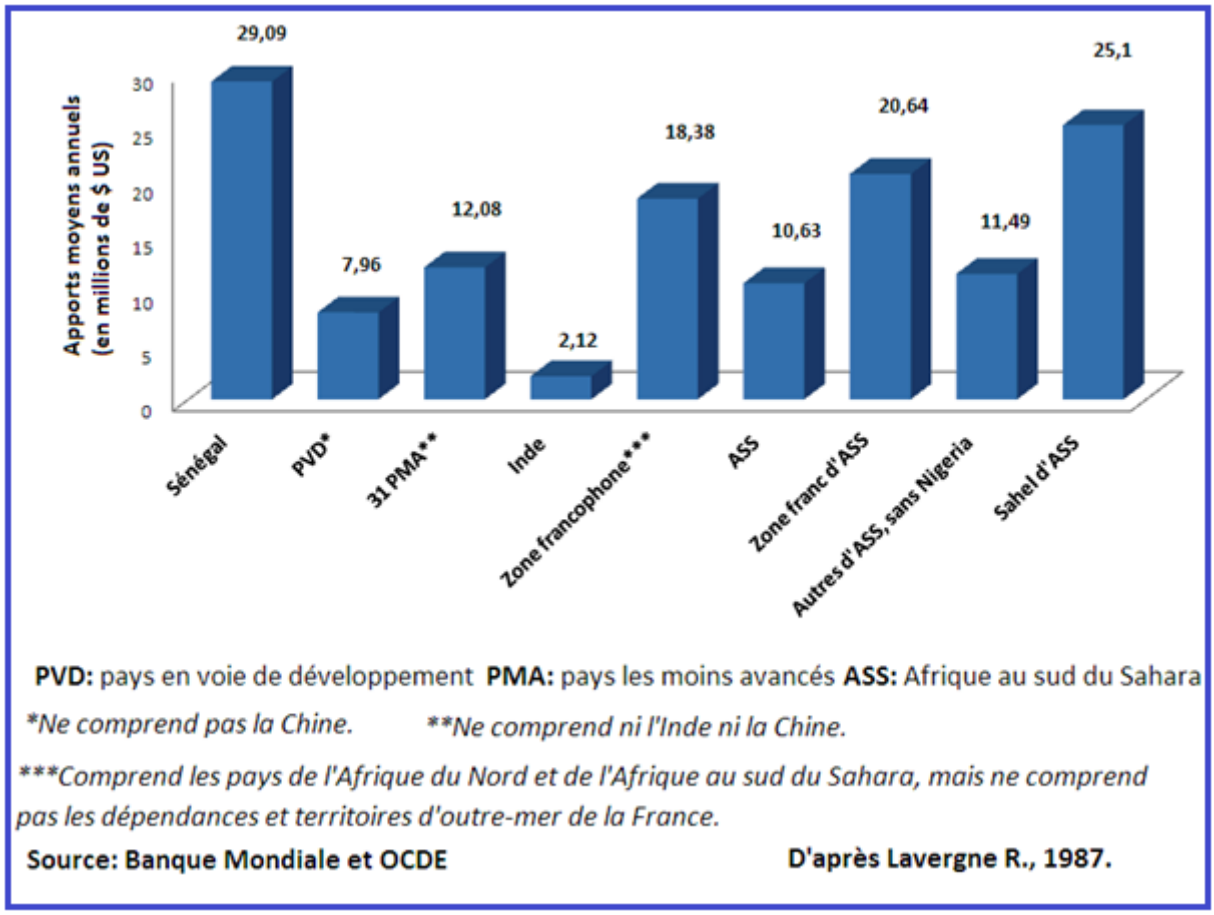
II. La recherche de nouveaux leviers de développement : désengagement de l'Etat et mutations agricoles

1. De l'aide internationale à la libéralisation économique : vers un désengagement de l'Etat du Sénégal

Depuis l'administration coloniale jusqu'au jeune Etat indépendant, l'Etat a joué un rôle dominateur dans l'orientation des politiques de développement pour mieux maîtriser les paysans en vue d'alimenter les caisses de l'Etat, mais aussi pour marquer un contrôle territorial fort (Wade, 2008). Mais face aux nombreuses crises auxquelles il a fait face, le Sénégal a progressivement abandonné certaines de ses anciennes fonctions de soutien technico-économique au développement pour une plus grande ouverture à des acteurs extérieurs et privés et une entrée précoce dans un processus de libéralisation de l'économie et d'ajustement structurel.

Ainsi, le Sénégal est très tôt apparu sur la scène internationale comme l'un des pays les plus aidés au monde (Magrin, 2008 : 5). Entre 1961 et 1980, l'assistance étrangère est estimée à presque 2 milliards de dollars US, soit 7 % du PIB. Elle aurait financé 58 % de l'investissement public au Sénégal entre 1967 et 1977, soit 27 % de l'investissement total (Lavergne, 1987).

Figure 3: Le Sénégal et les autres pays du monde : comparaison des apports moyens annuels de l'APD par habitant, 1971-1980



Entre 1971 et 1980, le Sénégal a reçu en moyenne plus d'assistance extérieure par habitant que le reste de l'ensemble des pays en voie de développement (PVD) ou de toute l'Afrique subsaharienne, ou encore des 31 pays les moins avancés.

Cette capacité à s'attirer la générosité des donateurs internationaux remonte au milieu des années 1970 quand le gouvernement avait profité du bon niveau des prix des phosphates et des arachides pour contracter des prêts commerciaux dans le but de financer sa stratégie de nationalisation économique. Après la France (42 % de l'APD reçue) dans l'accompagnement de son ancienne colonie, la Communauté européenne

(CE) – 20 % de l'APD reçue - était le principal donateur entre 1976 et 1980 dans le cadre de la première convention de Lomé[34] et du STABEX[35]. Là aussi, le Sénégal était le plus privilégié (7 % du budget d'aide de la CE).

Face à la crise climatique et l'aggravation de la situation des exportations d'arachide, le recours à l'aide extérieure s'est amplifié et a constitué une forme indispensable d'aide d'urgence, de soutien au budget de l'Etat et à la balance des paiements, pour ne pas sombrer dans une récession (Lavergne, 1987). Cette aide-programme servait aussi à venir au secours de la population sous forme d'aide alimentaire et en conséquence de garder la présence de « l'Etat en brousse » (Gastellu (1988 : 126 ; Ela, 1990). Mais l'aide-projet est plus élevée (88 % entre 1974 et 1977) et concerne l'appui aux investissements dans le secteur rural, en ressources humaines, en infrastructures de base et autre. Cette dernière forme d'aide est investie par le biais de projets de développement directement mis en œuvre ou portés par des organisations non gouvernementales étrangères ou locales (ONG).

Aide-programme et aide-projet se sont multipliées et diversifiées au fil des années au Sénégal. Pour ce faire, le Sénégal a construit et fait jouer l'image d'un pays politiquement et socialement stable, et avancé en politiques libérales mais aussi l'influence diplomatique de ses gouvernants. L'engagement précoce avec la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) dans une série de programmes d'ajustement structurel justifie cette stratégie de captation de l'aide internationale. Dans les années 2000, le surnom de « 3T »[36] au Président Wade tenait en partie à ses voyages répétés auxquels on attribuait des négociations d'aide extérieure, notamment dans les pays du Golf. En février 2013, c'est le Président Sall en personne qui s'est déplacé à Paris pour défendre le Plan Sénégal Emergent (PSE) 2013-2018[37] devant le groupe consultatif des partenaires techniques et financiers internationaux.

[34] Accord de commerce préférentiel signé, depuis 1975, les 15 Etats membres de la Communauté européenne et 71 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).
[35] Fonds mis en place dans le cadre des accords de Lomé et qui vise à stabiliser les revenus que les pays membres tirent de l'exportation des produits de base, à l'exclusion des minéraux
[36] Les « 3T » signifient *Touki-Télé-Touba*, c'est-à-dire voyage-télé-touba. Les deux autres « T » renvoient pour la télé à un culte de l'image par la visibilité télévisuelle personnelle et pour Touba à un clientélisme politique avec la confrérie mouride.
[37] A l'issue de cette rencontre, le Sénégal a acquis la promesse de 3 909 milliards de FCFA, soit 40,4 % des besoins de financement.

Dans l'ensemble, l'aide extérieure a représenté pour l'Etat du Sénégal une alternative au développement à partir des années 1970. L'impact de l'aide sur le développement humain est important et visible dans les infrastructures de base et l'économie des territoires. Cependant, les effets pervers de l'aide extérieure sont décriés depuis très longtemps. Au-delà du maintien d'un certain mythe de supériorité technique et de la promotion culturelle attribués à l'assistance technique de la France à ses anciennes colonies, l'aide est souvent critiquée pour ses détournements habituels d'objectifs.

Aussi, la dépendance croissante à l'égard des fonds d'aide étrangers depuis 1960 (2 fois plus rapidement que le PIB) a alourdi énormément la dette publique par an de 23 % entre 1970 et 1980, ce qui absorbe 21 % du budget de l'Etat (Lavergne, 1987). Cet endettement ne cesse de continuer et en 2010, la dette publique de l'Etat est arrêtée à 2190,1 milliards de francs CFA, dont 80 % de dette extérieure (République du Sénégal, 2011). La facilité d'y accéder inscrit le Sénégal, comme beaucoup d'autres pays de l'Afrique subsaharienne, dans un cercle vicieux propre à servir de moyen de pression et de domination des pays donateurs, surtout pour garder des « pré-carrés commerciaux ».

Pour ce qui est de l'ajustement, l'Etat du Sénégal est le premier[38] en Afrique occidentale à s'engager avec ses partenaires au développement (notamment la BM et le FMI) dans une politique d'austérité financière et économique en vue d'équilibrer le budget et l'économie du Sénégal. Plusieurs plans se succèdent :

- le Plan à court terme de stabilisation (1979/1980) comprenant pour l'essentiel des mesures budgétaires comme la généralisation de la taxe à la valeur ajoutée et la réduction des dépenses de fonctionnement (liquidation de l'ONCAD en 1980) (Faye, 2007 ; Diouf, 1992) ;
- le Plan de redressement économique et financier (PREF) de 1980 à 1985 visant entre autres, à augmenter l'épargne publique et à réduire l'intervention de l'Etat dans l'économie (Diouf, 1992) ;
- le Plan d'ajustement économique et financier à moyen et long terme (PALM) de 1985 à 1992, regroupant des réformes dont la Nouvelle Politique Agricole (NPA) (en 1984), les mesures de dissolution (SOMIVAC, STN) ou affaiblissement

[38] Le Sénégal est le premier pays à se soumettre aux conditionnalités de l'aide de la BM et du FMI qui portaient sur une adoption de politique d'austérité budgétaire en contrepartie l'aide au développement.

(SODEVA, SAED) des SRDR (Faye et al, 2007), la création des groupements d'intérêt économique (GIE) en 1984 et de la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (CNCAS) en 1984 (Seck, 2009).

La politique d'orthodoxie financière et économique va se poursuivre dans les années 1990 avec des mesures initiatives fortes telles que la dévaluation du franc CFA en 1994 et le Programme d'ajustement structurel du secteur agricole (PASA) de 1995 qui visait un approfondissement du désengagement de l'Etat du secteur agricole.

Au terme de la période de réalisation de ces différents Plans, la situation de l'économie sénégalaise est demeurée encore préoccupante. Les structures de l'économie sénégalaise n'ont pas fondamentalement changé au terme du programme d'ajustement à moyen et long terme (PAML). Sur le plan agricole, le grand dynamisme de l'initiative organisationnelle et économique avec la croissance fulgurante des GIE[39] et des opérateurs privés, n'a pas pu porter le développement du secteur. La part de l'agriculture dans le PIB a diminué progressivement jusqu'à atteindre 11,7% en 1990, alors que ce secteur emploie toujours près des deux tiers de la population active, preuve de la faiblesse de la productivité agricole (Diouf, 1992). D'une façon générale, le monde rural a connu des bouleversements profonds : par exemple, des anciens fonctionnaires licenciés ou en « départ volontaire » suite au dégraissage administratif, se sont retrouvés pauvres après avoir échoué leur reconversion[40].

2. La résilience sénégalaise à la crise : vers une conquête des régions méridionales

Dans un contexte d'échec des politiques de recours à l'aide extérieure et de rigueur budgétaire, la persistance de la crise pousse l'Etat et la population sénégalaise à adopter différentes formes de résilience. Dans cette optique, les marges méridionales de Casamance et de Sénégal oriental sont investies. L'avantage écologique du sud du Sénégal, situé en zone soudanienne avec des pluviométries plus élevées que celle de

[39] Dans la seule zone de la vallée du fleuve Sénégal, le nombre de GIE est passé entre 1985 et 1995 d'une dizaine à plus de 1500. Cette croissance rapide des GIE est plus liée à ce que cette forme d'organisation paysannes permettait aux producteurs d'accéder aux crédits agricoles au niveau de la CNCAS et c'est la raison pour laquelle jamais la NPA n'a permis un développement du secteur agricole puis que les crédits étaient presque toujours détournés de leurs objectifs officiels.

[40] Par exemple, un ancien agent vétérinaire près de Sédhiou, avait pris un « départ volontaire » dans les années 1980 et avait tenté d'investir dans le transport en achetant un véhicule de transport en commun, mais cette initiative s'est révélée décevante et n'est plus arrivé à se redresser économiquement.

l'espace sahélien au nord, a attiré les pouvoirs publics comme les populations sénégalaises.

Au niveau de la sphère étatique, la politique de développement agricole et rural est orientée vers des systèmes de production plus intensifs et plus diversifiés dans le but de l'autosuffisance alimentaire. L'irrigation est apparue comme un choix prioritaire et l'Etat décide de renforcer les aménagements et le développement de la riziculture dans les deltas et les vallées des fleuves Sénégal, Casamance, etc. (Seck, 1991 ; Marzouk, 1991). Dans le delta et la vallée du Sénégal, la riziculture est intensifiée par la généralisation des aménagements en maitrise complète de l'eau, l'extension des périmètres vers les zones de Podor et Matam, la réalisation du barrage anti-sel de Diama (Seck, 2009 ; Léricollais et Sarr, 1995). Dans le sud du pays, l'Etat vise la redynamisation de la riziculture en Basse Casamance par la récupération de 70 000 ha de terres salées en construisant des barrages anti-sels (Guidel et Affiniam) sous la tutelle de la SOMIVAC en 1976. En haute Casamance, le barrage de retenue de Niandoumba est réalisé dans la vallée de l'Anambé, affluent du Kayanga, pour la culture du riz. Cependant, au nord comme au sud du Sénégal, l'attention particulière accordée à la riziculture irriguée ne se solde pas par une autosuffisance alimentaire du pays. Notons qu'aujourd'hui encore avec le Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS), l'Etat vise l'autosuffisance en riz en 2017 avec un objectif de 1,6 million de tonnes de paddy mais, on en est toujours loin et l'importation du riz asiatique continue toujours de couvrir les déficits (République du Sénégal, 2014).

Dans la perspective de la diversification agricole, c'est dès le début des années 1960 que « le coton est choisi pour contrebalancer l'hégémonie de l'arachide et augmenter le portefeuille de devises apportées par les cultures commerciales » (Fall, 1990 : 19). La culture du coton est intensifiée dans les régions du sud et du sud-est (Kaffrine, Tambacounda, Kédougou et Kolda) où les conditions agro-climatologiques semblent s'y prêter. Des unités d'égrenage sont installées et un encadrement rapproché des producteurs est assuré par la SODEFITEX. Les paysans adhèrent sans beaucoup de difficultés et de 1966 à 1984, le nombre de planteurs encadrés par la SODEFITEX est passé de 3 318 à 73 178 et les superficies cultivées de 1 038 à 33 353 ha (Fall, 1990). Mais sous les nombreuses contraintes pluviométriques, industrielles, financières, etc.,

l'opération présente un bilan très mitigé combinanat une dynamique territoriale avérée dans les zones de production à des résultats économiques faibles.

A côté de la riziculture et de la culture de coton, d'autres actions de l'Etat se multiplient dans le domaine du développement agricole et rural. On assiste particulièrement pendant les années 2000 à une multiplication de programmes agricoles de durée très éphémère portant sur le maïs, le manioc, le biocarburant, etc. Des initiatives d'une plus grande envergure seront aussi tentées mais sans lendemain. Il en est ainsi du projet de retour vers l'agriculture (Plan Reva) de 2007 en réponse à l'émigration clandestine et de la grande offensive agricole pour la nourriture et l'alimentation (GOANA) lancée en 2008. Ce qu'il faut remarquer c'est que l'Etat reprend de la place dans le secteur agricole et il cherche, avec la BM, à moderniser l'agriculture sénégalaise par une plus grande intervention des investisseurs privés nationaux et étrangers. Pour ce qui est de l'élevage qui semble négligé par les politiques de développement, l'Etat poursuit des interventions productivistes de vaccination et d'insémination artificielle favorables à la sédentarisation des pasteurs.

Parallèlement à l'Etat, les ruraux sont loin d'être immobiles face au « malaise paysan ». Ils ont réagi pour s'adapter par la diversification agricole : la culture de pastèque, manioc, bissap, sésame ; mais aussi par l'intensification : jardinage et arboriculture fruitière (anacardier, etc.). Les difficultés des années 1970 ont surtout favorisé le développement du commerce « informel » et la multiplication des marchés ruraux hebdomadaires (Diagana et al, 2008 ; Ninot, 2003 ; Van Chi Bonardel, 1978). « Ces marchés se sont développés cependant en dehors de toute volonté de la puissance publique et ont permis la valorisation des produits agricoles et le développement d'autres activités dans l'économie rurale, notamment l'intégration de l'élevage dans l'économie marchande » (Diagana et al, 2008 : 16).

Les stratégies rurales de résilience environnementale et économique se traduisent également par l'intensité des mouvements de population depuis les années 1970 (Léricollais et Sarr, 1995 : 7). D'une part, l'émigration des jeunes vers les villes moyennes et Dakar a pris une grande ampleur et constitue, pour certains, une étape majeure du chemin menant vers l'Europe, les Amériques ou vers l'intérieur de l'Afrique. Partis en villes, ils vont certes alimenter le processus de bidonvilisation et ses

effets de crise urbaine[41], mais ils participent en revanche à une stratégie de sécurité familiale par la réduction du nombre de personnes à nourrir dans les familles et les envois d'argent complémentaire. Mieux encore, quand ils traversent les frontières nationales, leurs envois sont plus conséquents et ils constituent de nos jours une des sources principales de devises pour le pays et d'amélioration des conditions de vie dans le monde rural. Selon l'ANSD (2013), la diaspora a envoyé 699,4 milliards de francs CFA au Sénégal en 2011, soit plus de 10 % du PIB ; ce qui est supérieur aux fonds de l'aide extérieure. En revanche, ces transferts financiers de migrants nourrissent les mirages de beaucoup de jeunes sénégalais, ce qui est surtout le facteur majeur des migrations clandestines.

Cependant, ces migrations revêtent d'autres formes contenues dans l'espace rural sénégalais, particulièrement orientées vers la Casamance et le Sénégal oriental qui proposent des conditions plus favorables aux activités en détresse dans les zones de départ. Ainsi, des cultivateurs d'arachide Wolof et Sérère ont alimenté des fronts pionniers vers l'est du Sine-Saloum dans le cadre du projet de « Terres neuves » de 1972 (Garenne et Lombard, 1991 ; Léricollais, 1999) et vers le sud dans la forêt de Pata en Haute Casamance (Sidibé, 2005), où les conditions agro-pédologiques étaient plus favorables. Des pêcheurs Lébou et Niominka ont aussi migré vers le sud-ouest, en Basse Casamance, à la recherche d'espaces halieutiques plus poissonneux (Marzouk, 1991 ; Cormier-Salem, 1999). Les pasteurs peulh également, acculés par les sécheresses et le développement de la riziculture irriguée dans la vallée du fleuve Sénégal, ont étendu leurs espaces de transhumance vers les zones méridionales de haute Casamance et du Sénégal oriental (Cesaro et al, 2010 et 2011).

Quelles soient agricoles, halieutiques ou pastorales, ces migrations sont autant de facteurs de brassages que de conflits dans les espaces d'accueil. Aujourd'hui, l'identité culturelle du littoral de Casamance est marquée du sceau de l'inter-culturalité, tout autant qu'il est un espace exposé à beaucoup de conflits entre autochtones et allochtones (Marzouk, 20054). Dans la forêt de Pata, Mamadou Sidibé (2005) et Sylvie

[41] Plusieurs quartiers spontanés de Dakar comme Imbécile (vers Yarakh), Dagoudane, etc. sont nés de la massification urbaine, fille de l'exode rural post-sécheresse. Ils se caractérisent par une grande insuffisance des équipements sociaux de base, des inondations répétitives, une criminalité, etc.

Franchette (1996) ont fini de montrer la conflictualité des rapports des Peulh locaux aux Saloum-Saloum nouveaux venus.

La série de sécheresses de 1968 à 1983 a certes essoufflé les économies sahéliennes, particulièrement celles du Sénégal qui étaient dominées par des systèmes de production évoluant globalement au rythme des pluies et de leur disponibilité. Mais il faut souligner qu'avec la fin du protectionnisme français sur l'arachide sénégalaise et de la nébuleuse gestion des sociétés de développement, la survie de cette culture était difficile en même temps que le monde rural a sombré dans un profond « malaise paysan ».

Face à cette crise, l'aide internationale, l'ajustement structurel et la libéralisation de l'économie ont constitué sans véritable succès des pistes de solution pour l'Etat. Ce dernier a également entrepris des projets de développement agricole à partir de l'irrigation et de la diversification (coton par exemple), en s'orientant vers les régions sud aux conditions agro-écologiques très avantageuses. Par le bas aussi, les populations du nord du Sénégal ont migré vers ces régions sud pour la pêche et l'élevage.

CHAPITRE 3 : LE CONTEXTE DE DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE IRRIGUEE DE BANANE EN CASAMANCE ET AU SENEGAL ORIENTAL

Ce troisième chapitre participe à expliquer le contexte particulièrement favorable à l'essor de la culture irriguée de la banane au sud du Sénégal, notamment dans sa zone de diffusion proprement dite. En fait, la marginalité de cette région l'a certes éloignée des grandes dynamiques de développement national, mais, avec les potentialités agro-écologiques locales, son caractère marginal en a fait une zone d'essai de la culture bananière. Plus tard, avec l'appui de l'Etat et de partenaires extérieurs, cette innovation y sera aisément diffusée.

Pour mieux cerner le contexte local dans lequel sont développés les projets bananiers, nous revisiterons d'abord, les zones de production actuelle de la banane, en interrogeant le passé de leurs systèmes agraires et de production pour mieux évaluer plus tard l'ampleur des changements socio-économiques et spatiaux. Ensuite, nous verrons la base de l'émergence de cette innovation agricole en étudiant l'adaptation écologique du bananier aux conditions physiques locales et les débuts de mise en place de la culture irriguée de la banane.

I. Occupation de l'espace et situations agricoles à la veille des projets bananiers

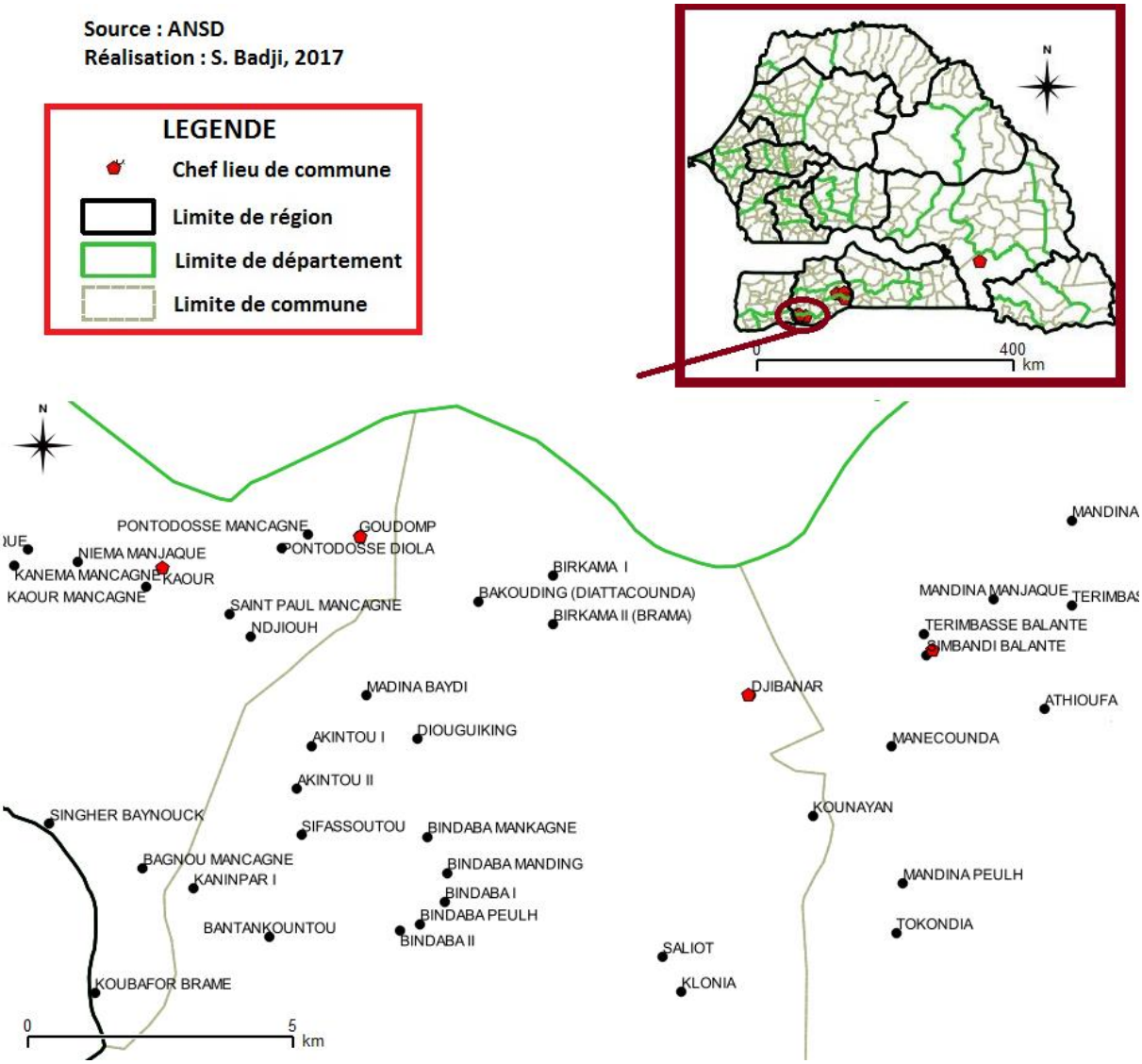
Pour mieux analyser les changements induits par le développement de la culture irriguée de la banane, il importe de faire un tableau des éléments caractéristiques des espaces d'adoption de l'innovation bananière dans la période précédant son émergence. Dans ce sens, nous notons une grande diversité des modes d'occupation humaine et des situations agricoles dans les zones de production de banane en Moyenne Casamance et au Sénégal oriental. Cependant, il existe des invariants qui ressortent des zooms sur toutes les zones. Tout d'abord, l'ensemble des systèmes de production est de type pluvial, puisque même la riziculture est pratiquée dans des vallées et bas-fonds au gré de la submersion hivernale. Ensuite, même s'il est plus important par endroit, comme chez les Peulh et les Balante, l'élevage garde partout une place de choix dans les stratégies locales de production, faisant apparaître des systèmes plus agro-pastoraux que spécialisés. Enfin, de la Moyenne Casamance au Sénégal

oriental, on rencontre des économies agricoles qui gardent chacune des empreintes persistantes de l'histoire du développement agricole et rural du Sénégal : argent, arachide et coton sont de fervents témoins de la colonisation européenne alors que l'intensification de la mécanisation agricole et de l'encadrement paysan sont les reliques des programmes agricoles et ruraux du Sénégal indépendant. Mais dans l'impossibilité de faire une étude exhaustive de toutes les zones, nous avons opéré le choix de tirer les grandes lignes et particularités de l'occupation humaine de quelques terroirs en l'occurrence Djibanar, Diannah Malary, Wassadou et Nguène pour la diversité des formes de relations société/milieu qu'elles nous offrent.

1. Djibanar dans le pays des balante

Djibanar et son terroir (carte 8) se situent sur la rive gauche du fleuve Casamance à l'intérieur du Balantacounda (ou pays balante) qui est coincé entre la rivière au nord, la frontière bissau guinéenne au sud, la Basse Casamance à l'ouest et l'espace manding du Brassou à l'est. Comparé au reste de la Moyenne Casamance, c'est un terroir densément occupé dont les densités humaines oscillaient vers les années 1960 autour de 50 habitants/km² (Pélissier, 1966 : 589) avec quelques gros foyers humains comme Djibanar, Goudomp et Simbandi semés le long de la route nationale Ziguinchor-Kolda. Mais les fortes densités ne signifient pas ici une concentration de l'habitat parce qu'en fait l'observateur ne peut échapper à *« l'extrême émiettement de l'habitat, sa légèreté, sa dispersion. […] La plus grande partie des "villages" authentiquement balant sont faits, sur le terrain, d'une succession de hameaux minuscules semés parfois sur des kilomètres carrés et n'ayant ni centre de gravité ni organisation apparente »* (Pélissier, 1966 : 590).

Carte 8 : Djibanar et ses environs en pays balante



Cette dispersion de l'implantation humaine serait la marque de l'égalitarisme et de la faible organisation de la société balante dont les gens sont assez attachés à leur liberté et pratiques animistes. Cet attachement reconnu par leurs voisins Manding s'exprimerait même dans le nom du groupe ethnique (*Balanto* en Manding) qui signifie « ceux qui refusent ». Pour ceux qui se sont beaucoup plus intéressés à la société balante, « l'anarchie » de l'habitat n'est que le reflet d'une structuration sociale au caractère acéphale dans laquelle des chefferies et institutions communes étaient absentes.

Encadré 2: Balanto ou « l'homme du refus »

La société balante est une société non pyramidale, sans chefferie ni pouvoir central puissant. L'unité de base de la société, outre la concession (qui regroupe une ou plusieurs unités de production ou foyers), est le village, et il n'existe aucune autre autorité traditionnelle supérieure à celle du chef de village et au conseil des Anciens. Il n'y a pas d'intégration verticale du pouvoir chez les Balante, comme c'est le cas chez les Foula par exemple, ce qui explique l'absence de constitution d'un « royaume balante », malgré le pouvoir économique indéniable de cette société. L'accumulation individuelle de la richesse est proscrite par une série de lois et de règles sociales et religieuses dont le but est la redistribution des nombreux excédents agricoles permis par la riziculture balante à l'ensemble de la société villageoise à travers, d'une part les groupes de travail et, d'autre part les cérémonies religieuses de commémoration des morts ou d'initiation. En revanche, la société balante est divisée en classes d'âge.

Les groupes de travail, nourris et payés en riz, en alcool, en tabac et en argent, ne peuvent dépenser leur gain que sous forme de consommation collective, à l'occasion de fêtes. Ces pratiques interdisent une forte accumulation, donc la capitalisation des revenus aux mains d'un ou plusieurs individus (il n'existe pas de possibilité d'accaparer le pouvoir politique par la richesse économique).

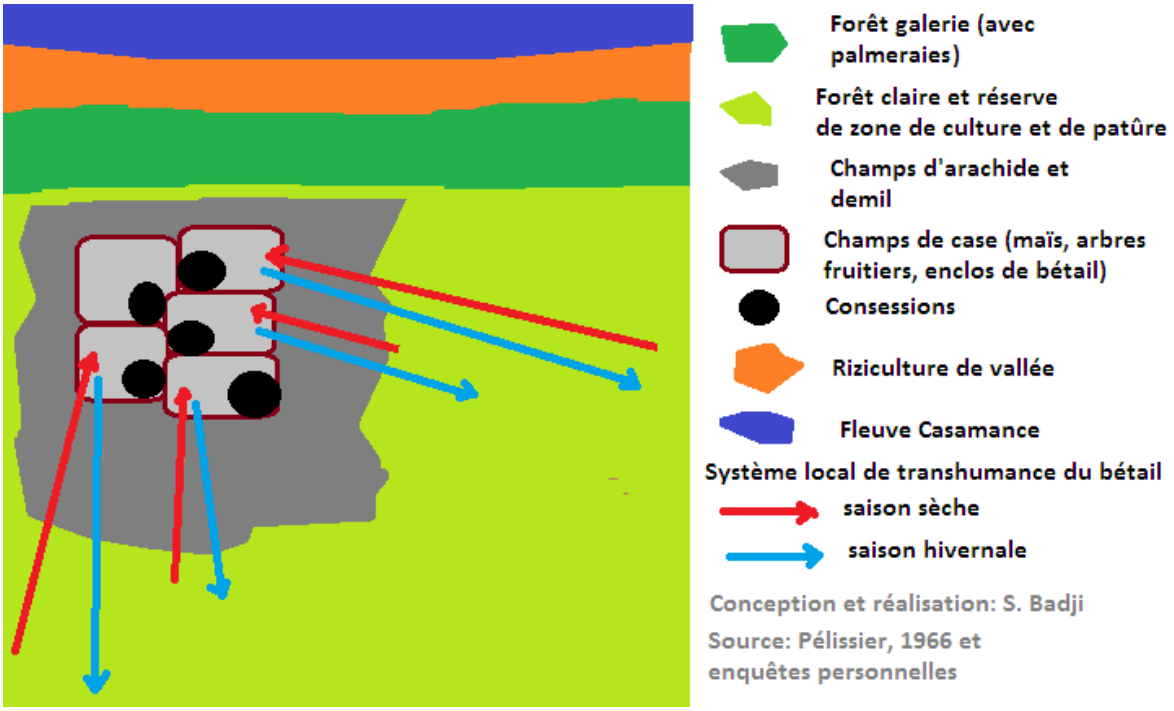
Source : Ecoutin, 1999 : 232-233

Cependant, dans les années 1970 le Balantacounda, et particulièrement le terroir de Djibanar, semblait très recomposé. On pouvait noter la juxtaposition des Balante à d'autres ethnies (des populations bissau guinéennes comme les Mankagne et les Manjack) et l'adoption progressive du christianisme et de l'islam. Ceci est le résultat de l'ouverture du pays balante à l'administration coloniale et à son économie arachidière, mais aussi à l'invasion manding. A cette ouverture, Paul Pélissier (1966) attribue la fixation de l'habitat balante autrefois itinérant, son regroupement progressif, sa construction en banco et surtout l'adoption de la culture arachidière.

En outre, l'agriculture et l'élevage se côtoyaient dans un système de production très diversifié dont la transcription spatiale est représentée à la figure 3. Ainsi le résumait Paul Pélissier (1966 : 516) : « les gens du Balantacounda sont essentiellement des

éleveurs et des cultivateurs de mil qui, à l'exemple des Manding, abandonnent aux femmes le soin de cultiver le riz ».

Figure 4: Transcription spatiale du système de production à Djibanar dans les années 1970



Avec Paul Pélissier (1966), la reconstitution de ce qui serait le système de production au Balantacounda, notamment à Djibanar et environs, met en évidence des stratégies de production complexes. Elles combinent les cultures vivrières (riz, maïs, mil) pour la sécurité alimentaire du groupe et la culture de l'arachide pour le numéraire important en cas de rupture du stock vivrier et pour les besoins de confort matériel du foyer. Sur le plateau où s'établissent les habitations, on retrouve les champs de case ou *kankan* qui abritent le maïs et quelques jardins de condiments et d'arbres fruitiers comme le manguier. C'est une portion du terroir où loge aussi le bétail dans des enclos et dont les sols s'enrichissent des buses en pâturage post-récolte et de fertilisation. Bien délimités et séparés les uns des autres par des clôtures relativement solides, ces premiers champs sont suivis d'un espace de culture de l'arachide et de mil envahissant progressivement la forêt. Cette dernière est le domaine de pâture du bétail en saison hivernale pour ne pas gêner les cultures. L'élevage est un élément important dans le système de production balante et joue un rôle de capital prestigieux mobilisable lors des funérailles, des mariages et autres grands rendez-vous sociaux. L'attachement du Balante au bétail naîtrait de son voisinage ancien avec les Peulh du Fouta Djalon

(Pélissier, 1966 : 518) qui se révèle aujourd'hui à travers l'entretien d'une longue parenté à plaisanterie entre les deux groupes ethniques.

La proximité du fleuve Casamance offre aussi des opportunités incontestables avec la vallée et les versants sur lesquels s'étend une forêt galerie abondamment parsemée de palmeraies. Sur la vallée, existaient des rizières sommairement entretenues par les femmes avec l'appui de la SOMIVAC et de l'ILACO qui y avaient installé de menus barrages de retenue d'eau. Dans la forêt galerie, les hommes exploitaient intensément les palmiers pour l'huile et le vin si prisés. Dans la forêt galerie abordant les vallées comme celle qui git sur le plateau, servant aussi à fournir le matériau de construction (paille et rônier pour les toitures des maisons), la population développe la chasse de gibier et une importante activité de cueillette de miel. La proximité du fleuve avait donné aussi la possibilité d'une pêche artisanale contribuant à l'approvisionnement en protéines des familles.

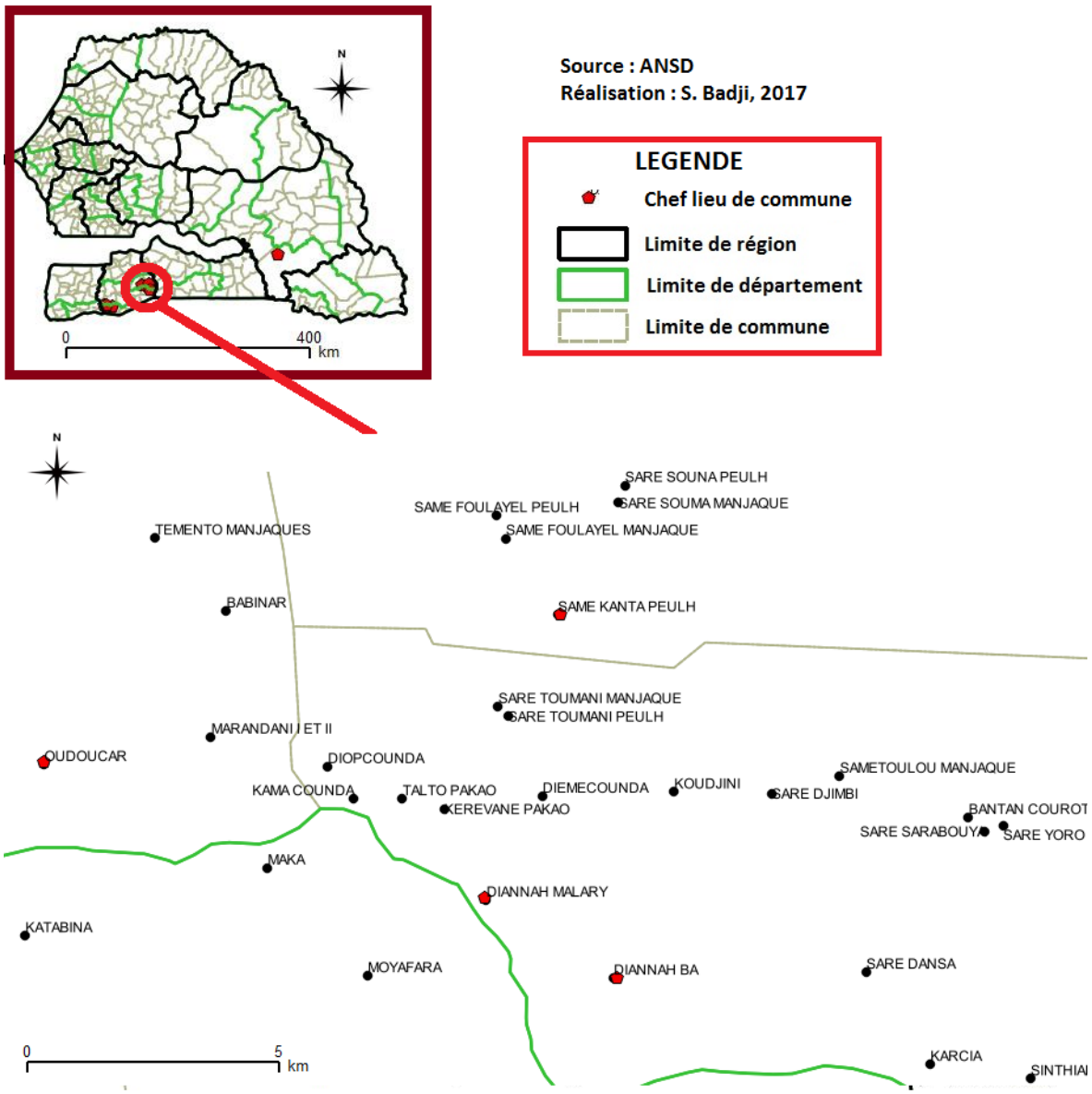
Mais entre Goudomp et Djibanar, l'activité de pêche qui avait connu un essor autour des années 1970, était sans doute la prise de crevettes bénéficiant de quelques interventions étatiques avec la mise en place des pêcheries de Goudomp et de Diattacounda conformément au programme de l'Etat du Sénégal appuyeant le secteur. M. S., actuel producteur de banane le dit de vive voix et affirme que c'était sa première profession (pêche de crevettes) avant d'embrasser la banane en 1982 ; il était venu alors de Dakar à Baconding en 1974 pour aider son oncle qui excellait dans la pêche de crevettes. Le principal marché était la ville de Ziguinchor avec la route nationale la reliant à Kolda. Cependant, mis à part cette ouverture et un peu sur la Guinée Bissau, Djibanar et le Balantacounda étaient coupés par le fleuve Casamance de la rive droite de la rivière, notamment de Sédhiou actuelle capitale régionale, mais aussi de Dakar et du Centre-ouest car la présence de l'océan Atlantique juste après Ziguinchor réduisait le contact.

2. Diannah-Malary à l'interface Peulh/Manding

« […] Une zone de transition plus nette mais jamais brutale assure le passage entre Haute et Moyenne Casamance ; Peulh et Manding s'y côtoient. C'est à proximité de la Rivière, là où elle cesse d'être un torrent saisonnier pour prendre les caractères d'une vallée ennoyée, à quelques kilomètres à l'Est de Diana-Malari, que le passage est à la

fois le plus sensible et le plus rapide » (Pélissier, 1966 : 579). Par ces propos, Paul Pélissier présentait le terroir de Diannah Malary (carte 9) en tant qu'interface Peulh/Manding dont les foyers principaux sont respectivement la Haute et la Moyenne Casamance. Ce terroir qui est actuellement une des zones de production de banane, « apparait comme un véritable condensé du pays » (Cortes, 2000 : 30) car chevauchant ces deux grandes aires ethnoculturelles auxquelles s'ajoutent d'autres groupes aux origines géographiques diverses dont le plus important est Manjack. Ainsi les territorialités et les modes de territorialisation dans cet espace étaient déjà multiples et parfois mixtes à la veille de l'émergence de la culture irriguée de la banane.

Carte 9 : Diannah Malary et ses environs au confin Paulh/Manding



A la différence de la zone de Djibanar, les densités humaines sont ici relativement moyennes avec quelques villages comme Diannah Malary, Diannah Ba et Kéréwane regroupant plus de 1000 habitants chacun le long de la route Kolda/Sédhiou et à proximité du fleuve Casamance. La principale particularité de l'organisation spatiale est la discrimination ethnique remarquable dans la répartition des établissements humains. Comme l'avait observé Paul Pélissier (1966 : 579) « les villages manding, souvent très anciens, sont tous alignés en bordure de la vallée principale, tandis que les hameaux peulh sont isolés sur le plateau, au cœur de discrètes clairières ouvertes au voisinage des petits marigots saisonniers dont les coups de griffe déchirent, de loin en loin la forêt sèche ». Cette disposition ségrégative de l'habitat répond dans une large mesure à une grande différence de rapport à l'espace entre agriculteurs Manding et pasteurs Peulh[42]. Cette différence de fond a donné lieu à une autre variante : au regroupement de l'habitat manding, répond la dispersion de celui peulh (voir figure 4).

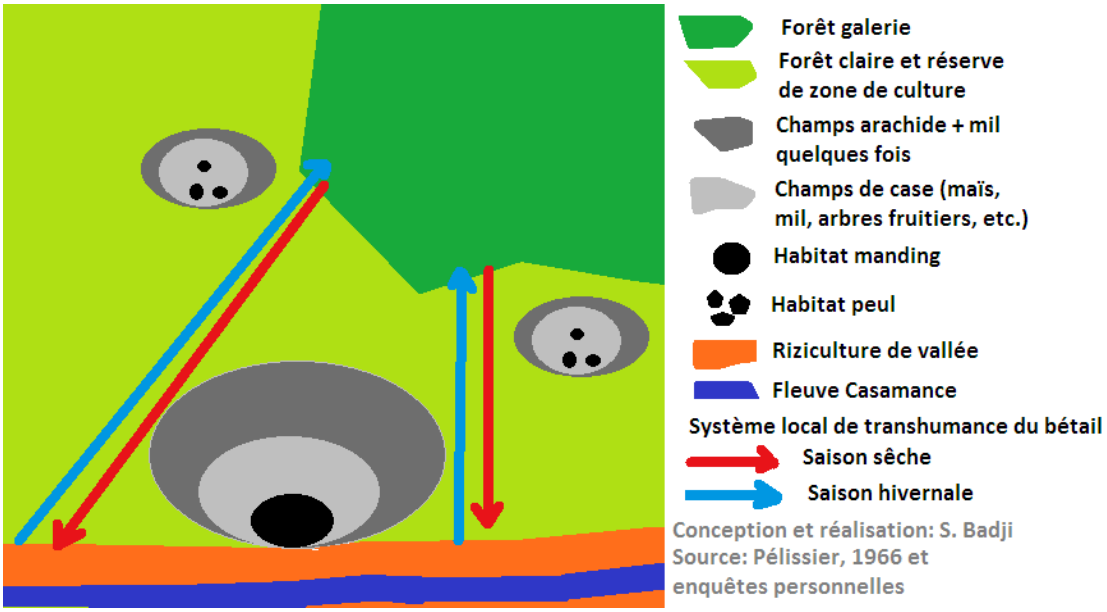
Contrairement à l'habitat balante, la dispersion de celui peulh n'est pas un reflet d'une quelconque inorganisation, voire absence de hiérarchie de la société peulh. En fait, comme la majeure partie des sociétés d'Afrique subsaharienne, Peulh et Manding de la zone de Diannah Malary ont des genres de vie basés sur une hiérarchisation de la société, en générations et en genre[43]. Bien que très fortement atténuée, cette structuration sociale garde des éléments de survivance dans les systèmes sociaux locaux à la veille des projets bananiers. Et comme ce devrait être le cas depuis leurs ancêtres, Manding et Peulh ont projeté ce fonctionnement de leurs sociétés dans leurs stratégies économiques. A ce propos, les remarques de Jean Maymard en (1974 : 38) sont confortées : « tout dans cette économie encore proche de la nature concourt à enchaîner de façon presque indissociable mécanismes de l'activité productrice et mécanismes de la vie communautaire et familiale ». Ainsi, la gestion des facteurs de production (foncier, énergies humaines et autres ressources) et des productions sont à

[42] Le fond de la différence du rapport à l'espace se décline dans la base du système productif de chaque groupe ethnique : l'agriculture manding est plus sédentaire que l'élevage peulh semi-sédentaire toujours à la recherche d'espace de pâture.

[43] Les sociétés Manding et Peulh sont de type pyramidal (les nobles ou *rimbé* en peulh et *horong* en manding s'opposent aux esclaves ou *maçubé* ou bien *diongol*) avec des castes, mais connaissent aussi une hiérarchisation par classes d'âge (*yirdé* en peulh et *foulang* en manding) et par genre (l'homme ou *gorko* en peulh et *kéwo* en manding, serait supérieur à la femme ou *débo* et *mousso*). Par exemple, dans certains villages du Pakao (zone manding de la Moyenne Casamance), comme dans la localité dite religieuse de Karantaba dans la rive gauche de la rivière en face de Diannah Malary, les Manding musulmans n'acceptent pas encore qu'un *diong* dirige la prière à la mosquée devant des *horong* alors que le Coran stipule que dans ce domaine, seul la maitrise coranique et l'exemplarité doivent être les déterminants majeurs de l'élection.

la charge du chef de la famille qui peut regrouper une à plusieurs unités. La figure 4 représente une projection spatiale des grands traits du système de production des confins Manding/Peulh, mais aussi de leurs relations à l'espace tel qu'on pouvait l'imaginer à la fin dans les années 1970.

Figure 5: Transcription spatiale des systèmes de production à Diannah Malary dans les années 1970



En zone manding, la proximité du fleuve donnait lieu à une pêche artisanale moyenne et à une opportune riziculture de vallée en hivernage entretenue exclusivement par des femmes dont le produit est généralement destiné à la l'autosubsistance des familles. Elles y forment des digues « circulaires » à l'aide de *baro* (houe des femmes) pour retenir les eaux pluviales. En effet, la présence de la rivière Casamance n'a pas suscité la mise en place d'une agriculture intensive, si ce n'est de maigres aménagements pour profiter des sols argilo-limoneux lourds (Pélissier, 1966 ; Badji, 2009).

Dans chacun des villages, les champs de case (*kankan* en manding ou *bawo bambey* en peulh) portent en hivernage juste après les concessions, une agriculture masculine de cultures de maïs, de mil, mais aussi des arbres pérennes comme les manguiers, etc. En saison sèche, cette couronne fumée aux déchets ménagers disparaît et est remplacée par endroit par de rares jardins de condiments développés par les femmes et très utiles au régime alimentaire. A la périphérie des villages, des champs de mil et d'arachide s'ouvrent sur de vastes défrichements au-delà desquels commence la forêt claire qui est souvent la limite avec des villages peulh (Pélissier, 1966 : 579).

Dans ces derniers aussi, le système agraire est globalement pareil et l'éloignement du fleuve a conduit à une exploitation rizicole des bas-fonds que permettent les mares pluviales. Même s'il existe chez les Manding, l'élevage garde une place très importante dans l'économie des Peulh de la zone de Diannah Malary où il est aussi bien source de fertilisation agricole que de revenus. Il est essentiellement de type bovin *ndama et* conduit suivant le rythme des pluies qui favorisent pâturages et mares d'abreuvement appelées *wéndou* en Peulh. Les bêtes sont sous le contrôle d'un berger souvent engagé juste pour la saison des pluies, en échange d'une génisse ou d'une somme d'argent tournant autour des 50 000 francs CFA. Il ne se repose que le jeudi ou le vendredi, en fonction des termes d'un contrat pour lequel la garantie n'est que la parole. Pendant ses jours de repos, il est remplacé par un membre de la famille (souvent des jeunes de 15 à 25 ans). Cependant, à la fin de la saison des pluies les ressources végétales et hydriques s'amenuisent en quantité et qualité dans la brousse, notamment dans la forêt classée de Sadiala, principal lieu d'établissement du bétail en hivernage. Ainsi, une partie de la famille transhumaient vers les rivages du fleuve Casamance à la recherche de l'eau et des résidus du riz récolté. Cette transhumance se nomme en Peulh *égo* et prend fin dès l'approche des premières pluies qui annoncent le début de l'activité rizicole et la régénération des pâturages (Badji, 2009).

Le village de Diannah Malary jouissait déjà d'un rôle important dans la structure de l'espace : c'était le village-centre, un statut qu'il garde encore. Il tient ce rôle polarisateur de son positionnement sur l'axe routier Kolda-Sédhiou et de son ancien port, point terminus des chalands coloniaux. Diannah Malary était alors un point important de collecte de l'arachide et les vestiges actuels de grandes maisons de commerce attestent ce statut de village-escale où s'étaient établis des traitants et commerçants. La principale conséquence perceptible de cette activité coloniale est sans aucun doute la diversité des groupes ethniques dans le village de Diannah Malary, largement constitué d'anciens migrants de l'arachide venus en tant que cultivateurs, dockers ou commerçants de tout genre.

3. Wassadou, un exemple de terroirs anciens dans la zone bananière du Sénégal oriental

À environ 60 km de Tambacounda sur la route reliant cette ville à celle de Kédougou, le village de Wassadou (carte 10) se situe dans la commune de Dialokoto, à la périphérie

du PNNK et du fleuve Gambie. Comme l'affirme Sébastien Larrue (2002 : 4), « le peuplement est [...] ancien, il y a des millénaires que ces espaces sont parcourus par des sociétés de chasseurs, d'éleveurs ou de cultivateurs».

Carte 10: Zone de Wassadou dans la commune de Dialokoto



L'un des plus importants mouvements de peuplement est animé par la population malinké dont l'occupation remonterait, selon des vieillards et certaines études (Larrue,

2002 ; Diallo, 2002 ; Baldet, 2011), à l'invasion manding d'origine malienne dans le XIII[e] siècle. C'est aussi ce peuplement qui se serait poursuivi jusque dans la zone s'étirant de Gouloumbou à Bantantinty, vers la frontière gambienne à l'ouest[44]. A Koulary, par exemple, village habité en majorité par des Sarakholé et des Diakhanké, ethnies dérivées du Manding, les origines lointaines du peuplement sont attribuées à cette vague de populations[45]. Ces premières implantations manding seraient suivies d'autres de type majoritairement peulh originaire du Fouta Djalon en Guinée.

Mais dans le terroir de Wassadou, l'essentiel de la population des années 1970 serait immigrée pendant la période coloniale dans le cadre de la culture et du traitement du sisal par la Compagnie des cultures tropicales en Afrique (CCTA) qui s'était installée à proximité du village en 1916 (photo 3) (Diallo, 2002 ; Baldet, 2011 ; Camara, 2013).



Source : Baldet, 2011 : 30

L'exploitation du sisal pendant la période coloniale a été le premier facteur d'immigration de population dans la zone de Wassadou. La CCTA a acquit vers 1930 une concession de 3000 ha à Wassadou Dépôt dans le but de cultiver et traiter le sisal. Pour les besoins de cette culture et avec l'appui de l'administration coloniale, la société a fait venir des populations d'origines diverses (Peulh, Manding, Koniagui, Bassari, etc.) qui composent le tissu social actuel de la zone.

Photo 3: Vestiges de l'usine de sisal à Wassadou-Dépôt

Cependant, les besoins en main-d'œuvre des usines de sisal ne pouvant être satisfaits localement du fait des faibles densités caractérisant la zone, les colons ont fait recours au recrutement forcé à partir d'autres contrées avec l'appui de l'administration

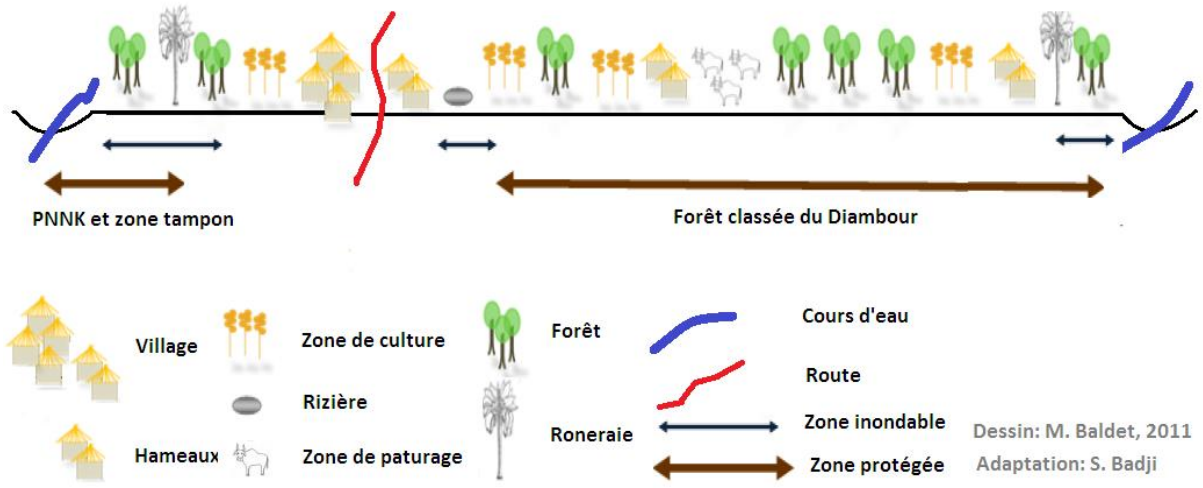
[44] Le matériau soutenant cette idée est recueilli de l'entretien que j'ai eu avec M. Diatta, tailleur Manding à Gouloumbou. Cette idée se conforme au moule des théories de Jean Girard (1991) et d'autres chercheurs historiens selon qui le peuplement manding de l'espace de la vallée du fleuve Gambie serait en grande partie d'origine malienne consécutivement à l'envahissement au XIII[e] siècle du lieutenant de Soudiata Keita du nom de Tirimaghan Ba Traoré.

[45] Selon l'actuel président du GIE de Koulary, cette première vague de peuplement aurait été le fait des troupes du marabout-guerrier Mamadou Lamine Dramé du royaume du Niani (actuel département de Koumpentoum) dans sa politique d'expansion de l'Islam au XVIII[e]. Les populations se sont alors refugiées à l'autre rive de la rivière Gambie et c'est seulement après pacification par le pouvoir colonial que les habitants sont revenus occuper à nouveaux leurs anciennes terres.

coloniale. Les manœuvres, avec leurs familles parfois, sont alors venus des différents cercles du Sénégal oriental et de Casamance, mais aussi de la Guinée, du Mali, etc. d'où les peuplements de Malinké, Peulh, Coniagui, Bassari, Bambara, etc. (Diallo, 2002 ; Ndong, 2009 ; Baldet, 2011). Cette dynamique était si intense que Wassadou-Dépôt, en référence aux installations d'usines, s'est développé au détriment de Wassadou-village qui n'en devient plus qu'un petit hameau de peulh. Mais avec la Loi Cadre de 1954 qui abolit le travail forcé et les défauts de maintenance technique, la Compagnie perd sa main-d'œuvre et finit par être liquidée en 1959 (Baldet, 2011).

Ce mouvement de population a fait du terroir de Wassadou un espace d'occupation ancienne et de brassage interculturel, néanmoins la vigueur des identités malinké et peulh se reflète clairement dans l'organisation spatiale vers les années 1970. Du sud-ouest vers le nord-est, le transect (figure 6) montre des unités paysagères qui rappellent certaines caractéristiques des confins Peulh/Manding de Diannah Malary (figure 5).

Figure 6: Transect paysager du terroir de Wassadou à la veille de l'activité bananière



L'habitat de Wassadou était de type manding et groupé avec une suite de champs de case, « petits jardins jouxtant les habitations dans lesquels les femmes cultivent divers légumes et fruits (niébé, bissap, ignames…) utilisés essentiellement pour les sauces » (Larrue, 2002 : 10). Suivent les champs proches du village et les champs de brousse où l'on rencontrait essentiellement sur les premiers du maïs et du mil, et sur les seconds de l'arachide, du coton, du mil et quelques karités et néré sélectionnés comme en pays Sérère (Pélissier, 1966). Si quelques animaux fumaient en saison sèche les champs

villageois, les derniers étaient souvent ouverts dans la forêt classée du Diambour qui était une zone de pâturage du bétail *ndama* des pasteurs Peulh. L'étendue de la forêt était adaptée à cette forme d'élevage extensif, ce qui justifiait la présence des installations peulh qui portaient aussi de petites couronnes de cultures vivrières[46]. Il faut aussi noter que la proximité du fleuve Gambie à la vallée infestée de glossines[47] n'avait pas favorisé un développement systématique d'une riziculture de vallée comme en Casamance. C'est seulement dans les bas-fonds drainés par des cours d'eau saisonniers comme le Niériko que les villageoises tenaient des casiers de riziculture pluviale. Entre les rizières et les champs, la forêt galerie et leurs rôneraies subissaient différentes exploitations pour la construction, l'alimentation, etc. Une autre donnée spatiale à relever concerne les hameaux de culture : ces occupations humaines saisonnières montrent une dynamique migratoire interne organisée dans la forêt et consistant à créer des sites de cultures pluviales le temps d'un hivernage autour des points d'eau temporaires.

Cette configuration spatiale était sous-tendue par un système de production agro-pastoral organisé autour de l'unité familiale et de son chef. C'est dans ce cadre qu'était placée la gestion collective du patrimoine foncier, matériel et humain de l'unité de production. Cette gestion collective des facteurs de production, générale à toute l'Afrique subsaharienne, repose sur une organisation sociale malinké bien hiérarchisée et communautaire. A niveau villageois, le chef du village faisait figure d'autorité et il était en charge de la gestion du foncier villageois dont le contrôle lui était légué par ses ancêtres qui en étaient les premiers occupants (Boulet, 2001).

Un autre aspect important de cette période des années 1970 est l'essor de la culture du coton sous l'encadrement de la SODEFITEX qui était créée à cet effet en 1974 par l'Etat du Sénégal. En plus du coton, elle tentera aussi la culture irriguée du riz dans le cadre du programme de Périmètres irrigués du Sénégal oriental (PISO) qui se soldera par un échec (Université de Michigan, 1985 ; Konaté, 1998 ; Boulet, 2001).

[46] On peut rencontrer quelques villages manding et peulh dans la forêt classée du Diambour. Certains d'entre eux comme Bantankoli et Dialamankhan ont été volontairement préservés lors du classement en 1968 de cette forêt.

[47] Juste pour rappeler que l'occupation de la vallée du fleuve Gambie était pendant très longtemps interdite par la présence de la trypanosomiase et l'onchocercose, mais avec les politiques intensives de désinfection dans les années 1950, les gîtes ont été plus ou moins éliminés.

4. Nguène (Sénégal oriental), un exemple d'espace à faible emprise humaine avant le développement de la culture irriguée de banane

A l'instar de Wassadou pour les terroirs d'occupation ancienne, Nguène sert d'exemple à l'analyse de la situation pré-bananière des espaces d'implantation humaine faible à nulle. Il se situe dans la communauté rurale de Missirah à une soixantaine de kilomètres de la ville de Tambacounda, dans l'arrière-pays du village de Gouloumbou. Comprise entre le fleuve Gambie et la forêt classée du Kantora au sud et la forêt de Kouar au nord, cette zone est connue pour la faiblesse de la présence humaine due en grande partie à l'insalubrité du milieu physique (Pélissier, 1966 ; Mouchet et al, 1999 ; Boulet, 2001). En fait, avec le fleuve Gambie aux eaux courantes et favorables à l'éclosion et à la multiplication des simulies (Pélissier, 1966 : 508), la zone se révélait impropre à l'épanouissement humain et pastoral à cause de l'onchocercose et de la trypanosomiase (encadré 3).

Encadré 3: La vallée du fleuve Gambie longtemps zappée par les hommes à cause de son insalubrité

« Ici, les vallées ont un rôle répulsif tellement net que la recherche d'une explication déterministe s'impose immédiatement à l'esprit. L'insalubrité semble offrir la clé du problème. Le long de ces rivières règnent la trypanosomiase et surtout l'onchocercose. Non seulement les galeries forestières abritent des tsé-tsé, mais les eaux claires qui courent entre leurs frondaisons sont des gîtes à simulies, redoutables moustiques dont les piqûres transmettent une filariose, l'onchocercose, qui se traduit par des troubles de divers types dont les plus graves sont des complications oculaires aboutissant à la cécité totale. On comprend, dans ces conditions, qu'il soit inutile de faire appel à l'indigence des techniques agricoles pour expliquer que les hommes fuient ces vallées. L'onchocercose est ici, comme probablement dans la plus grande partie du Sénégal oriental (et sur les sections amont d'un grand nombre de rivières d'Afrique tropicale), le facteur répulsif qui contraint les paysans à négliger les possibilités magnifiques qu'offrent certaines vallées.

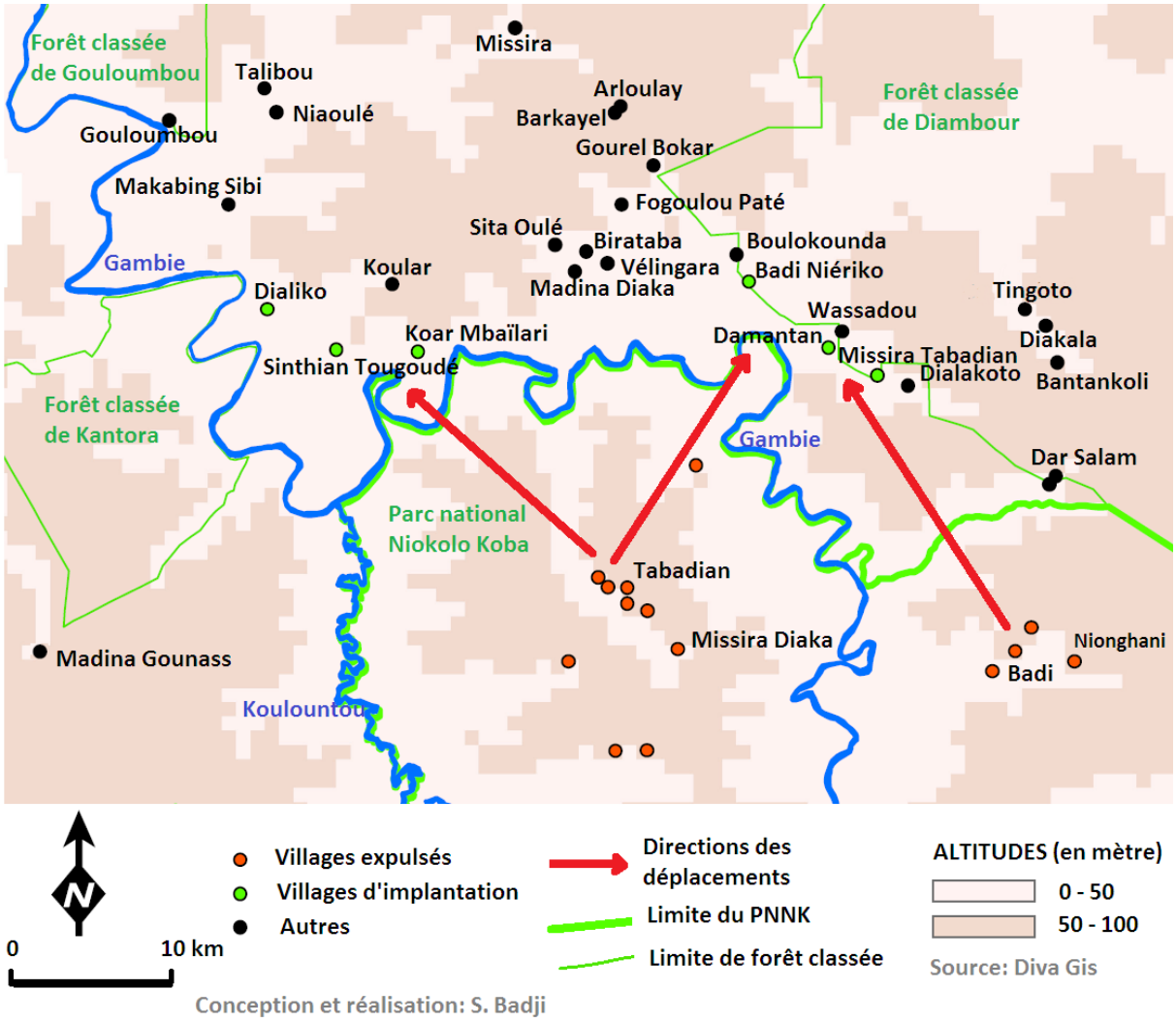
[…] La présence des simulies est liée à la vitesse et à la qualité des eaux courantes ; seuls l'aménagement du lit des rivières ou la désinsectisation sont théoriquement en mesure d'éliminer les moustiques vecteurs d'Onchocerca volvulus ».

Source : Paul Pélissier, 1966 : 507 et 509.

Ainsi comme l'avait imaginé Paul Pélissier, il a fallu comme partout en Afrique de l'ouest procéder à une désinsectisation des milieux infestés pour ouvrir ces espaces à l'homme et ses activités. Ce que Mouchet et al (1999 : 140) confirme : « grâce à une lutte intense basée sur le traitement de masse des patients et des suspects, la maladie a pu être contenue, puis éliminée vers la fin des années cinquante ». Cependant, il ne faut pas se tromper : ces espaces n'étaient pas vides d'homme, comme on pourrait le croire. Ils étaient parcourus par les populations des rares villages voisins (Makabing Sibi, Koular, Madina Diaka) qui pratiquaient un élevage extensif de bovins *ndama* trypano-résistants en association avec leur agriculture pluviale de maïs et de mil.

Cet espace va connaitre une nouvelle dynamique de peuplement dans la décennie 1970 sous les effets des politiques de protectionnisme environnemental en vogue à cette époque. Dans un élan international de politique de conservation de l'environnement, l'administration coloniale créa officiellement le PNNK le 19 août 1954 sur une surface de 260 000 ha, après avoir été réserve de chasse en 1926, réserve forestière en 1951 et réserve de faune en 1953. L'objectif exprimé était de préserver la faune et la flore mais aussi de développer le tourisme au Sénégal oriental. La création du parc s'accompagna alors de la construction de l'hôtel de Simenti, de quelques campements et d'un aérodrome (Larrue, 2002 : 3). C'est dans cette perspective que la présence de l'homme était parue nuisible à la nature aux yeux de l'administration et des « conservateurs ». Devenu indépendant, le Sénégal poursuivit sa politique qui aboutît en 1969 à l'extension du parc jusqu'à atteindre 913 000 ha, avec une zone tampon de 1 km à partir des limites nouvellement produites. Dans le décret portant évolution spatiale du PNNK, l'Etat décida également du « désencombrement humain » du parc par un déguerpissement des villageois des terroirs de Tabadian, Missira Diaka, Badi, Nionghani, etc. compris à l'intérieur de la zone défendue (carte 11).

Carte 11: Déguerpissement de villages du PNNK après son extension en 1969 et leur recasement dans la zone périphérique septentrionale



Par des mouvements spontanés ou organisés, l'Etat déplaça entre 1970 et 1976 les villageois contre leur gré, en utilisant parfois l'intimidation par les forces de l'ordre, en contrepartie de mesures d'accompagnement parmi lesquelles le creusement de puits pour la mise à leur disposition de l'eau potable. Les populations déguerpies se dirigèrent en grand nombre vers la périphérie septentrionale du PNNK. Ici, elles s'installèrent à côté d'anciens villages en reproduisant généralement les toponymes de leurs villages d'origine : Missira Tabadian, Damantan, Badi Niériko, Nionghani, Koar Mbaïlari, Tabadian Dialiko, etc.

A Tabadian Dialiko (ou Dialiko tout simplement), village situé à 1 km de l'actuel site de Nguène, l'arrivée des déguerpis survînt en 1973. Ce devait être un point de rupture de charge à partir duquel les gens devaient se disperser vers les autres sites de recasement

choisis. Mais l'affinité sociale aidant, beaucoup d'entre eux choisirent de rester (Dia, 2010 : 72) et puisqu'ils étaient en majorité des Peulh, ils ont repris leur activité agropastorale à dominante élevage, avant l'avènement de la banane irriguée.

II. Les fondements du projet bananier dans le sud du Sénégal

1. La culture du bananier, une activité agricole possible dans le Sénégal méridional

« Le bananier est une plante exigeante en eau, sensible aux basses températures et aux vents. Les sols doivent être sains, aérés et riches en azote et potasse ». (Bakry et *al,* 2002 : 964). Malgré une certaine souplesse écologique qui lui permet de s'étendre sur l'ensemble de la zone intertropicale (Maillard, 1991), l'adaptation du bananier à une région donnée est surtout tributaire des conditions climatiques et édaphiques de son milieu d'introduction qui lui assure les conditions écologiques optimales lui permettant d'avoir une bonne croissance et un bon rendement. Nous allons voir les conditions d'adaptation du bananier au milieu physique des régions de Sédhiou et Tambacounda au sud du Sénégal.

On note dans le sud du pays une prédominance des sols ferrugineux tropicaux et des lithosols sur les plateaux et versants, et des sols hydromorphes dans les zones alluviales des fleuves Casamance et Gambie (CSE, 2009). Leur texture argilo-limoneuse riche en matière organique et en sels minéraux les rend favorables à la culture du bananier dont le système racinaire est peu pénétrant. Leur pH variant entre 6 et 7 est adapté aux besoins du bananier dont le seuil limite est d'environ 5,25, car des valeurs inférieures entraineraient une mauvaise aération du sol et une dégradation du complexe absorbant (Lassoudière, 2007). Sensibles à la monoculture, ces sols tropicaux demandent quelques années après de l'amendement pour répondre aux exigences du bananier en azote, en potassium, magnésium, phosphore, calcium…

L'autre facteur indispensable au développement du bananier est l'approvisionnement en eau et dans ce domaine, il souffre autant le manque d'eau que son excès. Avec des besoins évalués à environ 14 l/j, le bananier peut être satisfait par une pluviométrie mensuelle de 125 à 150 mm, tout en sachant qu'en zone chaude et sèche, l'évapotranspiration peut augmenter ces besoins à 200 mm (Bakry et al, 2002 ; Lassoudière, 2007). Dans les parties sud et est du Sénégal, la pluviométrie (800 à 1200 mm) suffit à assurer un approvisionnement adéquat en eau pour la croissance du

bananier entre juillet et octobre. Malgré les séries de sécheresses, l'évolution des moyennes pluviométriques dans la zone atteste de la possibilité de développement de cette culture (voir tableau 6).

Tableau 6: Moyennes pluviométriques de quelques stations du Sénégal méridional entre 1931-1960 et 1961-1985 (d'après Le Borgne, 1988)

Périodes	Ziguinchor	Sédhiou	Kolda	Tambacounda	Kédougou	Moyenne
1931-1960	1547	1377,9	1254	942,4	1262,8	1276,82
1961-1985	1275,8	1156,2	1028	771,3	1217,5	1089,76
1931-1985	1424	1277	1149	864,5	1241,5	1191,2

En établissant les moyennes pluviométriques de 5 grandes stations météorologiques entre les périodes de 1931-1960, 1961-1985 et 1931-1985, on remarque une baisse d'environ 200 mm de la quantité de pluie reçue par année. Cette situation est aussi remarquable au niveau de chacune des stations, sauf Kédougou, situé à l'extrême sud-est du Sénégal, où le déficit est d'environ 45 mm, ce qui pourrait s'expliquer par des défauts statistiques puisque les relevés présentent quelques vides. D'une manière générale, l'observation des minimales et des maximales sur les trois périodes révèle que l'espace méridional présente avec 750-1300 mm les conditions pluviométriques nécessaires à la culture du bananier.

Cependant, la longue saison sèche (novembre-juin) nécessite une irrigation des bananeraies qui peut être assurée à partir des fleuves (Gambie, Tiangol, etc.) et des aquifères (Continental terminal à 40 m, Miocène à 150 m et Maestrichtien vers 200 m) (SENAGROSOL, 1988; UNAFIBS, 2003; Wade et al, 2005)[48].

Dans ce jeu de comparaison de l'écologie du bananier aux conditions physiques du sud du Sénégal, d'autres paramètres peuvent être pris en compte. En effet, « la température et le rayonnement sont les facteurs essentiels qui jouent sur la croissance de la plante en intervenant dans le métabolisme via la photosynthèse et la transpiration » (Lassoudière, 2007 : 89). Les parties sud et orientale du Sénégal présentent des amplitudes thermiques moyennes de 20,1 °C (minima) à 35,6 (maxima) adaptées au développement du bananier, au vu de ses conditions optimales de croissance estimées

[48] En Moyenne Casamance, l'utilisation des eaux de fleuve est beaucoup limitée par la forte salinisation du fleuve Casamance depuis les sécheresses des années 1970.

à 28 °C. A propos de la lumière, 2 000 à 2 400 heures/an d'insolation sont favorables à la croissance du bananier, avec un seuil limite de 1500 à 1 800 heures. Toutefois, si l'approvisionnement hydrique est satisfaisant, la plante supporte de fortes insolations, ce qui rend son développement possible dans le sud du Sénégal entre 2800 et 3000 heures (Bakry et al, 2002 ; Lassoudière, 2007 ; CSE, 2009).

Par ailleurs, le bananier est très sensible au vent qui peut abimer les cultures quand il devient fort : diminution de la capacité photosynthétique par des lacérations de limbes, cassures des pseudo-troncs, chutes, etc. (Van Ee, 1999 ; Bakry et al, 2002 ; Lassoudière, 2007). La faiblesse générale de la vitesse des vents dans les zones sud et sud-est du Sénégal (environ 2 à 3 m/s) ne gêne donc pas le bananier, mais les vents forts de début et fin d'hivernage peuvent bien provoquer des dégâts, ce qui nécessite l'érection de brise-vents.

En somme, au vu de ces éléments, on s'aperçoit que le sud du Sénégal présente des caractéristiques édaphiques et climatiques qui se prêtent aisément à l'optimum de développement du bananier.

2. Singhère, un berceau de la banane irriguée au Sénégal ?

L'histoire de la banane au Sénégal est cependant intimement liée à celle du contact entre ce pays et le monde occidental ; c'est-à-dire l'insertion du Sénégal dans le système d'échange transatlantique et plus tard, dans le projet colonial de la métropole, la France. En fait, ce serait à partir du continent américain que le bananier était introduit au Sénégal pendant le XVI^{e} siècle par des Portugais dans le cadre des produits échangés contre des esclaves noirs. Partant, sa culture est remarquée chez des habitants européens et africains de l'île de Gorée et de la presqu'île de Dakar (Tourte, 2005c : 164), ensuite elle se diffuse et sera cultivé dans de menus jardins de case jusque dans les profondeurs des campagnes sénégalaises, sans grande envergure.



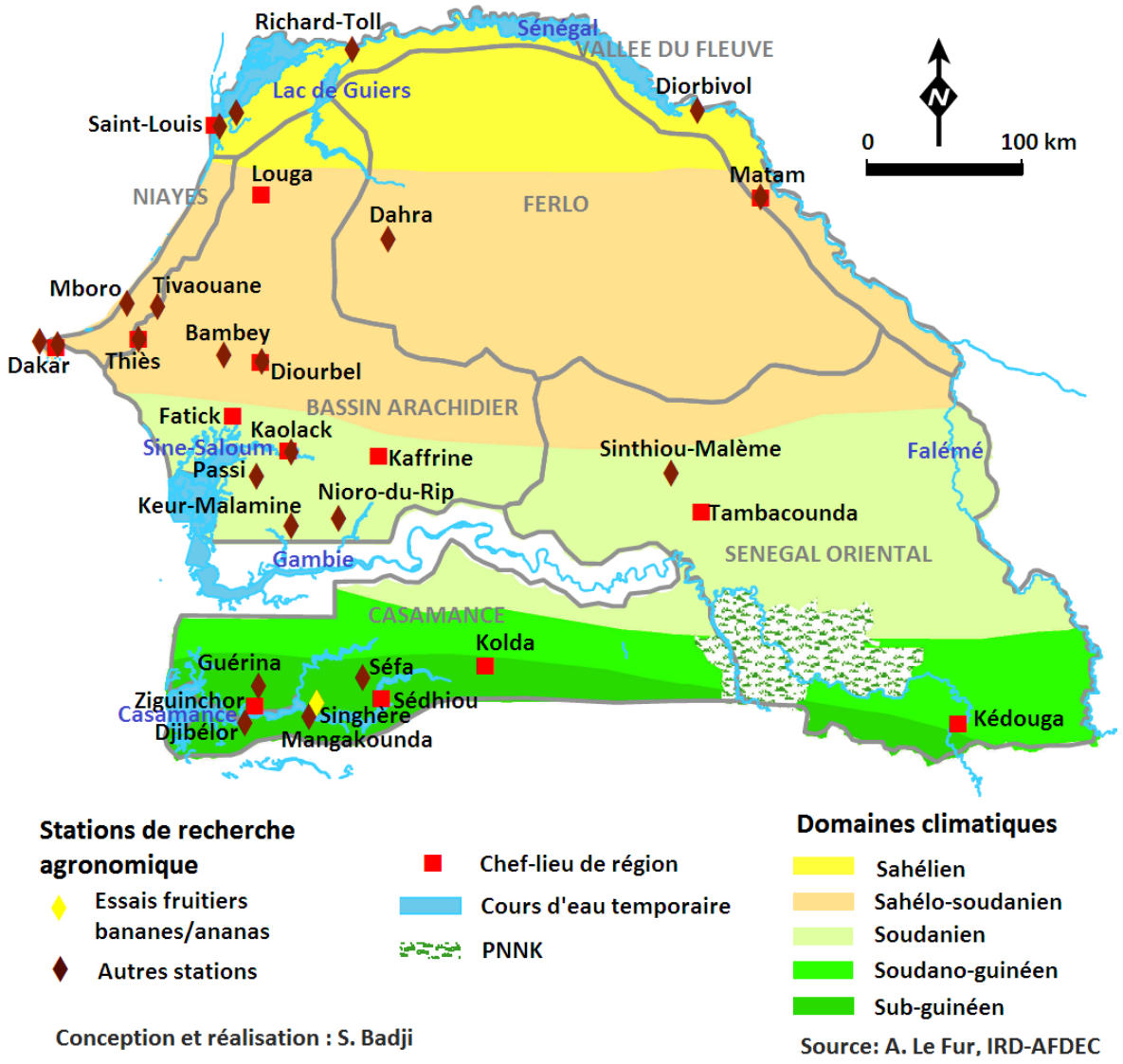
Cette photo illustre une pratique très ancienne au Sénégal de culture du bananier dans l'espace familial. Ce qui montre que son adoption est assez ancienne dans le monde rural sénégalais. Cependant, sa culture se faisait en petit nombre et ses fruits étaient destinés à l'auto-consommation.

Source : S. Badji, mars 2012

Photo 4: Des bananiers en culture de case à Sédhiou

Cependant, l'abolition de la traite négrière au XIX^{e} siècle marquera un autre tournant dans l'histoire de la culture du bananier au Sénégal. En effet, obligé d'abandonner le commerce des hommes, les autorités coloniales françaises se tournent vers d'autres produits pour satisfaire la demande métropolitaine en gomme, indigo… mais aussi en produits fruitiers (Tourte, 2005 : tome 3). La recherche agronomique est encouragée et des stations d'acclimatation sont installées en Afrique francophone, parmi lesquelles les jardins d'essai de Richard-Toll en 1822 et de Sor (Saint-Louis) en 1878. Au Sénégal, les stations de recherche se multiplient (carte 12) parce que, dans l'esprit du Gouverneur Roger, « les recherches agronomiques sont le préalable indispensable à toute opération de colonisation agricole de grande envergure » (Tourte, 2005c : 170).

Carte 12 : Le périmètre d'essai fruitier de Singhère au sein des stations recherche agronomique du Sénégal colonial



Dans cet arsenal de recherche, certaines stations agricoles sont généralistes comme Richard-Toll, d'autres sont plus spécialisées comme Bambey (arachide), Dahra (élevage), Kébémer (équins), Hann (espèces forestières), etc.

Pour les fruits et légumes, même s'ils sont expérimentés à côté d'autres spéculations dans beaucoup de ces stations, ce sont celles de Mboro (Cap-Vert) et Singhère (Casamance) qui se spécialisent dans leur essai. Créées avec l'appui de l'Institut des Fruits et Agrumes Coloniaux (IFAC), ces stations agricoles sont orientées vers les bananiers et ananas pour celle de Singhère, au moment où celle de Mboro l'était en agrumes, manguiers, produits maraîchers, etc. Ainsi la station fruitière de Singhère est créé en 1933 dans le sud de la Moyenne Casamance, avec comme objectif premier de

multiplier le matériel végétal en vue de donner un élan à la production bananière et d'ananas. Dans des pépinières approvisionnées en rejets souvent importés de la Guinée ou tirés des jardins de case des populations locales[49], la production de plants bananiers y connait un exercice appréciable qui fait de Singhère le « berceau de la banane » au Sénégal[50].

3. Les premières expériences de culture irriguée de la banane dans la zone de Goudomp en Moyenne Casamance.

En 1966, la première expérience de périmètre bananier irrigué va naître des flans de la station fruitière de Singhère, à 2 kilomètres de Djibanar, précisément à Saliot (photo 5), avec comme objectif de produire de la banane en grande surface à partir des plants de la station. Initiée par l'Etat du Sénégal, la bananeraie de Saliot a bénéficié de l'assistance technique d'une structure néerlandaise nommée International Land Company (ILACO). Le périmètre couvrait une superficie de 30 ha et son système d'irrigation de type gravitaire reposait sur l'utilisation des eaux du fleuve Casamance. Sous l'encadrement d'un ingénieur horticole[51], les premiers résultats étaient en 1967 de 92 t sur 10 ha, ce qui paraissait très faible comme rendement et attribué à la nature marécageuse du site. Le délocalisation du périmètre de 600 – 700 m du cours d'eau en 1968-1969 permettra par la suite le doublement du rendement (20 t/ha) et la production est passée à 493 t en 1970.

Avec cette amélioration des rendements, l'intérêt de la *bananiculture* est mis en relief et la production est étendue dans la communbauté rurale de Djibanar d'antan par la mise en place de nouvelles bananeraies en 1972 : Akintou (15 ha), Bakounding (15 ha), Birkama I (12 ha) et Birkama II (11 ha). L'effet direct de cette extension des périmètres est sans doute l'augmentation de la production qui est passée de 918 t en 1972 à 2205 t en 1973. Mais cette progression est rompue par les problèmes d'approvisionnement en eau dus à la baisse du niveau fluvial imputable à la sécheresse de 1972-1973, qui

[49] Selon M. Sadio, ancien producteurs de banane et aujourd'hui chef du village de Birkama, à une dizaine de kilomètres de la station, un petit jardin de bananiers tenu par son père aux abords immédiats du fleuve Casamance, avait servi quelquefois de points d'approvisionnement en rejets.

[50] Selon M. Badji, ingénieur agronome à la retraite, ancien encadreur des producteurs dans la station de Singhère, l'expérience avait permis une surproduction de plants de bananiers et d'ananas à telle enseigne que le Sénégal en fournissait même à la Haute Volta (actuel Burkina Faso).

[51] Il s'agit de M. Ibrahima Badji dont les interviews depuis 2008 (dans le cadre du mémoire de master) nous ont fourni les principaux matériaux de la reconstitution de l'historique de l'opération de développement de la culture bananière dans la Moyenne Casamance.

révèle la vulnérabilité d'un système d'irrigation dépendant du cours d'eau. Face à cette situation, le choix d'un système d'irrigation basé sur l'exhaure des eaux souterraines va permettre de maintenir ces plantations à travers l'installation en 1980 d'un forage de 250 m³/h à Diouliking, à cheval entre Birkama I, Birkama II et Akintou. Depuis lors, et la salinisation du fleuve Casamance aidant, les bananeraies de Moyenne Casamance sont irriguées à partir de la nappe.

Planche 2: Quelques équipements vétustes des premières bananeraies en Moyenne Casamance



Source : S. Badji, 20 mai 2013

Photo 5: Ancien réservoir de gasoil de la bananeraie de Saliot



Source : S. Badji, 17 mai 2013

Photo 6: Ancienne cage du GMP de l'ex UTP 2 à Bacounding

Ce réservoir de gasoil et cette cage de GMP montrent par leur vétusté l'ancienneté de l'implantation des bananeraies dans la zone du Balantacounda. Saliot qui abrite le premier périmètre en 1966, peut être considéré comme le berceau de la bananiculture irriguée *au Sénégal puisqu'étant la première expérience de culture irriguée de la banane en grande surface.*

En cette année 1980 aussi naquît le « Projet de production fruitière » sous la responsabilité de l'Institut de Recherche en Fruits et Agrumes (IRFA) dans le cadre du 4e Fonds Européen de Développement (FED). Ce projet a permis la mise en place en 1982 de deux unités types de production (UTP) : l'une (UTP I) était installée à Mboro (sur 100 ha pour la production de manguiers, d'avocatiers, d'agrumes), l'autre (UTP II) était montée en Casamance, plus précisément à Bakounding sur 136 ha, à quelques 50 mètres du premier périmètre bananier de ce village. Ils entrent dans un cadre plus global de relance de la recherche/développement dans le domaine des cultures fruitières au Sénégal. Le projet prévoyait de « créer, à travers des unités types de production, des modèles transposables en analysant la gamme des cultures réalisables, les techniques culturales, les possibilités de débouchés et les coûts de revient » (Parfonry, 1995 : 3). Le « Projet fruitier » de Bacounding appelé aussi « Opération

banane » produisait de la banane sur 100 ha et le reste (36 ha) de l'ananas et du papayer. L'UTP II était équipée de deux forages de 300 m³/h l'un et 150 m³/h l'autre et, elle avait produit un rendement annuel de 25 t d bananes à l'hectare.

4. Les projets bananiers du PPR en Moyenne Casamance et de l'OFADEC au Sénégal oriental : des tentatives de lutte contre la pauvreté rurale au Sénégal ?

Après de premières expériences mitigées dans la zone de Balantacounda (rive gauche de la rivière Casamance), la production bananière a bénéficié pour sa diffusion au Sénégal, de sa promotion à partir de la fin des années 1970, par l'Etat en Moyenne Casamance et par l'ONG OFADEC en majorité dans le Sénégal oriental. Ces deux initiatives avaient pour objectif de participer à la lutte contre la pauvreté rurale post-sécheresses, par la culture bananière qui pouvait accroitre les revenus des producteurs. En fait, suite aux sécheresses de 1972-1973 et à la fluctuation des cours mondiaux de l'arachide depuis 1966, la détérioration des systèmes productifs et des revenus paysans avait entrainé une dégradation des conditions de vie dans le monde rural (voir chapitre 1). Face à cette situation, l'Etat, la Communauté internationale et des ONG ont mis en œuvre des actions d'aide à la lutte contre la pauvreté dans le monde rural sénégalais, par des aides alimentaires, l'installation d'infrastruces, la promotion d'activités rurales génératrices de revenus, etc. C'est dans ce contexte que des périmètres bananiers sont mis en place en Moyenne Casamance et au Sénégal oriental pour améliorer le niveau des revenus ruraux et en même temps limiter les importations nationales de bananes.

En Moyenne Casamance, le programme des « Petits périmètres bananiers » (PPB) est un des 7 volets[52] du projet des P.P.R., exécuté de 1982 à 1986 par le Gouvernement du Sénégal avec le concours financier de la B.M. à travers l'Association internationale de développement (IDA)[53]. Le PPR prend le relai d'un premier projet de lutte contre la secheresse appuyé par la BM qui avait permis de financer des infrastructures rurales[54], alors que ce projet relais « devrait insister davantage sur les activités directement

[52] Les 6 autres concernent la riziculture, le maraichage, l'agriculture, la pêche, l'hydraulique villageoise et des activités non identifiées. L'exécution du projet PPR à couvert différentes zones du pays.
[53] L'IDA est le guichet de la Banque Mondiale chargé de financer des programmes d'aide au développement des pays les plus pauvres.
[54] Des installations d'alimentation en eau de zones rurales, la construction de pare-feu et la fourniture de matériel de lutte contre l'incendie ainsi qu'une campagne d'une année de vaccination du bétail.

productives plutôt que sur l'infrastructure et favoriser ainsi une participation plus directe des bénéficiaires du projet » (B.M., 1980 : 1). Dans cette perspective, le volet PPB comprenait les « travaux de construction et fourniture de materiel et de services techniques pour la culture irriguée de bananiers » (B.M., 1980 : 10) dans la région de Sédhiou, en s'inspirant de l'expérience de production bananière dans la zone de Goudomp. Par le biais de la SOMIVAC, le projet prête assistance aux producteurs pour aménager et exploiter des périmètres bananiers irrigués par pompage. Il revenait cependant aux exploitants de fournir la main-d'œuvre non qualifiée mais aussi de gérer et d'entretenir le périmètre. A cet effet, sur un financement total de 14,1 millions $US (2,614 millions de francs CFA) pour le projet PPR, le programme PPB bénéficie de 7 %, soit 1 millions de $US (211 millions de francs CFA) répartis entre la BM, l'Etat et les bénéficiaires (tableau 7)

Tableau 7: Les sources de financement du volet « Petits périmètres bananiers » du projet PPR

Sources	IDA	Etat	Bénéficiaires	Total
Montants (millions $ US)	0,8	0,1	0,1	1
Part en %	80	10	10	100
Source : Banque mondiale, 1980				

Des périmètres ont été ainsi mis sur pied en 1982 (Sibana, Nguindir, Malifara et Bambali) et en 1985 (Kougne, Témento, Mangaroungou et Sathioum) en rive gauche de Casamance mais aussi en 1986 en rive droite (Diannah Malary et Soumboundou Pakao). Mais les travaux de mise en place des plantations (dessouchage, nivellement, canalisation, etc.) ont pris beaucoup de temps et c'est la raison pour laquelle les productions n'ont été effectives que 4 à 6 ans plus tard.

Dans le Sénégal oriental par contre, la culture irriguée du bananier est promue par l'OFADEC, une ONG sénégalaise créée en 1976[55] et ayant reçu de l'Etat du Sénégal l'autorisation de fonctionner dans une zone peu peuplée le long du fleuve Gambie, entre le PNNK et la frontière gambienne (Université de Michigan, 1985). Intervenant également dans la Vallée du Sénégal, l'ONG visait un développement rural intégré[56]

[55] Par un expert Français du nom de Jean Carbonare qui souhaitait contribuer dans le développement au Sahel. Pour plus d'informations, voir le récit de Marguerite Carbonare, 2012. *Fracture et souffle de vie.* Paris, Harmattan.

[56] Les autres domaines sont l'assistance aux réfugiés et la promotion des droits de l'homme.

dans cette région, en améliorant les autres domaines de la vie rurale (santé, éducation, microcrédit, etc.) en plus d'une augmentation des revenus des paysans regroupés en coopérative (Université de Michigan, 1985 : 110-111 ; Sène, 2000 : 90, Lavergne, 1987 : 137). Les activités de l'OFADEC ont été surtout financées par les Services de secours catholique (CRS), l'aide américaine pour le développement international (USAID), l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix (OCCDP), etc. Comme pour le PPR, l'OFADEC procédait à la mise en place intégrale du matériel et des infrastructures, en plus de fournir une aide alimentaire et financière aux nouveaux exploitants.

Le modèle original de l'OFADEC envisageait la culture collective de toutes les cultures, principalement les céréales pluviales pour la consommation domestique en association avec les bananes[57] et les légumes irrigués cultivés par la coopérative pour fournir un revenu monétaire. Le "périmètre modèle" a été conçu en 1977 à Wassadou (vers le PNNK) (puis à Bantantinty vers la frontière gambienne), pour 100 coopérants, avec 25 ha de bananes irriguées, 50 ha de céréales pluviales et 5 ha de légumes irrigués. La banane irriguée s'avérant plus lucratives, les producteurs se sont orientés vers elles, délaissant les céréales pluviales et les légumes irrigués. Par conséquent, la banane irriguée occupera quasi-exclusivement les périmètres qui seront créés en 1978 (Adiaf), 1980 (Médina Kouta), 1981 (Koulari, Koar, Sankagne I et II, Faraba), 1983 (Nguène I et Saal I) et 1984 (Nguène II et Saal II) (Université de Michigan, 1985 : 210 ; Lavergne, 1987)[58].

En somme, le tournant majeur de la diffusion de la culture irriguée de banane est marqué par les projets étatiques (en Moyenne Casamance) et non étatiques (Sénégal oriental) exécutés à la fin des années 1970 dans le but de lutter contre la pauvreté rurale. Ceci est le reflet d'un nouveau contexte de développement agricole en Afrique de l'ouest marqué par la diversité des acteurs intervenant dans le développement rural : de l'Etat encore, mais du non-Etat de plus en plus.

[57] Selon Mody Sow, « initiateur » des premières plantations de bananiers de l'OFADEC en 1977 en sa qualité de Responsable de la division maraichère et fruitière de l'organisme, il s'est entêté a proposer la sa culture parce que les produits maraichers seraient difficiles à écouler vue les conditions de transport.

[58] Les données de documentation sont complétées par les enquêtes de terrain, particulièrement l'entretien effectué le 24 mai 2013 à Kolda avec Mody Sow, ancien encadreur des producteurs de bananes à OFADEC-Sénégal oriental.

III. Le bananier irrigué entre culture des « autochtones » et culture des « étrangers »

Le grand élément de différenciation entre les deux zones de production de banane du sud du Sénégal, demeure sans doute leurs cibles. Si l'ancrage de l'occupation agricole et l'ancienneté de l'activité bananière ont favorisé l'appui du projet PPR en faveur de la population autochtone en Casamance, il n'en est pas pareil pour le Sénégal oriental où l'OFADEC a beaucoup plus fait appel à des populations allochtoness venues des régions de Thiès, Dakar, etc. pour combler les déficits de main-d'œuvre. Autochtones ou allochtones, ces populations se sont intéressées à la culture irriguée de la banane en s'appuyant sur un certain nombre de vecteurs nécessaires à sa diffusion sociale et spatiale, que nous évoquerons dans les lignes suivantes pour mieux appréhender le processus d'adoption de cette innovation agricole. Ces vecteurs sont des acteurs sociaux qui portent l'innovation et assurent sa transition verticale (du global au local) et horizontale (d'un territoire à l'autre). Quels que soient leur nature, leur position et leur rôle dans le processus, ces « médiateurs de l'innovation » sont considérés comme des « courtiers du développement », ce rôle d'interface entre fournisseur et destinataire de l'aide au développement (Blundo, 1995 ; Dramé, 2001).

Dans le cadre de la culture irriguée de banane dans le sud du Sénégal, les premiers courtiers sont l'Etat et l'ONG OFADEC qui sont partis de la très délicate situation post-sécheresse des ruraux pour se positionner comme leurs médiateurs auprès des acteurs internationaux d'aide au développement. Le Sénégal, habile en la matière, construit autour de l'aide une logique rentière, comme le font les ONG et leurs leaders (Magrin, 2010 et 2013). L'amélioration des conditions de vie des ruraux est certes un objectif, mais au-delà se dessinent des logiques de profit financier et de culte d'une image populiste d'appui au développement rural pour l'Etat et les leaders des ONG (Olivier de Sardan, 1995). Le plus important est que par cette logique rentière vis-à-vis de l'aide, l'Etat et l'OFADEC[59] ont capté les financements nécessaires à l'innovation bananière dont le système d'irrigation aurait été certes difficilement accessible aux paysans sud-sénégalais, sans l'appui extérieur.

[59] Selon Mody Sow, Jean Carbonare avait une capacité de mobilisation financière impressionnante.

Le second niveau de médiation de l'innovation est la réceptivité des paysans par rapport à la culture irriguée de la banane, en fonction de l'avantage réel ou perçu de l'innovation (UNESCO, PNUE et FAO, 1981 ; Bal, 2002). A ce niveau, beaucoup d'acteurs et de facteurs sont mis à contribution pour rendre fluide la transmission de l'information auprès des paysans (Alary, 2006 ; Rogers et al, 1995).

1. La banane, l'autochtone et le « courtier du développement » en Moyenne Casamance

Il s'avère qu'en Moyenne Casamance, ce sont parfois des fonctionnaires d'Etat qui ont mis leur statut au service de l'acceptation de l'innovation car « au Sénégal, les relations entre l'Etat et les communautés locales ont toujours été assurées par des groupes sociaux intermédiaires » (Blundo, 1995 : 74). Quand ces agents de l'Etat sont ressortissants des villages dont les paysans s'intéressaient au projet, la combinaison de leur position dans l'appareil d'Etat à leur statut de cadre intéressé par le développement du village d'origine, est un facteur déterminant dans l'adoption du projet promu (Dramé, 2001). Ainsi, les gens de Goudomp étaient entrainés par un de leurs « fils de terroir » à installer la bananeraie d'Akintou (encadré 4).

Encadré 4: Un fonctionnaire d'Etat dans le rôle de facilitateur de l'innovation agricole dans son fief au Balantacounda

La création de la bananeraie d'Akintou, première extension des périmètres bananiers en Moyenne Casamance en 1972, a bénéficié du rôle de facilitateur de M.S., un fonctionnaire de l'Etat ressortissant de Goudomp et Adjoint au Chef de Service régional de l'agriculture de Ziguinchor. Ce dernier a mené la délégation de l'Etat, accompagnée d'un agent du FED et d'autres du Service de l'agriculture et d'ILACO, qui étaient venus motiver les villageois à cultiver la banane dans la zone de Goudomp. M. S. a expliqué à la population l'opportunité que représentait ce projet qu'il a voulu orienter vers son propre fief dans le but d'aider ses proches, mais il a insisté sur l'urgence qu'il y avait d'accepter au risque de perdre au profit d'une autre zone. Vu la confiance placée en M.S., les hésitations ont été rapidement dissipées après quelques rencontres entre villageois et agents du projet.

Données d'entrevue avec le vieux Sadio, l'un des premiers producteurs de banane de la zone de Balantacounda.

Bacounding, le 17 mai 2013

Dans la même logique, des agents de l'Etat ont aussi intercédé en faveur de l'extension des périmètres bananiers en 1972 suite à celui d'Akintou, bien que les conditions de négociation soient un peu différentes. A Bacounding par exemple, après un premier échec des négociations populaires, le gouverneur de la région a fait un clair usage de son influence, notamment de la crainte latente de ses administrés, dans un contexte africain où le pouvoir administratif inspirait la grande autorité. Dans tous les cas, pour ce gouverneur, c'était un moyen de renforcer et de déployer tout son pouvoir administratif, alors que pour le fonctionnaire ressortissant, c'était pour assoir sa position d'intellectuel local dépositaire des espoirs de développement pour le village d'origine. Ces premiers pas des fonctionnaires de l'Etat étaient prolongés par les avantages tirés dans les projets bananiers par les premiers innovateurs. En fait, la pratique de la culture irriguée de la banane à Akintou et Bacounding a permis à leurs exploitants de se procurer de l'argent, de se marier (surtout en seconde noce) et/ou de construire des maisons avec une toiture en zinc (photo 7) au lieu des cases en paille.



Cette maison, construite avec l'argent de la culture irriguée de la banane dans les années 1980, est une illustration de la rentabilité de l'activité bananière chez les producteurs locaux.

Source : S. Badji, 17 mai 2013

Photo 7: Une maison construite à Bacounding vers 1980 avec l'argent de la banane

De tels bienfaits ont légitimé la culture irriguée de la banane dans le Balantacounda au point que, quand l'UTP 2 recrutait en 1980 ses exploitants, certains villageois sont allés

acheter les prières des grands marabouts et charlatans pour intégrer le contingent des heureux élus[60].

Cependant, avec le PPR qui se déroulait dans un contexte sénégalais de mise en œuvre de mesures d'ajustement structurel et de crise de légitimité du système politique (Blundo, 1995 : 74 ; Dramé, 2001 : 216), la culture irriguée de la banane a bénéficié en Moyenne Casamance d'un nouveau type de médiateur de l'innovation. En fait, si pour le premier type de courtiers, la médiation s'enracine dans la quête d'une légitimité professionnelle ou sociale, les nouveaux s'inscrivent dans une captation de la « rente du développement », assurant à la fois le drainage des flux de l'aide extérieure en milieu rural et la canalisation des demandes locales en assistance (Blundo, 1995 : 74-78). C'est dans cette perspective que s'inscrit l'œuvre d'O. S. dans la mise en place de la bananeraie de Diannah-Malary (encadré 5).

Encadré 5: Dans la peau d'un courtier du développement, Omar Sonko raconte son histoire de la bananeraie de Diannah Malary en Casamance

La genèse de la culture irriguée de la banane à Diannah Malary remonte au milieu des années 1980, dans le cadre d'un programme de « Petits périmètres bananiers » du projet PPR. Au départ, l'idée est venue d'O. S., ancien gestionnaire de la SONADIS de Diannah Malary dans les années 1970, qui avait monté un dossier de demande de financement d'un projet agro-pastoral auprès du service régional de l'assistance sociale. Une fois devant le comité départemental de développement (CDD) de Sédhiou, on avait voulu rejeter le dossier pour erreur sur les modalités d'amortissement mais, le chef de Centre d'Expension Rurale Polyvalent (CERP)[61] de Diendé a demandé de donner une nouvelle chance au promoteur qu'il connaissait en personne et qui lui semblait très motivé. Alors ce dernier l'a convoqué à Diendé pour le conseiller et corriger le projet, que le Chef CERP va introduire à nouveau. Transmis au conseil régional de développement (CRD) de Kolda, le dossier bénéficiait de l'appui d'un habitant de Diannah Malary qui servait à la préfecture de Kolda où gisait le bureau de l'Assistant régional. Ce ressortissant mobilise ensuite des acteurs

[60] Données tirées des entretiens tenus en 2013 avec le vieux Sadio et Maurice Sadio, tous anciens producteurs de banane à Bacounding.

[61] Le CER, devenu Centre d'Appui au Développement Local (CADL) depuis 2005, regroupait au niveau des arrondissements l'essentiel des services techniques de l'Etat (Elevage, Agriculture, Eaux et Forêts, etc.) chargés d'appuyer le développement rural.

politiques de la zone de Diannah Malary pour soutenir le projet qui va finalement être accepté en 1985.

Après son acceptation, on explique à O. S. l'existence de deux organismes de financement : le Groupe opérationnel permanent d'étude et de concertation (GOPEC) qui devrait être remboursé à 50 % pour le matériel et 100 % pour l'argent liquide, et le PPR qui n'en demandait pas, sauf devoir de résultat. Le choix était fait de suite pour le PPR, parce que « entre la dette et la gratuité, je préfère ce qui ne me portera guère de préjudice et c'est l'aide gratuite ». Dans le PPR, les acteurs politiques de Diannah Malary ont joué sur le besoin électoraliste du Directeur régional qui était candidat à la députation. Ce dernier a recommandé au Directeur national l'accord du financement aux projets de Diannah Malary et Soumboudou Pakao, puisque son chauffeur est de ce dernier village. En 1986, sans apporter de grands changements dans le dossier, le projet fut adopté et les financements mis à disposition.

Au niveau local, O. S. a invité le Directeur national du PPR à venir discuter avec les villageois pour gagner leur confiance. Alors une grande rencontre est organisée au milieu du village, pour laquelle tous les acteurs politiques locaux avaient apporté leur soutien. Ce jour-là, toute méfiance fut dissipée, les cotisations étaient fixées et la date de début des travaux retenue dans le grand engouement des populations. Pour faire adhérer encore plus de personnes, O. S. a aussi fait appel aux producteurs des périmètres de Malifara et de Bambaly, dont la mise en place des périmètres était à l'œuvre, pour expliquer les avantages de cette culture. Ces séances de sensibilisation et d'information ont été à la base de l'adoption de la culture de banane à Diannah.

D'après des entretiens avec Omar Sonko, agriculteur et porteur du projet de bananeraie de Diannah Malary

Diannah Malary, avril 2008, mars 2009 et 26 mai 2013

L'histoire de la bananeraie de Diannah Malary nous offre une illustration du système de courtage dans le champ du développement rural au Sénégal (Blundo, 1995 ;). Les courtiers ou intermédiaires allient leurs capitaux techniques et humains en plus de profiter du clientélisme politique existant, pour mobilier l'aide extérieure (Dramé, 2001 ; De Noray, 2000). En Moyenne Casamance, cette intermédiation des courtiers

du développement a servi à faciliter l'adoption de la culture irriguée de banane chez des agriculteurs autochtones aux civilisations agraires largement ancrées dans les cultures pluviales.

2. La banane et les « migrants de la banane »[62] dans le sud-est du Sénégal

Pour mettre en place la culture irriguée de banane dans la partie sénégalaise de la vallée du fleuve Gambie, l'OFADEC s'est plus appuyé sur des producteurs allochtones que sur la population locale. Pour ce faire, il y a eu des mouvements souvent organisés de main-d'œuvre vers la région de Tambacounda, favorisés par un certain nombre d'intermédiaires. Toutefois, il faut dire que dans la démarche de l'OFADEC, les premiers périmètres bananiers (Wassadou, Bantantinty, etc.) étaient réalisés entre 1977 et 1980 avec la population locale. Mais au début, les paysans locaux n'étaient pas très enchantés par la culture de banane parce que « les gens de l'arrondissement de Missirah étaient plus dans le coton »[63].

Il a fallu ainsi recourir à des allochtones, et le village de Sankagne, au sud-est de Gouloumbou, est le premier foyer d'accueil des migrants des producteurs de banane dans la région de Tambacounda. Une première génération de migrants de la banane est constituée des populations du Fouladou (région de Kolda), plus précisément les Peulh de la communauté rurale de Sinthiang Coundara sur la rive gauche du fleuve Gambie, dont une grande partie ne faisait pas encore de la culture de coton. Ces premiers producteurs allochtones ont mis en place, avec quelques autochtones, le périmètre de Sankagne I en début d'année 1981. Dans la même année, ils seront rejoints par une seconde génération de migrants agricoles composés de Sérère, Wolof, etc. des régions de Dakar, Kaolack, Diourbel, Fatick, etc. qui tenaient auparavant de petits jardins maraichers dans les Niayes de Cambérène à Dakar. Selon Mody Sow, cadre à l'OFADEC, il était allé chez lui, à Cambérène, faire venir ces jeunes pour leur faire visiter des périmètres bananiers existants et les stocks de vivres pour l'accompagnement et ensuite, ils sont revenus s'installer dans le périmètre de Sankagne II en fin 1981.

[62] En référence aux « migrants de l'arachides » de Sidibé, dans son ouvrage publié en 2005.
[63] Selon Mody Sow

En 1984 et 1985, une troisième vague de migrants Sérère de la région de Thiés, sera organisée par l'OFADEC en collaboration avec la chefferie chrétienne de leur région. Cette idée de faire migrer des Sérère vers la région de Tambacounda est venue d'un enseignant de la région de Thiès en service dans celle de Tambacounda (encadré 6) ; ces migrants ont réalisé l'extension des périmètres bananiers à Nguène et Saal.

Encadré 6: Petite histoire du migrant Sérère de la banane dans la rive droite du fleuve Gambie, au Sénégal oriental

Dans la zone de la vallée du fleuve Gambie, c'est un enseignant de la région de Tambacounda du nom de J. O. T., originaire de Léhar dans la zone de Thiès, qui était à l'origine de la venue à partir de 1983 des premières vagues de producteurs de banane non ressortissant de la région de Tambacounda. Face aux conséquences des sécheresses de 1972-1973 dans la zone de Thiès ayant entrainé un fort exode vers les villes proches (Thiès, Dakar…), les jeunes de Léhar ont organisé en activité de vacances scolaires, une journée de réflexion pour une recherche de solution. Fort de son statut de « cadre » du village et de son vécu dans la zone de Tambacounda, J.O.T. est paneliste et présente les possibilités de relance socioéconomique (surtout agricole) qui s'offraient aux villageois s'ils émigraient vers l'espace alluvial du fleuve Gambie qui était sous-habité et sous-exploité.

Cet exposé suscite alors l'intérêt de la population locale qui a contacté l'Abbé Prosper, Curé de Pout, et la Sœur Pouliguen, de la congrégation des Ursulines de région de la Thiès. Très réceptifs à leur proposition, une délégation composée du Curé, d'un vieux, d'un jeune et d'une femme, effectue un voyage de prospection en octobre 1983 dans la région de Tambacounda. Lors de cette visite, la délégation a rencontré la SODEFITEX qui n'était pas disposée à accueillir des migrants agricoles faute de moyens d'accompagnement social. Ensuite, elle était reçue par l'OFADEC qui s'était laissé convaincre, car son projet de culture de la banane représentait une opportunité de sortie de crise pour leurs paroissiens démunis. Au retour, la délégation en a informé l'évêque qui a proposé aux paroissiens de la région de Thiès, d'aller au Sénégal oriental intégrer le projet OFADEC et cultiver de la banane.

Une campagne de sensibilisation était menée auprès des villageois de la zone de Léhar et 30 personnes vinrent visiter en novembre 1983 la bananeraie de Sankagne

et la ville de Tambacounda. « Ce qui était plus impressionnant c'était d'entendre dire à Sankagne que le régime de bananes était vendu à 1500 francs. C'était trop cher pour quelqu'un qui ne connait la banane qu'à travers de menus jardins de Mboro » (C. T., chef de village de Nguène-Sérère). Ensuite, après que deux équipes de 20 étaient venues en décembre construire des cases, une première vague formée de 60 familles d'au total 96 adultes (60 hommes et 36 femmes), accompagnés d'un certain nombre d'enfants, a quitté le 15 janvier 1984 la région de Thiès pour s'installer à Nguène. Puis en 1985, un second contingent a créé le village de Saal et un troisième dispersé entre Nguène et Sall.

D'après des données d'entretien avec Jacques Ogo Thiaw (enseignant à Tambacounda), Paul Faye (Président du GIE Nguène 2) et Charles Thiaw (Chef de village de Nguène-Sérère).

Nguène, juillet 2012 et Tambacounda, juin 2013.

Au travers de ces premiers mouvements migratoires motivés par la culture irriguée de la banane, on peut voir à nouveau le rôle primordial des « cadres » originaires d'une localité, comme J. O. T., dans la diffusion de l'innovation bananière dans le sud du Sénégal. Cependant, il ne s'agit pas d'un courtier de développement puisqu'il ne s'est pas érigé en intermédiaire direct entre l'OFADEC et les populations se limitant à de simples visites de courtoisie auprès de ses parents immigrés dans sa zone d'exercice de sa fonction[64].

Une quatrième vague de migrants sera observée en 1986 avec 15 élèves du Centre de développement horticole (CDH) de Dakar, dans un contexte d'ajustement structurel ayant balayé les perspectives habituelles (recrutement direct) d'insertion des élèves de centre de formation. L'OFADEC étant en partenariat avec le CDH, leur intégration s'est faite sans difficultés et les anciens élèves ont mis sur pied le périmètre de Koar III (Dia, 2010). D'autres producteurs allochtones s'ajouteront à ces 4 grandes vagues de migrants de la banane, ce qui donnera à la culture irriguée de banane au sud-est un aspect d'innovation par et pour les étrangers.

[64] La limite de J. O. T. à ces visites de courtoisie a été souvent citée dans les entretiens avec P. Faye et Charles.

En outre, producteurs locaux et migrants ont bénéficiés une fois dans les zones de production, d'un accompagnement social et économique de la part de l'OFADEC à travers la distribution de vivres et de d'argent (1750 F CFA/membre ordinaire et 2500 à 5000 FCFA/membre leaders). Le tableau 8 indique l'aide alimentaire et l'assistance financière accordées en 1983 aux coopératives de Nguène 1 et Sankagne 2.

Tableau 8: Distribution de l'aide alimentaire et de l'assistance financière aux coopératives de Nguène 1 et Sankagne 2 en 1983

Coopérative	Nbre de membres	Semoule (kgs)	Lait (kgs)	Viande en conserve (kgs)	Assistance financière (FCFA)
Nguène I	59	10 488	1679	52,7	895 705
Sankagne II	71	56 994	2116	217,6	1 729 750
Source : OFADEC, Tambacounda, décembre 1983					

Conclusion de la premiere partie

De la marginalisation des espaces sud-sénégalais à l'émergence de la culture irriguée de la banane, le processus a révélé les aspects de la longue trajectoire de développement du Sénégal. La culture arachidière de rente a dominé les politiques nationales de développement et entrainé ses effets de déséquilibre territorial sur l'ensemble de l'espace national. Ce même processus a présidé à la mise en marge de la Casamance et du Sénégal oriental, une marginalisation qui a produit ses effets territoriaux de mal développement.

En définitive, l'émergence de la culture irriguée de la banane dans des régions longtemps isolées des dynamiques nationales de développement, s'est faite dans un contexte particulier de crise multiforme (climatique, économique, social, etc.) face auquel la marginalisation de la région et la banane irriguée ont été mobilisées comme levier de relance économique nationale. L'intérêt est de connaître cependant, comment le développement du bananier irrigué va se réaliser, avec qui, mais aussi, quelles évolutions ce développement bananier va induire sur les milieux, les sociétés et les activités au niveau local.

PARTIE 2 : LA BANANE, L'IRRIGATION ET LE MARCHE AU SENEGAL MERIDIONAL : L'APPROPRIATION DE L'INNOVATION AGRICOLE EN QUESTION

Introduction de deuxieme partie

Cette seconde partie s'évertue à montrer les stratégies par lesquelles les producteurs locaux de banane irriguée s'approprient cette innovation agricole. Développée dans un espace enclavé, pauvre et isolé des grands centres politico-économiques du pays (partie 1), la culture irriguée de la banane, vu ses exigences de production et de marché, faisait face au défi de son appropriation par des producteurs ayant construit des systèmes productifs fondamentalement pluviaux. Parce que c'est seulement à cette condition, qu'elle peut apporter de réels changements dans les stratégies productives locales.

Cette question de l'appropriation est, on le rappelle, le principal point de différence entre invention et innovation (Schumpeter, 1935). Dans ce concept d'appropriation, on introduit particulièrement l'idée d'usage en mettant en scène « le fait innovateur dans une confrontation entre le concepteur du produit et son usager. Le premier élabore un produit, qu'il destine à certains buts et à certaines utilisations. L'appropriation se lit dans ce que le second fait de cet ensemble. À l'alternative entre adoption ou rejet s'est substituée toute une palette de cheminements très divers et très riches, par lesquels l'usager transforme le produit et ses usages. Il les digère, les adapte, les déplace, les recrée, les détourne, les subvertit, etc. » (Mallard, 2015). Dans le contexte de la banane irriguée, c'est la force de cette appropriation par la population locale qui permet de mesurer la dynamique de développement de cette innovation agricole dans le sud du Sénégal. C'est en quelque sorte aussi bien le processus d'intégration de la production de banane dans les systèmes productifs, que sa diffusion d'une localité à l'autre avec ses variantes influencées par les réalités physiques, socio-économiques et géographiques locales.

Ainsi, pour mieux comprendre cette dynamique, nous allons étudié dans un premier temps (chapitre 4), les logiques associatives qui gouvernent l'innovation bananière et les pratiques des producteurs du sud du Sénégal en matière de coopération et de mise en place de la culture irriguée de la banane. Dans un second temps, le chapitre 5 analyse l'évolution des marchés de la banane irriguée au Sénégal et les pratiques des producteurs en matière d'insertion dans ces marchés.

CHAPITRE 4 : LA PRODUCTION DE BANANE IRRIGUEE DANS LE SUD DU SENEGAL : DES LOGIQUES ET DES PRATIQUES

Le modèle coopératif est un des éléments fondamentaux de la culture irriguée de la banane dans le sud du Sénégal. Il s'agit en soi d'un phénomène relativement ancien en milieu rural africain où depuis de longues années, les groupements par âge ou par sexe servent de cadre d'organisation des activités humaines (Thieba, 1992 : 2). Mais cette forme ancienne diffère du modèle coopératif dans la mesure où, plus que la fonction sociale du regroupement par âge ou genre, c'est la dimension économique qui soude les paysans dans la coopération productive de la banane irriguée. Sous cette nouvelle forme, le modèle coopératif interpelle la recherche sur ses origines dans le sud du Sénégal et sa dynamique actuelle dans le cas express de la *bananiculture* irriguée.

Au-delà, c'est aussi l'apprentissage de la production irriguée en coopération qui se pose en interrogation. Pour des producteurs de la « civilisation du sec » (Seck, 1981) habitués à produire individuellement des cultures sous pluies, c'est une grande innovation que de s'associer avec d'autres paysans et d'exploiter des aménagements hydro-agricoles tels que exigé dans le cadre de la culture irriguée de la banane. L'appropriation des techniques d'irrigation, des logiques collectives et intensives, et la prise du risque agricole, deviennent alors indispensable. Reste à savoir si les producteurs ne réagissent pas différemment selon le contexte et des facteurs d'ordre physiques, sociaux, économiques, etc.

I. L'organisation des producteurs dans la culture irriguée de la banane au sud du Sénégal

1. L'origine du modèle « coopératif » dans la culture irriguée de la banane : une structuration paysanne pour un meilleur encadrement

La dynamique coopérative et associative dans la production de banane irriguée trouve ses origines au début des premiers projets bananiers vers les années 1970, dans un contexte doublement favorable. D'une part, la production de banane sous forme irriguée comporte des exigences organisationnelles nouvelles, induites par l'irrigation elle-même. D'autre part, l'environnement de son émergence était marqué par un mouvement coopératif promu et encadré par l'Etat dans le monde rural.

En fait, la mise en place de périmètres bananiers irrigués est financièrement très couteuse au vue de la lourdeur de ses infrastructures et des budgets de leur fonctionnement. Le coût de mise en place du périmètre (canalisation, bâtiments, etc.) était évalué au début des années 1980 à 2,4 millions de francs CFA par hectare, dont 34 % concernaient le hall de triage (Banque Mondiale, 1980 : 19). Et à côté de ce cout financier, ce type d'aménagements nécessite des investissements sociaux importants tels que l'organisation des producteurs, leur formation, l'encadrement de leur production par des règles de gestion collective, etc. Comme partout ailleurs, l'exploitation d'un périmètre irrigué exige « une organisation puissante, pour le contrôle de l'eau, sa distribution, la construction et l'administration du système d'irrigation, sa maintenance, l'allocation des dépenses et l'abondante main-d'œuvre nécessaire » (Mainguet, 1995 : 178). Pour faire face à cette exigence, il fallait une mobilisation sociale forte de la part des producteurs par la mise en place de coopératives paysannes solides. C'est dans ce contexte de nécessité de la solidarité entre producteurs qu'il faut replacer l'émergence des organisations paysannes (Bart, 2005).

Cette condition sociale de production de la banane irriguée trouvait bien dans le monde rural sénégalais des années 1970, un contexte très favorable à sa réalisation. En effet, il existait déjà une dynamique associative bien avant la période des indépendances en Afrique occidentale dont les sociétés étaient organisées selon la classe d'âge, le genre, etc. Dans le domaine agricole, ces associations avaient pour objet de favoriser l'entre-aide dans les travaux champêtres, surtout en période de resserrement des calendriers culturaux. Ensuite à l'indépendance, tel que déjà souligné à la partie 1, cette dynamique est institutionnalisée dans des pays comme le Sénégal, sous la forme de « coopératives paysannes », avec l'appui de l'Office de Commercialisation Agricole (OCA) et dans le cadre d'une politique de contrôle socioéconomique d'inspiration socialiste (Diop, 2008 : 40 ; Duteurtre, 2008 ; Duteurtre et Dièye, 2010 : 40 ; Ndiaye, 2010).

Ces coopératives ont aussi été, pour l'Etat, les fers de lance du développement rural, en constituant les organisations de producteurs sur lesquelles les sociétés régionales, créées vers 1970 pour promouvoir le développement rural[65], s'appuyaient pour la

[65] « Durant cette période, l'État a mis en place des sociétés de développement rural pour l'encadrement des producteurs. Ainsi la SODEVA fut créée dans le bassin arachidier, la SOMIVAC en Casamance, la SAED dans la

diffusion de pratiques agricoles nouvelles dans les campagnes du Sénégal. En effet, « pour assurer la vulgarisation des techniques culturales au niveau des producteurs, ces projets de développement ont favorisé la création de groupements de producteurs pour leur servir de relais en milieu rural » (Diop, 2008 : 40). Cette fonction de relais était si profonde que les coopératives étaient perçues comme des instruments élaborés, contrôlés et manipulés par l'Etat à sa guise et au service de ses politiques de développement (encadré 7). Les ONG aussi, dans le cadre de leurs actions d'aide au développement, vont s'appuyer sur ces coopératives pour exécuter leurs projets (De Janvry et Sadoulet, 2004 : 32).

Encadré 7: Les coopératives au Sénégal, des instruments de développement rural pour les pouvoirs publiques

Les organisations coopératives se sont essentiellement structurées « selon les formes appropriées aux objectifs fixés dans le cadre des plans nationaux de développement et conformément à ceux des organismes de promotion et d'encadrement » (Ndiaye et Faye, 1999, p. 7. La création des coopératives, les objectifs qu'elles poursuivaient, les services qu'elles offraient et les dirigeants qu'elles nommaient résultaient de la volonté étatique, ce qui est le cas par ailleurs des coopératives de plusieurs pays africains au sortir du colonialisme (Marty, 1990). Ainsi, le contrôle du crédit accordé et des intrants distribués, de même que la fixation des prix des produits agricoles placent les paysans sous la dépendance de l'État. Les coopératives agricoles existaient donc sans pratiquement aucune initiative propre des membres. Cette situation a fait en sorte que les populations voyaient les coopératives davantage comme des organes de l'État que comme un instrument de développement à leur disposition.

Source : Gagné et al, 2008, page 3

C'est dans ce contexte coopératif du début des indépendances, que les organisations de producteurs sont nées dans le domaine de la production de banane. En moyenne Casamance comme au Sénégal oriental, le projet PPR et l'OFADEC ont promu cette forme d'association pour mieux diffuser, dans une certaine mesure, l'innovation

vallée du fleuve Sénégal, la SODEFITEX au Sénégal oriental et la SODAGRI dans le bassin de l'Anambé » (Diop, 2008 : 40).

agricole qu'est la culture irriguée du bananier, sous toutes ses dimensions technique, sociale, économique (Banque Mondiale, 1980 ; Derman W. et al, 1985). Elle entrait dans le cadre d'une démarche d'encadrement des innovateurs qui consistait, à travers les groupements, à les former aux nouvelles pratiques culturales mais aussi, à la gestion collective du système d'irrigation et de commercialisation des produits bananiers. Ces missions étaient assurées par le PPR tout comme par l'OFADEC, à travers une assistance technique (encadrement rapproché, formation) dispensée par des agents de vulgarisation recrutés à cet effet. Chacun de ces derniers, appelés encadreurs, intervenait directement auprès d'une à deux coopératives pour :

- superviser la mise en place des coopératives de producteurs et des règles collectives de leur gestion (règlements intérieurs par exemple) ;
- former les exploitants sur l'itinéraire du bananier et la gestion de la parcelle ;
- contrôler, selon le calendrier cultural, la façon dont chaque opération est réalisée ;
- organiser les coopératives dans des structures fédératives chargées de la commercialisation groupée des bananes produites ;
- organiser la mise en marché (voir plus loin au chapitre suivant) et le partage de l'argent ;
- etc.

Importante dans la promotion de l'innovation bananière, l'intensité de cet encadrement différait cependant en fonction de la structure promotrice. Au Sénégal oriental, cet encadrement rapproché était continu, alors qu'en Moyenne Casamance il dure entre le début de mise en place du périmètre et la fin de la première campagne de production. Mais à la fin des années 1980, sous l'ère de la responsabilisation des producteurs, l'encadrement a baissé d'intensité ; le PPR a procédé au recrutement d'agents d'encadrement prestataires et l'OFADEC a intégré la formation de producteurs-relais dans son dispositif pour assurer cette fonction.

Pour les producteurs aussi, la coopérative était une forme organisationnelle assez appropriée pour supporter les couts d'investissements et les lourdes charges de l'exploitation d'un périmètre irrigué bananier. Ainsi, pour chaque périmètre bananier à mettre en place, les futurs exploitants sont constitués en groupement. C'est à travers ce groupement qu'ils fournissent, sous forme d'investissement humain exigé par

l'encadrement technique, leur contribution aux travaux d'aménagement des périmètres, réalisant ainsi les opérations de défrichement, de dessouchage, de clôture du terrain, etc.

Des différences tenant au contexte et à la nature de la structure d'encadrement technique sont cependant observées dans le niveau de mise à contribution des populations. En effet, dans la région du Sénégal oriental où intervenait l'OFADEC, aucune contribution financière n'a été demandée aux producteurs qui étaient plutôt assistés financièrement. Cette situation s'explique par le fait que le projet s'était appuyé sur des populations immigrées, qu'il fallait motiver. Dans la région de Sédhiou, c'était tout à fait le contraire. Là, le PPR a exigé aux producteurs bénéficiaires du périmètre, une contribution de 10% au budget d'exécution du projet. Ainsi pour le périmètre de Diannah Malary, chaque producteur a cotisé 4000 F CFA au titre de frais d'adhésion à son groupement, représentant également un apport personnel au projet.

Une fois les périmètres réalisés, leur exploitation a nécessité encore plus de coopération entre paysans pour la gestion de l'eau, l'entretien du système d'irrigation, le respect des itinéraires techniques, l'organisation de la production, de la récolte, de la commercialisation, etc. Comme dans tous les systèmes irrigués mis en place dans des cadres villageois, l'individualisme était incompatible avec l'agriculture irriguée. Par exemple, une personne ne pouvait à elle seule mobiliser l'eau d'irrigation et les moyens financiers pour produire de la banane en grande culture, vu les coûts de production nécessaires. Dès lors, l'exploitation était conçue de façon collective et les divers groupements mis en place, tant avec l'appui de l'OFADEC, que celui du PPR, étaient chacun dirigés par un bureau chargé de gérer les activités de chaque coopérative. La culture de banane était ainsi réalisée collectivement et le partage des bénéfices se faisait à la fin des campagnes.

C'est à ce niveau qu'apparait la difficulté première et récurrente (d'ordre économique) des coopératives agricoles, à la différence des associations villageoises d'avant indépendance. La question souvent peu aisée à régler dans ces coopératives est comment peut-on partager équitablement un produit réalisé au travers d'un travail collectif dans lequel les contributions des uns et des autres peuvent être très inégales ? Par conséquent, les coopérateurs qui estimaient contribuer plus que les autres au travail collectif, se sentant lésés, ont demandé une retouche du système de production.

C'est alors qu'on est passé d'une culture collective vers une parcellisation des périmètres avec une organisation individuelle de la production, permettant à chacun de jouir du fruit de son travail personnel. Ainsi, dans les plantations de bananes de l'OFADEC, les périmètres étaient divisés en 1983, en parcelles d'un quart d'hectare et gérées individuellement plutôt que collectivement (Derman W. et al, 1985 : 220). Dans les périmètres du PPR, où les parcelles sont d'un dixième d'hectare, la production en champs collectif avait déjà cessé pour les mêmes raisons depuis la fin des années 1970 dans le cadre des premiers périmètres encadrés par ILACO. Pour la gestion de l'eau et la commercialisation, les exploitants ont gardé intact le mode collectif. Cependant l'exploitation individualisée des parcelles a entrainé quelques changements dans les pratiques des producteurs. Chacun réalisait donc les opérations culturales, en tentant de suivre les prescriptions des encadreurs, mais selon son intérêt pour cette culture, ses moyens financiers, le temps qu'il alloue à la banane et son mode d'accès aux moyens de production.

2. Les GIE de producteurs de banane en Moyenne Casamance et au Sénégal oriental

Aujourd'hui, le développement de la culture irriguée de banane a induit dans les régions de Sédhiou et Tambacounda, une organisation paysanne assez forte, qui s'appuie sur des GIE dans la gestion des périmètres mais aussi la commercialisation des bananes. Ces GIE sont les nouvelles formes d'organisation socio-économique des producteurs qui remplacent les coopératives du début des projets bananiers. En effet, cette refonte de l'organisation coopérative est intervenue depuis l'avènement du désengagement de l'Etat et de la libéralisation du secteur agricole dans les années 1980 (voir chapitre 2). Le statut de GIE était alors une nécessité pour, non seulement prendre en charge de façon collective les travaux d'aménagement et la gestion des périmètres, mais également, pour pouvoir accéder au crédit agricole auquel les rend éligibles ce type d'organisation (Badji et Seck, 2012 : 283).

Dans la production de banane irriguée au sud du Sénégal, il existe deux types de GIE : nous avons d'une part, des GIE communautaires et d'autre part, des GIE privés.

En ce qui concerne les GIE communautaires, on a assisté avec le retrait des premières structures d'encadrement (PPR et OFADEC), à une réorganisation des coopératives de

banane en GIE de producteurs de banane. Le retrait du PPR et de l'OFADEC et le renouveau coopératif avaient pour but de rendre « autonomes » les producteurs dans l'organisation de la production et de la commercialisation. Ainsi, les GIE sont chargés de leur propre approvisionnement en intrants, de la gestion des systèmes d'irrigation et des productions mais également, de trouver des débouchés pour leurs produits.

Dans ces GIE héritiers du PPR et de l'OFADEC, la gestion des périmètres est confiée à un bureau exécutif élu ou choisi de façon plus ou moins consensuelle par une Assemblée générale, constituée de l'ensemble des producteurs membres du GIE et qui dispose d'un pouvoir décisionnaire. Dans certains périmètres, surtout ceux de la région de Sédhiou (le GIE Soutoura de Diannah Malary notamment), il existe un « comité des sages » qui sert de conseiller pour les deux premiers organes. Le pouvoir de ce comité n'est pas négligeable puisqu'il arrive parfois, pour ne pas dire toujours, qu'il propose les membres devant constituer le bureau même si, ce ne sont que des propositions qui devront toujours être entérinées par l'Assemblée générale.

L'organisation de la production n'a pas beaucoup évolué par rapport aux coopératives encadrées par le PPR et l'OFADEC. En fait, chaque producteur dispose toujours d'une parcelle (en Moyenne Casamance elle est de 0,10 ha et au Sénégal oriental, c'est 0,25 ha pour homme et 0,125 ha pour femme) dont l'exploitation lui incombe directement avec l'aide des membres de sa famille ou d'une main-d'œuvre salariée. Il s'agit des opérations de plantation, d'arrosage, d'œilletonnage, de récolte, etc. Le GIE est chargé, pour sa part, d'assurer le service de l'eau d'irrigation, l'approvisionnement en intrants agricoles, la commercialisation, etc. Ces services offerts par préfinancement, que nous expliquons plus loin en détail, sont remboursés par chaque producteur au GIE à la fin de chaque campagne.

Mis à part ces GIE communautaires, il existe des GIE « privés », tel qu'on les appelle localement, nés d'initiatives privées. Comme l'écrit Emmanuel Grégoire (1995 : 71), « pendant longtemps les commerçants et les hommes d'affaires africains ont été tenus à l'écart des politiques et des opérations de développement. Il a fallu attendre les années 80 pour qu'ils retrouvent un certain lustre, les politiques libérales alors impulsées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international plaçant désormais ces opérateurs au cœur des perspectives économiques ». La libéralisation des secteurs économiques a permis l'essor de quelques initiatives privées dans toutes

activités dont la production agricole. Dans le domaine de la production bananière, des hommes d'affaires et d'anciens agents encadreurs des premières structures de promotion de la culture, se sont lancés et ont implanté des périmètres bananiers exploités en collaboration avec d'autres paysans.

Cette dynamique de création de GIE « privés » a été observée dans la vallée du fleuve Gambie (zone de Tambacounda), dès le début des années 1990. Les premières exploitations de ce type ont été créées entre 1990 et 1995 par d'anciens encadreurs ayant travaillé pour OFADEC. Une deuxième vague a été créée par des commerçants à partir de 1995. Pour l'ensemble de ces GIE, les membres ont acquis leurs financements soit dans leurs métiers précédents (commerçants surtout), soit à travers les banques (CNCAS) et les systèmes financiers décentralisés (SFD) de la zone comme le Crédit Mutuel du Sénégal (CMS). Pour les premières exploitations de ce genre, les promoteurs ont voulu profiter de leur expérience dans l'encadrement de la banane, alors que pour les GIE de la deuxième vague, les propriétaires étaient encouragés par la volonté de réinvestir les bénéfices de leur activité de commerce.

Mais après quelques années (autour de 5 ans selon un enquêté), la plupart de ces exploitants privés ont connu des échecs à cause de problèmes de gestion des périmètres (malversations financières), d'accès au marché, d'inondations récurrentes. En ce qui concerne les difficultés de marché, c'est parce que les GIE communautaires, héritiers des coopératives d'OFADEC, contrôlaient en ce moment la clientèle de l'OFADEC. En ce qui concerne les inondations, les périmètres bananiers localisés près du fleuve subissent fréquemment les effets des inondations suite à la remontée des eaux en milieu d'hivernage, occasionnant des pertes annuelles portant sur 0,5 à plus de 2 ha de la superficie emblavée (on verra cette question avec plus de détails dans la troisième partie).

Certains de ces GIE privés qui ont survécu, sont très dynamiques actuellement. C'est le cas du GIE Yellitare, dirigé par un commerçant grossiste à Tambacounda, qui fait figure actuellement de plus gros producteur de banane du Sénégal avec près de 25 000

tonnes par an[66]. Il exploite environ 450 ha de bananes, répartis sur plusieurs sites : Laboya (220 ha), Adjaf (35 ha), Sankagne (55 ha), Courboumbey (40 ha) et Affia (100 ha). Son activité bananière, débutée en 1995, aurait bénéficié d'un grand appui financier de la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCAS, 2007). Comme ce GIE, d'autres aussi ont bénéficié d'appuis divers pour s'implanter et exploiter, c'est l'exemple du GIE Hallass à Nguène (encadré 8).

Encadré 8: GIE Hallass et sa dynamique de mise en place

A Nguène, le GIE Hallass est mis en place en 1993 à partir d'un financement acquis à l'Alliance pour le Crédit et l'Epargne pour la Production (ACEP), pour l'équipement en GMP et l'installation de la canalisation. Ce projet agricole est l'œuvre de V.T., émigré en Italie, et la gestion locale du GIE est assurée par son jeune frère A.T. Mais à la suite du décès du frère ainé, le projet est actuellement sous la responsabilité unique d'A.T. qui s'aide de sa famille pour la gestion et de paysans-exploitants pour l'exploitation. Au début, le GIE a négocié et acquis environ 15 ha de terres attenant au fleuve Gambie, et détenues par trois familles Peulh à qui les promoteurs ont promis d'octroyer des parcelles. Le GIE a étendu plus tard sa superficie en empruntant à l'ACEP 4 millions en 2002-2003 remboursables sur 6 mois à un taux d'intérêt de 14%, et 10 millions en 2003-2004 remboursables en 3 échéances tous les 6 mois. Il dispose aujourd'hui d'une superficie totale de 20 ha dont il n'exploite que 17,75 ha en coopération avec 81 paysans-exploitants dont 28 femmes. Il produit chaque année environ 300 tonnes de bananes, soit 16 t/ha.

Source : Py et Vasseur, 2004 et enquêtes personnelles

Les systèmes d'exploitation des périmètres privés sont tels que, les investissements lourds (aménagement du périmètre et système d'irrigation) sont assurés par les opérateurs privés et les paysans-exploitants s'occupent de la tenue des parcelles de bananiers. Très souvent, les opérateurs peuvent prendre en charge, sous forme de préfinancement, les frais d'entretien des paysans-exploitants durant la phase de

[66] Selon son président M. O. S. dans « Production nationale de banane, Mamadou Oumar Sall, le roi incontesté de la filière » publié sur www.waatamba.sn

préparation-entretien des parcelles. Dans ce type de périmètre, les deux parties – promoteur et « coopérant » (nom donné localement aux paysans-exploitant) - signent un protocole d'accord servant surtout de contrat d'exploitation. Les clauses de ce protocole définissent la propriété inaliénable de l'exploitation au promoteur, le mode de rétribution et de remboursement des éventuels préfinancements, la formation en techniques culturales, les règles de fonctionnement et de conduite mises en place par le promoteur (Sy, 2008 : 66). Pour ce qui est du partage des revenus, la formule la plus fréquente est celle attribuant 35 % du revenu brut à l'exploitant et 65 % au promoteur dont 50 % pour les charges d'exploitation et 15 % comme intérêt. Dans d'autres GIE privés, la formule consiste à évaluer les charges d'exploitation et de les faire payer aux coopérants, mais elle a connu une certaine évolution dans des GIE comme Hallass de Nguène où depuis 2001 la cotisation annuelle est fixée à 350 000 francs CFA pour chaque parcelle de 0,25 ha, alors qu'elle était de 300 000 F CFA. Les « coopérants exploitants » s'acquittent par mensualités de cette cotisation, suivant les ventes faites sur la parcelle.

Une nouvelle dynamique d'intervention d'investisseurs privés est observée dans les deux zones de production (Moyenne Casamance et Sénégal oriental). Ces nouveaux investisseurs n'interviennent pas directement dans l'exploitation parce qu'ils s'associent avec d'anciens GIE en difficulté. Dans ce partenariat, les investisseurs reprennent les GIE en renouvelant leur système d'irrigation, en apportant les intrants agricoles et en rachetant l'ensemble de leurs productions. Après la commercialisation de la banane rachetée, les investisseurs paient le GIE en déduisant le coût investi au départ dans le périmètre.

Ce type d'investisseur privé est encore peu présent dans le sud. On y relève des entreprises comme ARINC Agro Sénégal Sarl dans la rive gauche du fleuve Casamance. Cette société américaine a signé en 2008 un contrat d'exploitation avec 4 GIE de la zone de Djibanar en Moyenne Casamance (Akintou, Baconding, Birkama 1 et Birkama 2), soit 53 ha concernant 160 personnes exploitant 1000 bananiers chacun et 15 agents d'appui (maintenance GMP, entre autres). Selon le Directeur, ARINC a investi 435 millions F CFA dans la réfection du site et de ses aménagements, en plus de la fourniture d'intrants. La société de charge de la commercialisation de la banane produite. Après chaque campagne, 70 % sont à ARINC et 30 aux exploitants. Cependant avec 150 tonnes en 2009 et 300 en 2010, la société était confrontée à des

difficultés de paiement des exploitants ; ce qui a créé un conflit entre l'investisseur et les associés. Les problèmes de la société seraient liés selon son contremaître à la qualité moindre des bananes, à l'inaccessibilité de la zone (Route Nationale 6 - RN6 – délabrée jusqu'en 2015), l'indiscipline des exploitants (qui ont abandonné beaucoup de parcelles), etc. Pour certains exploitants, la société fait juste dans l'exploitation abusive de travailleurs qui ne bénéficient d'aucune couverture médicale et dont les rémunérations se font toujours attendre.

Au Sénégal oriental, la Sénégalaise Fruitière du Développement (SFD), société à capitaux sénégalais, est en partenariat avec le GIE Nguène 1 depuis 2011 sous forme de contrat de vente. Elle apporte les intrants et renouvelle les installations (canalisation, magasin, outil de conditionnement), pour s'assurer du rachat de l'ensemble de la production. Les bananes sont ensuite vendues à Dakar et 35 % du produit revient aux producteurs. La société confie l'encadrement du périmètre à deux agronomes expérimentés, anciens experts de la Société de Culture Bananière – SCB – de Côte-d'Ivoire.

3. Les organisations fédératives et interprofessionnelles des producteurs de banane du Sud-Sénégal

Les périmètres communautaires comme privés de la zone méridionale du Sénégal sont affiliés à des structures faitières de niveau régional qui servent de cadres d'échange et de solidarité paysanne. Cette dynamique prend source à l'époque des premiers projets bananiers et s'est poursuivie après le retrait de ces derniers dans le contexte déjà expliqué de désengagement de l'Etat et de libéralisation des différents secteurs de l'économie.

Depuis la fin des années 1980 et la promotion de la politique de responsabilisation des paysans dans la gestion de leurs exploitations, beaucoup de structures fédératives (tableau 9) sont nées dans le but de favoriser une dynamique de solidarité paysanne dans la production, la commercialisation et le plaidoyer. La structure fédérative, regroupant entre 650 et 1200 membres, « doit en effet assurer des fonctions de plaidoyer pour ses membres, leur servir de cadre d'échanges, leur fournir les intrants nécessaires à la production (carburant pour les groupes motopompes, engrais chimiques, produits phytosanitaires, etc.) et organiser la commercialisation de leurs

productions » (Badji et Seck, 2012 : 284-285). Leur fonctionnement est financé par les producteurs à la base qui cotisent sous diverses formes pour la constitution des ressources de leur association d'affiliation : 600 000 francs CFA par GIE pour Niani, et 35 000 à 40 000 francs par parcelle pour les autres.

Tableau 9: Les fédérations bananières de Moyenne Casamance et du Sénégal oriental (d'après Veco-Sénégal, 2006 ; enquêtes personnelles)

ZONES	ORGANISATIONS	NOMBRE DE GROUPEMENTS		
		Communautaires	Privés	Total
Tambacounda	APROVAG	13	0	13
	FEGAP	9	8	17
	APRT	3	1	4
Sédhiou	Nianing	6	0	6
	Balantacounda	5	0	5

Nous avons deux types de fédérations qui se différencient par le contexte socio-politique de leur mise en place. Une première forme de fédération est née des flancs des premières structures d'encadrement que sont le PPR et l'OFADEC. Il s'agit principalement de l'APROVAG et du *Niani Balmantinelon* qui sont mis en place par les promoteurs de la culture irriguée de la banane, pour reprendre la dynamique organisationnelle supra-locale déjà en cours, après le retrait des structures publiques. Les deux datent respectivement de 1988 et 1989, et ne regroupent que des GIE communautaires presque tous implantés avant 1990. Leur structuration institutionnelle est caractéristique de toutes les associations au Sénégal : une AG constituée des représentants des GIE à la base, d'un bureau exécutif, des commissions techniques (production, commercialisation, etc.).

Ensuite, nous avons de nouvelles fédérations nées entre 1994 et 2003. Il s'agit de la FEGAP et l'APRT[67] dans le Sénégal oriental et celle du Balantacounda en Moyenne Casamance. Elles sont formées de communautaires et de privés, sauf l'association casamançaise du Balantacounda qui ne compte que des communautaires. Leur émergence a été impulsée par des situations diverses d'insatisfaction dans la

[67] Fédération de Groupements Autonomes des Producteurs (FEGAP) et Association des Producteurs Ruraux de Tambacounda (APRT).

dynamique d'organisation des premières fédérations que sont APROVAG et Niani. En effet, les GIE membres de ces dernières fédérations se seraient retirés des premières associations fédératives à cause d'une part, des cotisations annuelles élevées et d'autre part, d'une certaine « personnification » du pouvoir de gestion de la structure dont l'instance dirigeante ne connaitrait pas de renouvellement normal (c'est le cas surtout de Balantacounda). Elles disposent cependant de la même structuration mais, leur dynamisme est très faible comparé à celui de l'APROVAG (encadré 9) et au Niani.

Encadré 9: L'APROVAG, la fédération de producteurs de banane la plus dynamique au Sénégal

L'APROVAG compte 13 GIE répartis sur 6 villages, avec environ 225 ha exploités en banane et plus de 950 membres dont 1/3 de femmes. Malgré le départ de quelques membres fondateurs, elle reste la plus dynamique de toutes les fédérations régionales, et même nationales, de producteurs de bananes, de par sa visibilité en plus de ses actions d'appui en faveur de ses membres. En effet, elle dispose à la différence des autres, d'un staff technique dirigé par un ingénieur agronome qui appuie les producteurs dans le suivi des opérations agricoles, mais également la recherche et la gestion des partenaires techniques et financiers. En conséquence, elle est plus visible et joue bien son rôle de « capteur de projets » qui lui permet d'être l'aimant et l'interlocuteur principal des acteurs internationaux du développement munis de leurs projets d'aide aux agriculteurs. Aujourd'hui, l'APROVAG compte beaucoup de partenaires techniques et financiers dont le plus connu actuellement est Veco-Sénégal qui a même pris une part importante de son budget de fonctionnement. Ce caractère extraverti a aussi permis à l'association de s'insérer dans les grandes dynamiques de la mondialisation avec des perspectives environnementales et d'agriculture biologique comme le veulent les acteurs internationaux.

Ces différentes organisations fédératives sont, par ailleurs, membres de l'Union Nationale des Acteurs de la Filière Banane au Sénégal (UNAFIBS), une structure à l'échelle nationale mise en place en 2002 à l'initiative de l'APROVAG et du Niani. Elle couvre l'ensemble des zones de production de banane du Sénégal et unit des producteurs et des commerçants œuvrant dans la filière banane. Disons cependant, que les membres sont essentiellement des GIE producteurs de banane, puisque

l'UNAFIBS est confronté à beaucoup de difficultés pour intéresser les commerçants et les transporteurs. Mais notons en outre, qu'un homme d'affaire français ayant tenté vainement de conditionner et commercialiser la banane, s'était affilié à l'Union et en était un des responsables nationaux.

En tant qu'interprofession, l'objectif de l'Union est de « promouvoir l'action collective » (Duteurtre, 2008 : 47), dans la filière banane. En ce sens, elle s'est fixée comme ambition de : « assurer l'autosuffisance du Sénégal en bananes de qualité, parvenir à la labellisation de la banane locale et promouvoir les ventes en cartons » (Veco-Sénégal, 2006 : 15). Parmi ses réalisations, on peut citer les séries de formation aux bonnes pratiques de la culture du bananier dispensée aux producteurs. Mais cette union est très limitée, comme les autres OP de la filière, par sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour l'acquisition de ses moyens financiers qui sont issus, entre autres, des subventions de l'Etat et des bailleurs.

On peut considérer, en somme, que la dynamique organisationnelle initiée dans la culture irriguée de la banane avant les années 1980, connait aujourd'hui une forte recomposition liée à l'évolution de l'environnement social et économique de l'agriculture au Sénégal. Depuis le désengagement de l'Etat, les producteurs tentent de s'organiser en partant de l'expérience des premières coopératives, mais il faut souligner que l'autonomisation de leurs OP s'accompagne de diverses formes d'adaptation et de crises. Au niveau supra-local, c'est surtout leur intégration dans le marché national qui semble constituer le principal souci. On peut noter dans ce sens, l'expérience du Comité paritaire des producteurs de bananes du Sénégal (CPPBS) qui avait tenté dès 1992 d'organiser les producteurs à un niveau national pour faire face à la concurrence des importations ivoiriennes. Ce Comité connait aujourd'hui une léthargie qui résulte de la rivalité entre fédérations, confirmant l'idée selon laquelle, si les organisations affichent dans le discours une belle solidarité paysanne, les avis sont beaucoup plus nuancés quand ils sont recueillis auprès de chaque membre (Diagne, 1997 : 240).

II. Les formes socio-spatiales de la production de banane et les modes d'accès au foncier bananier en Moyenne Casamance et au Sénégal oriental

1. Diannah Malary et Nguène : deux terroirs, deux formes socio-spatiales de développement de la culture irriguée de la banane

La culture irriguée de la banane s'imprime différemment dans le paysage social et spatial du Sud-Sénégal ; des différences d'inscriptions qui s'observent particulièrement aux villages de Diannah Malary en Moyenne Casamance et de Nguène au Sénégal oriental. L'analyse de ces différences aux échelons du village tente de montrer la variabilité des clichés géographiques offerts par la culture irriguée de la banane dans le sud du Sénégal.

Diannah Malary et Nguène ont en commun d'être des villages de production de banane irriguée. La culture de banane est opérée dans les deux villages dans le cadre de structures socioéconomiques de type GIE, à la configuration administrative comparable à toutes les organisations de ce type : assemblée générale, bureau exécutif, règlement intérieur, cotisations, etc. Toutefois, la culture irriguée de la banane est pratiquée dans les deux sites avec quelques différences (tableau 10).

La première différence réside dans le fait que s'il n'existe qu'un seul GIE communautaire qui exploite 17,5 ha de bananes à Diannah Malary, c'est plutôt 6 GIE (3 communautaires et 3 privés) qui exploitent 185,5 ha à Nguène.

Tableau 10: Différence de catégorie de producteurs entre Diannah Malary et Nguène

ZONES	VILLAGES	GIE			
		Communautaires	Sup. (ha)	Privés	Sup. (ha)
Sédhiou	Diannah Malary	Soutoura	17,4		
Tambacounda	Nguène	Nguène 1	20,9	Xalass	40,9
		Nguène 2	48	Yendounane	19
		Nguène 3	44,7	Ley Felo	12
Source : enquêtes personnelles					

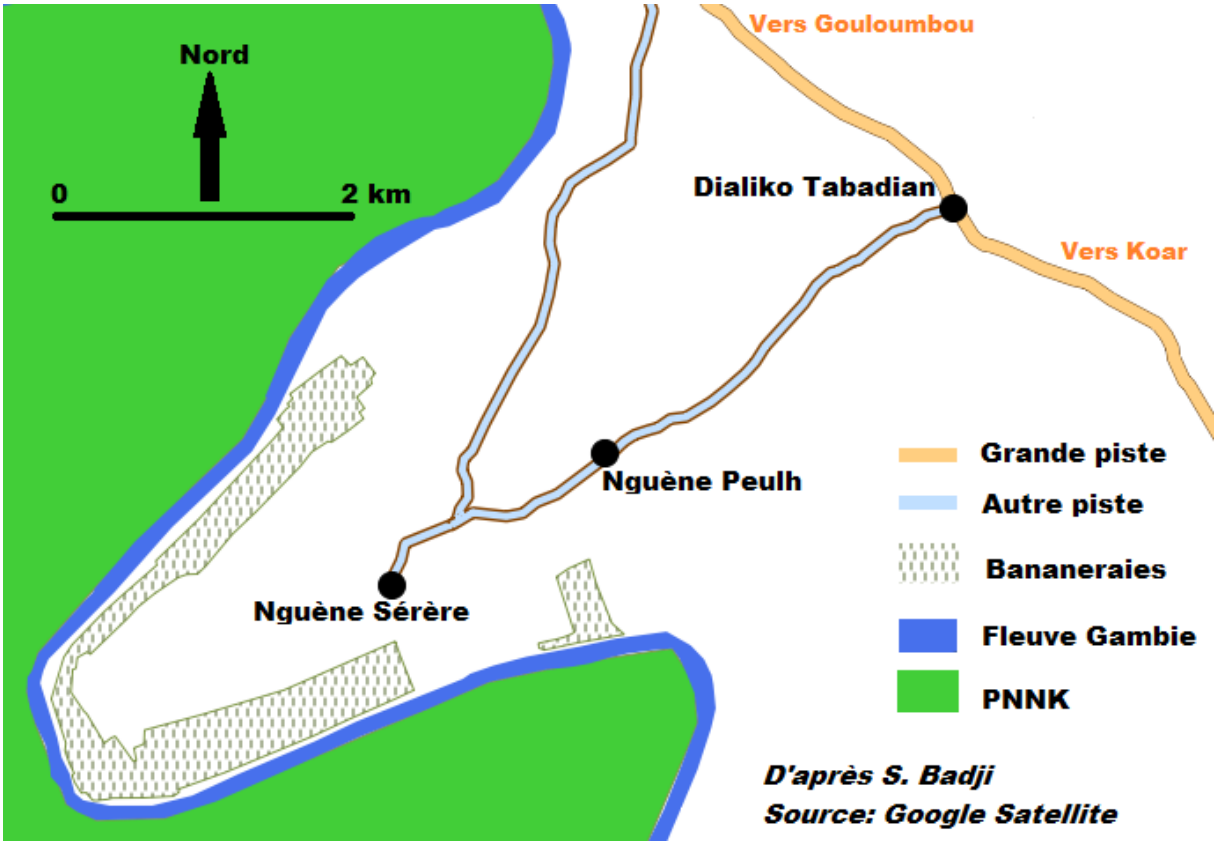
Cette particularité est due, comme nous l'avons dit précédemment, au fait que cette culture n'a pas connu la même évolution en Moyenne Casamance et au Sénégal

oriental. Dans la première zone, la structuration des producteurs à l'époque du PPR est restée la même jusqu'aujourd'hui : un système communautaire de production et une seule OP pour chaque village bénéficiaire de périmètre bananier. Ainsi, seul le GIE *Soutoura* pratique la culture irriguée de la banane à Diannah Malary. Comme partout ailleurs en Moyenne Casamance, la salinisation du fleuve et le coût très élevé du fonçage de forage (environ plus de 100 millions) semblent être les principaux obstacles (nous n'avons pas eu d'explications plus tranchantes) à la mise en place de GIE privés comme c'est le cas au Sénégal oriental.

Ailleurs dans la région de Tambacounda, en plus d'avoir plusieurs GIE communautaires dans un même village depuis l'OFADEC, des privés se sont progressivement ajoutés aux exploitants communautaires à partir du début des années 1990. A Nguène, les 3 GIE communautaires exploitant 113,6 ha, sont Nguène 1, Nguène 2 et Nguène 3, et les 3 autres GIE « individuels » sur 71,9 ha, sont Xalass, Yendounane et Ley Felo. La facilité de l'accès à l'eau du fleuve qui nécessite juste l'achat de groupe motopompe et l'importance des espaces non mis en valeur autour du fleuve dans les années 1990, a offert de réelles possibilités d'implantation d'une culture privée de la banane dans la zone.

Une autre différenciation s'observe entre Moyenne Casamance et Sénégal oriental, dans la transcription socio-spatiale de l'activité de culture irriguée de la banane. Il s'agit de la localisation et de l'appartenance ethnique des producteurs membres des GIE aussi bien communautaires que privés. En ce sens, les exemples de Diannah Malary et de Nguène demeurent assez probants. On remarque, en fait, que les exploitants du Sénégal oriental habitent groupés avec peu de diversité ethnique, à la proximité immédiate de leurs périmètres (carte 13). Cette organisation spatiale locale de la culture irriguée de la banane est une réponse à la forme de mise en place de cette culture dans cette zone. En effet, implantés par migration organisée, les premiers producteurs Peulh issus du village de Dialiko sont installés à Nguène Peulh en 1981 et ont créé le périmètre de Nguène 1. Ensuite des vagues de migrants Sérère sont venues entre 1983 et 1985 pour s'installer à Nguène Sérère et créer les GIE de Nguène 2 et Nguène 3. Puis qu'il s'est agi d'une migration organisée dans laquelle les étrangers étaient tous regroupés par communauté ethnique, alors les producteurs se sont implantés non loin de leurs périmètres.

Carte 13: Les villages de Nguène et leurs périmètres bananiers

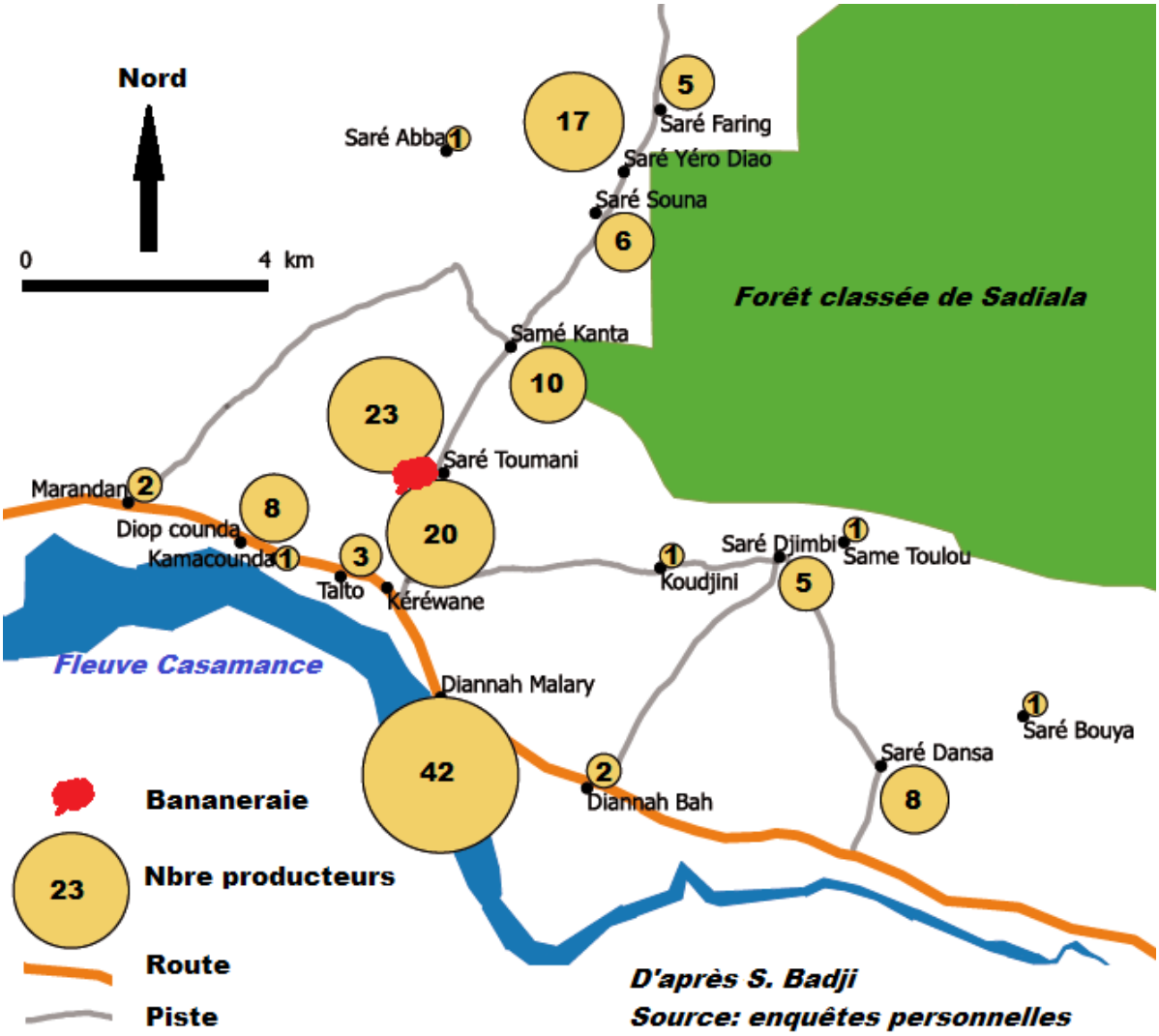


Ainsi, dans les GIE la composition ethnique est globalement homogène avec Nguène 1 constitué de Peulh habitant Nguène Peulh et Dialiko, Nguène 2 et Nguène 3 quasi-entièrement des Sérère de Nguène Sérère. Les GIE privés sont, pour leur part, assez composites parce qu'étant les derniers à se constituer en regroupant des membres issus des communautés Peulh et Sérère, mais aussi d'autres ethnies (Bassari, Kognagui, etc.) venus plus tard.

A l'opposé, en Moyenne Casamance, les GIE sont ethniquement composites et dispersés dans des villages relativement proches et lointains (carte 14). A Diannah Malary par exemple, le périmètre du GIE Soutoura a été implanté en 1985 dans le village de Saré Toumani, à 2 km de Diannah Malary. Ses producteurs sont répartis sur une quinzaine de villages des communes de Diannah Malary, Samé Kanta, Diannah Ba et Sakar. Cette diversité de localisation des producteurs tient à la façon dont le GIE a été monté : il n'est pas fait au nom d'un village, mais d'un ensemble de villages

appartenant à l'ancienne communauté rurale de Diannah Malary (regroupant les nouvelles communes de Diannah Malary, Diannah Ba et Samé Kanta).

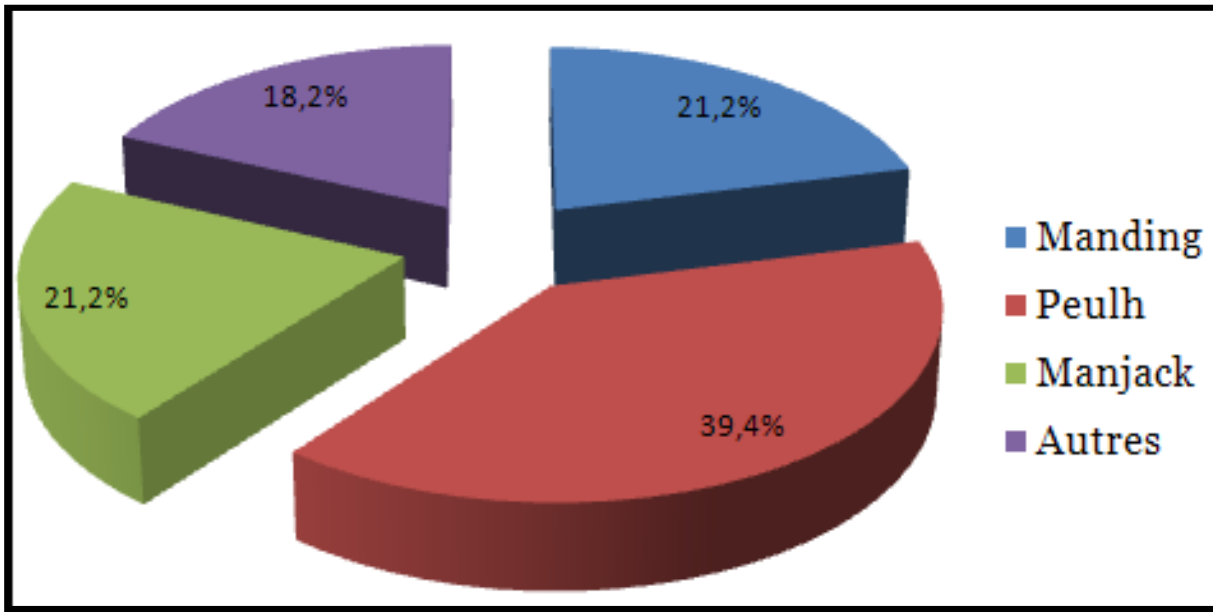
Carte 14: Les producteurs de Diannah Malary et leur localisation par rapport au périmètre bananier



La carte ci-dessus montre la répartition des producteurs selon leurs villages. Les membres sont de 154 (bien que officiellement le GIE parle de 174 membres, se référant encore au nombre de départ). Les producteurs sont surtout concentrés dans les gros (Diannah Malary, Kéréwane) et moyens (Saré Toumani, Samé Kanta, Saré Yéro Diao) villages. L'éloignement par rapport au périmètre a limité cependant l'affiliation de certains villageois, ce qui y explique les petits nombres.

Sur le plan ethnique, le GIE Soutoura est composé de différentes communautés ainsi que le montre la figure 7.

Figure 7: Composition ethnique du GIE Soutoura de Diannah Malary



Source : Badji S., 2009

Le résultat des enquêtes de 2009 dans le cadre du Master 2 ont été confirmée en 2012, avec seulement deux cas de décès remplacés par de nouveaux membres. Il existe des Peulh (39,4 %), Manding (21,2 %), Manjack (21,2 %) et diverses autres ethnies pouvant être Balante, Diola, etc. (18,2 %). Cela est presque conforme avec la réalité socio-ethnique de la zone qui est constituée de Peulh et de Manding en majorité.

Cette organisation socio-spatiale différente des GIE de banane entre la Moyenne Casamance et le Sénégal oriental est donc le résultat des formes différentes de diffusion de l'innovation bananière entre les deux zones.

2. Les modes d'accès au foncier bananier en Moyenne Casamance et au Sénégal oriental

La transcription spatiale de la banane irriguée répond également aux modes divergents d'accès au foncier bananier dans les deux zones. En Moyenne Casamance, les périmètres bananiers sont établis sur des terrains collectifs cédés volontairement par des familles. En contrepartie, ces dernières avaient droit à des parcelles de bananier. A Diannah Malary par exemple, O. S. explique qu'il a fallu, après l'échec des négociations avec une famille de Diémécounda, c'est une famille manjack de Saré Toumani qui a cédé son terrain en vue d'abriter le périmètre. Celle-ci avait directement accès aux

premières parcelles et le restant était cédé à des membres des exploitants tirés au sort qui s'acquittaient d'une cotisation de 4 000 F CFA. Après cette première génération d'exploitants, les nouveaux venus n'accédaient aux parcelles bananières qu'après décés d'un membre ou exclusion d'un mauvais producteur. Ce nouveau producteur versait en guise de redevance la somme de 150 000 F CFA pour une parcelle de 0,10 ha.

Au Sénégal oriental par contre, les premiers périmètres étaient installés par OFADEC qui bénéficié d'une autorisation étatique de mise en valeur des terres de la vallée du fleuve Gambie considérée comme « vierge » vue les faibles densités humaines. Ces dernières étaient soumises au régime de zone pionnière conformément à la Loi sur le Domaine National promue en 1964. Ainsi, OFADEC se chargeait d'organiser le recrutement de ses exploitants et de leur faire accéder à des terres. Mais après le retrait de l'OFADEC, l'avènement des producteurs privés a donné lieu à de nouvelles formes d'accès au foncier. Les promoteurs privés négocient avec d'anciens occupants pour s'installer près du fleuve en contrepartie de l'accès à une parcelle aménagée : les anciens occupants deviennent des collaborateurs du promoteur. C'est le cas des GIE Yendounane et Halass de Nguène. Toutefois, d'autres privés ont eu des droits d'exploitation à partir des collectivités locales, voire de l'Etat. Ainsi, le GIE Yellitare aurait depuis 2001 une concession (Levrel, 2006) de plus de 200 hectares cédée par l'Etat et sur laquelle il exploite 87 hectares de banane.

Aujourd'hui, en Moyenne Casamance comme au Sénégal oriental, le foncier bananier se caractérise par la rigidité de son extension et la vulnérabilité de son statut. Partout, les coûts élevés de l'aménagement de périmètres bananiers rends difficile l'extension des terrains et donc leur accès à de nouveaux exploitants. En même temps, l'appartenance des terrains à des familles (en Moyenne Casamance) ou à un statut spécial (terrain cédé à OFADEC) met les terres des périmètres bananiers dans une situation vulnérable. Ainsi, dans la zone du Balantacounda, avec la léthargie de l'activité de production bananière, l'on assiste à Birkama et Bacounding, à des litiges autour des périmètres opposant les descendants des familles ayant cédés leurs terrains et les membres des GIE bananiers. Au Sénégal oriental, l'accès aux parcelles bananières ne fait plus qu'à l'intérieur des familles membres des GIE, à travers des prêts.

Par ailleurs, dans la région de Tambacounda, le problème est que les GIE sont encore réfractaire à la régularisation des périmètres à leurs noms car craignant le paiement de

fiscalités. Mais cette insécurité foncière des périmètres s'est révélée néfastes devant le litige opposant les populations de Wassadou à un tiers munis des titres fonciers datant des années 1930.

D'autre part, l'accès à la terre dans la zone jouxtant le PNNK présente un grand enjeu vu la localisation des périmètres dans la zone tampon du parc qui est sous la gestion des services forestiers. Pour exploiter ces terres, les producteurs contractualisent avec les services forestiers et se soumettent au respect de l'environnement (voir exemplaire de protocole d'accord entre exploitant et services forestiers en annexes).

III. Les systèmes de culture bananière et la gestion des périmètres bananiers

1. Le système d'irrigation et la gestion de l'eau dans les périmètres bananiers

L'adoption de la culture irriguée de la banane participe au développement de l'irrigation dans le sud du Sénégal. Cette nouvelle culture est sans aucun doute, le principal facteur de mise en place des GIE exploitant les périmètres bananiers, parce que comme nous l'avons déjà vu, le système d'irrigation nécessite une structuration des usagers pour sa gestion. Cette irrigation est basée sur un système qui se présente différemment en Moyenne Casamance ou au Sénégal oriental.

En Moyenne Casamance, l'approvisionnement en eau se fait à partir des eaux souterraines[68] par un système d'exhaure à base de forage (planche 3). Ce forage (d'une capacité de 120 m³ d'eau par heure à Diannah Malary), est équipé d'un groupe motopompe (GMP) et dispose d'une cabine de pompage ainsi que d'une cave de carburant de 5000 litres de gasoil. Ce dispositif d'exhaure est prolongé par un système d'irrigation de type gravitaire. Un bassin de dissipation alimente un canal principal à partir duquel partent des canaux secondaires qui irriguent chacun les bananiers d'une bande de dix à vingt parcelles (de 0,10 ha), correspondant à des bandes d'une superficie de 1 à 2 hectares.

[68] La salinisation élevée des eaux du fleuve Casamance a poussé la culture irriguée de la banane à tourner le dos au cours d'eau et se développer en pompant les aquifères.

Planche 3: Les éléments du système d'irrigation en Moyenne Casamance



Photo 8: GMP d'un forage



Photo 9: Bassin de dissipation



Photo 10: Canal tertiaire, avec une vanne au-dessus du canal

Les photos 8, 9 et 10 illustrent le système d'irrigation gravitaire mis en place dans les périmètres de Moyenne Casamance depuis l'avènement du PPR et qui continue d'être utilisé.

Source : S. Badji, Diannah Malary, 2009

La gestion de ce système d'irrigation est assurée par un pompiste (membre aussi du GIE) qui s'occupe de la mise en marche et de l'entretien du GMP. C'est un membre qui s'activait déjà dans la mécanique et qui a été formé par le PPR pendant la mise en place du périmètre. Il n'a pas de rémunération, mais il est souvent motivé d'un montant variant entre 100 000 et 150 000 F CFA par an. Il exécute le pompage de l'eau nécessaire à l'arrosage des plantes suivant un calendrier fixé au début de la campagne bananière par l'assemblée du groupement (tableau 11).

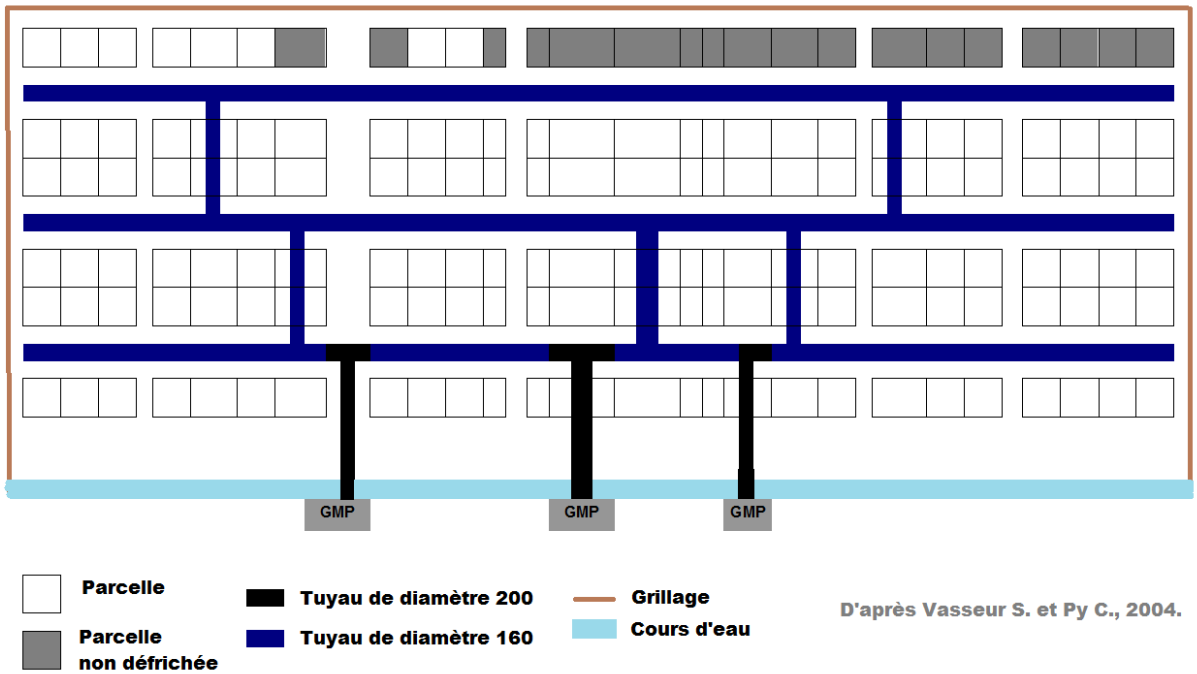
Tableau 11: Calendrier quotidien d'irrigation du périmètre de Diannah-Malary en Moyenne Casamance

Périodes	**juillet – octobre**	**novembre –février**	**mars – juin**
Matin		5 h–12 h	00h– 11h
Soir		16h–22h	16h– 22h
Source : enquêtes personnelles			

Dans la zone de Sédhiou, notamment à Diannah Malary, le pompage est fait tous les jours pendant en moyenne 13 heures entre novembre et février (période de doux climat) et 17 heures/jour entre mars et juin (période chaude). Une fois le GMP mis en marche, l'eau arrive aux bananiers par ouverture des vannes des canaux secondaires dont les eaux ruissellent à travers toute la parcelle suivant le pendage et la lithologie. Le pompiste ne s'occupe pas cependant de l'arrosage direct des parcelles, il existe pour chaque bande de parcelles une équipe de 3 membres qui s'occupe de l'ouverture des vannes à l'arrivée de l'eau sur leur bande. Ces séances d'ouverture de vannes se font parfois de nuit, ce qui ne facilite pas la particiation de tous les arroseurs au risque d'être sanctionnés d'une amende de 2000 F CFA. Il revient aussi à chaque membre du GIE de veiller à l'aménagement de sa parcelle pour bien retenir la lame d'eau. Les parcelles mal entretenues voient leur eau ruisselée directement, surtout en cas d'un pendage très important.

Dans la zone de Tambacounda par contre, c'est à partir du fleuve Gambie que les producteurs approvisionnent en eau leurs périmètres, via un système d'irrigation sous pression (figure 8).

Figure 8: Plan d'irrigation du périmètre bananier de Nguène 2



Le GMP (photo 11), installé sur un radeau flottant sur le fleuve, est à la tête d'un réseau hiérarchisé de canalisations en tubes PVC (figure 7) : un tuyau de 200 mm de diamètre

partant du GMP, alimente un réseau de tuyaux de 160 mm de diamètre auxquels sont raccordés des tuyaux flexibles (30 mm diamètre) avec lesquels les producteurs irriguent leurs parcelles. Ces différents dispositifs forment chacun le socle principal de la production de banane en irrigué.

Planche 4: Les éléments du système d'irrigation au Sénégal oriental



Photo 11: GMP flottant sur fleuve

Source : S. Badji, Koar, juin 2013



Photo 12: Raccordement primaire

(Lescot et Pinon, 2002 : 24)



Photo 13: Tuyau d'arrosage

Source : S. Badji, Nguène, mai 2012

Contrairement aux périmères bananiers de Moyenne Casamance, ceux de la région de Tambacounda utilise un système d'irrigation sous pression avec tuyau d'arrosage. Il a l'avantage de perdre moins d'eau que l'irrigation gravitaire et cette dernière permet un meilleur gain de temps

Ainsi, comme le montre le tableau 12, l'arrosage s'effectue 6 jours sur 7 (le dimanche étant jour de repos) de novembre à juin) en raison de 6 h/jour. L'irrigation est suspendue pendant l'hivernage (juillet-octobre), sauf en cas de long épisode sec.

Tableau 12: Calendrier d'irrigation du périmètre de Nguène 2 au Sénégal oriental

Mois/jour		Du lundi au samedi	Dimanche
Juillet. – octobre			
Novembre-juin	**Matin**	7 h–11 h	
	Soir	16h–18h	
Source : enquêtes personnelles			

Ici aussi, il y a partout 2 à 3 pompistes qui s'occupent de la gestion des GMP, de leur mise en marche et de leur entretien. Recruté sur le même principe qu'en Moyenne Casamance, ils sont rémunérés d'un montant annuel de 500 000 F CFA à partager entre eux. Ce montant se justifie ici, selon l'ex président de Nguène 2, par entre autres, la lourdeur des travaux de déplacement du GMP sur le fleuve, surtout pendant la montée des eaux en hivernage. Dès que le pompage est entamé à partir de la source fluviale, l'eau arrive à la plante suivant par un système d'arrosage par des tuyaux flexibles branchés directement sur les tubes PVC secondaires et tenus en main par le producteur qui humecte directement le bananier (photo 13). Ce travail est souvent délicat et prend du temps, certains paient les services d'un arroseur à hauteur de 10 000 F CFA le mois.

Ces systèmes d'arrosage, ouverture de vanne en Moyenne Casamance et arrosage par raccords au Sénégal oriental, sont un des aspects fondamentaux de différenciation des systèmes d'irrigation des deux régions. Tous les deux systèmes sont des héritages du PPR et de l'OFADEC. Ayant très peu bénéficiés de modernisations, ces systèmes montrent chacun quelques insuffisances. Si l'irrigation par tuyau autorise moins de pertes hydriques, elle occupe cependant plus de temps de travail, que le système gravitaire qui prend moins de temps, mais engendre beaucoup de pertes d'eau.

2. Les bananiers et les pratiques locales de leur entretien

Il faut d'emblée noter qu'il est difficile de reconstituer un itinéraire technique clair et précis de l'activité bananière au près des paysans. En réalité, ces derniers n'appliquent pas, ou rarement du moins, de façon linéaire les opérations culturales, mais plutôt selon la disponibilité des intrants, du temps, des moyens financiers, etc. nécessaires à

la réalisation de chaque opération. Le matériel agricole utilisé est cependant de type rudimentaire : daba, coupe-coupe, hache, etc.

Dans les périmètres, les premières opérations d'une campagne de culture portent sur la préparation des parcelles et la plantation des premiers plants de bananiers. Ce travail s'effectue généralement à la fin de la campagne bananière, entre juillet et aout. Les *bananiculteurs* procèdent au planage des parcelles, à la trouaison, à l'enfouissement des matières sèches mélangées à du fumier, etc. Le planage, réalisé avec la daba, consiste à niveler le terrain par le binage de l'ensemble de la parcelle (Moyenne Casamance) ou tout autour de la plante (Sénégal oriental), afin d'harmoniser la distribution de l'eau. Ce planage est suivi d'un creusement des trous (photo 14) d'environ 0,60 à 1 m³ destinés à recevoir de nouveaux plants ou d'un menu aménagement autour de la plante, lorsqu'il s'agit d'un rejet ou d'une bouture. Ces trous et aménagements reçoivent ensuite de la fumure organique, notamment du compost (*nioloum* en Peulh) qui consiste en un mélange de bouses de vache et de matière végétale (paille, résidus de récoltes, etc.).



Ce trou est creusé pour abriter un nouveau plant de bananier. C'est une des opérations nécessaires à la culture du bananier. Cependant, en observant les producteurs, on se rend compte que les dimensions recommandées ne sont pas souvent respectées.

Source : S. Badji, Wassadou, juillet 2012

Photo 14: Trou destiné à un nouveau plant de bananier

S'agissant des bananiers, le matériel végétal utilisé est de type Cavendish avec des variétés Poyo (plus répandue dans la zone de Sédhiou), Grande Naine, Petite Naine, Robusta et Williams (qu'on rencontre souvent dans la zone de Tambacounda) (Sy, 2008 : 47). D'autres variétés comme la *Cochon* et la *Yangambie* sont cultivées sur de très faibles superficies pour l'autoconsommation.

Le système de plantation des bananiers pratiqué est celui conseillé lors de l'introduction de la culture irriguée de banane par le PPR et l'OFADEC, pour une densité de semis de 2.500 à 3.500 plants/ha. Les bananiers sont plantés en double rangée avec des écartements variables de 3 à 3,5 m[69] entre les rangées et 1,5 à 2,5 m entre les plants, sur une même rangée. Ces écartements permettent aux bananiers d'avoir une bonne aération et assez d'espace d'approvisionnement en matières nutritives.

Après aménagement et plantation, les producteurs apportent un grand intérêt à l'entretien de leurs bananiers. Cette attention est un résultat de l'encadrement de départ qui a beaucoup insisté sur cet aspect, et avec la pratique, les producteurs ont pris conscience, comme ils le disent, que « le bananier est comme un enfant ; il demande beaucoup d'attention et d'affection de la part du producteur, mais à l'âge de maturité, il sait être rentable »[70].

L'approvisionnement régulier et équilibré en eau est surveillé par les cultivateurs qui font ainsi du paillage (photo 15) pour conserver l'humidité du sol favorisée par les eaux de pluie et l'arrosage. Il est réalisé à partir du mois d'août avec de la paille, des tiges de mil et de sorgho, du foin, etc. La paille est soit fauchée dans les galeries forestières non loin des périmètres (Levrel, 2006), soit achetée à raison de 50 francs FCA la botte. Ensuite, la fertilisation est assurée par un apport d'engrais organiques (fumier) et chimiques (urée et NPK). La fumure organique (photo 16) est effectuée par épandage régulier de bouses de vache ou de moutons et les engrais chimiques sont épandus 2 fois pendant la saison de pluies.

L'œilletonnage qui consiste à choisir le meilleur rejet et éliminer les autres pour réduire la concurrence pour les nutriments du sol, demeure une opération précieuse dans le développement des bananiers. Il est fait au coupe-coupe et implique plusieurs passages, car le coupe-coupe ne supprime pas complètement les rejets. Dans le même but que l'œilletonnage, le sarclage et l'élagage des feuilles sèches et des fleurs s'exécutent respectivement avec la daba et à coup de coupe-coupe pour éviter la

[69] La distance qui leur a été recommandée par l'encadreur est de 3,5 m.
[70] Entretien avec M. Toumani DIBA, Président de la Fédération et membre du GIE de Malifara.

compétition entre le bananier et les autres herbes dans l'absorption des fertilisants. Ces opérations occupent les producteurs à partir du mois de novembre.

Planche 5: Les différentes opérations culturales du bananier



Photo 15: Bottes de paille destinées au paillage pour retenir l'humidité

Source : S. Badji, Nguène, juin 2012



Photo 16: Fumier pour les apports en matière organique

Source : S. Badji, Nguène, mars 2011



Photo 17: Matériel de traitement phyto-sanitaire dans le périmètre de SFD à Fourdou

Source : S. Badji, Fourdou, juin 2012



Photo 18: Tuteurage avec des piquets

Source : S. Badji, Diannah Malary, juin 2012

Ces images montrent les fifférentes opérations culturales nécessaires à l'entretien du bananier. Elles sont communes à tous les producteurs, même par endroit, on remarque des différence liées à la disponibilité des ressources (accès au fumier, aux bois, etc.).

La défense des bananiers s'opère par des traitements contre les nématodes par l'usage de nématicides, mais également contre la cercosporiose (particulièrement dans la région de Sédhiou) par une double pulvérisation (photo 18) de Sobiocuivre en janvier ou février. Dès que les bananiers portent des régimes, les producteurs procèdent au tuteurage (photo 17). Il consiste à mettre en place des de piquets qui soutiennent le bananier contre les effets dévastateurs des vents forts ou du simple poids des régimes. Ainsi, les forêts galeries sont mises à contribution pour ne pas éteindre la lueur d'espoir de vente que les régimes suscitent dans les cœurs des producteurs.

La récolte de banane intervient deux à trois mois après la sortie du régime, au huitième/neuvième mois de son cycle, quand les bananes ont atteint un assez bon niveau de maturité. Les producteurs reconnaissent cette maturité par la forme des bananes qui est anguleuse. A ce stade, elles sont transportables sur les marchés pour éviter les pourrissements (Van Ee, 1999), même si pour murir suffisamment, il leur faut un mois supplémentaire avec une forme arrondie. L'opération de récolte consiste à couper le bananier avec un coupe-coupe à une hauteur d'à peu près 75 cm de la terre et ensuite, à couper le régime du bananier.

3. Le bananier irrigué au sud du Sénégal : une culture risquée ?

« Le risque en agriculture »[71] est une question qui garde tout son sens quand on s'intéresse au processus de prise de décision et aux pratiques paysannes, il est une dimension importante de l'élaboration des systèmes productifs. L'évaluation de ce risque dans la culture irriguée de la banane implique d'abord qu'on le définisse tout d'abord. Reprenant Chaléard (1989 :475), « nous entendons par risque, le fait de s'exposer à un danger en espérant en tirer avantage ». A cet égard, « le planteur prend bien un risque en se lançant dans une culture, investissant du temps et quelquefois de l'argent dans sa conduite, mais espérant en retour en obtenir des revenus monétaires. L'importance du risque dépend d'une part de l'investissement engagé (en temps et argent), d'autre part du revenu escompté qui lui-même est lié à trois facteurs : le volume de la production, le niveau des prix, la possibilité d'écoulement de la récolte. Par rapport à l'agriculture vivrière d'autosubsistance, le risque en agriculture commerciale présente des aspects nouveaux, puisqu'aux risques liés aux conditions

[71] Intitulé de l'ouvrage collectif publié aux éditions ORSTOM en 1989 sous la direction de Michel Eldin et Pierre Milleville.

naturelles et faisant fluctuer les productions s'ajoutent les risques liés aux contraintes économiques (coûts des intrants, état du marché). Tous ces éléments varient fortement d'une spéculation à l'autre » (Chaléard, 1989 : 475).

Le risque en agriculture est donc lié aux probabilités de gain et de perte par rapport aux investissements engagés. Dans ce sous-point de notre étude, nous choisissons d'évaluer ce risque dans la culture irriguée de la banane au sud du Sénégal en comparant les investissements financiers des producteurs aux rendements bananiers et à l'évolution de leurs productions. Dans cette culture, le risque semble plus grand puisque c'est une culture marchande qui se pratique sous forme irriguée, donc l'investissement financier est très important : « investir pour aménager et s'équiper, puis acheter les intrants, le plus souvent à crédit. Tout incident en cours de campagne agricole qui se traduit par une chute de rendement porte atteinte aux ressources de l'unité de production. En outre, il aura pour conséquence l'endettement, qui pourra conduire à la confiscation de la parcelle ou des équipements » (Léricollais et Sarr, 1995 : 8-9).

Dans le sud du Sénégal, les producteurs de bananes investissent beaucoup de fonds dans la production, avec une part importante pour l'irrigation (tableau 13).

Tableau 13 : Coût de production d'une parcelle moyenne de 0,25 ha appartenant à un homme au GIE de Nguène 2

Catégorie	**Quantité**	**Prix unitaire (F CFA)**	**Coût (F CFA)**
Arrosage	1 ouvrier/mois	10 000 X 8	80 000
Fumier	Charge de 5 tonnes	60 000	120 000
Paille	400 bottes	50	20 000
Transport paille	400 bottes	25	10 000
Main-d'œuvre pour trouaison	100 trous	100	10 000
Tuteurs (avec transport)	80 piquets	75	6000
Cotisation au GIE	1 versement	220 000	220 000
Cotisation fédération	1 versement	40 000	40 000
		Coût total de production	**506 000**

Source : enquêtes personnelles

Pour l'exploitation de ¼ d'hectare, cet exploitant du Sénégal oriental a investi plus de 500 000 F CFA, soit 2 million F CFA ramené à l'hectare. On remarque que l'achat de fumier figure parmi les dépenses les plus importantes. L'importance du fumier dans cet exemple du GIE Nguène 2, tient à l'expérimentation d'une culture de banane avec une utilisation moindre de produits chimiques. Ainsi, le fumier qui est acheté auprès des éleveurs de la zone et dont la dose recommandée à l'hectare est 60 tonnes (Lassoudière, 2012) par an, constitue un poste de dépense assez élevé alors que les quantités apportées (40 T/ha) sont inférieures à la dose recommandée.

Il peut cependant y avoir quelques différences en fonction du type de parcelle. Les femmes dont les parcelles font la moitié de celles des hommes, soit 0,125 ha ne consomment pas un budget de production de moitié moins élevé que celui des hommes. En effet, pour certains postes correspondant à des opérations pénibles comme, le dessouchage, la trouaison, elles engagent plus de dépenses que les hommes, notamment en main-d'œuvre salariée. Une femme avait annoncé lors de nos enquêtes avoir dépensé plus de 300 000 francs CFA, mais en réalité, elle avait inclus dans ce montant des réparations de son réseau de tuyaux d'arrosage chiffrées à 60 000 francs CFA.

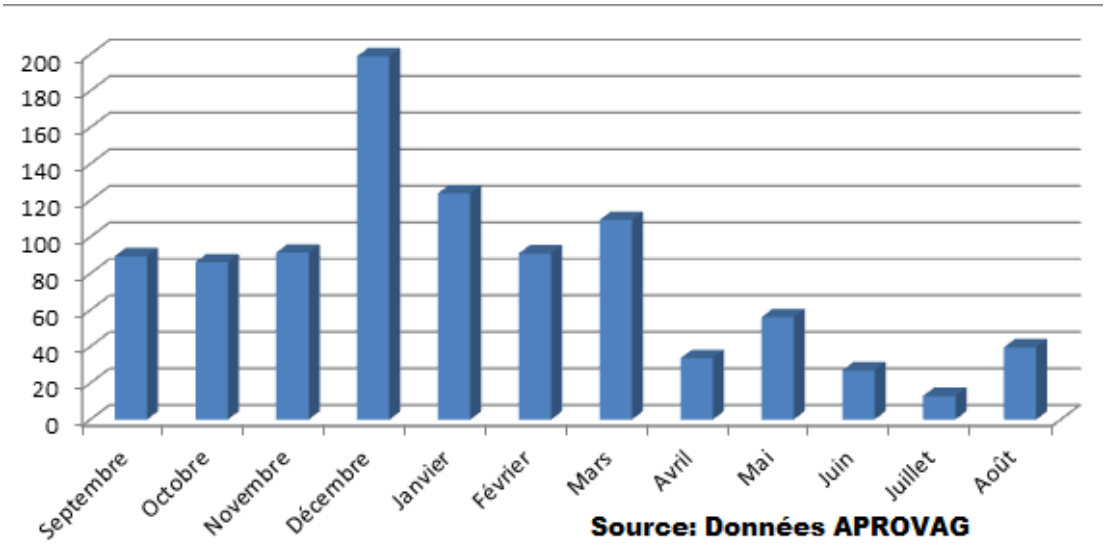
Les coûts de production varient selon que l'on se trouve dans la zone de Sédhiou ou celle de Tambacounda. A Sédhiou, les producteurs investissent plus dans l'irrigation qu'au Sénégal oriental parce que l'exhaure à partir des forages est plus exigeant en gasoil, en plus le coût de l'emballage de leur carton est plus cher. En guise d'exemple, le GIE de Diannah Malary avait investi en 2012 plus de 14 millions de francs CFA en carburant pour 154 parcelles, soit 900 000 F CFA à l'hectare. Près de 10 millions de francs CFA pour les cartons d'emballage et le scotch, soit 600 000 F CFA à l'hectare. Ces deux postes représentent, près de 40 % des coûts de production du GIE.

Ainsi, il faut dire que l'irrigation, par ses besoins en gasoil, demande des efforts financiers conséquents de la part des producteurs. Ce poste de dépenses est le plus couteux dans tous les budgets des GIE producteurs de banane du sud du Sénégal. Mais, notons que les dépenses de gasoil sont plus élevées dans les périmètres de la région de Sédhiou que dans ceux de la zone de Tambacounda : par exemple, le GIE Soutoura de Diannah Malary investit plus de 40% de son budget de production dans ce domaine, alors que Nguène 2 dépense environ 20% à cet effet.

Malgré ces coûts, les rendements de la banane locale ne sont pas encore à leur maximum, avec une moyenne oscillant globalement autour de 30 tonnes à l'hectare pour un potentiel de 40 tonnes à l'hectare (UNAFIBS, 2003). On peut cependant noter quelques différences à ce niveau entre les zones de production. Au Sénégal oriental où les périmètres se situent à proximité du fleuve Gambie, les rendements sont plus élevés parce que les sols sont à dominante argileuse avec une plus grande capacité de rétention d'eau. En Moyenne Casamance, les périmètres sont éloignés du fleuve Casamance dont les sols de vallée sont halomorphes. Les rendements sont également, très variables d'un producteur à l'autre à cause de l'inégalité des soins apportés à la culture et c'est un facteur important. En fait, sur le terrain, dans le même périmètre, les parcelles diffèrent par les quantités de fumier apportées, le paillage, le type de sol, etc. Ces facteurs jouent énormément sur la qualité de la banane. Dans l'ensemble, « les grands écarts sont imputables à la qualité du sol, la quantité de l'eau d'irrigation disponible tout au long de l'année, la gamme variétale (clones), les pratiques culturales (trouaison, apport de matière organique, paillage, fertilisation chimique principalement) » (Lescot et Pinon, 2002 : 24).

La variabilité de la productivité peut aussi s'observer le long de la campagne agricole et il est facile de reconnaître le caractère saisonnier de la production de banane dans le sud du Sénégal (figure 9).

Figure 9: Evolution mensuelle de la production de banane du GIE de Nguène 2 pendant la campagne 2013-2014



L'analyse des productions mensuelles du GIE Nguène 2 révèle une forte saisonnalité de la production qui est imputable à la longue saison sèche, qui représente une grande limite pour la culture irriguée de la banane dans cette zone soudanienne. Il faut aussi noter qu'avec la surexploitation des GMP, qui sont parfois vétustes dans certains GIE, le rythme d'irrigation est souvent rompu par des pannes répétitives de ces GMP.

En outre, les risques de pertes sont accrus par le développement de certaines maladies virales comme la cercosporiose, surtout dans la région de Sédhiou. Cette maladie qui existe en zones intertropicales, se présente sous deux formes : la Sigatoka (cercosporiose jaune) et la maladie des raies noires (cercosporiose noire) (Lassoudière, 2007). Des symptômes de cercosporiose ont été observés dans beaucoup de plantations en Moyenne Casamance avec des tirets jaunes sur les feuilles, des taches noires sur les fruits, etc. (Badiane, 2006). A Mangaroungou, où les productions ont connu une chute continue depuis 2006 jusqu'à atteindre des rendements de moins de 10 t/an, elle serait à l'origine des dégâts.

Comparer les coûts de production nécessaires aux faibles rendements, à la saisonnalité des productions et à sévérité de la cercosporiose dans certains GIE, permet d'affirmer que la culture irriguée de la banane est très risquée. Mais en analysant plus tard les systèmes de commercialisation de la banane locale, on verra de plus près les stratégies collectives des producteurs pour faire face à ces risques multiples et rentabiliser leur activité marchande.

CHAPITRE 5 : LES MARCHES DE LA BANANE LOCALE DU SENEGAL : DES FLUX, DES LIEUX ET DES LIENS

En Afrique occidentale, les exploitations paysannes ont connu de très profondes transformations, passant d'une agriculture fondamentalement vivrière à une agriculture alliant autoconsommation et commercialisation, et accordant une place de plus en plus grande aux échanges. Dans la plupart des situations les échanges portent sur les surplus des productions vivrières (mil, igname) ou sur les produits commerciaux introduits pendant l'époque coloniale (arachide, coton, café, cacao). Pourtant, au Sénégal la banane irriguée de type dessert, est une culture non coloniale « systématiquement orientées vers l'exportation et pour lesquelles la part réservée à la consommation locale est relativement faible » (Seck et Mondjannagni, 1975 : 73). Elle constitue un facteur de dynamisme commercial pour les exploitations familiales locales. La commercialisation représenterait environ 75 % de la production, l'autoconsommation 5 % et les pertes 20 % (Veco-Sénégal, 2008).

Nous nous intéressons dans ce chapitre, à la mise en marché de ce produit à travers l'analyse de ses flux, des lieux concernés et des liens que son commerce tisse entre acteurs, entre lieux, mais aussi entre acteurs et lieux. Ainsi, nous analyserons d'abord les stratégies commerciales des producteurs, établirons ensuite une typologie des marchés de ces bananes locales et étudierons enfin les difficultés de commercialisation des producteurs.

I. Les stratégies marchandes paysannes dans la culture irriguée de la banane

1. Les stratégies locales de l'approvisionnement des points de vente

La commercialisation demeure naturellement une des dimensions les plus importantes de l'activité de culture irriguée de la banane dans le sud du Sénégal. Pour les producteurs, il s'agit d'approvisionner les points de vente pouvant se situer très loin et où le produit pourra rencontrer son consommateur. Dans ce cadre, les producteurs ont nommés des responsables commerciaux dans les GIE communautaires et les structures faitières, alors que chez les privés c'est bien souvent le promoteur qui se

charge lui-même de la commercialisation. Ces « commercialistes »[72] jouent un rôle très important dans le système de vente des bananes ; ils sont les principaux interlocuteurs des commerçants. Chez les organisations de producteurs comme chez les privés, nous avons deux stratégies différentes de mise en vente, selon les zones de production, le type d'exploitation (privé ou communautaire), mais aussi, la structure faitière d'affiliation. Il y a la commercialisation « directe » dans laquelle le GIE fournit directement au commerçant-acheteur et la commercialisation « indirecte » dans laquelle le GIE approvisionne le commerçant-acheteur par l'intermédiaire de la fédération.

La commercialisation « directe » lie directement les producteurs aux acheteurs de la banane et concerne très souvent des producteurs privés et communautaires non affiliés aux structures faitières de niveau régional, ou affiliés à des fédérations qui ne s'occupent pas de commercialisation comme la Fédération de Groupements Autonomes des Producteurs (FEGAP). Dans cette forme de commercialisation, les GIE producteurs négocient directement avec les repreneurs des produits qui peuvent être des commerçants de tous ordres : grossistes, demi-grossistes, détaillants, etc. Chaque GIE ou privé dispose d'un responsable commercial qui est chargé de recevoir les commandes de bananes et d'organiser les approvisionnements : soit le commerçant vient prendre son produit avec un camion transporteur, soit c'est le GIE qui le lui fait parvenir moyennant le prix du transport. Parmi les producteurs privés, certains ont leurs propres chambres froides dans les marchés, à partir desquels ils vendent en gros. Le GIE Yellitare de Mamadou Omar Sall (Tambacounda) dispose de points de vente dotés de chambres froides dans toutes les grandes villes du pays.

La commercialisation « indirecte » est la forme la plus ancienne et la plus répandue dans les zones de production de bananes. Elle remonte à l'époque du PPR et de l'OFADEC qui avaient organisé les coopératives (devenues des GIE) dans des organisations fédératives de niveau régional, pour répondre aux besoins de commercialisation. La commercialisation groupée semblait plus judicieuse, en ce sens qu'elle rendait les producteurs moins vulnérables face à des commerçants plus habiles dans le marché. Pour l'OFADEC, tout comme pour le PPR, ce contrôle du processus de commercialisation permettait le recouvrement à 100% des prêts contractés par les

[72] C'est le nom qui est attribué aux responsables commerciaux des GIE producteurs dans la filière banane au Sénégal.

producteurs de banane pour l'irrigation et d'autres opérations. Ainsi, le PPR et l'OFADEC se chargeaient de trouver des repreneurs pour les bananes auprès de commerçants agréés par le ministère du commerce intérieur, appelés *quotataires*[73]. Ils procédaient ensuite à l'organisation des récoltes dans les périmètres, avec la collaboration des producteurs. Cette commercialisation collective s'effectuait depuis la fin des années 1960 dans la région de Sédhiou par l'intermédiaire de l'ONCAD (Plaud, 1972 : 2).

Aujourd'hui, cette forme de commercialisation « indirecte » est encore largement pratiquée. Elle est organisée par les structures fédératives en remplacement des anciennes structures d'encadrement. Cette médiation commerciale est certes une des missions de ces structures, mais elle peut être rémunérée pour certaines organisations comme l'APROVAG qui retient à son compte entre 10 et 20 F CFA sur chaque kg de bananes vendu. D'une façon générale, les fédérations sont dotées dans ce sens, d'agents commerciaux chargés de rechercher des débouchés, de réceptionner les commandes, d'organiser la récolte des bananes dans les périmètres et l'approvisionnement des commerçants. Selon la fédération, ces agents peuvent être proches des producteurs comme ceux de l'APROVAG qui sont à Tambacounda, ou bien s'en éloigner comme ceux du Niani qui se sont implantés à Dakar, en zone de commercialisation (voir encadré 10)[74].

Encadré 10: Histoire de la mise en place de la « Cellule commerciale» du Niani

La commercialisation de la banane de Sédhiou à Dakar est sous la responsabilité de la Cellule commerciale du Niani qui y a son siège. Cette cellule joue le rôle de point de connexion entre les territoires de production de banane et les espaces de sa commercialisation. Ce fait nous amène à dire qu'elle est un « pont » reliant bananiculteurs et marchés.

Dans les premières années de production, avant 1990, ce sont les producteurs eux-mêmes qui commercialisaient la banane. M. Bodian, encadreur des cultivateurs à

[73] Cette expression définit les commerçants agréés par le ministère du commerce intérieur et qui sont attributaires de quotas d'importation et de commercialisation d'un certain nombre de produits agricoles.
[74] Cette différence d'implantation est héritée du système de commercialisation adopté à l'époque des structures promotrices : le PPR et l'OFADEC ont choisi respectivement Dakar et Tambacounda parce que c'était leurs principaux points de vente au début.

l'époque, s'accompagnait de 2 à 3 présidents de GIE pour expédier les bananes à Dakar. Ils fournissaient le produit aux commerçants et revenaient à Sédhiou faire la situation des placements. Quinze jours plus tard, ils repartaient pour encaisser l'argent pour faire à leur retour la situation des ventes en réunion fédérale. Cette pratique était exténuante et loin d'être sécurisante.

La prise de conscience de cette situation a conduit la fédération du Niani à faire appel en 1992 aux anciens agents commerciaux du « défunt » Projet bananier de Bakounding. Cette Cellule est composée actuellement de deux agents, basés à Dakar. Ces derniers sont responsables de la négociation des prix de vente avec les revendeurs. De Dakar, ils organisent les commandes auprès des producteurs par l'évaluation du poids de bananes pouvant être vendues. Ces agents commerciaux approvisionnent les revendeurs, et encaissent quinze jours plus tard auprès de ces commerçants, l'argent de la banane. Après encaissement, l'argent est versé dans les comptes bancaires des GIE de la fédération Niani, logés à la C.N.C.A.S. de Sédhiou.

Depuis 2011 le prix de la banane dite classique est de 175 F CFA pour les achats bord-champs. Cependant pour les ventes faites hors des champs dans la zone de Tambacounda, le prix est de 170 F CFA pour la banane classique et de 180 à 190 F CFA pour la banane bio (de l'APROVAG). Dans la zone de Sédhiou, les bananes vendues aux commerçants de Dakar s'échangent contre 225 F CFA le kg depuis 2011[75]. La différence notée à ce niveau répond justement au fait que dans cette zone le coût du transport des bananes fournies aux grossistes de Dakar, est supporté par le GIE, en plus du coût de l'emballage des produits dans des cartons.

2. Les commerçants-collecteurs : des réseaux hérités aux recompositions récentes

Les stratégies de commercialisation de la banane du sud du Sénégal ont connu de profonds changements des années 1970 à nos jours, en épousant les contours de l'évolution globale de l'économie nationale. Au départ, il y avait un système encadré et homogène, mais aujourd'hui il s'est libéralisé. Il est devenu plus hétérogène sous

[75] « Le prix, longtemps maintenu à 215 francs le kilogramme a dû être revu à la hausse pour suivre, selon les producteurs, l'augmentation depuis la crise alimentaire de 2008, du prix des denrées de première nécessité » (Badji et Seck, 2012 : 286).

l'influence des politiques de libéralisation de l'économie nationale et de l'arrivée de nouveaux acteurs. Comme nous l'avons déjà vu, dans les décennies 1970 et 1980, le commerce de la banane était contrôlé par les structures d'encadrement qui ne fournissait les produits qu'à des commerçants agréés par l'Etat. Cependant, avec la reprise du contrôle des projets bananiers par les producteurs au milieu des années 1980 dans le cadre d'une autogestion paysanne, les nouveaux producteurs et marchands de banane du sud du Sénégal ont élargi le choix des commerçants-collecteurs de leur produit.

Ainsi, nous avons d'une part, le système des ventes faites aux grossistes, souvent installés à Dakar, qui est un héritage commercial du PPR et de l'OFADEC. Quand ces organismes d'encadrement de la culture irriguée de banane se sont retirés dans le contexte de libéralisation et de privatisation de la production, les fédérations d'échelle régionale qui les ont remplacés, ont du même coup repris et adapté les anciens réseaux de commercialisation à leur nouveau contexte. Ils ont ainsi organisé leurs ventes en s'appuyant sur les réseaux de collecte préexistants composés souvent de gros commerçants grossistes des grandes villes. Cette catégorie de commerçants dispose d'importants moyens financiers accumulés depuis longtemps. En fait, avec le soutien de l'Etat, ils sont entrés dans les réseaux de la traite de l'arachide pendant la colonisation, le commerce de produits importés comme le riz, l'investissement dans d'autres activités (immobilier, transport, etc.), etc. Cependant c'est surtout, leur ancrage dans la production et la distribution de produits agricoles, qui les avantage dans le commerce de produits alimentaires (Amin, 1969 et Grégoire, 1995). Maitrisant les réseaux de la distribution alimentaire en ville, c'est donc tout naturellement que ces grossistes constituent les principaux collecteurs de la banane locale produite au sud du Sénégal. Même les producteurs privés nouvellement arrivés, dont beaucoup ont fait fortune dans le grand commerce, choisissent de fournir leurs produits en grande partie à cette catégorie de commerçant. Les grossistes ont donc profité de leur solvabilité, de leur pouvoir de vente mais aussi, de l'ancienneté de leurs relations avec les acteurs de la filière.

On rencontre par ailleurs parmi les collecteurs, une autre catégorie de commerçants appelés *banabanas* au Sénégal. Il s'agit de vendeurs ambulants non enregistrés au fisc et s'activant dans l'achat et la revente de divers produits (forestiers, agricoles, halieutiques, manufacturés, etc.). Ils appartiennent donc à ce secteur du commerce dit

« informel » dont l'importance dans l'économie des échanges, se fait de plus en plus grande en Afrique occidentale et dans presque toutes les filières (Trani, 2006 ; Colin de Verdière et al, 2009).

Quoique faisant l'objet de compréhensions diverses et complexes (Sagna, 2013 ; Hitimana et al, 2011 ; Colin de Verdière et al, 2009), l'économie informelle peut se définir comme un « ensemble d'unités produisant des biens et des services en vue de créer des emplois et des revenus. Elle concerne tous les secteurs de l'économie (primaire, secondaire et tertiaire). Dans la pratique, l'économie informelle est définie par défaut comme toute activité qui ne satisfait pas aux obligations d'enregistrement, de tenue de comptabilité et de fiscalité » (Hitimana et al, 2011 : 8). Malgré les nombreuses critiques, l'économie informelle, appelée aussi économie populaire, garde une place importante dans l'économie mondiale, avec une contribution d'environ 55 % du PIB de l'Afrique au sud du Sahara, dépassant les 70 % au Bénin et au Togo (OCDE, 2008). Dans l'économie sénégalaise, le secteur informel participe à hauteur de 60 % dans la formation du PIB (Sagna, 2013). Il est également le principal pourvoyeur d'emplois avec plus de la moitié de la population active sénégalaise et le seul secteur informel non-agricole[76] occupe en 2011 près 50 % du total des actifs (ANSD, 2013 : 9). Comme l'écrit Olivier Sagna (2013 : 154), « compte tenu de l'importance du secteur informel en termes d'emplois et de contribution à l'économie, c'est plutôt le secteur formel qui serait marginal ».

Cette économie informelle est d'un âge séculaire, si l'on se remet à la précédente définition, parce qu'il faut reconnaitre l'existence, à l'époque précoloniale, d'unités économiques non déclarées et ne satisfaisant pas aux obligations de redevances. Mais, son véritable développement contemporain en Afrique, et particulièrement au Sénégal, est consécutif à la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel (Diouf, 1992 : 73) avec «l'aggravation de la situation économique dans le courant de la décennie 80, le renforcement de ce qu'il est convenu d'appeler la crise urbaine […]. Les « déflatés » ou « conjoncturés »[77] ont gonflé les effectifs du secteur informel, et singulièrement les effectifs des vendeurs et artisans sur les marchés » (Paulais, 1998 :

[76] Par secteur informel non-agricole, il faut comprendre selon l'Agence National de la Statistique et de la Démographie, le secteur informel sans l'agriculture, l'élevage, la pêche et la chasse.

[77] Selon Thierry Paulais (1998 : 35), « ces deux savoureuses expressions désignent, dans les pays d'Afrique francophone, les licenciés des entreprises nationales et de la fonction publique du fait des plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale ».

35). L'économie populaire traduit ainsi un mode de vie, voire de survie, donc une stratégie « de résilience de sociétés à faible productivité face aux chocs extérieurs » (OCDE, 2008 : 169) et, au Sénégal comme partout ailleurs en Afrique, c'est le commerce qui en est le principal domaine d'activités.

La filière banane locale n'est pas restée en dehors de cette dynamique globale de développement du commerce informel, née du retrait de l'Etat et de la libéralisation de la production et de la distribution dans le domaine de l'agriculture. En effet, après le départ de l'Etat et des structures d'encadrement de la production de banane irriguée, les producteurs ont progressivement ouvert la collecte de leurs produits à de nouveaux acteurs, au-delà des réseaux hérités des grossistes. Ces nouveaux acteurs forment une seconde génération de collecteurs de la banane locale au sud du Sénégal et proposent ainsi de nouvelles possibilités de vente. Ils viennent de « partout », des villes et des campagnes, proches et lointaines, voire de pays voisins comme la Gambie, avec des pouvoirs d'achats très variables. Ils présentent une grande mobilité, allant de plantation en plantation, de marché en marché, « ce que permettent désormais le développement du réseau routier et l'usage du camion » (Amin, 1969 : 36).

La gestion de cette forme de vente présente quelques différences dans notre zone d'étude : l'APROVAG centralise les commandes des banabanas tout comme celles des grossistes, alors que pour le Niani et les privés, c'est auprès des GIE que les commandes des commerçants informels se passent. Et chez les GIE de Niani, l'argent de ces ventes est directement versé au producteur sans attendre le partage de fin de campagne.

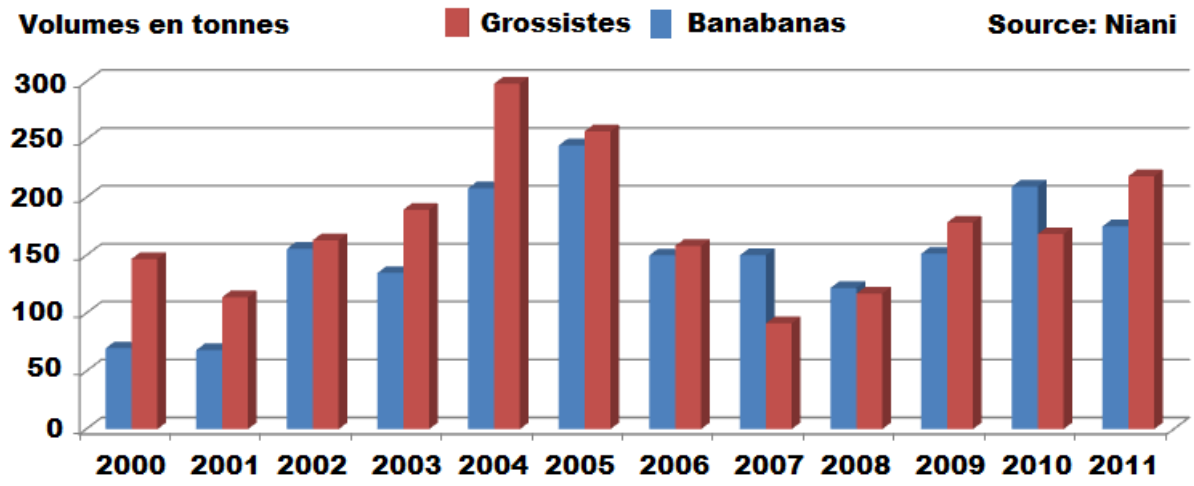
Si les commerçants informels ont quasiment investi toutes les filières agricoles (Duteurtre et al, 2010), leur présence dans le secteur de la collecte de la banane locale entre dans un premier temps dans le cadre d'une stratégie paysanne de survie dans un marché peu maitrisé et aux rouages complexes. Ce type de vente répond d'abord à un impératif de lutte contre la multiplication des « bons impayés »[78] des grossistes. Ensuite, pour Niani qui s'occupe de la livraison des bananes aux grossistes, les « ventes parallèles » (faites par les GIE en dehors du cadre de la fédération) tel qu'on les nomme en Moyenne Casamance, évitent d'une part, des charges supplémentaires dans la mesure où, les banabanas prennent sur eux le coût de transport de leur produit. D'autre

[78] Ce sont des commandes passées par des grossistes et dont les producteurs n'encaissent pas l'argent. Nous étudierons ce phénomène plus tard.

part, ces ventes parallèles permettent aux producteurs des GIE de Niani de disposer rapidement et sur place du produit de leurs ventes. Ce faisant, la diminution des « bons impayés » et des dépenses post-culturales ainsi que la disponibilité rapide du revenu, font du commerce informel une stratégie de gestion du risque agricole (Badji, 2009 ; Badji et Seck, 2012).

Interdites au début, puis objet de discussions internes, ce n'est qu'en 1999 que les ventes parallèles ont été autorisées au sein de Niani sous la forte pression des producteurs qui y voyaient la réponse aux nombreux reliquats et à la longue attente du partage final. Depuis lors, cette activité a pris au périmètre de Diannah Malary, une importance grandissante depuis le début des années 2000. Les quantités de bananes vendues augmentent de plus en plus et tendent à concurrencer les ventes faites aux grossistes (figure 10).

Figure 10: Quantités de bananes collectées par les grossistes et les banabanas au périmètre de Diannah Malary de 2000 à 2011



Jusqu'en 2004, les quantités vendues aux grossistes étaient largement supérieures à celles commercialisées bord-champs, sauf en 2002 (figure 10). A partir de 2005, les écarts se réduisent et même certaines années, comme en 2007, 2008 et 2010, le tonnage des ventes parallèles dépasse celui des grossistes.

3. L'organisation de la coupe des bananes et de leur affrètement vers les marchés

Entre les plantations et les marchés, il existe deux étapes non négligeables que sont la coupe et le transport des produits. Nous les analyserons en explicitant les pratiques et l'ambiance qui les rythment. Les pratiques ne sont pas si différentes d'une zone à une autre, même si nous en ferons cas chaque fois au besoin. Ainsi, disons que le système adopté depuis le début des projets bananiers est celui de l'évaluation des prévisions de vente soit dès réception des commandes émanant des commerçants collecteurs, soit pour les alerter. Il s'agit en fait d'évaluer les quantités de bananes commercialisables, c'est-à-dire celles ayant atteint l'état de la maturité (entre 9 et 10 mois selon la variété). Par des consultations régulières à l'intérieur des groupements et des fédérations, chaque producteur détermine le nombre de régimes de bananes en maturité. Sur une estimation de 17 à 18 kg/régime, le poids à vendre est évalué et, quand ces estimations atteignent les 10 tonnes correspondant au chargement d'un camion de transport, le GIE ou la fédération s'organise avec les agents commerciaux pour fixer un jour de coupe.

Le jour-J[79], les producteurs récoltent les bananes et les emmènent soigneusement vers le hall de pesage où le bureau du GIE se charge de la pesée et de l'organisation de l'expédition des bananes avec les collecteurs. Ce hall est partout dans le sud aménagé à côté du magasin du périmètre sous forme d'un vaste espace (200 m² environ) équipé d'une bascule pour le pesage, de table occupée par le commis peseur du GIE, d'un espace de conditionnement, etc.

Des parcelles de bananiers au hangar de pesage, les producteurs transportent les régimes de bananes (planche 6) par portage (photo 19), à vélo (photo 20) ou au moyen de leurs charrettes (photo 21) ; à chacun son moyen de transport. Ce système de transport des bananes rudimentaire difficile et présente beaucoup de risques de fissure et d'égratignure auxquels la banane n'échappe souvent pas, ce qui joue sur sa qualité.

[79] Chaque GIE a un jour précis de la semaine pour la coupe des bananes et ce jour-là est souvent choisi depuis la mise en place du périmètre, ce n'est qu'exceptionnellement qu'il change.

Planche 6: Le transport des bananes des parcelles vers le hall de pesage



Photo 19: Par portage

Source : S. Badji, Koulary, juin 2013



Photo 20: A vélo



Photo 21: En charrette

Source photo 20 et 21 : S. Badji, Diannah Malary, mai 2013

Après transport des régimes jusqu'au hall, le bureau du GIE organise les pesages des quantités à vendre par producteurs (photo 22). Les régimes de bananes sont contrôlés par un comité de tri qui détermine les bananes de premier choix, celles en parfait état et celles appelées «déchet » (avec quelque exagération), avant d'être pesés à la bascule, sous les regards du commis-peseur et de certains membres du bureau.

Photo 22: Pesage des bananes au niveau du hall de Diannah Malary



Source : S. Badji, Diannah Malary, aout 2013

Seule la banane dite de premier choix est autorisée par le GIE à être vendue aux grossistes. Le commis et le Secrétaire Général du GIE se chargent de reporter les poids

sur leurs registres et sur le carnet de chaque producteur, ce qui servira plus tard à déterminer le poids net commercialisé par le GIE et pour chaque membre.

Pour l'emballage, les bananes se présentent sous diverses formes : emballées dans des cartons d'environ 20 kg (photos 23 et 24) et dans des sacs en plastique (photo 25) ou embarquées en vrac dans les camions (photo 26). Les bananes en cartons sont destinées aux grossistes, alors que celles dans des emballages plastiques ou en vrac sont pour les banabanas et quelques commerçants grossistes. On notera que « que l'utilisation des emballages en carton, innovation introduite par le PPBS[80], a longtemps été au Sénégal une spécificité des producteurs de bananes de Sédhiou et ce n'est que tout récemment qu'elle a été adoptée par les producteurs de Tambacounda » (Badji et Seck, 2012 : 286).

Planche 7: L'emballage de la banane de Moyenne Casamance et du Sénégal oriental



Photo 23: Emballage cartonné de bananes en Moyenne Casamance



Photo 24: Emballage cartonné de bananes au Sénégal oriental



Photo 25: Emballage en sacs plastiques de bananes (Sénégal oriental) (Ndiaye, 2008)



Photo 26: Transport des bananes en vrac (Sénégal oriental)

[80] Projet Petits Périmètres Bananiers de Sédhiou, volet « banane Casamance » du PPR.

La banane de premier choix est collectée à des prix variant entre 170 et 175 F CFA/kg bord-champs et 220 – 225 F CFA/kg pour Dakar auprès des GIE de Moyenne Casamance et 180 - 190 F CFA/kg au Sénégal oriental. Pour les « déchets », les prix sont assez variables : ils sont négociés de gré à gré et varient entre 50 et 100 francs le kg, le régime entier (17-18 kg) s'échangeant parfois à moins de 1000 francs. La fluctuation des prix est fonction de la qualité du produit, de la saison, de la situation économique du paysan, des affinités producteur-collecteur, etc. Dans le commerce de ces « déchets », beaucoup de producteurs favorisent les banabanas avec lesquels ils ont des affinités ou des liens de parenté. L'espace social se superpose ainsi à l'espace économique, comme dans les Iles Loyauté en Nouvelle-Calédonie où, « jouer sur le lien de parenté, sur ''la coutume'', pour éviter de payer un produit ou un travail est une tactique plutôt courante dans la vie maréenne » (Fougère, 1997 : 232). Ici le lien social est activé pour favoriser l'écoulement des bananes de « second choix ».

Pour transporter la banane vers les marchés situés en dehors des régions de production (Tambacounda et Sédhiou), les collecteurs se déplacent jusqu'en zone de production à bord de camions personnels ou loués, ou bien les agents commerciaux des GIE producteurs en louent pour les collecteurs aux frais de ces derniers, ou bien encore les fédérations et les GIE prennent en charge le coût de l'affrètement pour l'ajouter au prix de livraison du produit (Niani par exemple). Les camionneurs engagés sont souvent des transporteurs locaux, et leurs prix varient en fonction de la zone de production et des destinations. Dans la zone de Sédhiou, le prix oscille entre 200 000 et 225 000 F CFA pour un chargement de 10 à 11 tonnes, soit environ 460 cartons de bananes. Dans la zone de Tambacounda, les services d'un camion se négocient : à 17 500 F CFA la tonne pour des trajets allant jusqu'à Kaolack ou en Gambie ; à 20 000 F CFA au-delà de Kaolack jusqu'à Dakar. En cours de route, le chauffeur se charge de payer les différentes taxes à la sortie de la région de production, à la traversée de la République de Gambie, au poste de perception appelé *Diouti* de Bargny (entrée de Dakar) où la taxe s'élève à mille francs CFA la tonne. Une fois à Dakar, les collecteurs et la Cellule commerciale du Niani qui s'occupent de ses affrètements, recrutent des manutentionnaires pour décharger à raison de 1000 F CFA la tonne.

Le transport des bananes de collecteurs portant sur des quantités de moins d'une tonne et pour des marchés situés à l'intérieur des régions méridionales du pays, se fait par des charrettes jusqu'aux grands axes routiers au prix de 100 francs CFA le sac d'environ

70 kg. A partir de là, les propriétaires – des banabanas souvent – acheminent leurs collectes par les transports en commun (minicars, bus, etc.) moyennant 200 à 300 F CFA le sac.

Cette activité de collecte des bananes s'opérant au départ des périmètres bananiers, cache une autre facette de la vie des bananeraies des régions sud du Sénégal pendant les jours de coupe (encadré 11).

Encadré 11: Jour de coupe : le périmètre bananier, une confluence commerciale…

D'une plantation de bananiers vivant habituellement au rythme des opérations d'irrigation et d'œilletonnage, on passe à un carrefour de fortune aux élans de marché hebdomadaire grouillant de monde où le commerce va bon train. La bananeraie devient la croisée des chemins de différents acteurs : *bananiculteurs*, banabanas*,* transporteurs, vendeuses de beignets, marchands ambulants de tout genre, etc. C'est *kountouro* ou la coupe en langue manding. A Diannah Malary, ce jour correspond à un lundi.

Le jour de coupe à Diannah Malary est un jour qui fait de la bananeraie un point de rencontre et recompose en ce jour les pratiques spatiales des populations. Les producteurs récoltent et emballent les bananes, le commis peseur pèsent à la bascule et prend notes, des « apprentis chauffeurs » chargent leur camion, des collecteurs font et défont leurs sacs, des charretiers transportent vers la route principale. A côté de ce rituel post-récolte de la banane, se développe une autre vie de marché rythmée par des vendeurs de tout genre (photos 27 et 28) (petit-déjeuner, denrées alimentaires, produits de contrebande, beignets, jus de de fruits locaux, etc.), par des badauds, des *talibés* ou des mendiants en quête de bananes, en ce jour de coupe.

Planche 8 : Le petit commerce pendant les jours de coupe dans les bananeraies



Source : S. Badji, Mangaroungou, mai 2013

Photo 27: Vendeuse de petit-déjeuner



Source : S. Badji, Diannah Malary, 2008

Photo 28: Petit commerce de détails

II. Une forte polarisation des échanges de banane locale par Dakar et les villes du centre-ouest du Sénégal

1. Le marché urbain de l'ouest et du centre-ouest sénégalais : concentration démographique et nouvelles tendances alimentaires

Le développement d'une production bananière marchande dans les campagnes méridionales sénégalaises dépend d'abord de la nature et de l'importance des marchés citadins. « C'est pourquoi il est nécessaire d'étudier en premier lieu la dynamique et le poids des villes, ainsi que la consommation alimentaire de leurs habitants » (Chaléard, 1996 : 24). En effet, le développement de la culture irriguée de banane en Casamance et au Sénégal oriental s'adosse à la dynamique globale de croissance urbaine au Sénégal, et notamment des marchés urbains, pour générer de plus en plus de revenus aux producteurs ruraux.

Mais pour une meilleure lecture et appréhension de ce phénomène au Sénégal, il faudrait bien qu'on s'entende sur ce que c'est une ville dans ce pays ? En réalité, « au Sénégal comme dans beaucoup de pays en voie de développement, la notion de ville est floue » (Thiam, 2008 : 31). D'une part, Touba n'est juridiquement pas une ville parce que malgré ses 753 313 hab.[81], cette agglomération demeure un chef-lieu de commune rurale[82] dans la région de Diourbel, et d'autre part, un bourg comme Diannah Malary

[81] Donnée de ANSD/SRSD Diourbel : Situation Economique et Sociale régionale - 2013

[82] Ce n'est que récemment, en 2013 que les communautés rurales sont transformées en communes à la faveur de l'Acte III de la décentralisation.

est érigé en commune depuis 2008, avec 2000 habitants., sans dynamisme économique ni équipements sociaux de bases suffisamment urbains. Face à cette difficulté, renforcée par une communalisation massive en 2008, la notion de ville doit être redéfinie au Sénégal en s'orientant vers une perspective géographique combinant poids démographique, dynamique économique et qualité de vie. Ce faisant, la ville en contexte sénégalais épouserait la forme d'une agglomération d'environ 10 000 hab. où se développent majoritairement des activités non-agricoles et un important tissu d'équipements sociaux de base. Ainsi, on considérera Touba comme une ville contrairement à des petits bourgs comme Diannah Malary nés des décisions administratives de la fin des années 2000.

Ceci étant, la situation de l'accroissement des citadins au Sénégal entre dans une dynamique plus globale d'accélération de l'urbanisation en Afrique (tableau 14).

Tableau 14: Evolution du taux d'urbanisation en Afrique

Années	1955	1970	1985	2000	2015	2030	2050
Tx d'urbanisation	16,1	22,6	28,9	34,5	40,4	47,1	55,9

Source : World urbanization prospects, the 2014 revision
https://esa.un.org/unpd/wup/DataQuery/

Il faut noter que la population urbaine africaine a beaucoup cru depuis les indépendances, allant de 16 % en 1955 à 40% en 2015. En Afrique occidentale, ce fait urbain est réel avec une augmentation de 600 villes en 1960 (dont 17 de plus de 100 000 hab.), à 3000 villes en 2000 (dont 90 de plus de 100 000 hab.) (WALTPS[83], 2006, cité par Cour, 2007 : 374). Au Sénégal également, les villes ont beaucoup augmenté et le taux d'urbanisation qui était de 34 % en 1976 est passé à 45 % en 2013 (tableau 15).

Tableau 15: Evolution du taux d'urbanisation au Sénégal de 1976 à 2013

Années	1976	1988	2002	2013
Population totale	4 997 885	6 896 808	9 858 482	13 508 715
Population urbaine	1 713 295	2 653 943	4 008 965	7 405 915
Taux d'urbanisation	34 %	39 %	40,7 %	45,2 %
Source : ANSD, RGPHAE 2013				

[83] *West Africa Long Term Perspective Study*. Étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest ; Pour préparer l'avenir, une vision de l'Afrique de l'Ouest à l'horizon 2020.

Dans l'ensemble, la population urbaine du Sénégal croit à un rythme de 3 à 3,7 % par décennie, ce qui est du à une croissance démographique relativement rapide (2,5 %) et d'un exode rural intensifié dans les années post-sécheresses (décennie 1970) et post-ajustement structurel après 1990.

Les villes se concentrent à l'ouest sur le littoral et dans le centre-ouest vers Kaolack et c'est un résultat de la colonisation qui a jeté les bases de la concentration urbaine par l'implantation de ses infrastructures (ports, chemin de fer, routes) et de ses activités administratives, économiques, etc. La répartition de la population urbaine est marquée par une concentration à la capitale, Dakar (près de 50 % des citadins), et dans des agglommérations littorales comme Saint-Louis, Mbour, Ziguinchor. Dans le Centre-ouest, on note l'importance de Thiès, Kaolack, Diourbel, Fatick bénéficiaires de l'économie arachidière mais aussi, de Touba qui tire les sources de son accroissement dans le fait religieux[84]. Cette cité religieuse a évolué de façon assez rapide puisque « avec seulement 29 634 habitants en 1976, cette ville est aujourd'hui devenue la deuxième du pays derrière l'agglomération dakaroise » (Thiam, 2008 : 154) avec 753 313 habitants. « Touba émerge ainsi de manière originale dans un semis urbain marqué par l'hypertrophie de Dakar et la relative stagnation des villes secondaires. Il constitue désormais la première ville de l'intérieur. L'armature urbaine sénégalaise, essentiellement tournée vers la côte, s'enrichit ainsi au centre du pays d'une autre grande ville qui semble pouvoir atténuer l'influence de Dakar » (Guèye, 2000 : 2).

Cette évolution relativement rapide du nombre des villes et de la population urbaine au Sénégal, crée inéluctablement une forte demande en denrées alimentaires et autres produits agricoles. En 2003, les enquêtes de la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) sur les ménages à Dakar, ont révelé que « 40,2 % de la consommation des ménages sont consacrés à l'alimentation » (DPS, 2005 : 15), alors qu'au Sénégal, « il est estimé qu'un adulte a besoin de 2 400 kilocalories par jour » (PSE, 2014 : 3). A l'importance de la demande alimentaire, s'ajoute sa relative recomposition en milieu urbain car « l'urbanisation est souvent considérée comme un facteur important de transformation des habitudes alimentaires : les citadins, gagnés par un « mimétisme »

[84] La cité religieuse de Touba s'est agrandie en attirant des personnes de confession musulmane et membres de la confrérie mouride dont le guide religieux est Serigne Cheikh Ahmadou Bamba. Dans l'espoir de trouver la baraka du défunt guide mouride, ses disciples migrent des villages environnants vers Touba ou demandent à y être enterrés après leur mort.

généralisé, deviendraient les adeptes de modèles occidentaux caractérisés par la consommation de produits importés au détriment de ceux issus de l'agriculture paysanne » (Chaléard, 1996 : 34). Olivier Sudrie (1985 : 862) souligne dans ce sens que « la substitution du pain de blé au mil ou au manioc en est un exemple bien connu ». Ce phénomène doit cependant être nuancé comme le fait Jean-Louis Chaléard (1996 : 34) pour la capitale abidjanaise et à propos de la survivance d'une alimentation profondément africaine. Dans le contexte de la ville sénégalaise, comme Dakar par exemple, même si l'achat de *fondé, tiakry* et de *tiéré* au coin d'une rue[85] prend de l'ampleur, l'évolution des habitudes alimentaires suit une tendance extravertie avec une place prépondérente pour les produits importés comme le riz, le lait, l'huile de tournesol, le thé, etc. Géraud Magrin (2013) souligne ce fait à travers la composition internationalisée du « plat national » sénégalais qu'est le *tiebou dién*, riz au poisson[86]. Cette demande alimentaire grandissante, au rythme des croissances démographique et urbaine, et les mutations de la structure alimentaire urbaine sont renforcées par le développement du travail féminin en dehors du foyer, la journée continue pratiquée dans les entreprises et les services publics, l'éloignement des résidences par rapport aux lieux de travail, qui développent la restauration rapide et de rue (Rastoin, 1996 ; Bricas, 1993 ; Chalabi, 1996).

Par ailleurs, les facteurs les plus puissants de cette transformation générale des habitudes alimentaires urbaines se trouvent dans la croissance économique et l'amélioration du niveau de vie et du pouvoir d'achat des citadins. C'est d'autant plus vrai qu'une « classe moyenne solvable», tirant l'essentiel de ses revenus du cumul de plusiseurs activités souvent informelles, s'amplifie en Afrique subsaharienne. C'est une catégorie sociale intermédiaire d'environ 15 % de la population, soit 95 millions de consommateurs urbains, qui dépense au moins 9,50 dollars par jour, soit environ 327 milliards de dollars en 2010, selon les estimations de Proparco (Jeune Afrique, 2010). Ils peuvent se permettre de manger plus que le plat de base et ont tendance à s'offrir

[85] *Fondé* est une bouillie, *tiakry* est de la semoule au lait caillé et *tiéré* de la semoule, tous à base de mil local qui sont vendus dans de petits commerces de quartier et ces semoules sont achetées et utilisées en grande partie comme des compléments alimentaires nocturnes.

[86] « L'avènement du *ceebu jën* comme véritable plat national exprime quant à lui la rencontre entre ressources endogènes et de l'extraversion, importations mondiales et productions nationales. L'économie du *ceebu jën* s'inscrit ainsi entre le dedans et le dehors, le riz importé (comme conséquence indirecte du système arachidier et de la répartition impériale des rôles), le poisson national et les légumes « exotiques » (d'origine européenne ou américaine) cultivés localement, pour refléter une culture urbaine sénégalaise originale » (Magrin, 2013 : 154).

aussi des désserts à base de fruits (mangue, orange, mandarine, papaye, banane, etc.). Tout comme la large diffusion des conseils des nutritionistes pour des compléments alimentaires en fruits, a fini de convaincre la population de leur utilité pour la santé, la tendance est aujourd'hui à aller rendre visite aux malades et personnes agées muni de divers fruits dont la banane.

Le grand défi des producteurs de fruits du Sénégal, notamment de banane, demeure la satisfaction de cette demande alimentaire urbaine grandissante et en forte « modernisation ». Cependant, « la capacité des agriculteurs à répondre à la demande urbaine et leur propension à s'adapter aux sollicitations du marché ne sont évidemment pas les mêmes partout. La confrontation entre demande et offre agricole s'effectue dans un espace structuré par les réseaux de transport et de communication, avec des coûts de transaction et dans des conditions de compétition interne et externe qui sont très dépendants de la localisation » (Cour, 2007 : 386). L'Etat est obligé d'importer pour pallier l'impossibilité dans laquelle se trouvent les agricultures familiales locales de répondre suffisamment à cette demande, mais en même temps, des producteurs locaux, comme les bananiculteurs, se mobilisent et s'organisent pour exploiter au mieux les opportunités de débouchés qu'offrent les marchés urbains pour leur produits agricoles.

2. Dakar et les villes du centre-ouest : un marché primordial pour les producteurs de banane du Sud

Comme nous l'avons déjà vu, les marchés urbains sénégalais constituent les premières cibles marchandes de la culture irriguée de la banane développée dans le sud du Sénégal. La toile urbaine s'étant largement tissée dans l'ouest du territoire national, à partir de Kaolack et Touba (50 % des villes sur 12 % de la surface nationale), c'est donc vers la zone littorale que se dirige la majeure partie des flux de bananes locales. Il est assez difficile d'apprécier avec exactitude le tonnage de banane locale commercialisée dans les villes, les statistiques apportées par les fédérations n'étant pas toujours fiables. Dans le cadre de notre étude visant à analyser les phénomènes et leurs dynamiques globales, on peut estimer à plus de 80 % les quantités de bananes vendues en zones urbaines.

Les consommations urbaines de banane locale sont majoritairement dakaroises avec plus 50 % des destinations déclarées aux GIE producteurs au moment de la collecte.

En fait, avec plus de 2 millions d'habitants, le pouvoir d'achat plus élevé et les habitudes alimentaires plus extraverties, Dakar demeure la principale destination des bananes produites au Sénégal oriental et en Casamance (Badji, 2009 ; Dia, 2010 ; Badji et Seck, 2012 ; Badji, 2014). Cette situation s'observe également dans les autres filières agricoles et rend compte de la forte polarisation de la capitale sur les autres parties du pays (Duteurtre, 2010), comme on le constate souvent dans les autres systèmes alimentaires urbains de l'Afrique subsaharienne (Hatcheu, 2003). Cela s'explique par la configuration générale des dynamiques marchandes induites par des cultures pratiquées essentiellement pour être destinées aux marchés ; la ville est le premier consommateur des produits agricoles des campagnes. Mais dans le cas particulier de la culture irriguée de la banane au Sénégal, Dakar était érigée dès le départ des projets bananiers comme étant la cible commerciale principale. Cependant, au Sénégal oriental, Tambacounda fut jusqu'en 1976 la principale ville consommatrice de la banane locale avant Dakar. Ce n'est qu'en 1977 que la capitale est entrée parmi les destinations de la banane de la zone de Tambacounda. La polarisation dakaroise des flux de la banane locale est donc une dynamique normale, mais aussi un choix stratégique de conquête d'un marché porteur.

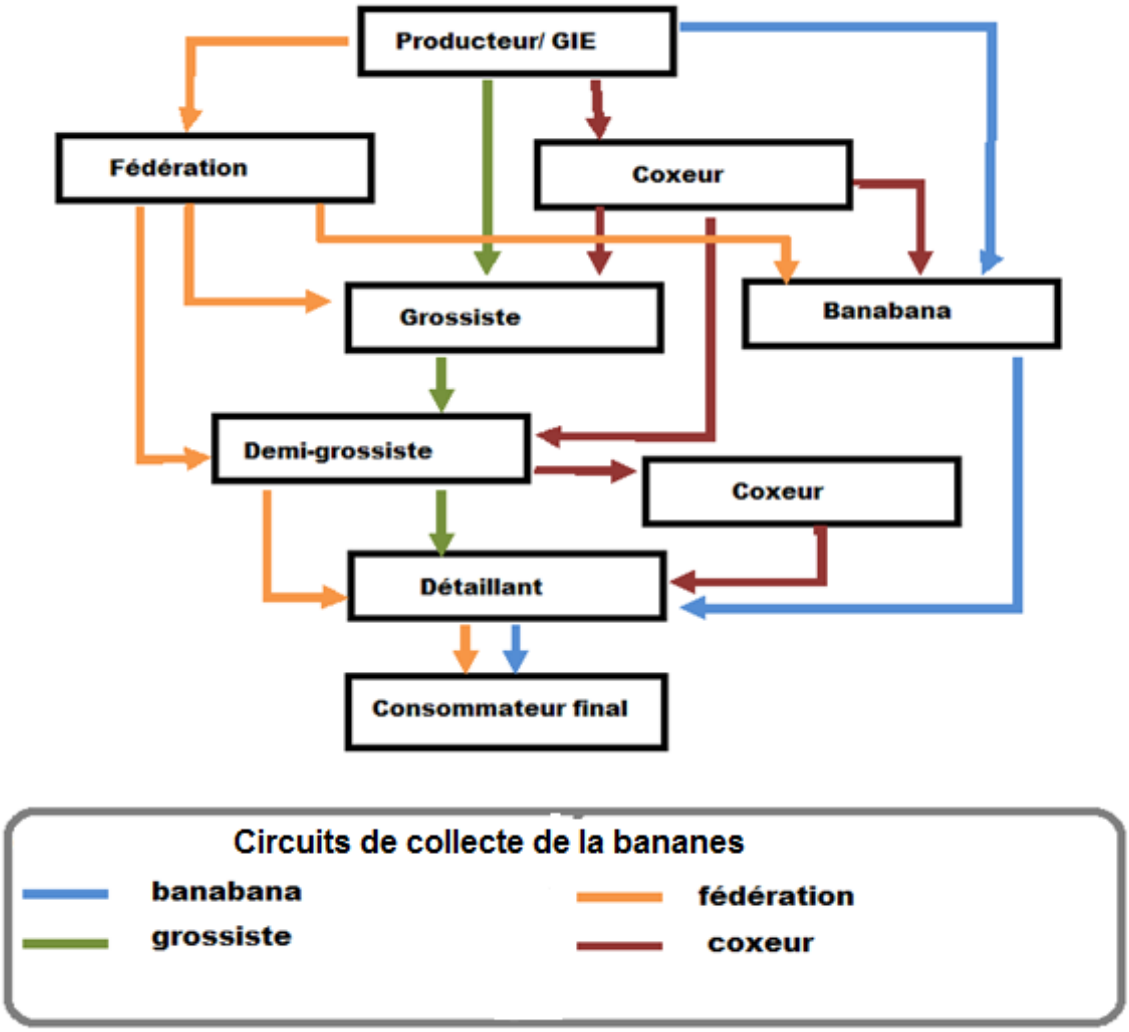
Les principaux points d'approvisionnement en gros et au détail de la banane locale se situent aux marchés du centre-ville de Dakar tels que Sandaga (précisément à la célèbre rue Sandighéry), Colobane, etc., de la banlieue pikinoise (CIBS, Thiaroye, Diamaguène, Keur Massar, etc.) ainsi qu'à Rufisque. Les fruits sont stockés, par les grossistes et les importateurs, dans des chambres froides d'une capacité d'environ 20 tonnes et c'est là que s'approvisionnent les revendeurs. A Dakar, le prix au consommateur final varie entre 600 et 700 F CFA, tributaire des pics et des pénuries de production.

En dehors de Dakar, le quadrilatère Thiès-Mbour-Kaolack-Touba représente le second foyer d'absorption de l'offre de bananes locales du Sénégal méridional. En effet, le développement du commerce de banane dans cette zone bénéficie de la densité du semis urbain. C'est une urbanisation entrainée par le rôle historique de cette zone dans le développement de la culture coloniale de l'arachide, ainsi que l'importance touristique de Mbour et l'émergence de la cité religieuse de Touba. En dehors de ce quadrilatère, d'autres marchés urbains sont notés sur les axes Thiès/Saint-Louis et Koungheul/Kaolack.

3. Une insertion marchande difficile pour les *bananiculteurs* du Sud : des circuits multi-acteurs et des incertitudes multiples

L'arrivée des paysans dans les marchés agricoles à la suite du désengagement de l'Etat, est loin d'être facile et implique une adaptation rapide aux lois commerciales d'un espace capitaliste. Ainsi, l'insertion des producteurs agricoles dans les circuits marchands, au lendemain de la libéralisation économique, les propulse brutalement dans des sphères aux acteurs multiples et des espaces de concurrence. La commercialisation de la banane sénégalaise s'inscrit ainsi dans un circuit (figure 11) aux rouages complexes et qui fait intervenir une diversité d'acteurs.

Figure 11: Les circuits de la commercialisation de la banane dans les villes du Sénégal



La banane produite au Sud arrive au consommateur en ville par quatre principales voies : les grossistes, les banabanas, les fédérations ou les coxeurs[87]. La redistribution auprès des consommateurs finaux est l'apanage des détaillants qui s'approvisionnent directement auprès des banabanas ou des demi-grossistes approvisionnés par les grossistes. Toutefois, le rôle des fédérations et des coxeurs est une médiation entre les producteurs et les grossistes ou les banabanas. Le jeu d'intermédiation des fédérations est expliqué plus haut, mais pour les coxeurs, c'est leur présence dans les zones de production qui leur permet de contrôler une partie des bananes locales.

Dans ce circuit, on observe que contrairement aux grossistes et aux banabanas (présentés dans le premier sous-point de ce chapitre), les demi-grossistes sont en grande partie des hommes Peulh, originaires de la Guinée Conakry ou immigrés de seconde génération de la Guinée. Le commerce de fruits ou de denrées de première nécessité constitue leur activité de prédilection.

Leur présence au Sénégal s'est faite dans le cadre d'une immigration familiale organisée par des réseaux de parents proches et lointains anciennement installés au Sénégal. Certains affirment être venus à l'origine pour remplacer et tenir le commerce de leurs frères qui ont continué leur chemin vers l'Europe. Pour d'autres, ils ont été insérés dans le petit commerce de fruits et de café au départ, mais à force de sacrifices, d'épargne et d'expérience, leurs activités se sont développées au point d'aboutir à la location de chambre froide qu'ils remplissent de divers fruits, importés et locaux, fournis par des grossistes importateurs dont ils se chargent de la redistribution des produits. Dans certains cas, les demi-grossistes sont des frères, cousins ou neveux des grossistes fournisseurs. Ainsi, les chambres froides installées par le GIE Yellitare sont gérées en majorité par des membres de la famille.

En ce qui concerne les détaillants, c'est souvent la catégorie des commerçants qui s'activent encore dans le petit commerce de fruits divers et qui tiennent des tables dans presque tous les coins de la ville. Mais nous rencontrons aussi des femmes très dynamiques, avec les mêmes infrastructures commerciales. Elles expliquent leur motivation par les revenus moyens que cette activité leur procure et son apport à la

[87] Le terme « coxeur » renvoie à une catégorie d'acteurs des réseaux sénégalais de commerce, qui se présente comme des agents commerciaux chargés de la recherche de clients. Dans le domaine du commerce de banane, ils intercèdent entre les producteurs et les commerçants, et jouent sur les prix aux commerçants pour dégager leurs profits.

sécurité familiale. Ainsi, une des dames actives dans ce petit commerce depuis plus de 25 ans à Thiaroye (banlieue pikinoise), affirme en avoir fait son gagne-pain pour subvenir aux besoins de ses enfants orphelins. D'autres femmes, souvent Peulh et que l'on rencontre particulièrement à Thiaroye et à Diamniadio, portent leurs plateaux de bananes qu'elles revendent au détail. Il s'agit souvent des épouses des détaillants Peulh et des jeunes filles de ces mêmes familles.

L'irrégularité et la complexité du circuit jouent considérablement sur la différence entre les prix de collecte et de consommation finale. Chacun recherchant du profit dans son acte de médiation marchande, les coûts des intermédiations sont répercutés à chaque niveau et se retrouvent dans le prix pour le consommateur final. Par exemple, les coxeurs de banane de la rue Sandignéry à Dakar, qui ont taillé métier dans la recherche de client ou une simple interception de clientèle pour les demi-grossistes, négocient les prix avec les clients puis font pareille avec les demi-grossistes, ce qui crée une marge d'environ 50 F CFA à leur profit. Un des demi-grossistes interviewés s'offusquait contre ce courtage et y voyait un obstacle majeur au commerce de la banane au Sénégal. A titre indicatif, en 2006, une étude de Veco Sénégal (2008) sur le circuit producteur-consommateur de APROVAG en passant par les grossistes, les demi-grossistes et les détaillants, a montré que la marge brute sur 1 kg de banane vendue au consommateur à 400 F CFA en 2006 est répartie comme suit : 75 F CFA pour le producteur, 85 F CFA pour le grossiste, 92 F CFA pour le demi-grossiste et 100 F CFA pour le détaillant. En 2016, pour un prix de collecte de 170-190 F CFA le kilogramme, le consommateur paie 610-640 F CFA au moins, ce qui ne va pas forcément dans le sens de rendre la banane locale accessible à la population.

Mis à part l'ampleur de la médiation commerciale et de ses effets sur l'accessibilité de la banane locale, la banane locale se caractérise par une insuffisance des quantités produites. La production nationale est estimée à environ 40 000 t pour une demande d'environ 60 000 t (MAER, 2013). Cette banane présente aussi une grande saisonnalité de sa disponibilité dans le marché (tableau 17). Cette situation ne favorise pas une intégration marchande durable de la banane locale. En fait, la disponibilité de la banane dans les marchés dépend des volumes produits et ces derniers sont fonction en grande partie, de la disponibilité de l'eau d'irrigation, des autres intrants et de la planification de la production. A ce niveau, l'insuffisance des irrigations post-hivernales affecte la productivité du bananier, tout comme les plantations en début

d'hivernage (juillet) limitent les rendements bananiers après la fin du cycle végétatif (mai) (Cf. point expliquant les systèmes de culture en partie 2).

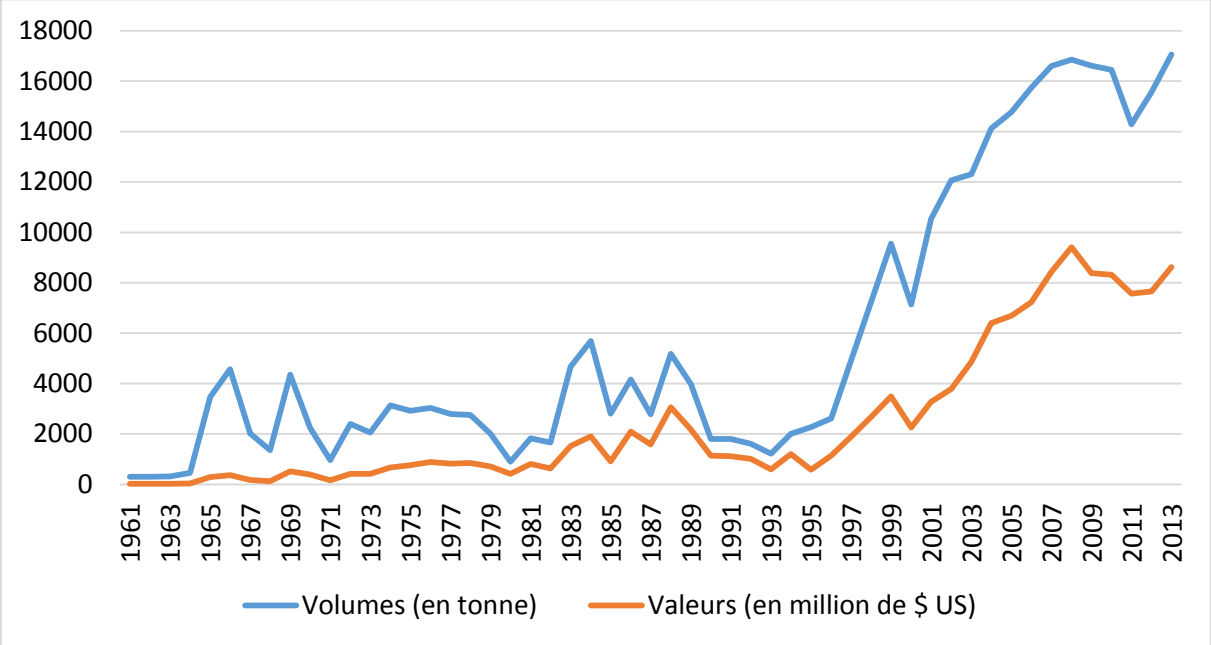
Tableau 16: Disponibilité de la banane locale dans le marché national

Mois	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J
Disponibilité	Abondance							Disponibilité moyenne		Pénurie		

Source : Veco-Sénégal, 2006 ; enquêtes personnelles

Cette difficulté à répondre convenablement aux besoins nationaux en quantités et dans le temps, explique la présence de la banane importée de Côte-d'Ivoire, de Ghana, etc. (figure 12).

Figure 12: Volumes et valeurs des bananes importées au Sénégal de 1961 à 2010 (source FAO Stat)



Les quantités et les valeurs des importations de banane n'ont pas cessé de croitre depuis le début des indépendances pour atteindre en 2013 plus de 17 000 tonnes pour près de 4,5 milliards de F CFA. Ceci est certes, caractéristique des systèmes de consommation extravertis du pays, mais c'est l'unique possibilité pour l'Etat d'assurer une certaine sécurité alimentaire, face aux difficultés de satisfaction de la demande nationale (Sudrie, 1985 : 862).

Cependant la banane importée représente un couteau à double tranchant : d'une part, elle comble le vide des basses saisons d'approvisionnement du marché en banane locale ; d'autre part, elle exerce une forte concurrence sur celle-ci en période d'abondance. La banane locale relève difficilement le défi face à la banane importée, d'apparence mieux traitée et bien appréciée des consommateurs. La différence est souvent recherchée au niveau du traitement post-récolte du produit qui subit les contrecoups d'un système de conditionnement et de transport mal adapté au caractère périssable de la banane (Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement rural, 2013). Des parcelles de culture aux marchés, les bananes locales subissent les égratignures, les secousses et les fortes températures, se présentant à l'arrivée aux consommateurs dans une qualité moindre. Les camions de bananes représentent de véritables « chaudières » pour le produit et les conditions de transport sont difficiles. Et lorsqu'ils passent par la Gambie, la traversée du bac de Farafégny augmente les risques de mévente (planche 9, photo 30) à cause des longs séjours à l'attente de la traversée (pouvant aller jusqu'à 4 jours pendant les grands évènements comme les fêtes religieuses). C'est vrai que le chemin reliant les routes RN6 et RN7 en passant par Tambacounda, ne présente pas ce problème des attentes à la traversée, mais la longue distance ferait perdre beaucoup de temps avec un coût de transport très élevé. Ainsi, en insistant sur l'emprunt de la voie gambienne, les bananes locales perdent une grande part de marché à Dakar et dans les villes du centre-ouest. A Dakar, il est aisément remarquable que le marché est bien partagé entre banane locale et banane importée : dans le centre-ville à partir du quartier des Parcelles assainies (département de Dakar), c'est la banane importée qui domine alors qu'en banlieue c'est la banane locale qui est la plus présente. Derrière ce partage commercial spatialisé, il faut lire les différences de niveau de vie et le choix de la « bonne qualité » qui en découle.

Planche 9: Des problèmes de la vente des bananes du Sud-Sénégal



Source : S. Badji, Médina Wandifa, juin 2013

Photo 29: Abondance des autres produits fruitiers



Source : S. Badji, Farafegny (Gambie), juin 2013

Photo 30: File de camions à la traversée du fleuve Gambie par bac.

Les photos 29 et 30 montrent les difficultés auxquelles est confrontée la banane locale, surtout en Moyenne Casamance. Au carrefour de Médina Wandifa (photo 29), on voit l'abondance des fruits qui concurrencent la banane. A la traversée du fleuve Gambie (photo 30), l'écoulement de la banane fait face à la longue attente des camions à cause de la fort affluence ; ce qui favorise la détérioration de la qualité du produit dans les caisses métalliques des camions sous l'effet de la chaleur. Ce 10 juin 2013, nous avons enregistré 121 camions en amont et 119 en aval, attendant à Farafégny à la traversée du fleuve Gambie par bac.

La banane locale subit également une autre forme de concurrence ; les autres fruits locaux (orange, papaye, mangue, etc.) et importés (mandarine, pomme, etc.) réduisent considérablement la consommation de banane (photo 29). Le marché national a enregistré l'arrivée d'une grande quantité de mandarines, d'oranges, etc. des pays maghrébins, surtout en provenance du Maroc depuis le bitumage de la route liant ce pays à la Mauritanie. Selon plusieurs commerçants, ces fruits sont plus abordables et donc plus accessibles aux consommateurs. En plus des fruits importés, les fruits locaux tels que les mangues, le *ditakh (detarium seneglensis), le maad (saba senegalensis)* etc. sont très prisés et en période d'abondance (entre mars et juin), même les transporteurs du sud en profitent pour spéculer sur les prix de l'affrètement.

III. Les échanges de bananes locales côté sud : des dynamiques commerciales à géométrie variable

Le reste des flux de la banane locale qui ne sont pas concernés par les marchés urbains de l'ouest et du centre-ouest sénégalais, est dirigé vers quelques petites et moyennes

villes de Casamance et du Sénégal oriental, vers des marchés ruraux plus ou moins dynamiques, mais également en destination de timides horizons transnationaux.

1. Les villes du Sud et leurs rôles différenciés dans la consommation de la banane locale

Dans les zones sud et sud-est, la commercialisation de la banane locale ne semble pas se développer suffisamment, même s'il faut constater aussi un tissu urbain très lâche. Ziguinchor (270 000 habitants) et Kolda (60 000 habitants) profitent de la proximité des zones de production du Balantacounda et du Pakao pour tenir un minimum de flux. L'éloignement relatif de Kédougou a raisonnablement affaibli leurs demandes en banane. Mais le dynamisme du GIE Yellitare de Tambacounda dans la distribution des bananes, avec son réseau de chambres froides réparties dans les 14 régions du pays, permet de fournir les villes sus-mentionnées.

Cependant, les deux villes dont les arrière-pays constituent les bassins méridionaux de production de bananes au Sénégal, jouent des rôles diamétralement opposés dans l'absorption des productions locales. Sédhiou, principale ville de Moyenne Casamance, est le cas impressionnant de capitale régionale dont les habitants ne se nourrissent quasiment pas de la banane produite dans son hinterland. Mis à part quelques plateaux de vendeuses venant quotidiennement de villages environnants et qui s'installent dans un menu coin du marché central (photo 31), on rencontre très peu de commerce de banane dans la ville.



Ces vendeuses de banane installées dans un coin du marché de Sédhiou, viennent des villages environnants producteurs de banane (Bambaly, Kougne, etc.). Elles tiennent ici un commerce peu dynamique, qui montre la faible consommation de banane à Sédhiou.

Source : S. Badji, Sédhiou, mai 2013

Photo 31: Des rares vendeuses de banane à Sédhiou

Et ce petit coin est déserté dès 17 heures par ces femmes qui rentrent chez elles pour les besoins des préparations culinaires le soir, faisant ainsi de Sédhiou une « ville sans banane » à partir de cette heure ! On peut chercher les explications dans l'enclavement géographique de la cité, vue que Sédhiou est difficilement accessible à cause de l'insuffisance et l'inadéquation du système de transport (véhicules vétustes, peu de passagers, retard des départs à la gare routière, etc.) entre la ville et son hinterland. Toutefois, l'enclavement suffit-il à expliquer le faible commerce de la banane dans la ville de Sédhiou ? On peut également penser que le faible pouvoir d'achat des populations participe à expliquer ce problème de la banane à Sédhiou.

C'est tout le contraire de Tambacounda au Sénégal oriental, qui absorbe beaucoup de flux de bananes en provenance des zones de production proches. Loin d'être la plus économiquement dynamique dans ces contrées sud et sud-est, cette ville crée un effet d'entrainement sur son arrière-pays, notamment en se proposant comme un débouché non négligeable pour les producteurs de banane. Par exemple, selon les données de commercialisation d'APROVAG, Tambacounda a absorbé 109 tonnes de ses bananes en 2008 sur des ventes annuelles de 3792 tonnes, soit près de 3 %. Et en dehors des circuits des fédérations de GIE, nombreux sont les producteurs de la zone de Gouloumbou pour lesquels Tambacounda représente un lieu stratégique de commercialisation de la banane. La vivacité des échanges de bananes entre Tambacounda et sa zone bananière exprime une relation territoriale assez forte entre la ville et son arrière-pays en matière d'échange alimentaire. L'approvisionnement de la ville est favorisé par des investissements réalisés localement par des opérateurs privés dans la mise en place d'unités de conditionnement, ainsi que par le menu système de transport existant entre Tambacounda et les villages de production.

Planche 10: Circuit de commercialisation de la banane locale à Tambacounda





Source : S. Badji, mars 2011

Photo 32: Une chambre froide pour la conservation de la banane à Tambacounda

Photo 33: Vente détaillée de bananes locales à Tambacounda



Tambacounda connait un commerce de banane très dynamique, contrairement à Sédhiou. La ville est approvisionnée par les villages situés dans la zone de Gouloumbou à travers un circuit long passant par des unités de conditionnement ou un circuit court de bananes provenant directement des parcelles

Source : S. Badji, novembre 2012

Photo 34: La banane sur la table de jeunes agents de banque à Tambacounda

Ainsi, Tambacounda dispose de trois chambres froides (une à la gare routière, une autre au marché et une dernière au quartier Abattoir – sur la photo 32) et d'un point de ventes des villageoises de la zone de Gouloumbou situé au marché. Les détaillants (souvent des femmes comme sur la photo 33) s'approvisionnent le kilogramme de banane à 350 F CFA au niveau des chambres froides et à 300 F CFA auprès des villageoises pour ensuite revendre entre 400 et 500 F CFA suivant la disponibilité ou rareté du produit dans le marché. En fait, malgré la proximité de la zone de production,

la fourniture de Tambacounda en banane connait, autant que le marché du centre-ouest sénégalais, des ruptures (photo 35) dues à la saisonnalité de la production.

Planche 11: Disponibilité et pénurie de la banane à Tambacounda au même lieu en novembre 2012 et juin 2013

Photo 35: Période de disponibilité de la banane locale



Tambacounda, le novembre 2012.

Photo 36: Période de pénurie généralisée de la banane locale



Tambacounda, juin 2013.

Les photos 34 et 35 ont été prises au même endroit (point de vente de bananes au quartier d'Abattoir à Tambacounda) mais, à des périodes différentes (novembre 2012 et juin 2013). Elles sont révélatrices de la saisonalité de la disponibilité de la banane locale dans le marché de Tambacounda, à l'instar de tous les marchés nationaux, variant entre abondance d'aout à février (comme sur la photo 34) et pénurie de mai à juillet (photo 35).

Comme l'ont affirmé les femmes détaillantes, le commerce de la banane dépend des périodes d'abondance et de pénurie du produit : « quand on en trouve, on en vend, quand on n'en trouve pas, on se limite à la vente des autres fruits »[88].

Les consommateurs sont très variés et appartiennent à des catégories socio-professionnelles autant variées : « la banane s'achète par tout le monde » pour reprendre les propos d'une revendeuse. Mais disons que les clients les plus solvables et réguliers sont des agents fonctionnaires et autres travailleurs du secteur privé ainsi que d'ouvriers. Sur la photo 36, nous avons de la banane disposée sur une table dans un appartement de jeunes agents d'une banque officiant dans la ville.

La banane n'entre pas cependant dans un régime alimentaire local qui en ferait un dessert principal. La consommation de banane dépend de son prix globalement abordable au niveau local, et les achats se font surtout dans le but d'accueillir des

[88] Avis d'une femme détaillante.

visites, d'une alimentation d'appoint en période de ramadan, etc. Ces facteurs reviennent aussi dans la consommation de la banane locale dans le milieu rural.

2. Le marché rural : des échanges malgré tout…

Il faut dire d'emblée, que le monde rural sénégalais n'est pas gros consommateur de banane : d'abord, ce produit ne garde pas une place de choix dans les us alimentaires, et puis, la modestie des pouvoirs d'achats limite l'accessibilité au fruit. Ces marchés ruraux sont principalement des villages-centres, des villages-carrefour et des loumos (marchés hebdomadaires ruraux) situés en Casamance et au Sénégal oriental.

Les villages-centre représentent des gros villages qui polarisent un ensemble d'une quinzaine de villages dont le (s) village (s) de production de la banane locale. Une petite économie s'y développe et ces villages, souvent chefs-lieux de communes, constituent des points d'approvisionnement (denrées alimentaires et autres) et d'écoulement de produits agro-pastoraux (céréales, fruits, laits, produits forestiers, etc.). Ils représentent alors des points de commercialisation de la banane, souvent par l'intermédiaire de femmes détaillantes qui s'approvisionnent bord-champs auprès des producteurs de banane. La petite commercialisation s'y opère plus ou moins facilement parce que justement elle saisit les opportunités offertes par la proximité des plantations qui entraine une réduction des couts d'affrètement et donc, des prix à la consommation. Ainsi, Diannah Malary en Moyenne Casamance et Gouloumbou au Sénégal oriental, pour ne citer que ces deux villages, s'identifient par ce type de commerce. Les commerçantes détaillantes circulent dans le village avec des plateaux remplis de bananes, mises en lots de 4 à 6 vendus 200, 300 ou 400 F CFA (selon la taille et l'état de murissement), ou s'installent avec leurs produits le long de la route ou à la gare routière de fortune, en attendant l'arrivée d'un véhicule pour courir à la quête de passagers (des citadins très souvent) désireux de se faire une *charité*[89] ou d'assouvir la faim d'un voyage pénible.

Quelques fois, les distances peuvent être un peu plus longues pour les flux du commerce rural de banane et concerner des villages-carrefour. Il s'agit en fait de villages à taille variable, situé à l'intersection de grandes routes et étant quelques fois des points de rupture de charge. C'est le cas de Médina Wandifa en Casamance, gros

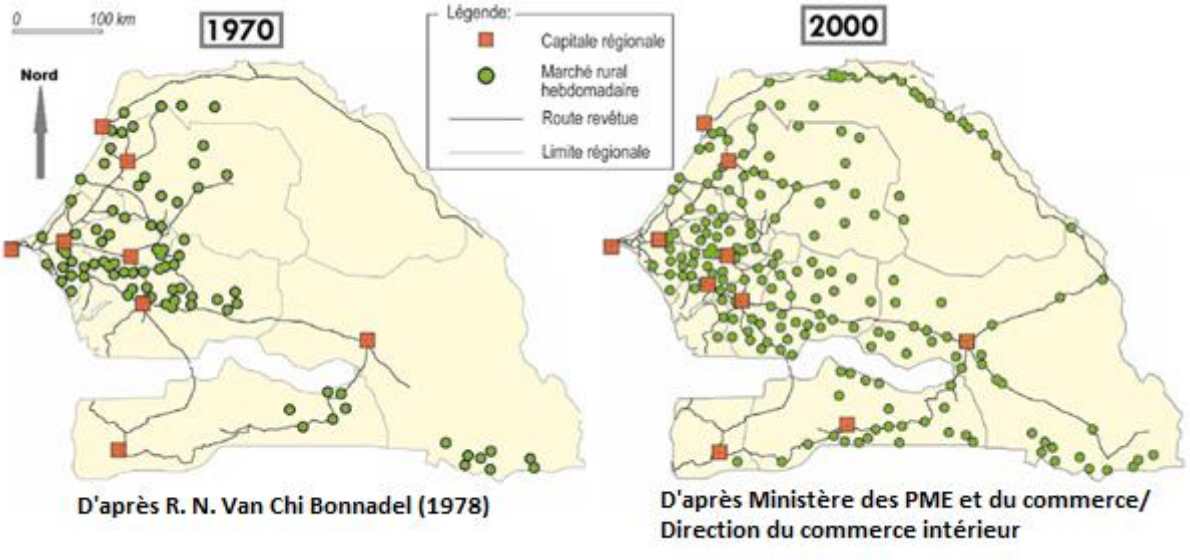
[89] Cette expression renvoie au Sénégal au cadeau de voyage.

village-carrefour situé à la croisée des axes routiers Dakar-Ziguinchor et Kolda-Ziguinchor, qui est un marché rural secondaire animé par des commerçants détaillants. Ici encore plus que dans les villages-centre, la monnaie du voyageur demeure la cible principale. Ici aussi, on se pose sur le trottoir à l'intersection des routes et on accourt dès qu'un véhicule arrive. Les prix des tas de bananes tournent autour de 200 à 400 F CFA, et peuvent faire l'objet de *wahalé*[90] ou marchandage en langue wolof.

Cependant, le phénomène des échanges ruraux peut être beaucoup plus important encore que la simple exploitation des proximités spatiales entre les zones de production et de consommation. Dans ce cas, les échanges en contexte rural sont organisés à des distances parfois lointaines, à des échelons plus grands parfois d'ordre transnational et à des jours spécifiques de la semaine : il s'agit des marchés hebdomadaires ruraux appelés *loumos* au Sénégal en langue Peulh. En fait, c'est « à l'indépendance, [que] les marchés hebdomadaires se sont multipliés dans le bassin arachidier, pour permettre aux paysans de vendre les productions qui ne pouvaient être écoulées par le canal des coopératives arachidières imposées par l'État et acheter des denrées et des produits manufacturés » (Franchette, 2001 : 93). Le phénomène ne se développe véritablement dans les zones sud et sud-est que dix ans plus tard, et est favorisé par les crises climatiques et économiques, mais aussi par développement d'axes routiers. De 1970 à nos jours, le nombre de loumos a beaucoup cru dans les régions méridionale et orientale (carte 15) et ces marchés y occupent une place importante dans l'économie et les échanges locaux (Ninot, 2003 ; Franchette, 2001 et 2011 ; Bauer, 2010).

[90] Dans la culture commerciale sénégalaise, le marchandage est bien ancré et ainsi, quel que soit le prix proposé, le client peut marchander et le fait très souvent.

Carte 15: Les loumos au Sénégal de 1970 à 2000



Dans le sud du Sénégal, ces loumos comme celui de Diaobé par exemple dans la région de Kolda, participent au dynamisme de la vie de relation entre territoires et entre acteurs, mais aussi entre territoires et acteurs. Ils sont aussi des espaces de commercialisation de la banane locale pour la consommation directe (parce que regroupant des millions d'acteurs parfois), mais aussi pour une réexportation dans les villes et villages d'origine des acteurs se situant parfois au-delà des frontières d'Etat. On retrouve cette fonction d'interface rurale/urbaine dans ce que dit Olivier Ninot (2003 : 253) : « le *loumo* c'est la ville qui se déplace à la campagne une fois par semaine ». Un fait déjà évoqué par Jean Gallais en 1984, dans des propos rapportés par Olivier Ninot (2003 : 245) : « les marchés ruraux sont en fait les antennes tendues par ce commerce urbain pour capter […] l'économie locale».

En ce qui concerne la banane, l'importance des échanges dans les loumos est très variable et demeure fonction de la proximité des bananeraies, de la densité des pistes et des routes mais aussi, du dynamisme du marché. Ainsi, les loumos de Gouloumbou, Missirah (sud-est), de Yarang, Diannah Malary[91] (sud) profitent de leur position routière et de la proximité des bananeraies pour drainer un peu plus de bananes qu'ailleurs. Avec l'exemple de Diannah-Malary et sa bananeraie (figure 13), ainsi que les marchés de Médina Wandifa (planche 8, photo 37) et de Missirah (planche 8,

[91] C'est le dernier en date, il est inauguré le mardi 16 juin 2015.

photo 38), on peut se faire une idée du commerce rural de banane dans le sud du Sénégal.

Figure 13: Flux de bananes et marchés ruraux des producteurs de banane de Diannah Malary

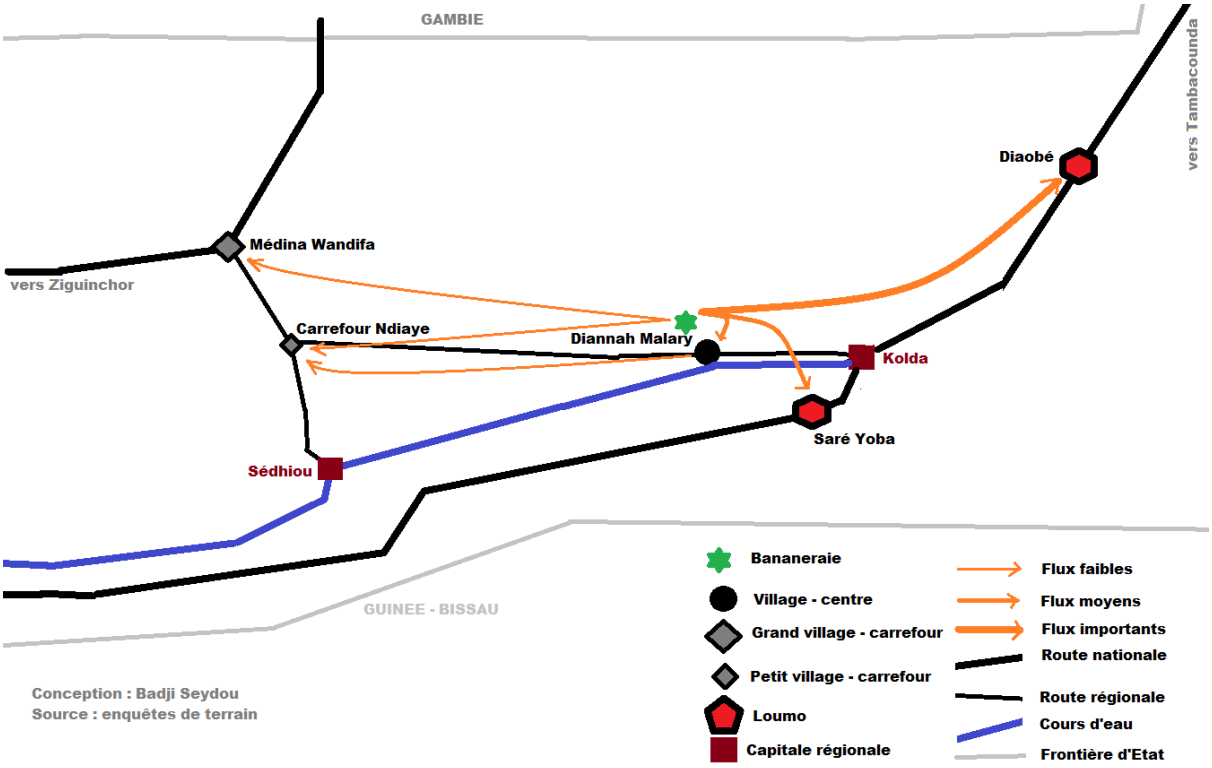


Planche 12: Les échanges de la banane en zone rurale dans le sud-sénégalais



Photo 37: Au village-carrefour de Médina Wandifa dans la région de Sédhiou

Source : S. Badji, 2012



Photo 38: Au loumo de Missirah dans la région de Tambacounda

Source : Diallo, 2009

Ce réseau d'échange rural local ne mobilise certes pas autant de volumes de bananes que celui des villes du centre-ouest du Sénégal, mais son analyse révèle l'existence d'un

circuit court, exutoire proche et moins difficile que les marchés urbains. Ces échanges ruraux montrent aussi qu'au-delà du pouvoir d'achat et du nombre d'individus caractérisant la ville, le contact est générateur d'échange. Ce que permet le loumo qui est un objet de contact acteur/acteur, ville/campagne, local/ global, etc. Un marché comme celui de Diaobé cristallise en un jour de la semaine (mercredi), extrapolant sur deux à trois autres jours, des acteurs et des échanges ruraux et urbains, locaux, régionaux, nationaux et internationaux.

3. Le marché transfrontalier : des tentatives assez timides

La banane locale mobilise également les réseaux transfrontaliers, mettant à contribution la position frontalière des régions sud et sud-est logeant entre le Sénégal, la Gambie, les deux Guinées, le Mali et la Mauritanie.

Cette « mise en sandwich » fait que ces régions sont autant des zones de contact, d'échanges que de transit. La configuration sociale de l'espace sud-sénégalais présente les reliques d'un brassage ancien qui s'est nourri du contact de divers groupes sociaux originaires des différents pays limitrophes : Manding, Peulh, Diola, Balante, Sarakholé, etc. Ce contact social s'ajoute à beaucoup de facteurs pour permettre d'importantes dynamiques commerciales transfrontalières : « importance historique du commerce de traite et de l'agriculture de rente, processus d'urbanisation, rôle joué par les communautés marchandes dans le commerce de longue distance et l'intégration du territoire sous-régional, ajustement structurel, différentiels de prix, de change, d'offre ; complémentarités entre systèmes de production… » (Abdoul et al, 2007 : 60). Diaobé offre un exemple assez édifiant de la dynamique des échanges entre les différents pays. « Localisé à mi-chemin des frontières de la Gambie, de la Guinée et de la Guinée-Bissau, le *loumo* de Diaobé bénéficie d'une situation exceptionnelle qui favorise les échanges entre les populations des zones frontalières », ce qui en fait un marché « international » (Franchette, 2001, 76). Mais aussi Diaobé et les nombreux autres « marchés frontaliers fonctionnent comme des entrepôts et des sites relais qui assurent la diffusion des marchandises vers les pays voisins » (Robert et al, 2011). Beaucoup d'auteurs ont déjà souligné l'importance des quantités d'arachides, d'anacarde, de riz importé, etc. exportées ou réexportées frauduleusement dans des pays limitrophes (Franchette, 2001 et 2011 ; Abdoul et al, 2007 ; Lambert et Egg, 1989). A l'instar de ce marché, le nombre élevé de loumos le long des frontières ainsi que l'ampleur de la

contrebande qui s'y développe, attestent de la vigueur des échanges transnationaux. Ceci montre que les populations territorialisent par leurs échanges, des espaces frontaliers mobiles en niant les contours fixes des territoires des Etats et en mettant à profit leurs liens sociaux et économiques (Grégoire, 2002 ; Bennafla, 1999 et 2006).

A côté de ces dynamiques horizontales, d'autres s'observent dans les régions méridionales du Sénégal et elles sont le fait des Etats. Dans ce cadre, ces régions jouent plutôt un rôle de transit pour les hommes comme pour les biens et Tambacounda constitue le point de passage le plus remarquable, avec plus de 3000 camions transitant chaque semaine vers Kayes (Mali) selon Olivier Ninot (2003). Ces dynamiques, qu'elles s'opèrent par le haut ou par le bas, concernent toute sorte de produits alimentaires et non-alimentaires (Lambert et Egg, 1989 ; Ninot, 2003), et la banane locale du sud du Sénégal en fait partie même si c'est à un degré très faible.

Mais, si des bananes partent des loumos vers les pays frontaliers du Sénégal, il faut dire que les quantités les plus importantes de cet échange sont drainées par des commerçants venant s'approvisionner directement auprès des producteurs (encadré 12). L'approvisionnement des marchés transnationaux se fait de différentes façons. Nous avons des banabanas collectant régulièrement et directement dans les périmètres bananiers entre 200 et 500 kg et qu'ils transportent via le transport en commun jusque dans les villes et les loumos situés à proximité de la frontière sénégalaise (planche 13). C'est l'exemple des femmes venant s'approvisionner à Diannah Malary pour le marché de Soma (sud Gambie), ou à Mangaroungou, Sathioum et Kougne pour Ingore (nord Guinée Bissau) ou encore à Koulary pour Fatoto (est Gambie). Ensuite, d'autres commerçants arrivent dans les zones de production à bord de camions de 10 à 16 tonnes environ et collectent de grandes quantités en direction des grandes villes de pays frontaliers. Ils passent souvent leurs commandes directement auprès des GIE ou par le canal des fédérations ou bien parfois par la voie des *coxeurs*.

Encadré 12: M. D., jeune commerçant gambien et collecteur de la banane irriguée du sud du Sénégal

C'est le cas d'un commerçant gambien rencontré le 13 mars 2012 à Mangaroungou (Moyenne Casamance) et qui y collectait ce jour 11 tonnes de bananes à destination de Sere Kunda (2e grande ville gambienne) où il dispose de chambres froides servant

de point de redistribution auprès de commerçants détaillants. M. D. affirme avoir hérité sa fonction de son défunt père et son espace de collecte s'étend sur toutes les zones de production de bananes de Casamance et du Sénégal oriental. Une fois en Gambie, à Sere Kunda précisément, il distribue le produit auprès de détaillants gambiens en dalasi gambien au prix de 350 ou 400 F CFA le kilogramme. Ces détaillants se chargent alors de revendre auprès des consommateurs finaux.

Planche 13: Des producteurs de Mangaroungou s'activant pour la satisfaction de la commande de M. D. à destination de la Gambie

Photo 39: Triage des bananes à vendre au commerçant



Photo 40: Chargement des bananes dans un camion pour son écoulement



Mangaroungou, le 13 mars 2012 : Données d'entretien

D'autres flux transfrontaliers sont organisés par les producteurs eux-mêmes et c'est souvent le cas des GIE privés qui disposent d'un capital financier important et d'un réseau social beaucoup plus solide au niveau de l'espace transfrontalier. C'est le cas du GIE Yellitare de Tambacounda, dirigé par celui qu'on considère comme le plus grand producteur de banane du sud du Sénégal. Son GIE dispose d'une logistique très bien fournie avec plusieurs remorques qui se chargent de l'acheminement des bananes vers la Gambie et la Guinée Bissau, tout en ramenant d'autres types de produits (comme l'huile de palme) vers le Sénégal. Les activités transnationales de commerce de banane auraient commencé vers 2008 avec la mise en place de chambres froides à Bissau et à Banjul[92].

[92] Selon Abdou Sall, fils de Mamadou Omar Sall et ancien stagiaire au GIE Yellitare de Tambacounda.

Dans l'ensemble, on peut noter que la culture irriguée de la banane profite de la position géographique des régions sud et sud-est, à cheval entre plusieurs pays pour étendre et diversifier ses zones de commercialisation. Cependant, cette activité transnationale concerne de faibles flux de bananes et demeurent à cette heure largement tournée vers la Guinée Bissau et la Gambie. On peut imaginer, sans le confirmer, de petits flux de bananes dirigés vers le Mali à partir des bananeraies de la vallée de Falémé, mais il n'a été noté nulle part en Moyenne Casamance et au centre-ouest du Sénégal oriental, des cas de vente de banane locale à destination du Mali ou de la Mauritanie.

Conclusion de deuxieme partie

Dans cette partie, nous démontrons que les producteurs de bananes sénégalais ont développé des stratégies d'adaptation aux exigences de la culture irriguée de la banane à travers leur modèle d'organisation, mais aussi, dans la gestion des risques de production et de commercialisation.

Du modèle coopératif, base socio-économique du développement de la culture irriguée de la banane, à l'accès aux marchés, principale visée de cette activité, le chemin de l'innovation bananière s'est révélé assez complexe. L'analyse des dynamiques de développement de cette culture irriguée montre une place primordiale donnée à la structuration des producteurs, que ce soit au niveau local (des GIE dans les villages) ou au niveau régional (des organisations faitières). L'importance du rôle de cette structuration sociale se traduit dans la gestion collective des ressources en eau et du cycle du bananier, par l'élaboration de règles de gestion collectives et surtout leur application rigoureuse (notamment le remboursement des charges collectives de production). Ce qui a donné de la solidité à la structure de production. A cela, il faut ajouter l'évolution de l'organisation des périmètres vers une individualisation de l'exploitation. La responsabilisation individuelle des producteurs a permis de les rémunérer en fonction de leurs efforts personnels dans leurs propres parcelles. A travers ce système de production, le collectif se limite aux charges liées à l'ensemble du périmètre (eau d'irrigation par exemple), laissant la performance individuelle.

Toutefois, il existe des différences dans les façons de produire entre la Casamance et le Sénégal oriental, des différences qui sont surtout liées à la variation des contextes entre

les deux régions. Par exemple, la salinisation du fleuve Casamance a interdit l'utilisation de son eau pour l'irrigation des bananes qui se fait à partir des eaux souterraines, alors qu'au Sénégal oriental, la production s'organise autour du fleuve Gambie.

Sur le plan de l'insertion des producteurs dans les marchés, il y a eu également des formes d'adaptation aux conditions du marché. Le développement de la banane irriguée s'est certes fait dans la recherche d'une meilleure rentabilité économique, mais les producteurs ont diversifié les types de marchés qu'ils investissent tout en gardant des relations complexes avec une multitude d'acteurs marchands (grossistes, banabanas, coxeurs, transporteurs, etc.).

Par ailleurs, le passage d'une commercialisation exclusivement destinée à des grossistes « quotataires », vers un marché diversifié, démontre une stratégie des producteurs visant à profiter de la flexibilité des prix et des périodes de commercialisation. Dans la zone de Moyenne Casamance, le développement des ventes parallèles répond aux nombreux retards de paiement des grossistes de Dakar et en même temps, permet aux producteurs de gagner de l'argent spontané sans attendre le partage de fin de campagne. Cet argent permet de faire face aux dépenses quotidiennes et autres besoins spontanés. Dans le Sénégal oriental également, notamment dans la zone de Gouloumbou, les ventes de bananes en circuit court destinées à la ville de Tambacounda jouent ce rôle de complément de dépenses quotidiennes en dehors des partages mensuels organisés par les GIE.

En somme, l'apprentissage a permis avec le temps de multiplier les chances de ventes (ventes parallèles, diversification des marchés), ce qui montre une grande capacité d'adaptation des producteurs à la complexité du marché, même si la réussite est loin de leur être promise face à la concurrence des bananes importées, mais aussi des autres fruits.

PARTIE 3 : BANANE IRRIGUEE ET DEVELOPPEMENT AU SUD DU SENEGAL : DES SUCCES, DES FRAGILITES ET DES DEFIS

Introduction a la troisieme partie

Le concept de développement est très complexe et fait l'objet de définitions aussi abondantes que variées. Pour sortir donc des méandres de la définition de cette notion, nous retenons des nombreuses approches sur le développement que ce « processus global de transformation des sociétés » (Pourtier, 2004 : 215), est une amélioration durable des conditions d'existence des populations à travers la satisfaction des besoins en nourriture, l'accès aux services de santé, d'éducation, de communication, la liberté politique et de conscience, etc. (Magrin, 2008). Cependant, vue de l'Afrique au sud du Sahara, ce développement semble encore loin des populations au point que certains se demandent : « l'Afrique tropicale serait-elle maudite ? » (Dubresson et al, 1994 : 4). Au Sénégal, plus précisément dans ses régions méridionales, cette situation est exacerbée par leur mise à l'écart des grandes dynamiques nationales de développement. Cette marginalisation a fait que le Sénégal oriental et la Casamance ont faiblement bénéficié des efforts publics de développement, surtout en matière d'équipements sociaux de base. En plus de cela, elle les a rendus peu attractifs par rapport aux mouvements des populations et des investissements privés parce qu'ils les mobilisent difficilement à leur compte.

Dans cette condition de mal développement généralisé, l'Afrique au sud du Sahara a attiré l'intérêt de l'aide internationale (publique et privée) au point de passer pour un « aimant à projets ». Ces nombreux investissements étrangers se sont traduits par des « opérations de développement » en tout genre. « L'opération banane irriguée », entreprise au sud du Sénégal depuis les années 1970, entrait dans ce cadre et visait clairement l'amélioration du niveau de vie des paysans dans un contexte difficile de crise climatique et économique (voir première partie).

Après quarante ans de développement bananier et dans la suite des analyses déjà faites en première et deuxième parties de cette recherche, l'on s'interroge sur les implications de cette opération en matière de développement local, régional, national et même au-delà. En quelque sorte, quelle est la part de l'émergence bananière dans les recompositions agricoles, sociales, économiques et spatiales observées au Sénégal oriental et en Moyenne Casamance. Ensuite, quel est son apport à l'évaluation des opérations de développement agricole et rural en Afrique noire ? Enfin, à quelles conditions le développement de la banane irriguée peut-il être articulé au nouvel

intérêt du Sénégal pour ses régions méridionales (effervescence minière et reconstruction post-conflit) ?

Cette troisième et dernière partie a donc pour objet de montrer d'une part, en quoi le développement de la banane irriguée serait un facteur de développement régional dans les zones du Sénégal. D'autre part, elle tente de tirer des enseignements à partir de cette « opération de développement » en Afrique noire et de la mettre en perspective par rapport à sa durabilité mais aussi par rapport à la trajectoire de développement du Sénégal dans le contexte actuel de regain d'intérêt de l'Etat pour les régions sud.

CHAPITRE 6 : *BANANE IRRIGUEE ET DYNAMIQUES TERRITORIALES : DE NOUVELLES REALITES DANS LE SENEGAL MERIDIONAL*

La pratique de la culture irriguée de la banane a induit des dynamiques territoriales importantes dans ses zones de production du sud et du sud-est sénégalais. Ces évolutions territoriales concernent d'abord globalement les interactions observées entre la banane irriguée et les autres éléments des stratégies agricoles, et leurs effets sur les systèmes productifs locaux. Il faut préciser que les bouleversements n'intéressent pas l'évolution de l'économie agricole générale des régions sud, mais tout justement les stratégies des producteurs de banane. Dans une certaine mesure, les changements socio-économiques chez les producteurs de banane peuvent créer des situations de différentiation sociale à l'intérieur des villages ou par rapport aux autres villages proches.

Ensuite, l'immigration de populations induite par le développement de la banane irriguée se révèlent être des facteurs de production de territoire dans les espaces de densités faibles (comme au Sénégal oriental) plus que dans les zones de relative ancienneté de l'implantation humaine (comme en Moyenne Casamance). L'exemple des zones de Gouloumbou et de Wassadou (dans le couloir fluvial de la Gambie) est assez significatif du phénomène d'aménagement spatial engendré par l'émergence bananière. Mais les nombreuses formes de contestations de l'implantation humaine (conflits fonciers, difficultés d'accès aux ressources naturelles, etc.) fragilisent les processus de territorialisation.

Enfin, la création de liens nouveaux entre ces zones enclavées et la ville de Tambacounda, avec l'exemple des lignes quotidiennes de transport dans certains villages de production, atteste de la reconfiguration des dynamiques relationnelles internes face à l'enclavement général des régions sud. Ces exemples de relations entre ville et campagne, ajoutés à l'attraction de nouveaux acteurs de développement par le biais des O.P. bananières, sont des sources de recompositions territoriales intéressantes à côté de la stabilité de la structure nationale des échanges.

I. Des changements agricoles et socioéconomiques au Sénégal méridional

1. L'intégration de la banane irriguée dans les systèmes de production agricole locaux : des interférences entre cultures ?

D'une façon globale, la pratique de la nouvelle culture n'a pas profondément bouleversé la dynamique des anciennes cultures dans la zone. Comme partout ailleurs à travers le monde rural sénégalais, la principale activité économique de la zone de développement de la banane irriguée est l'agriculture, avec une grande prédominance de la dualité cultures vivrières (mil, maïs, riz, sorgho, etc.) et cultures commerciales (coton, arachide, etc.). Le tableau 17 fait une présentation comparative des situations des cultures dans les régions de Tambacounda et de Sédhiou.

Tableau 17: Cultures vivrières et commerciales dans les régions de Tambacounda et de Sédhiou en 2013

REGIONS		MIL	MAIS	RIZ	SORGHO	ARACHIDE	COTON
TAMBACOUNDA	Sup (ha)	43 970	25 866	738	42 764	37 210	8 644
	Rdt (kg/ha)	883	1 034	6 283	969	956	803
	Prod (T)	38 834	26 755	4 637	41 439	39 075	8 721
SEDHIOU	Sup (ha)	29 036	9 001	21 108	2 721	32 238	133
	Rdt (kg/ha)	1 047	1 569	1 547	1 080	1 059	399
	Prod (T)	31 188	14 125	32 660	2 938	34 139	53

Source : SES [93]Tambacounda 2013 et SES Sédhiou 2013

Dans l'ensemble des deux régions, cultures vivrières et cultures commerciales gardent encore une place importante dans les économies rurales locales. Les cultures, prises individuellement, présentent des disparités par endroit avec par exemple une plus grande importance de la riziculture en Moyenne Casamance et de la culture du coton au Sénégal oriental.

La faiblesse des superficies bananières (0,10 à 0,50 ha par producteur) et la structure des champs de banane (concentration en périmètres de 10 à 30 ha) n'engagent pas de grandes implications en matière foncière chez les producteurs locaux. La banane irriguée n'amène pas les paysans à réduire systématiquement les surfaces allouées aux

[93] Situation économique et sociale.

autres cultures pour se faire de la place dans le paysage agraire d'autant plus qu'elles n'occupent pas les mêmes terres. Celles de la banane font souvent l'objet d'une appropriation collective aux abords immédiats ou un peu loin des cours d'eau, ou bien individuelle par des entreprises privées familiales pratiquant très peu de cultures traditionnelles.

Cependant, le plus important facteur d'interférences entre anciennes et nouvelles cultures est sans doute la gestion du temps de travail des producteurs. Comme le disait Gilles Sautter, « pour les ruraux africains, le facteur rare et qu'il faut économiser est le temps (ou l'énergie) consacré au travail agricole » (Sautter, 1978 : 235). Ce facteur temps agricole garde un intérêt encore plus grand dans le contexte de développement de la banane irriguée parce qu'ici plus qu'ailleurs, l'irrigation et le bananier exigent plus de temps, d'énergies et d'attention, en même temps qu'ils permettent de générer des surplus de revenus. Leur insertion dans les systèmes agricoles du sud du Sénégal, profondément pluviaux, s'exécute avec beaucoup d'interférences avec les cultures locales (tableau 18), surtout en période de saison des pluies. Là, les stratégies paysannes répondent tout naturellement à la nécessité de garantir la sécurité familiale par la diversification des ressources de l'exploitation. Dès lors, les réactions des systèmes locaux à l'introduction de la banane irriguée se réalisent différemment en fonction des appréciations paysannes sur les avantages offerts par chaque culture.

Tableau 18: Calendriers culturaux de différentes spéculations

<table>
<tr><th></th><th>Jan</th><th>Fév</th><th>Mars</th><th>Avr</th><th>Mai</th><th>Juin</th><th>Juil</th><th>Août</th><th>Sept</th><th>Oct</th><th>Nov</th><th>Déc</th></tr>
<tr><td rowspan="4">Banane</td><td colspan="6">Irrigation</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td colspan="2">Irrigation</td></tr>
<tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td colspan="2">Préparation parcelle</td><td colspan="3">Plantation</td><td></td></tr>
<tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td colspan="3"></td><td colspan="3">Sarclage, paillage, oeilletonnage, fertilisation</td><td></td><td></td><td></td></tr>
<tr><td colspan="4">Récolte</td><td></td><td></td><td></td><td colspan="5">Comptage et récolte</td></tr>
<tr><td>Cultures vivrières</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td colspan="2">Nettoyage champs</td><td>Semis</td><td colspan="2">Entretien</td><td colspan="2">Récolte</td><td></td></tr>
<tr><td>Coton</td><td>Récolte</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td colspan="2">Nettoyage champs</td><td>Semis
Entretien</td><td colspan="3">Entretien</td><td colspan="2">Récolte</td></tr>
<tr><td>Arachide</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td colspan="2">Nettoyage champs</td><td>Semis
Entretien</td><td colspan="2">Entretien</td><td>Récolte</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Anacarde</td><td></td><td></td><td colspan="5">Récolte</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr>
</table>

Ainsi, lors de nos enquêtes de terrain, nous avons observé trois types d'interférences entre la banane irriguée et d'autres cultures que nous avons choisies pour leur importance locale. D'abord, à Diannah Malary (à l'est de la Moyenne Casamance) et à Koulary (à l'ouest du Sénégal oriental) où l'arachide et le coton sont respectivement les principales cultures commerciales, la banane irriguée n'a pas eu d'effets réducteurs sur les emblavements des productions de base. En fait, l'ancienneté de la pratique de ces cultures marchandes et de leurs apports financiers à la sécurité familiale font qu'elles sont difficilement ébranlées par la banane irriguée.

Ensuite, à Nguène vers la frontière septentrionale du PNNK, la culture irriguée de la banane a fait reculer la culture du coton chez les paysans Peulh et empêché l'adoption de cette spéculation chez les migrants Sérère. Beaucoup de producteurs Peulh ont révélé une baisse des superficies allouées au coton afin de se consacrer à la banane qui apporte beaucoup plus de numéraires. Chez les producteurs migrants Sérère, venus dans le cadre du projet OFADEC pour la production de banane, la banane génère environ plus de 90 % des revenus des exploitations familiales (estimation à partir de nos entretiens avec des producteurs) et très peu de place est donnée aux autres cultures, même celles vivrières.

Enfin, nous remarquons dans la zone de Djibanar (en rive gauche du fleuve Casamance), des évolutions en défaveur de la banane irriguée, en lien avec l'arboriculture, notamment l'anacardier. Le développement de cette culture d'exportation au Sénégal a bénéficié vers la fin des années 1990, de l'instabilité politico-militaire en Guinée-Bissau (principale productrice d'Afrique de l'ouest) qui a réorienté les collecteurs de la noix d'anacarde vers le Sénégal pour satisfaire la demande indienne (Abdoul et al, 2007). En 2013, le Sénégal a produit plus de 6000 tonnes sur environ 17 00 ha (données FAOSTAT, 2013). Dans le Balantacounda qui en est l'une des grandes zones de production, la banane s'essouffle face à la concurrence de la noix d'anacarde pendant sa campagne de commercialisation (mars-juin). A cette période de l'année, la collecte des noix d'anacarde pour l'exportation mobilise les paysans locaux en tant que ramasseurs dans leurs plantations ou acteurs collecteurs entre le sud du Sénégal et la Guinée Bissau. Le prix du produit oscillant entre 250 et 500 F CFA en fonction du marché, c'est une activité qui rapporte et, selon nos enquêtes, les paysans peuvent gagner entre 400 000 F CFA et 1 000 000 F CFA pendant les 3 mois de la

campagne. Plus rémunérateur que le bananier en cette époque, l'anacardier repousse ce dernier en seconde zone dans les calendriers culturaux paysans.

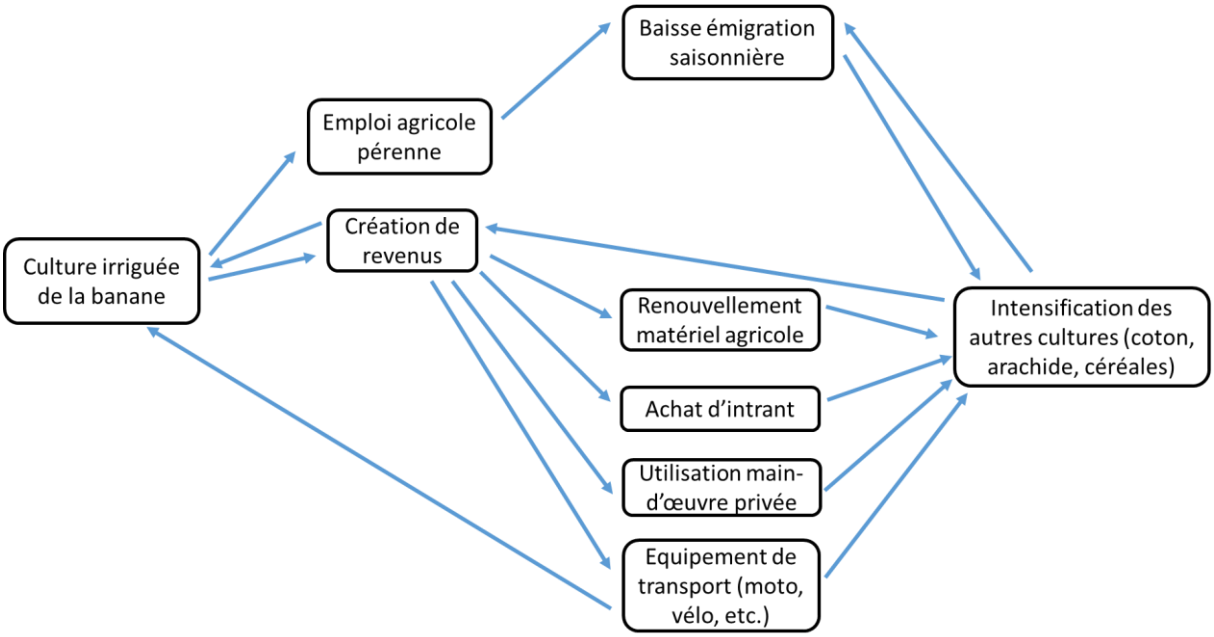
Face à ces interférences entre calendriers culturaux, surtout pendant l'hivernage, nous assistons à la mise en œuvre de stratagies variées pour la réalisation des différentes cultures. En Moyenne Casamance, dans la plupart des cas, la main-doeuvre familiale se répartie sur les différents champs mais en responsabilisant un des membres du suivi de la parcelle bananière qui demande en ce moment beaucoup de travaux d'entretien. Chez les ménages à faible population active, le chef de ménage commet souvent les services de main-doeuvre salariées pour des opérations ponctuelles comme la trouaison (100 F CFA/trou), le sarclage, etc. Au Sénégal oriental, beaucoup d'exploitations bananières, surtout autour de Gouloumbou, ont répondu par un abandon des cultures de coton, d'arachide, etc. Dans la zone de Wassadou, les bananiculteurs mourides qui font l'arachide, la banane et le vivrier investissent surtout dans l'équipement en matériel agricole pour mieux suivre les différents calendriers culturaux.

2. Les interactions entre la banane irriguée et les stratégies productives locales : des sources de développement agricole et de sécurisation des ressources familiales

La pratique de la culture irriguée de la banane entraine des évolutions dans les systèmes de production de ses producteurs à travers des échanges de services entre les cultures mais également, de façon plus globale, entre les différentes activités. Pour une meilleure appréhension de ces interactions, nous étudions les effets de la culture de la banane par rapport aux principaux éléments des stratégies productives en cours dans les zones d'exploitation bananière au sud du Sénégal.

Au-delà des interférences ci-évoquées, la culture irriguée de la banane a apporté des améliorations dans les systèmes de production de la zone, entrainée par les interactions positives entre la banane irriguée et les autres éléments des systèmes agricoles (figure 14).

Figure 14: La culture de la banane, comme facteur d'intensification agricole

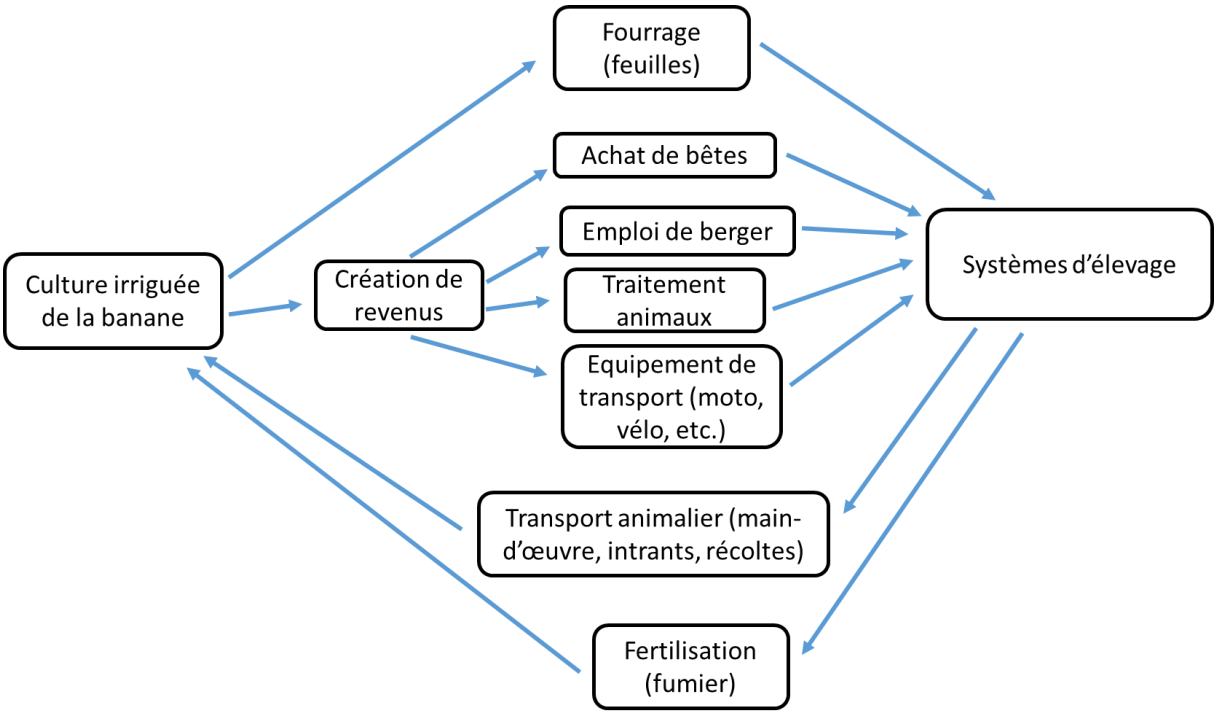


L'irrigation, comme partout ailleurs en Afrique sahélienne où elle est pratiquée, a permis ici aussi à des systèmes agricoles profondément pluviaux et extensifs, une extension de l'activité agricole sur toute l'année et une plus grande ouverture sur le marché (Diemer et Van Der Laan, 1987 : 117). Ainsi, la saison sèche dite « morte » devient « vive » par la continuité de l'activité agricole puis que l'irrigation et le caractère pérenne de la culture de banane étalent l'activité agricole sur toute l'année. Si la saison agricole était traditionnellement située entre mai et novembre (de la préparation à la récolte des champs), l'adoption de la culture du bananier, s'exécutant toute l'année, permet d'occuper le reste de l'année. Cette pérennisation de l'activité agricole contribue alors à retenir la main-d'œuvre familiale qui émigrait autrefois et à augmenter sa productivité. Le marché permet de rémunérer l'activité agricole et comme le soulignait déjà Sément en 1986 pour le cotonnier en Afrique tropicale, le revenu du bananier favorise l'amélioration des autres cultures (arachide, céréales, etc.). Dans nos entretiens avec les producteurs sur les destinations du revenu bananier, il est apparu que l'argent de la banane permettait aussi d'acheter du matériel et des intrants agricoles, en plus d'employer de la main-d'œuvre privée dans les autres spéculations.

Pour les systèmes d'élevage également, la culture de la banane s'intègre relativement bien à l'image de ce qui se passe ailleurs avec d'autres cultures marchandes (Pélissier,

1966 ; Tersiguel, 1996). Cette relation étroite ne doit jamais être occultée dans l'étude des innovations agricoles en Afrique occidentale parce que : « quelle que soit la diversité des systèmes de production (plus ou moins extensifs, agropastoraux ou agricoles), l'élevage a tissé des liens étroits avec l'agriculture, dont il a été un des moteurs (à travers la culture attelée et la fumure) et un facteur de sécurisation (la capitalisation sous forme de cheptel permet d'amortir les crises) » (Cesaro et al, 2010 : 5).

Figure 15: Interactions culture irriguée de la banane et systèmes d'élevage



Dans le sud Sénégal qui abrite 24,6 % des ménages pratiquant l'élevage au Sénégal (ANSD, 2013), cet aspect garde un grand intérêt dans l'analyse du développement de la banane irriguée (figure 15). Toutes les exploitations bananières utilisent du fumier pour enrichir leurs parcelles. L'élevage facilite aussi par la traction, le transport de paille (pour le paillage des bananiers), de main-d'œuvre et de récoltes et, ces opérations sont surtout assurées par les bovins et les ânes. En retour, les revenus générés par la banane sont réinvestis en partie dans l'achat de bêtes, l'emploi de bergers pour la conduite des animaux et l'entretien sanitaire du bétail. Nous remarquons aussi que les feuilles de bananiers sont utilisées dans la complémentation alimentaire du bétail. Ceci prouve qu'au Sénégal « l'augmentation du cheptel traduit les succès de l'agriculture irriguée » (Cesaro et al, 2010 : 5) et des cultures marchandes.

Il faut toutefois préciser que quelques différences existent entre les exploitations bananières à partir de l'importance de leur propre cheptel. Dans la zone de Diannah Malary (Moyenne Casamance) par exemple, où la majorité des producteurs de bananes détiennent des troupeaux de bovins[94], l'accès au fumier pour le bananier ne nécessite pas de grandes sorties financières puisque les producteurs utilisent directement les buses de leurs bovins. Alors que dans l'arrière-pays de Gouloumbou, la fumure des bananiers est très couteuse pour les Sérère migrants qui ne disposent pas de beaucoup d'animaux.

A part ces échanges mutuels avec les systèmes de culture et d'élevage, la culture irriguée de la banane a favorisé par ailleurs, le développement de pratiques plus ou moins innovantes d'agriculture contractuelle. Dans le Sénégal oriental plus qu'en Moyenne Casamance, le développement des périmètres privés s'est opéré sur la base de négociation entre opérateurs économiques et populations locales ou migrantes pour l'exploitation bananière. Comme nous l'avons expliqué au chapitre 4 sur la dynamique d'organisation des producteurs, il s'agit de formes de contractualisation entre opérateurs privés (assurant les investissements financiers et matériels) et « coopérants » (exploitants contractuels) chargés d'exploiter les parcelles. En contrepartie, le coopérant touche une part (30 à 35 %) du produit tiré de la commercialisation des bananes de la parcelle à la fin de la campagne, ou bien encore le surplus après paiement des 350 000 F CFA de cotisation annuelle représentant les charges d'exploitation collective fixées par certains promoteurs (comme à Gouloumbou ou à Nguène au Sénégal oriental).

Ces types d'arrangement gardent une place de choix dans les systèmes de production bananière au Sénégal oriental, plus qu'en Moyenne Casamance (seul cas d'ARINC). Le GIE Yelittare par exemple, à lui-seul, engage plus de 500 personnes dans ce type de contrats d'exploitation. Les exploitants contractuels sont souvent des migrants venus du sud, notamment de la Casamance (départements de Vélingara, Kolda, Bignona), mais aussi des régions de Kédougou, de Guinée et Guinée Bissau. Venu à la recherche d'emplois agricoles, l'intérêt de ces paysans contractuels dans ces arrangements, est de leur permettre d'accéder à des terres, mais aussi et surtout à des investissements financiers et matériels qui leur sont globalement inaccessibles. Mais, la difficulté réside

[94] Selon M. B., Chef du poste vétérinaire de Diannah Malary, on compte dans la zone plus de 8000 bovins, 4000 ovins et 500 asins.

dans le fait qu'il soit difficile pour eux d'inscrire leur sécurité familiale dans la durabilité. Parce qu'en fait, limités par le manque de moyens financiers et dépendant des opérateurs privés, leurs systèmes de production sont loin d'être viables.

L'exploitation contractuelle des périmètres bananiers induit donc des évolutions dans la structure des systèmes de production, en ce sens qu'elle introduit à côté des exploitations familiales, une nouvelle catégorie d'agricultures portée vers l'entreprise, certaines étant parfois plus sophistiquées que les autres.

En plus des premiers GIE privés comme Yellitare qui travaillent avec des exploitants contractuels dans leurs périmètres, de nouvelles entreprises s'investissent dans l'exploitation bananière en signant des contrats avec des GIE producteurs auxquels elles accordent des préfinancements (pour les intrants, la modernisation des équipements, etc.) en contrepartie de l'exclusivité des achats de banane. D'autres tentent maintenant de mettre en place des périmètres qu'elles exploitent en engageant des ouvriers agricoles. C'est à l'image de la Sénégalaise Fruitière de Développement (SFD) qui a mis en place un système contractuel de type « contrat farming » avec certains GIE producteurs (comme Nguène 1) pour la distribution de la banane locale dans le marché domestique à grand pouvoir d'achat. Elle a créé aussi un périmètre bananier d'environ 30 ha en marge du PNNK qu'elle a équipé et dont l'exploitation est assurée par des ouvriers agricoles à qui elle paie environ 60 000 F CFA chaque mois. L'ensemble des activités de SFD est mis sous l'encadrement d'ingénieurs agronomes ivoiriens basés à Tambacounda (anciens de la Société de Culture Bananière – SCB – de Côte-d'Ivoire) qui ont mis en place une structure d'appui-conseil (Djôlo).

Le développement récent de l'agriculture contractuelle dans la culture bananière et, plus généralement dans l'économie agricole locale, répond à une dynamique globale d'ouverture de l'agriculture sénégalaise aux capitaux privés. Une véritable modernisation s'en suit avec une plus grande intensification de l'exploitation agricole, à côté des agricultures extensives. Ces dynamiques sont porteuses de changements et de différenciations sociales et territoriales dans le sud du Sénégal.

3. L'argent de la banane, un facteur de sécurité socio-économique et d'ascension sociale pour les producteurs ?

L'importance d'une innovation se jauge à l'aune des changements qu'elle induit dans les sociétés et les milieux qui l'adoptent. En cela, la culture irriguée de la banane a engendré des mutations sociales et spatiales en Moyenne Casamance et au Sénégal oriental, qui méritent d'être étudiées pour mieux apprécier l'importance de ses effets d'entrainement au niveau local. Nous avons choisi d'observer les effets de l'argent de la banane sur la structure sociale ainsi que les autres changements socio-économiques induits, pour voir comment la banane irriguée participe à produire des différenciations entre terroirs dans le monde rural.

« Le développement est par nature producteur d'inégalités, sociale et spatiale » (Charléry de la Masselière, 2011 : 98). En Afrique rurale, les dynamiques de changements ont été entrainées en bonne partie par le développement des cultures commerciales depuis l'époque coloniale. Ces cultures d'exportation ont fabriqué durablement des différenciations sociales et spatiales par la monétarisation de la vie rurale mais aussi les équipements sociaux et de transport (Pourtier, 2010b).

En ce qui concerne la banane irriguée, tous les entretiens avec les producteurs s'accordent sur le fait que la banane est rémunératrice, et cet avis recoupe avec les constats déjà faits ailleurs comme en Côte-d'Ivoire (Chaléard, 1996). Dans le sud du Sénégal, la comparaison des revenus de la banane à ceux du coton, par exemple, montre une grande rentabilité économique de l'activité bananière (tableau 19).

Tableau 19: Comparaison des prix, coûts et revenus de la banane et du coton en milliers de franc CFA

	Prix/T	Rdt (T/Ha)	Coût	Revenu brut	Revenu net
Banane Moyenne Casamance	195	30	2 200	3 900	1 700
Banane Sénégal oriental	180	30	2 024	3 600	1 576
Coton Sodefitex	255	0,9	106	229, 5	123,5

Source : SODEFITEX pour le coton, enquêtes personnelles pour la banane.

NB : *pour la banane, le prix en Moyenne Casamance (M.C.) est la moyenne des prix pratiqués bord-champs et à Dakar, et le rendement (rdt) en M.C. et au Sénégal oriental (S.O.) est celui de la moyenne ; pour le coton, le prix est celui de la Sodefitex en 2013, le coût est celui du meilleur producteur de 2013, selon la société.*

Pour un hectare, la banane procure 1,5 (en M.C.) à 1,7 million de F CFA (au S.O.) alors que le coton ne fournit qu'environ 120 mille F CFA ; la différence est largement en faveur de la banane. Les producteurs de banane en M.C. gagnent individuellement environ 170 000 FCFA sur leurs parcelles de 0,10 ha, pendant que ceux du S.O. ont en moyenne près de 460 000 FCFA sur 0,25 ha habituels. Ces revenus moyens cachent bien des différences de gains entre producteurs. Pendant que certains n'arrivent pas à rembourser les charges d'exploitation des parcelles de banane, d'autres ont plus de 600 000 FCFA sur des parcelles de 0,10 à 0,25 ha, au moment où le meilleur producteur de coton en 2013 selon la SODEFITEX n'avait que 366 980 FCFA sur 1 ha. Selon le Secrétaire Général du GIE de Diannah Malary qui était le meilleur producteur au Sénégal en 2006, avec un record de 9 tonnes sur 0,10 ha, il avait reçu un revenu de fin de campagne de plus de 900 000 FCFA et les félicitations du Ministre de l'Agriculture.

Avec de tels revenus, la banane irriguée est un facteur important des changements en cours dans les zones bananières. Chez les producteurs, l'argent de la banane joue un rôle très important dans les stratégies productives des paysans et dans la zone de l'APROVAG, il représenterait en moyenne 72 % du revenu total des ménages (Veco Sénégal, 2008), voire près de 90 % chez certains. Cet argent est essentiellement utilisé dans l'entretien familial (frais de nourriture, de santé, de scolarisation, habillement, etc.), l'amélioration du confort familial (vélo, moto « Jakarta », téléviseur, panneaux solaires, construction d'habitat, etc.) (photo 41), l'augmentation du capital économique (achat de bétail, fonds de démarrage de petit commerce).

Photo 41: Panneaux solaires et téléviseurs, des symboles de modernité chez les bananiculteurs du sud Sénégal



Cette photo montre en haut vers la droite l'antenne de téléviseur et le panneau solaire au-dessus d'une case d'un producteur de banane du village de Koulary vers la frontière gambienne, au sud-ouest de la région de Tambacounda

Source : Badji S., Koulary, juin 2013

Dans la zone de Sédhiou par exemple, l'achat de moto (souvent « Jakarta ») contribue à faciliter les déplacements vers les villages-centre ou vers les bananeraies. Il est ainsi d'un producteur, situé à environ 10 km de Diannah Malary et à 8 km du périmètre, qui a acheté sa moto « Apache » à plus de 500 000 FCFA. Ailleurs, d'autres ont tenté d'augmenter leur capital économique familial à travers le financement d'un petit commerce. A Nguène, un ancien dirigeant du GIE Nguène 2 tient un commerce de détail et de diverses boissons alcoolisées qui représente actuellement sa source principale de revenus devant la banane irriguée qui l'a financé au démarrage. Parallèlement, sa femme, productrice, gère aussi un commerce régulier de vin de rônier appelé localement *bissup* en Sérère Pambal[95], et quelques fois, elle vend de la viande de phacochère grillée ; les deux produits lui sont fournis par les jeunes bassari cueilleurs de vins et chasseurs d'occasion.

Pour les migrants bananiers, cet argent est réinvesti aussi dans l'entretien du lien avec les zones d'origine. Ainsi, nombreux sont les producteurs immigrés Sérère, Peulh, Diola de Nguène, Saal, Koar, Sankagne, qui affirment procéder à des transferts réguliers d'argent pour leurs familles d'origine. A Koar, un ancien élève technicien agricole venu cultiver de la banane, déclare envoyer les frais mensuels d'entretien de sa famille (femme et enfants) qui réside à Kaolack. D'autres de la région de Thiès surtout, ont construit des maisons dans leurs villages de départ, nourrissant encore la flamme du retour au bercail.

Cependant, l'importance du revenu ne se lit pas seulement à travers son simple accès et aux différentes utilisations qu'on lui réserve. La régulation de l'accès à l'argent de la banane s'opère par le système des paiements en fin de campagne (en Casamance) ou mensuellement (au Sénégal oriental). Cette régulation fait office de banque parce que permettant une épargne du revenu de l'activité bananière, ce qui se révèle souvent à l'avantage du paysan contre la dilapidation des modiques sommes journalières ou périodiques. Ainsi, à l'instar des éleveurs fournisseurs de Nestlé au Ferlo sur leur paiement hebdomadaire (Vatin, 2008), ici aussi les bananiculteurs considèrent cette forme de paiement comme un système d'accumulation permettant des investissements plus remarquables (comme la construction de maison en dur). En Casamance, où le

[95] C'est un dialecte de la langue Sérère qui est parlé dans la zone bananière de Gouloumbou où les producteurs sont en majorité venus de l'arrondissement de Pambal, dans la région de Thiès. ;

paiement s'effectue en début août, l'argent de la banane arrive en période de soudure et intervient donc directement dans les stratégies locales de sécurisation alimentaire.

Tous ces avantages construisent une échelle d'ascension sociale pour les producteurs au milieu d'une paysannerie pauvre. Comme ce fut déjà observé ailleurs avec le coton, le café, l'arachide, etc. (Magrin, 2001 et 2013), la banane, en tant que culture commerciale, crée de nouvelles formes de différenciation sociale dans le monde rural du sud sénégalais. Aujourd'hui que la société sénégalaise devient fortement individualisée comme partout ailleurs en Afrique noire, le nombre d'enfant n'est plus symbole de puissance face à l'envahissement de la monnaie. « Entre des acteurs économiques progressivement réduits à leur dimension individuelle, l'argent reste seul à arbitrer, et la logique moderne triomphe sans partage » (Sautter, 1978 : 237). Avec le revenu bananier et ses signes extérieurs (accès à la liquidité et à la modernité), le producteur gagne un nouveau statut dans la communauté villageoise. Comme me disait le président du GIE de Koulary en 2013 : « la banane fait que nous pouvons emprunter comme nous le souhaitons chez le boutiquier parce qu'on est solvable, et les non-producteurs espèrent toujours de nous un peu d'aide en période de soudure ». A cela s'ajoute la possibilité d'épouser plusieurs femmes (Assane Dagna, 2006) avec l'argent de la banane, ce qui est certes un symbole de pouvoir économique mais aussi social, surtout en milieu manding et peulh. Dans les villages sérère de la zone de Gouloumbou (Nguène, Saal), l'argent de la banane permet d'intensifier la vie festive et de faciliter l'accès aux vins et alcools. Ce qui montre une hausse du pouvoir d'achat des producteurs[96] à l'image des observations de Geneviève Cortes (2002 : 191) sur l'argent de l'émigration à Pampa Chirugua en Bolivie.

Cette reconfiguration des relations sociales sur un fond numéraire et à partir de l'innovation bananière, se déploie également dans les instances décisionnelles des communautés locales. Cette idée conforte la thèse de Mwana-Mfumu Isangu (2003) selon laquelle l'innovation agricole peut porter des enjeux de pouvoir ; ce qu'il a démontrée à travers l'introduction de la culture de niébé et l'accès au pouvoir au RDC. Ainsi, en Moyenne Casamance, on peut bien dire que pour accéder au poste de 1er

[96] En observant les fréquentations d'un certain nombre de producteurs dans les boutiques-bars de Nguène, nous constatons que le nombre de consommations journalières de ces boissons est un indicateur du rehaussement du niveau de vie des producteurs. Les fréquentations sont plus nombreuses, avec des quantités plus grandes, au début des mois (périodes de paiement de l'argent de la banane) que le reste des mois.

Adjoint au Maire de la commune de Diannah Malary entre 2009 et 2014, le Président du GIE de Diannah Malary a utilisé l'ascenseur de l'OP de banane qui lui a permis d'assoir son ambition politique et sa base électorale. Les exemples de ce type ne sont certes pas si nombreux dans la zone, mais la perspective est bien envisageable.

Pourtant cette ascension sociale fait peur à certains producteurs. Cette crainte se justifie, selon eux, par la jalousie qui pourrait attirer le mauvais sort, surtout que dans les sociétés africaines l'ascension offerte par « l'argent chaud » n'est pas toujours acceptée pouvant « troubler l'harmonie sociale » (Fieloux et Lombard, 1989). Preuve de la crainte de la réussite individuelle, un producteur enquêté à Nguène avait transféré sa fille au Séminaire Catholique de Affiniam (région Ziguinchor) parce qu'en étant toujours première de sa classe, elle attirait le « mauvais œil », tout autant que son père ne pouvait extérioriser son pouvoir financier. Néanmoins, cette crainte de produire du surplus semble faire ses adieux sous l'effet des changements et des aspirations collectives à la modernité.

II. Une construction difficile d'un territoire bananier au sud du Sénégal

1. Des dynamiques de peuplement sous l'essor bananier

La culture irriguée de la banane s'inscrit aussi dans l'espace de ses zones de production de façon certes inégale et différente. Partout, ses périmètres irrigués caractérisent une transition des systèmes de production agricole fondés sur une exploitation saisonnière vers des cultures annuelles. En dehors de ces périmètres, l'inscription spatiale de la banane irriguée se traduit aussi par de profondes mutations dans l'occupation et le développement des zones de production, qui sont plus perceptibles au sud-est qu'au sud du pays. En Moyenne Casamance, les changements sont plus visibles chez les exploitants eux-mêmes (construction en dur, vélos, charrettes, motos, femmes, etc.) que dans l'espace. Cependant, on note dans des zones comme Diannah Malary et Mangaroungou, des mouvements de producteurs ralliant régulièrement leurs champs de banane à vélos, motos, charrettes, etc. Ces aller-retour quotidiens forment des menues dynamiques spatiales inédites nées de l'activité bananière qui a érigé les périmètres en de petites centralités locales pour la vie paysanne.

Dans le Sénégal oriental, surtout vers la zone tampon du PNNK, de profonds changements spatiaux sont en cours sous la dynamique de développement de la banane irriguée. Les arrivées de migrants bananiers ont entrainé une densification de l'occupation humaine autour du fleuve Gambie par les hommes et leurs activités agricoles. En effet, l'essentiel de la population, notamment des gros villages (plus de 1000 habitants), se situe dans les zones attenantes au fleuve Gambie et il s'agit le plus souvent de villages producteurs de banane. Dans la commune de Dialakoto, les deux villages qui pratiquent la culture de la banane sont les plus gros (Wassadou Dépôt qui compte 1389 habitants et Laboya avec 1382 habitants derrière Dialakoto, chef-lieu de commune avec 1660 habitants[97] Dans celle de Missirah aussi, la zone de Gouloumbou[98] regroupe 47 des 87 villages que compte la commune[99] parmi lesquels les plus gros, entre 1000 et 2000 habitants, abritent des bananiculteurs (Gouloumbou, Sankagne 1, Sankagne 2, Koar Projet, etc.). Dans ces zones autrefois non habitée[100], l'augmentation récente de la population est le résultat de la mise en place des bananeraies qui a induit l'arrivée de producteurs étrangers et la création de nouveaux villages (Saal, Nguène, Laboya, etc.).

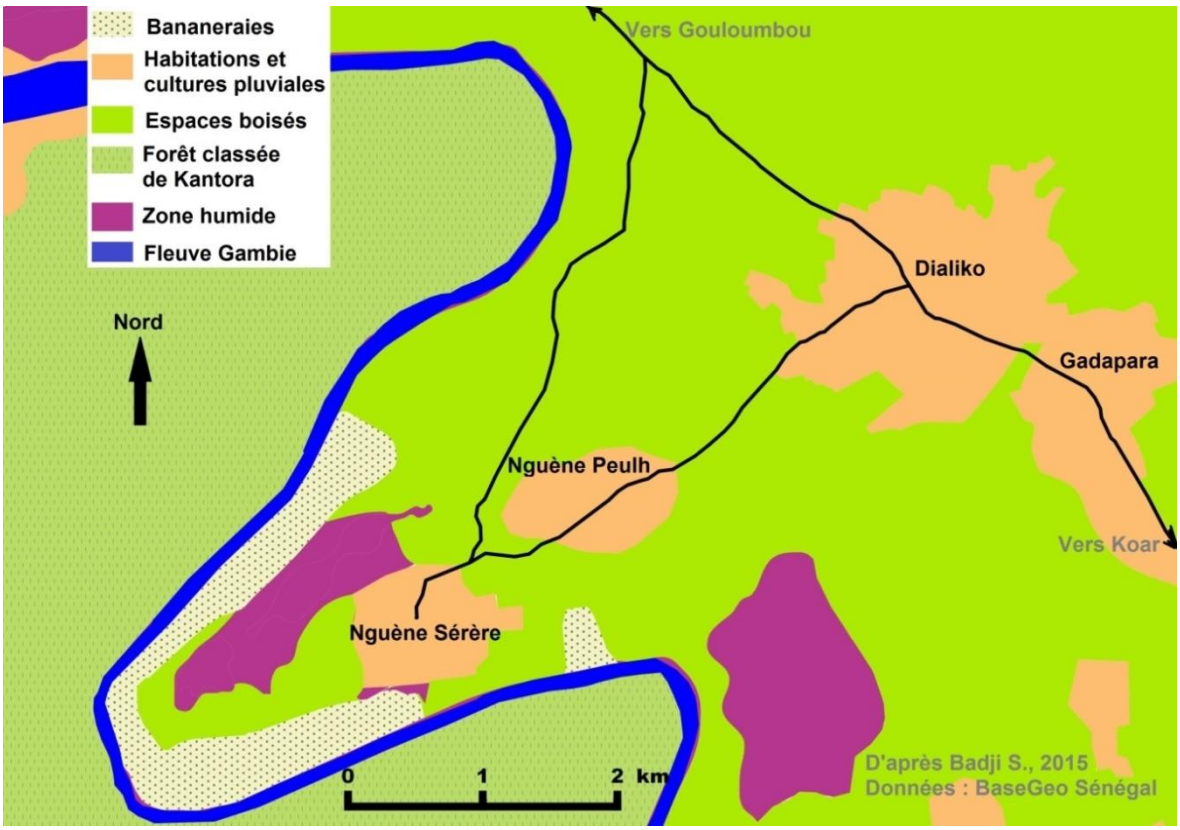
L'analyse de la dynamique spatiale de l'axe Dialiko – Nguène (carte 16) montre un phénomène de construction territoriale induite par le développement de la culture irriguée de la banane dans un espace qui a enregistré très peu de l'occupation avant les années 1980. Comprise entre le fleuve Gambie au sud et la forêt de Kouar au nord, cet axe appartient à une zone connue pour la faiblesse de la présence humaine due en grande partie à l'insalubrité du milieu physique (Pélissier, 1966 ; Mouchet et al, 1999 ; Boulet, 2001). Avec le fleuve Gambie aux eaux courantes et favorables à l'éclosion et à la multiplication des simulies (Pélissier, 1966 : 508), la zone se révélait, jusqu'à sa désinfection dans les années 1950, impropre à l'épanouissement humain et pastoral à cause de l'onchocercose et de la trypanosomiase. Ainsi, comme nous l'avons vu dans la première partie de cette thèse, il n'y avait comme village au moment de l'arrivée du projet bananier vers 1980 que Dialiko (moins de 200 habitants). Ce village a été créé à

[97] Commune de Dialakoto, 2011. Plan local de développement.
[98] C'est une des quatre subdivisons de l'espace communal organisées en fonction des caractéristiques socio-culturelles et historiques des villages autour d'un village centre qui les polarise.
[99] Commune de Missirah, 2012. Plan local de développement.
[100] Nous l'avons déjà dit, la présence de l'onchocercose dans la vallée de la Gambie avait longtemps rendu cette zone répulsive jusque dans les années 1950 quand des programmes intensifs de traitement ont permis d'éradiquer ce phénomène.

partir de 1973 par les populations éleveurs, d'ethnie Peulh, expulsées du PNNK en 1969 pour les besoins de son extension dans le cadre de la politique étatique de « conservation de la nature ». Aujourd'hui, cet axe est parsemé de trois villages avec une population d'environ 1 800 habitants répartie approximativement entre Dialiko (650 habitants), Nguène Peulh (750 habitants) et Nguère Sérère (400 habitants).

Situé à environ 5 km du fleuve Gambie, Dialiko est le village-source de l'occupation humaine, à partir duquel les premiers producteurs de banane du site de Nguène ont été choisis par l'OFADEC pour constituer le GIE Nguène 1 en 1982. Pour mieux s'approcher du périmètre jouxtant le fleuve, les membres du GIE ont créé le village de Nguène Peulh en 1983 à 2 km de la bananeraie. L'année suivante (1984), l'OFADEC a organisé l'immigration des paysans Sérère de la région de Thiès dans le cadre du périmètre de Nguène 2 qui ont à leur tour créé Nguène Sérère à 1 km du fleuve. Après ces mouvements encadrés par le projet, d'autres arrivées spontanées sont notées dans la zone, notamment dans le dernier village, impliquant la création du GIE Nguène 3. Mais, comme dans les Terres neuves au début des années 1970, jamais les Sérère n'ont réellement continué de créer d'autres villages par des mouvements d'immigration importante (Garenne et Lombard, 1991). Les dernières immigrations sont de diverses origines (Casamance, régions de Kédougou, de Thiès, département de Koumpentoum, etc.) et concernent des parents proches des premiers Sérère venus et d'autres ethnies (Diola, Peulh, Kognagui, Bassari, etc.) intéressés par la culture de banane ou d'autres activités non-agricoles comme la récolte de vin, la mécanique, etc.

Carte 16: Mode d'occupation de l'espace dans la zone de Nguène – Dialiko au Sénégal oriental



1973 : Dialiko est créé par des populations Peulh expulsées du PNNK en 1969. Ils sont essentiellement éleveurs.	**1983 :** Nguène Peulh est créé par les producteurs de banane du GIE Nguène 1 mis en place par l'OFADEC. Ils sont originaires de Dialiko.	**A partir 1984 :** Nguène Sérère est créé par les producteurs étrangers de Nguène 2, puis Nguène 3, venus de l'ouest du Sénégal. Ils seront rejoints par d'autres populations non-agricoles.

Cette dynamique spatiale née du développement de la banane irriguée au Sénégal oriental, montre combien cette culture peut représenter un facteur de d'accroissement de l'emprise humaine dans des zones à faible densité. Certes moins vigoureusement que l'arachide au Sénégal (David, 1980) et le coton au Tchad et au Burkina Faso (Magrin, 2001 ; Renaudin, 2011), la banane irriguée continue une source de recompositions territoriales importantes.

Mis à part la zone de Nguène, elle a entrainé des dynamiques relativement semblables dans la région sous des modèles identiques (Saal, Sankagne) ou différents parfois. A Laboya par exemple (vers la route de Kédougou), l'OFADEC s'est appuyé en 1977 tout

comme à Nguène, sur un village préexistant que représentait Dialakoto pour organiser le peuplement et l'exploitation bananière de l'espace en déplaçant des membres du quartier de Soukouto. A la différence de Nguène en revanche, l'OFADEC n'a pas eu localement recours à des allochtones. Ces derniers (Wolof, Sérère, Bassari, Tenda, Diola, etc.) sont venus de façon spontanée surtout avec l'implantation d'opérateurs privés (comme le GIE Yellitaré) ayant emblavé plus de 250 ha de bananeraies depuis le milieu des années 1990. Aujourd'hui Laboya est riche de plus de 1300 habitants [101] alors qu'il n'en comptait que 133 en 1988 (Diallo, 2004). Un autre modèle de peuplement induit par la banane irriguée s'est opéré sans déplacement de population locale, mais juste en créant les bananeraies à côté des villages des producteurs qui grossissent avec l'arrivée de migrants. C'est le cas de Gouloumbou mais aussi de Foudou, en rive gauche de la Gambie dans le département de Vélingara en Casamance.

2. Des mutations sociales à l'ombre de la culture irriguée de la banane

La culture irriguée de la banane a favorisé par ailleurs, des dynamiques locales d'équipement et d'amélioration des conditions de vie dans certains villages de production. C'est évident que cette culture nouvelle n'a pas entrainé les mêmes effets sur ses territoires d'adoption dans le sud du Sénégal : elle a eu des effets d'entrainement relativement positifs dans le développement social de l'arrière-pays de Gouloumbou au Sénégal oriental plus que dans le reste de la commune de Missirah et des régions méridionales. Le développement de la banane, les dynamiques organisationnelles qui le sous-tendent et l'intensification de l'implantation humaine ont favorisé dans certaines zones l'acquisition d'équipements sociaux de base (écoles, case de santé, eau potable, etc.) (planche 14) et la création d'emplois agricoles et non agricoles favorables à une dynamique locale de changement social. On peut considérer ces évolutions comme des externalités de l'émergence bananière.

Dans un premier temps, les zones bananières ont surtout bénéficié de l'intérêt d'organisations caritatives, comme l'ONG Le Kinkéliba qui s'est appuyé sur les organisations paysannes locales. Cette association française est créée en 1995 et intervient en premier lieu pour le développement médical, éducatif et économique dans les régions enclavées d'Afrique, notamment au Sénégal oriental (Le Kinkéliba,

[101] Selon le PLD de 2011 de la commune de Dialokoto.

2008). Ses interventions dans cette région sont surtout concentrées dans la zone bananière, particulièrement dans les communes de Missirah et de Wassadou. Parmi les réalisations de l'ONG, on peut citer des maisons médicales à Sinthian et Wassadou, des jardins d'enfants à Koar et Saal, une ferme-école à Wassadou, un foyer de jeunes filles à Tambacounda accueillant des élèves rurales surtout de la zone bananière, etc.

L'impact local de ces actions dans le développement social est perceptible à travers l'expérience de la Mutuelle de santé des planteurs de banane de Gouloumbou et la maison médicale mutualiste de Sinthian. La Mutuelle est créée en 1998 par des GIE producteurs de banane, des agriculteurs, des éleveurs et d'autres ruraux répartis sur sept villages environnants de Gouloumbou (Nguène, Saal, Koar, Sinthiourou, Saré Seyni, Adiaff et Sinthian), dans le but de prendre en charge de façon collective les besoins de santé des populations locales[102]. La même année, la Mutuelle bénéficie d'une maison médicale équipée d'un coût de 130 000 euros, soit plus de 85 millions de francs CFA, fiancé par Le Kinkéliba avec l'appui de la Fondation Veolia Environnement, de Nexans, d'Eiffage Sénégal, etc. L'ONG s'est aussi attelée à recruter le personnel médical composé entre autres de médecin, d'infirmier, de sage-femme, de laborantin, d'aide-soignante, de chauffeur. Ainsi, moyennant une adhésion de 3000 F CFA et d'une cotisation annuelle de 18 000 F CFA, les plus de 500 adhérents sont bénéficiaires avec leurs familles de services gratuits (consultation, hospitalisation et échographie) et subventionnés (40% sur les médicaments et 50% sur les évacuations). Les revenus tirés de la banane permettent aux membres de s'acquitter aisément de ces dépences. Aujourd'hui, cette structure de soin offre annuellement près de 6500 consultations avec une forte implication des populations locales chez qui la santé absorbe près de 30 % des dépenses annuelles des familles[103]. En outre, l'intérêt de cette expérience réside dans le fait que la Mutuelle et la maison médicale constituent des exemples de mutualisation dans le domaine de la santé en campagne sénégalaise, particulièrement dans le contexte actuel de généralisation de la couverture médicale par l'Etat. Cependant, la structure présente la limite de dépendre de l'aide internationale car les cotisations des membres sont encore insuffisantes pour couvrir

[102] Pape Demba Sidibé, 2013, « Couverture médicale universelle : La mutuelle des planteursde banane de Gouloumbou, un exemple de réussite, dans www.lesoleil.sn, du 12 novembre 2013.
[103] Selon le Groupe d'Etude, de Recherche et d'Aide à la Décision (GERAD) dans le cadre d'une étude de base en 2007 sur le PECTAC 2 pour la Coopération japonaise.

les coûts de fonctionnement et beaucoup de chefs de ménage hésitent encore à y adhérer préférant payer ponctuellement leurs besoins sanitaires (Dia, 2010).

En dehors des actions de l'ONG Le Kinkéliba, d'autres réalisations faites par d'autres organisations caritatives permettent d'améliorer les conditions de vie locales dans les zones bananières. C'est le cas des cases de santé construites à Saal, Nguène, Sankagne (photo 43), Koar, Adiaff, etc., avec un financement total ou partiel de structures caritatives. En 2013, l'ONG Groupe Soleil International a financé la mise en place de la structure de santé du village d'Adiaff. Dans les villages sérère comme Nguène et Saal, des interventions extérieures comme celles des organisations catholiques ont aidé à la construction d'écoles, à côté des jardins d'enfants de Le Kinkéliba (photo 42), à destination de la communauté chrétienne née de l'arrivée des migrants de la banane venus de la région de Thiès.

Planche 14: Equipements sociaux de base en zone bananière



Photo 42: Jardin d'enfants à Koar

Source : Le Kinkéliba, janvier 2009



Photo 43: Case de santé à Sankagne

Source : Badji S., novembre 2015

A ces équipements sociaux de base, s'ajoutent d'autres évolutions socio-économiques nées de la dynamique de développement de la banane irriguée dans le sud. Des mutuelles d'épargne et de crédit (MEC) ont été également montées par des producteurs de bananes pour faciliter l'accès des populations locales au crédit. Les deux structures existantes sont également dans le Sénégal oriental et il s'agit de *Khéweu*l de Koar et de MEC APROVAG créées successivement en 1997 et 2001. Elles regroupent des hommes, des femmes et des personnes morales (GIE souvent) exerçant une activité génératrice de revenus (agriculture, embouche, commerce, transport), mais leurs sociétaires sont

majoritairement des producteurs locaux de bananes. Exigeant des apports initiaux de 20 à 33 %, les MEC allouent des crédits généralement pour l'entretien des parcelles de banane, le petit commerce. Kheweul fait aussi dans le social par un crédit sans intérêt plafonné à 15 000 F CFA et remboursable en 45 jours pour la couverture de frais médicaux (Dia, 2010). En outre, il faut noter que ces MEC peuvent porter des projets relativement grands comme le financement de l'achat du véhicule de liaison quotidienne Koar – Tambacounda par *Kheweul* au bénéfice des 4 GIE bananiers du village fédérés dans l'Union des Groupements Autonomes de Koar (UGAK).

Enfin, l'émergence de la banane irriguée a suscité au sud du Sénégal, un nouveau regard sur la place des femmes dans les sociétés locales, tout comme l'arachide et la mécanisation l'ont fait dans le centre du Sénégal (Bernhard, 1982). L'accès des femmes aux revenus bananiers (par sa culture et sa commercialisation) leur permet d'accéder au pouvoir financier, d'être beaucoup plus autonomes et de gagner alors une position sociale plus importante que de coutume[104]. En Moyenne Casamance, lors de nos enquêtes à Diannah Malary, nous avons compris que la banane attirait un grand nombre de filles et de veuves à la quête d'une autonomie financière. A. ND., veuve de la quarantaine, est bana-bana de la banane et très active dans les marchés de Diannah Malary, Kolda et Payoungou. Elle atteste que ce commerce lui rapporte un revenu mensuel d'environ 100 000 à 150 000 F CFA, ce qui lui a permis d'entretenir sa famille avec ses 4 enfants, mais aussi d'acheter un terrain et de construire dessus une maison en dur où sa famille loge depuis la disparition de son mari en 2012.

Dans le Sénégal oriental, la participation des femmes à la culture de banane en tant que propriétaires de parcelle, leur forge un piédestal social. Au-delà de l'accès à l'argent, leur dynamique d'émancipation rencontre les politiques genres initiées par des organismes internationaux comme Action Aid et appropriées par des structures comme APROVAG. Partout, en conformité avec la politique de parité en vogue, on encourage la participation des femmes dans les instances de décision locales et régionales.

[104] Dans les sociétés Peulh et Manding, la femme occupe une place secondaire par rapport à l'homme, dans la mesure où ses possibilités faible pour le contrôle des facteurs de production comme la terre. Elle n'a pas accès aux centres de décision et joue surtout un rôle de nourricière par la procréation et la constitution de stock vivrier (riziculture).

En dehors des femmes, d'autres catégories de population bénéficient du développement de la banane irriguée à travers les possibilités d'emploi créées localement. Les plantations de bananiers offrent des opportunités d'emplois agricoles et de revenus aux populations riveraines qui n'ont pas de parcelles par leurs recrutements pour les opérations culturales (arrosage, trouaison, binage, etc.) mais aussi par l'achat de fumier, de paille et de piquets-tuteurs. Dans la zone de Gouloumbou, l'arrivée des Sérère Chrétiens a entrainé une immigration de population exploitant les nombreuses rôneraies longeant le fleuve Gambie pour la cueillette du vin de rônier, appelé localement *bissoup* et qui fait l'objet d'une grande consommation locale. A Nguène par exemple, des jeunes bassari et kognagui sont venus de la région de Kédougou dans ce but. Le peuplement récent de cet espace (par les immigrations de bananiculteurs et d'autres populations) a également entrainé d'autres arrivées vu les besoins de services qui en ont nés : mécaniciens de vélo/moto, boutiquiers, chauffeurs, etc. Ainsi (encadré 13), l'expérience du chauffeur du véhicule de transport quotidien (horaire) reliant Nguène à Tambacounda, nommé D. T., fait office d'exemple tel qu'il l'explique dans l'encadré 13.

Encadré 13: un migrant saisonnier qui trouve son métier de chauffeur dans les zones bananières du sud-Sénégal

D. T. est chauffeur à Nguène, originaire de Kiwi (vers Tivaouane à l'ouest du pays), qui conduit le véhicule assurant la liaison entre ce village et la grande ville de Tambacounda. Il est arrivé dans ce village il y a 20 ans, pour continuer d'apprendre son métier de conducteur d'automobile. Avant cela, il était d'abord un saisonnier conducteur de charrette de transport équin à Dakar pendant la saison sèche, avant de devenir « apprentis-chauffeur » automobile dans la capitale sur recommandation de ses parents. C'est partant de là que son patron l'affecta à Nguène dans son second véhicule de transport. Il quitte celui-ci après acquisition de son permis de conduire, son frère achète un camion (de 5 t) pour le transport du fumier des producteurs de banane. Après deux ans de service, avec ses économies et l'aide de sa famille, il acquiert son propre camion de transport de fumier. L'exploitation de ce véhicule lui permettra alors de payer son nouveau véhicule de transport en commun d'une capacité de 40 places. Malgré l'état défectueux de la piste Nguène – Gouloumbou et des exigences d'entretien quotidien (environ 5000 F CFA/jour), il estime ses revenus

mensuels entre 300 000 et 350 000 F CFA issus essentiellement du transport. Il entretient avec sa famille restée au village natal où il a entrepris beaucoup d'investissements tels que la construction d'une maison en dur.

Source : entretiens répétés avec D. T. en octobre 2014 à Nguène et Tambacounda

L'ensemble de ces évolutions différencie les zones bananières des autres espaces ruraux proches et installe un certain développement à deux vitesses dans le monde rural sud-sénégalais. Dans ces processus de recompositions sociales et spatiales différentiées, les OP ont servi d'outils d'intervention pour les acteurs extérieurs tout autant que la banane irriguée et ses besoins ont favorisé des dynamiques locales de développement.

3. Des territorialités encore inachevées et fragiles : l'exemple des zones bananières de Gouloumbou et de Wassadou

A l'ombre de ces différentes mutations agricoles, sociales, économiques et spatiales sous l'effet de la banane irriguée, existent des éléments d'insuffisance et de fragilité dans la construction des territoires bananiers, donnant un caractère d'inachevé et de non durable au lien territorial. Au sens de Denis Retaillé (2007 : 178), « la territorialité inachevée désigne, dans l'espace mobile, l'incomplétude du lien d'identité entre société (ou individu) et espace terrestre ». L'appropriation (propre à soi et à quelque chose) étant au centre de la territorialisation, la fragilité des territoires bananiers se lit à travers les conflictualités spatiales et le caractère temporaire de l'implantation de beaucoup de producteurs (souvent des migrants).

La formation d'un lien identitaire définitif et total avec les espaces de production, fait défaut chez les producteurs immigrés dans les zones de Wassadou et de Gouloumbou, leurs zones d'accueil. Certes, les bananiculteurs sont installés depuis 20 à 40 ans avec des réalisations qui évoquent la pérennité (pour les habitations, le passage du sommaire au dur symbolise le durable), la majorité des producteurs développent cependant des stratégies de maintien du lien avec leurs territoires d'origine (transfert d'argent, retours fréquents pour des fêtes, des funérailles, etc.). Et dans ce sens, les investissements dans la construction de maisons en zone de départ sont un symbole fort autant de la vivacité du projet de retour que de la forme inachevée des territorialités en en zone d'accueil. Cela renvoie à une insuffisance du rapport au

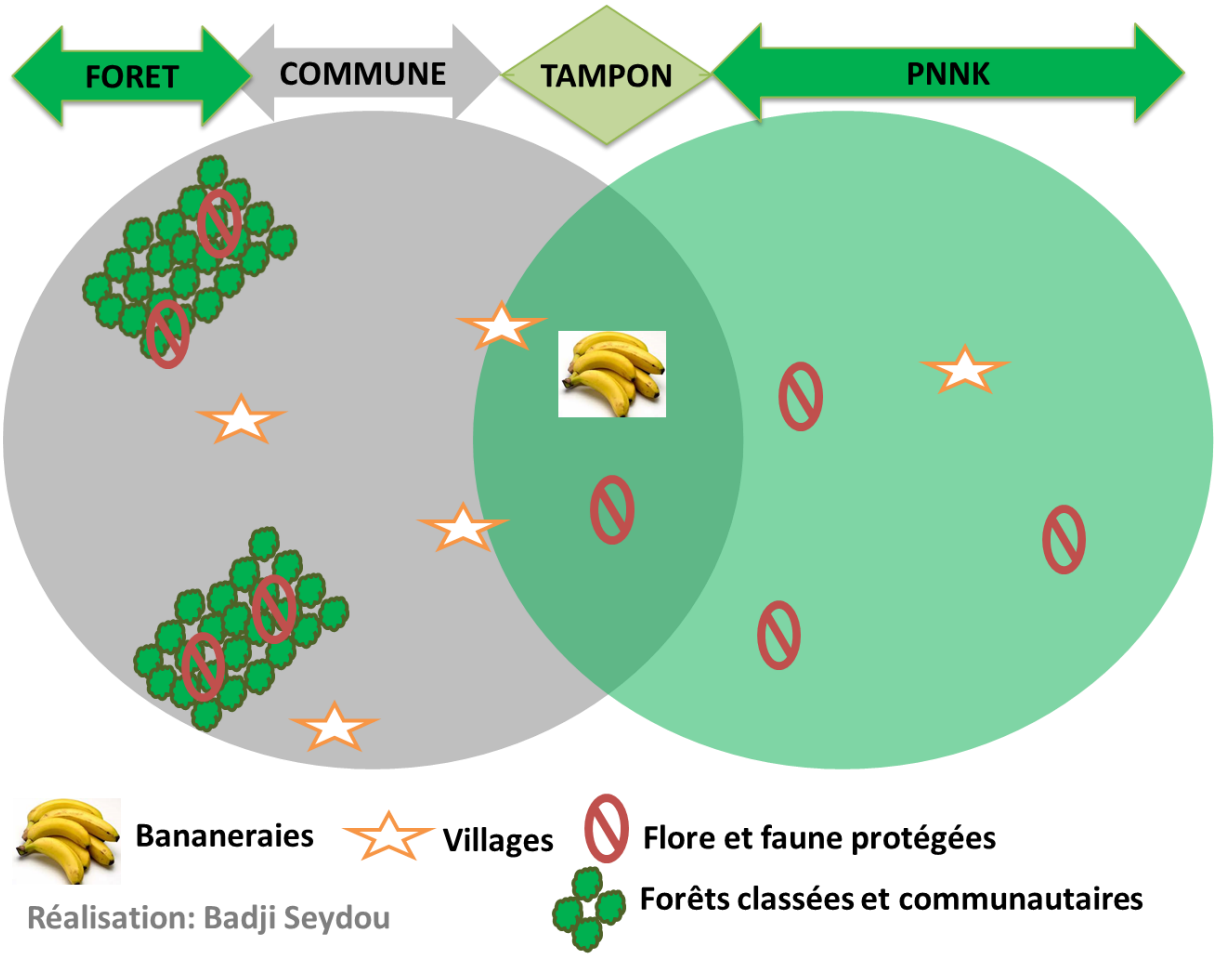
territoire des producteurs et donc à une mollesse des territoires bananiers dont la construction dépend beaucoup de la capacité d'enracinement des acteurs de sa production.

La viabilité de leurs occupations est fragilisée pourtant par les nombreux enjeux qui naissent autour des ressources territoriales suite à leurs arrivées, source de conflictualités. L'implantation de nouveaux producteurs considérés « étrangers » à la zone (essentiellement au Sénégal oriental) n'est pas sans heurt. Nombreux sont les producteurs de Nguène Sérère (des Sérère de l'Ouest) qui rappellent les conflits récurrents au début de leur implantation qui animaient leurs relations aux populations Peulh de Dialiko et Nguène Peulh qui les ont précédé dans l'arrière-pays de Gouloumbou. Le fond de ces relations difficiles est fait surtout de conflits autour de l'accès aux ressources naturelles. Les Sérère agriculteurs se plaignaient de la divagation des animaux, d'une certaine jalousie dont ils seraient victimes pour leur réussite dans la banane irriguée par rapport aux Peulh. Ces tensions influencent la relation entre les deux communautés voisines. Malgré les efforts d'intégration des « étrangers » (apprentissage de la langue peulh, interdiction de vin et alcool dans les périmètres, etc.), la latence des tensions se perçoit à travers l'exclusion (totale ou partielle) des Peulh aux tournois de football de communion organisés par les Sérère.

Mais aujourd'hui, le principal problème se rencontre dans la durabilité de l'installation de ces populations venues de l'ouest du pays. Il ressort des entretiens avec des notables Peulh de la zone que pour ces derniers, les Sérère n'ont aucune exclusivité sur l'occupation de leurs terres d'habitation et de culture. De leur point de vue, ces « nouveaux venus » auraient emprunté ces terres aux Peulh et ne peuvent en aucun cas entreprendre une appropriation officielle à leur nom propre. Dans ce contexte, on s'interroge doublement. Comment peut-on considérer les Sérère comme des allochtones alors que les Peulh eux-mêmes sont venus du PNNK au début des années 1970 ? Comment sécuriser des occupations sérère quarantenaires dans ce système foncier local qui semble ignorer l'existence de la Loi sur le Domaine National depuis 1964 ? C'est le problème de l'intégration des migrants s'exprimant souvent par des phénomènes d'exclusion (Bédarida, 2005) ; le contact entre premiers occupants et nouveaux venus n'est jamais facile.

Comme le montre la figure 16, les limites de la viabilité des territoires bananiers se situent également dans la localisation même des périmètres bananiers et de leurs exploitants dans de la zone tampon du PNNK et près de plusieurs forêts classées (Diambour) et communautaires (Koar, Gouloumbou). Comme indiqué dans le décret N° 2002 – 271 du 7 mars 2002[105], à son article 3, la zone tampon s'étend sur une bande d'un kilomètre de profondeur à la périphérie du PNNK avec le statut de réserves de la biosphère. Comprise dans l'espace des communes riveraines (Missirah et Dialakoto en ce qui concerne cette étude), cette zone est soumise au contrôle et à la gestion des autorités du PNNK, alors que les forêts sont principalement gérées par le service des eaux et forêts. C'est donc dans cet espace de conservation de la nature que sont mises en place l'essentiel des bananeraies irriguées du Sénégal oriental.

Figure 16: Modèle spatial à l'interface espace communal et aires protégées



[105] Portant actualisation des limites du Parc national du Niokolo-Koba (PNNK) et de sa périphérie.

La construction de territoires bananiers sur cet espace contrôlé où la nature est prioritaire par rapport à l'homme[106], met les producteurs de banane et l'ensemble des villageois concernés face à des difficultés d'accès aux ressources naturelles pourtant nécessaires à leur survie. Dans les faits, une gestion autoritaire est appliquée sur la zone tampon et les forêts avec des sanctions sur le braconnage et toute autre action considérée abusive comme l'exploitation des rôneraies, celle des bambouseraies ou la chasse aux phacochères (Dia, 2010 ; Levrel et al, 2008, Levrel, 2006). En même temps, les autorités forestières encouragent une participation des populations locales à la gestion des entités forestières à travers des conventions locales[107] (Vincke et Sow, 1996 ; Dia, 2010). Par exemple, l'exploitation bananière dans cette zone est soumise depuis 1994 à des conditionnalités (protection des rôniers et des grands arbres entre autres) matérialisées dans un partenariat tripartite (commune, PNNK et producteur) à travers un protocole d'accord qui vise une veille écologique des producteurs locaux. Malgré ces gestions rigoureuses, les populations ne s'empêchent pas de s'adonner illicitement[108] à la récolte de vin de rônier et à la chasse au phacochère. Les contrevenants identifiés sont sanctionnés financièrement ou physiquement, avec quelques abus souvent comme quand les gardes forestiers ont bastonné un sourd-muet de Nguène qu'ils avaient cru à tort cueilleur de vin.

Cet esprit conservatiste ne facilite pas la territorialisation de l'espace par les acteurs de la banane irriguée. En effet, ces derniers ont besoin d'étendre leurs occupations avec l'accroissement démographique et d'exploiter les ressources naturelles pour leur survie. Composées d'un côté des déguerpis du PNNK, et de l'autre des migrants bananiers à la recherche de meilleures conditions de vie, ces populations font face à la politique de conservation de l'environnement qui les gêne dans leur processus d'implantation. Mais, « la détermination des migrants est à la hauteur des problèmes humains qu'ils tentent de résoudre » (Vincke et Sow, 1996 : 25). Cette situation soulève une question de fond face au nouveau paradigme écologique : l'environnement doit-il être prioritaire sur l'homme ? Quel sens la conservation de l'environnement peut-elle avoir face à la satisfaction des besoins humains les plus élémentaires ? Ou bien

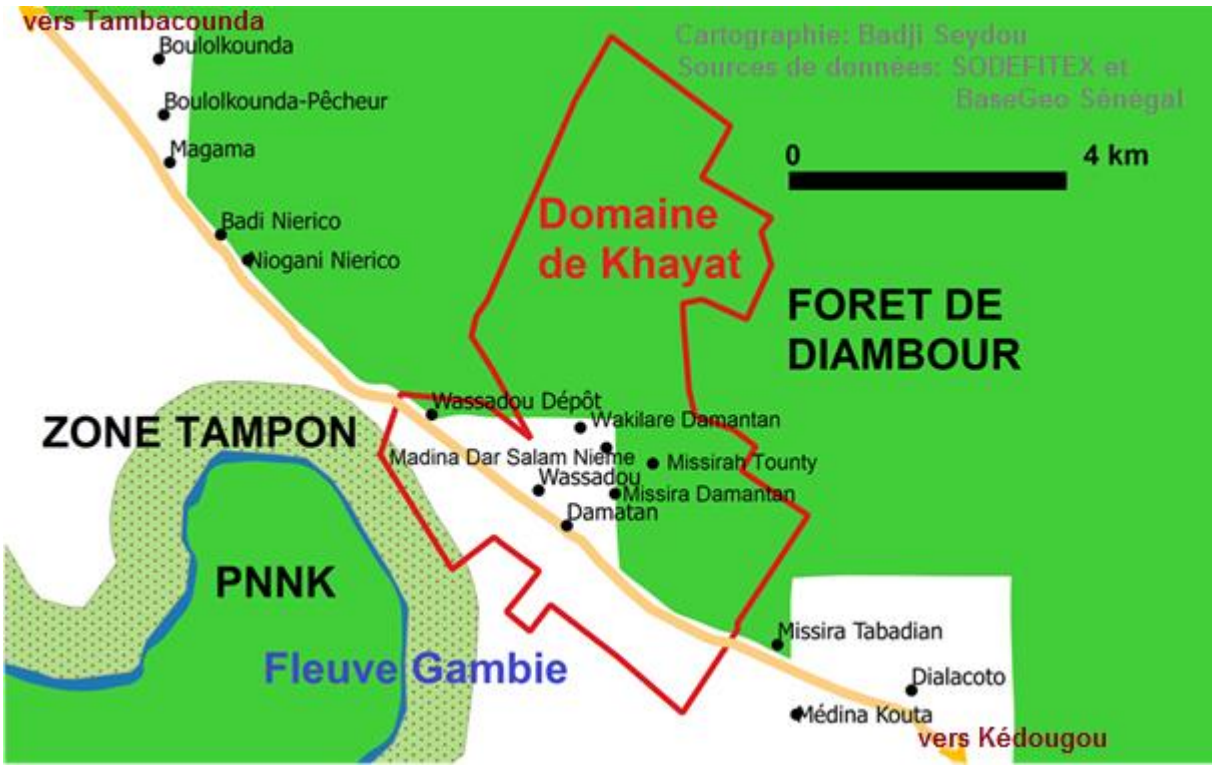
[106] Dans l'esprit de la gestion environnementale, le point focal est le PNNK qui est la zone centrale, et de façon centripète, elle s'étend sur la zone tampon et enfin sur l'espace communal qui est la zone périphérique.
[107] Une lutte ardue est menée par exemple contre les feux de brousse, et dans les conventions locales de gestion des forêts communautaires, les personnes responsables courent des amendes de 50 000 F CFA pour un village et 25 000 F CFA pour des individus.
[108] Des autorisations taxées sont nécessaires pour la chasse, la récolte de vin de rôniers, etc.

faudrait-il inventer des systèmes de conservation différentiée de l'environnement selon les situations locales ? En tout cas, « concilier développement humain et développement durable, c'est le défi que doivent aujourd'hui relever les politiques publiques (Levrel et *al*, 2008 : 92). Pour le moment, en observant l'importance de l'immigration et les exigences de la culture irriguée de banane sur l'environnement (l'eau d'irrigation, la végétation pour les tuteurs et la paille) et sur les fertilisants (engrais chimiques généralement), on s'aperçoit clairement, tout autant qu'Issa Dia (2010), que le couple conservation et agriculture intensive frise l'antinomie dans la zone tampon du PNNK. Il est incontestable que les bases environnementales sont à protéger, mais la gestion fondée sur le « tout écologique » est loin d'être un facteur de développement pour des populations pauvres qui font face aux défis alimentaire, démographique, etc.

Dans la zone de Wassadou, la situation des populations est rendue plus délicate que dans la zone de Gouloumbou par l'incertitude qui entoure les terres qu'elles occupent depuis plusieurs années. Le spectre Khayat est apparu en 2009 pour rappeler le caractère fragile des territoires bananiers. Muni de titres fonciers datant des années 1930[109], cet ingénieur franco-sénégalais de génie civil est venu en 2009, avec un projet agropastoral (Ranch de Ouassasou – RDO) d'environ 1 milliard de franc CFA, pour revendiquer 3069 ha de terres que son défunt père avait acquis en 1958 en rachetant l'usine de sisal de Wassadou (Faye, 2015). Le problème que soulève cette « histoire de titres fonciers exhumés » (RFI, 2012) est qu'aujourd'hui, ce domaine abrite plusieurs villages composés principalement de migrants (surtout les déguerpis du PNNK autour de 1970) dont des bananiculteurs et empiète sur 1947,5 ha de la forêt classée de Diambour et sur 127,7 ha de la zone tampon du PNNK.

[109] Il s'agit de 7 titres fonciers immatriculés depuis le 3 mars 1932 sous des numéros allant de 217 à 224 (Faye, 2015).

Carte 17: Une superposition entre le domaine de M. Khayat et les autres domaines (villages, forêt classée et zone tampon du PNNK)



Cette superposition de droits fonciers (carte 17) crée une grande « confusion foncière » (Hopsort, 2014) conflictuelle, particulièrement entre l'investisseur et la population locale. Depuis 2009, les deux parties s'opposent dans cette affaire, poussant les populations locales à se mobiliser en 2013 (dépôt d'un mémorandum auprès du gouverneur de la région de Tambacounda) autour d'un collectif regroupant 14 villages pour contester ce qu'ils considèrent comme étant une spoliation foncière à leurs dépens. Malgré les nombreuses tentatives de résolution à l'amiable (les deux parties étaient même invitées à la Primature pour une médiation du Premier Ministre), cette affaire révélatrice d'un laxisme de l'Etat du Sénégal (reloger des déguerpis et aménager des espaces de conservation forestière sur un espace faisant l'objet de titre foncier), a été portée en justice (Faye, 2015). Cependant, grâce aux nombreuses actions de ce collectif, avec l'appui de la société civile dont le CRAFS, les activités de l'investisseur ont été suspendues et les villageois ont recouvré leurs terres (Hopsort, 2014 ; Faye, 2015).

Ce litige foncier pose une question de droit sur le statut d'une occupation et d'une exploitation de terre, longue de plus de quarante ans (RFI, 2012). D'une façon générale, ce cas de litige opposant un titre foncier colonial non mis en valeur et une occupation

réelle de plus de quarante années, interpelle la Réforme foncière en gestation au Sénégal pour une meilleure prise en charge des oppositions entre exploitation de fait et propriété de droit sur une même terre. Ajouté aux difficultés de cohabitation entre les producteurs de banane avec d'autres usagers mais aussi, avec les aires protégées, ce conflit est le signe d'une grande vulnérabilité des territoires bananiers en édification sur des « espaces disputés » (Crousse et al, 1986) et source de beaucoup d'enjeux.

Cependant, les effets du développement de la banane irriguée dépassent largement les seuls cadres des espaces de la production et se déploient amplement dans la vie de relation de ces entités avec les niveaux régional, national, voire international.

III. Une reconfiguration de la « vie de relation » dans le sud du Sénégal ?

1. Le renouveau des relations villes – campagnes entre Tambacounda et son hinterland « gouloumbais »

« Les fermetures sont relatives, elles ne sont jamais totales (l'isolat), ni définitives ». Cette assertion de Jean Debrie (2001 : 208) fait écho aux nouvelles dynamiques locales émergentes dans le sud du Sénégal. A côté de la polarisation des échanges vers la presqu'île de Dakar, de nouvelles relations territoriales s'érigent en étant de plus en plus centrées sur des échanges de proximité. La proximité des Etats frontaliers, des *loumo*, des villages-carrefour, etc. créent des opportunités commerciales en réduisant au maximum les coûts de la transaction liée à la distance. Dans ce contexte, on assiste à l'essor de nouveaux pôles secrétant des centralités multiples et mouvantes au gré des possibilités d'échanges offertes à l'intérieur et à l'extérieur des territoires.

Le développement de la culture irriguée de la banane dans les régions du sud du Sénégal a plus profité ces dynamiques territoriales qu'il ne les a produites. Il a calqué ses flux commerciaux sur le substrat de ces nouveaux systèmes d'échanges engendrés par des stratégies globales d'adaptation aux contextes d'ajustements et de libéralisation des économies de l'Afrique de l'ouest. Ainsi, l'écoulement des bananes produites localement a juste utilisé les voies de commercialisation déjà en place ou renforcé celles en cours d'édification : les circuits urbains et ruraux, longs (marchés de Dakar et de l'ouest) et courts (*loumo*, villages-centre, marchés transnationaux, etc.).

Néanmoins, la culture irriguée de la banane a favorisé de nouvelles recompositions locales en marge des échanges bananiers, dans cet espace du Sénégal méridional longtemps considéré comme enclavé. Ces recompositions locales sont pourtant autant centrées sur des échanges de proximité que celles précédemment citées. Il s'agit du raffermissement des relations entre Tambacounda et son hinterland de la zone bananière de Gouloumbou par le système de transport journalier que les populations productrices de banane ont mis en place. Cet effet territorial est si exceptionnel pour le développement de la culture irriguée de la banane au Sénégal qu'il mérite d'être analysé.

La zone bananière en question se situe vers le sud, dans la commune de Missirah, à une soixantaine de kilomètres de la ville de Tambacounda, dans l'arrière-pays du village de Gouloumbou. Avant l'avènement de la culture irriguée de banane, l'espace échangeait alors très peu avec la capitale régionale faute d'infrastructures et de moyens de transport suffisants et adéquats. Il n'était que très faiblement occupé par des populations Peulh dont l'activité principale était l'élevage pastoral. Mais avec les projets bananiers et l'arrivée de nouvelles populations venues des régions de l'ouest du Sénégal, des pistes de production contruites par l'OFADEC ont ouvert cet espace aux grands axes routiers et une desserte relativement acceptable est assurée par le système des « horaires » joignant Tambacounda aux nouveaux villages de producteurs de bananes (photo 43).

Photo 44: « Horaires » au garage de la zone bananière de Tambacounda



Source : S. Badji, octobre 2014

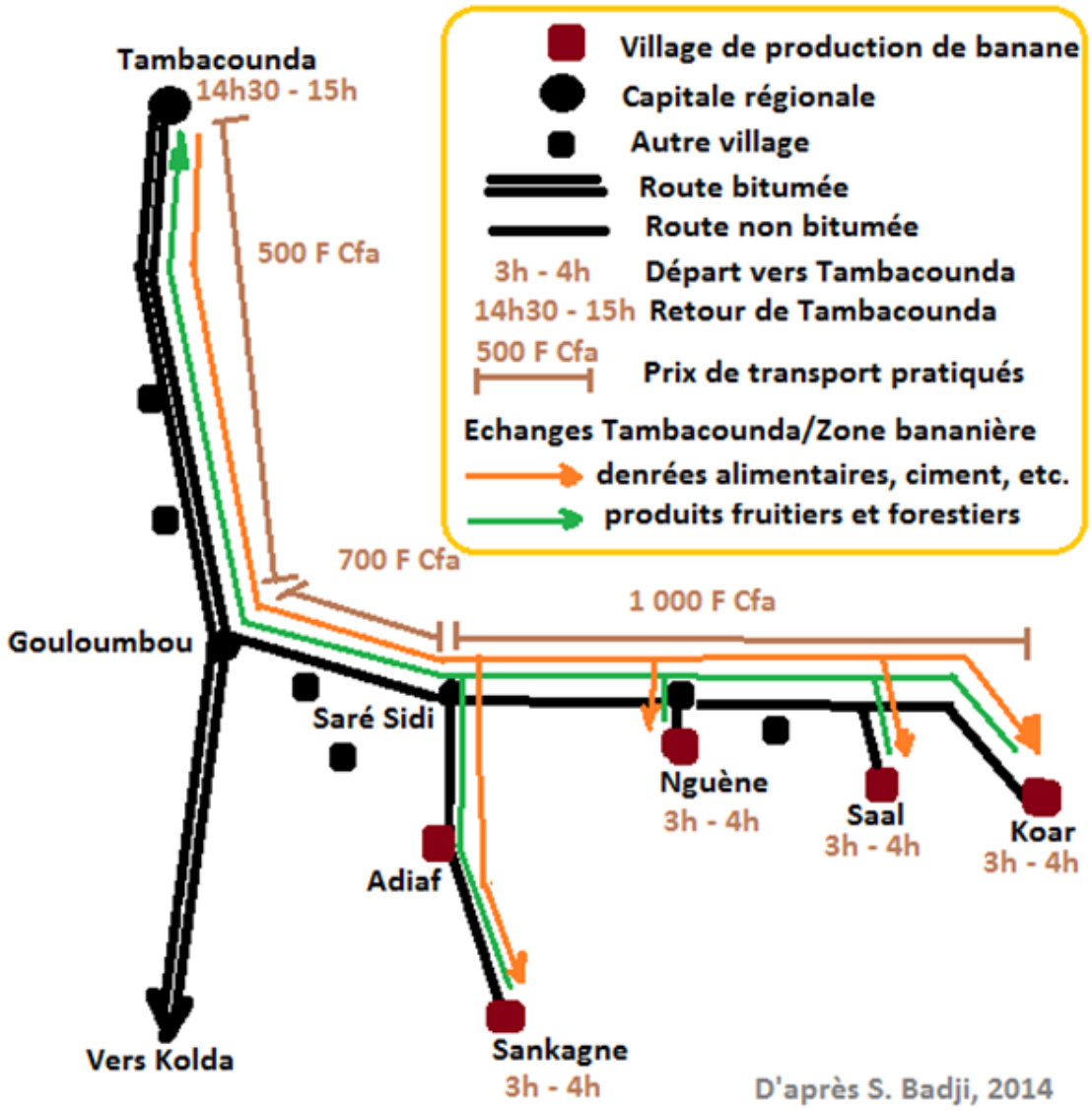
« Le service des « horaires » est en tous points semblable au principe de la ligne[110] mais les véhicules proposent à leurs clients des départs à heures (théoriquement) fixes » (Ninot, 2003 : 46). Le système des « horaires » est très anciennement connu des populations Sérère et ce, depuis leur migration au début des années 1970 dans les Terres neuves du Sénégal oriental, à l'ouest de Tambacounda. Pour garder le lien avec leur village d'origine, ils ont mis en place un système de transport permettant de ralier leur Sine-Saloum d'origine une ou deux fois par semaine. C'est ce même système qui est repris dans la zone bananière de Gouloumbou qui abrite beaucoup de migrants Sérère. « Tous les jours, quatre véhicules (des cars de 35 places) font chacun un aller et retour entre les villages et Tambacounda. Chaque véhicule a un trajet fixe, qui est différent des trois autres. Ce service d'horaire a été décidé et crée à l'initiative des différents groupements de producteurs de bananes, et entériné par la Direction Régionale des Transports Terrestres au début des années quatre-vingt dix » (Ninot, 2003 : 171).

Ces « horaires » quittent les villages entre 3h et 4h[111] pour ariver à Tambacounda vers 10h après un escale d'une heure environ à Gouloumbou, en attente du lever du soleil. De Tambacounda, les véhicules rentrent à 15h (théoriquement) pour arriver dans les villages à 19h. Ce trajet est très actif et facilite le déplacement des villageois en ville pour des courses (achat de denrées alimentaires, de ciment, fer, etc.) ou pour se soigner (Dia, 2010 ; Ninot, 2003).

[110] Avec les lignes, le véhicule ne prend départ qu'après que les places soient toutes occupées à la gare routière.

[111] Jusqu'en 2010, l'heure de départ était aux environs de 5h, mais avec la concurrence pour la clientèle, elle est avancée jusqu'à 3h maintenant.

Figure 17: Le système des « horaires » reliant Tambacounda aux villages bananiers de l'arrière-pays de Gouloumbou



En même temps, les villageois animent des échanges importants de produits fruitiers et forestiers avec les citadins de Tambacounda (figure 17). En fait, dans les périmètres bananiers, l'arboriculture est pratiquée à côté de la culture de banane. Selon les campagnes et pendant la période de production, chaque famille peut récolter hebdomadairement plus de 100 kg de papayes et 200 kg de mangues à commercialiser quotidiennement en ville à 100 – 200 F CFA le kg, combiné à la banane de seconde qualité vendue aussi à 300F CFA le kg. Ce commerce de fruits est tenu par les femmes en accord avec leurs maris et ses revenus doivent contribuer à la sécurité alimentaire de la famille. Le trafic de produits forestiers est, lui, animé par des femmes Peulh,

Diakhanké et Manding habitant les villages non producteurs de bananes et desservis par les « horaires ».

Ces dynamiques d'échanges ville – campagne naissant en marge de l'émergence bananière, sont loin d'être les seuls apports de cette innovation agricole à la redynamisation de la « vie de relations » dans le sud du Sénégal.

2. Les OP de la banane irriguée, des interfaces et des vitrines régionales ?

L'attractivité relative des zones de production de la banane irriguée pousse aujourd'hui à repenser le rôle des OP dans la mise en point de mire des régions sud du Sénégal. Cadre d'échanges entre les producteurs et les autres acteurs extérieurs, ces organisations cristallisent les interventions des commerçants collecteurs, des fournisseurs d'intrants, des organismes d'aide au développement (nationaux et internationaux). La fonction d'intermédiation entre producteurs et acteurs extérieurs aux terroirs de production de la banane irriguée, fait des structures fédératives des interfaces entre le local et les autres échelons des interactions spatiales produites par cette nouvelle culture.

Pour une meilleure compréhension de ce rôle d'interface, il importe d'expliquer ce terme tel que nous le proposons dans l'encadré 14.

Encadré 14: L'interface en géographie : de quoi parle-t-on ?

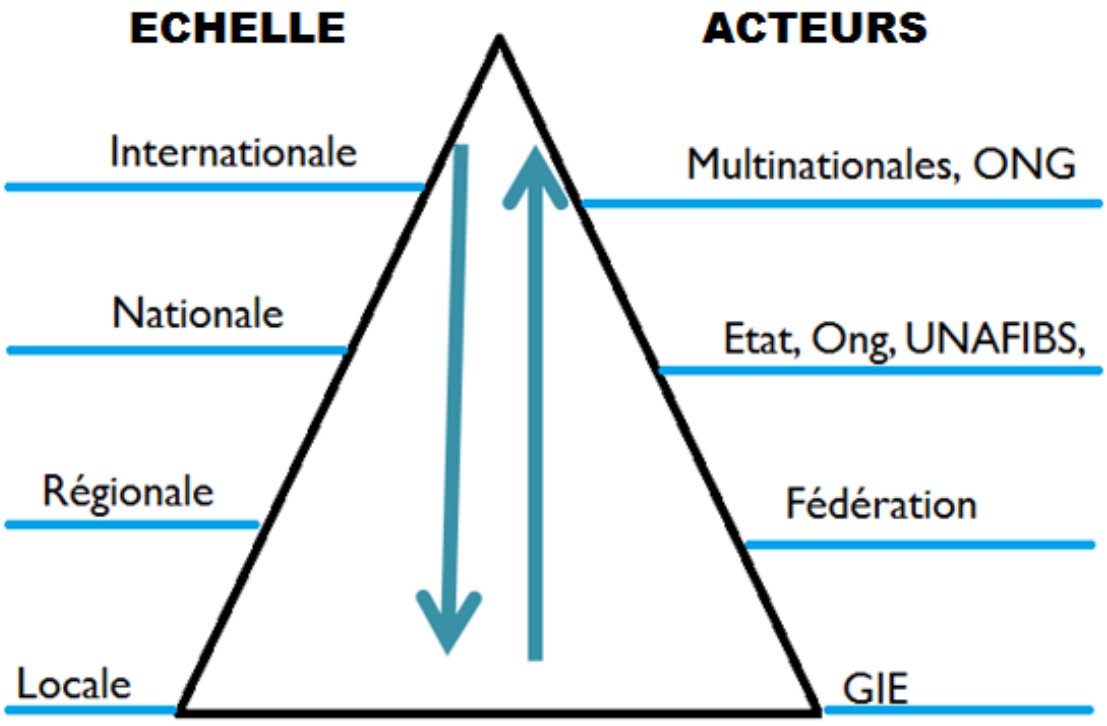
La notion d'interface est issue de la physique, mais a été également utilisée dans d'autres disciplines notamment la biologie, l'informatique et la géographie (Le Moigne, 1994 ; Redon, 2011). En géographie, il peut être défini comme « un espace permettant la mise en relation de deux espaces/territoires différents, influencés par des échanges entre l'un et l'autre, et se distinguant par là-même des deux espaces contigus » (Redon, 2011 : 1).

La notion d'interface fait donc appel à celle de contact en mettant l'accent sur l'idée d'interaction spatiale (Brunet, 1992 ; Lévy et Lussault, 2003). En tant qu'espaces de contact (homme/nature, mer/terre, etc.), les interfaces « témoignent des imbrications dans l'espace de la réalité géographique, du fait que les limites d'objets géographiques auparavant nettes tendent à être de plus en plus floues » (Lampin-

Maillet C. et al, 2010). Ce qui fait appel à deux grandes fonctions de l'interface : la mise en relation et la régulation de différents systèmes territoriaux. En effet, c'est un espace hybride d'échange de flux divers à l'image de la frontière où la limite devient lâche. Et c'est aussi dans cet échange de flux que s'exercent des influencent multiples suivant les types d'espaces en contact. Ce qui fait que « l'interface est soit un lieu doté de pouvoirs spécifiques de régulation, soit la conséquence de régulations exercées par les centres des systèmes territoriaux qu'elle relie. Dans ce dernier cas, elle est un lieu où s'expriment des complémentarités, mais aussi des différences ou des tensions entre des modes de régulation différents » (Groupe de recherche « Interfaces », 2008 : 197).

En référence à cette définition, la fonction d'interface des OP de banane au sud du Sénégal s'exprime à travers la production d'espaces régionaux de contact entre les producteurs d'une part mais aussi d'autre part, entre les producteurs et des acteurs multiformes. Ces espaces de contact produits mettent en lien les producteurs locaux avec plusieurs autres acteurs de l'échelon local à l'international, en passant par le régional et le national.

Figure 18: la banane irriguée, du local au global



A la lecture de la figure 18, on peut comprendre la multiplicité des acteurs en jeu et les formes de leurs relations dans les sphères que tentent de mettre en place les OP de banane. Si au niveau local, les GIE regroupent des bananiculteurs dans des rapports globalement de production, les acteurs et le type de relations se diversifient cependant à partir du niveau régional jusqu'à l'international avec l'intervention des commerçants, des structures publiques et non gouvernementales d'aide au développement, etc. Dans la région de Tambacounda comme dans celle de Sédhiou, on s'aperçoit clairement du rôle que jouent les fédérations du Niani, de l'APROVAG, du CORPROBAT[112], etc. dans la facilitation de l'ouverture des producteurs bananiers aux marchés, aux aides nationales et étrangères. A titre d'exemple, on peut citer l'aide que l'Etat du Sénégal avait apportée aux producteurs victimes des inondations fluviales de la Gambie en 2004 par l'effacement de leur dette d'environ 570 millions de francs CFA[113] à travers le CORPROBAT. Aussi, peut-on citer les interventions de l'USAID et d'une multinationale comme Agrofair, à travers l'APROVAG, pour accompagner les producteurs du GIE de Nguène 2 dans le domaine de la banane bio[114]. Dans la zone de Sédhiou, le Niani a pu bénéficier du PADERCA[115] d'une promesse de financement d'un projet de Centrale d'achat de banane dans la région dont l'investissement global serait d'environ 160 millions de francs CFA. Tous ces exemples confirment la position d'interface des OP bananières, et dans le contexte actuel de mondialisation, ces OP participent à réduire progressivement les discontinuités spatiales en se positionnant comme des points de rencontre entre le local et le global.

Cette fonction d'interface se renforce également d'un rôle de vitrine pour les régions sud et sud-est. Dans un contexte régional de marginalisation des grandes dynamiques nationales de développement, ces organisations jouent un rôle important dans la mise en point de mire des régions sud et sud-est. Avec leurs activités de plaidoyer au profit des producteurs, les OP contribuent à l'attraction des interventions extérieures et de celles des pouvoirs publics vers les régions de Tambacounda et de Sédhiou. Et en conséquence, nombreux sont les organismes gouvernementaux et non

[112] Collectif Régional des Producteurs de Banane de Tambacounda
[113] Selon M. Adama Ndao, coordonnateur de CORPROBAT.
[114] En fait, USAID a doté le GIE d'équipements de traitement et conditionnement de la banane et AGROFAIR est intervenu au niveau de l'encadrement des producteurs et du rachat des produits considérés comme exportables.
[115] Le Projet d'Appui au Développement Rural en Casamance (PADERCA) s'inscrit dans le cadre du Programme de Relance des Activités Economiques et Sociales (PRAESC). Il est mis en place en 2006 par le Gouvernement du Sénégal avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour une durée de 5 ans.

gouvernementaux s'intéressant aux régions méridionales avec une grande place accordée à la banane locale. C'est le cas, entre autres, du PADERCA en Casamance, de l'ONG VECO Sénégal[116] au Sénégal oriental, de l'ONG Interface dans les deux régions.

Dans ce dernier rôle, l'APROVAG est la plus dynamique de toutes les fédérations régionales, et même nationales, de producteurs de bananes, de par sa visibilité et ses stratégies d'ajustement aux exigences des partenaires techniques nationaux et internationaux. Cette visibilité est une véritable construction locale de la part des membres de l'association qui s'est dotée, à la différence des autres organisations, d'un staff technique dirigé par un ingénieur agronome qui appuie les producteurs dans le suivi des opérations agricoles, mais également dans la recherche et la gestion des partenaires techniques et financiers. L'entretien de ce staff technique est relativement couteux[117], mais de l'avis d'un ancien Secrétaire exécutif de l'APROVAG, c'est bien le prix à payer pour mieux trouver de l'aide et faire face aux exigences de la banane irriguée. Selon ce dernier, la séparation des tâches (les exploitants à l'exploitation, les dirigeants élus à la représentation politique et les techniciens à la gestion) permet d'aller vers plus de professionnalisation de la structure. En conséquence, elle est plus visible et joue bien son rôle de « capteur de projets » qui lui permet d'être l'aimant et l'interlocuteur principal des acteurs internationaux du développement dans le secteur de la banane au sud du pays. Ce jeu d'attraction et d'interception des projets est facilité par les efforts de démocratisation entrepris dans les différentes instances de l'association, qui rassurent les partenaires. A titre de comparaison, le Niani est moins démocratique (un poste de président non renouvelé depuis la création de la structure) et moins accompagné que l'APROVAG. En effet, le PADERCA qui l'appuie, tente de le tirer vers un modèle APROVAG (plus de démocratie dans les instances, mise en place de staff technique). En plus du facteur politique, l'APROVAG fonctionne comme dans un système rentier (Magrin, 2013) en essayant de s'aligner sur les centres d'intérêt des partenaires internationaux avec des thèmes de plaidoyer clairement exprimés (tels que le genre, le droit à la santé, à l'éducation des enfants, l'alphabétisation, le droit à une gouvernance juste et équitable) et surtout, un domaine de production tourné vers

[116] Veco est un condensé d'un vocable Flamant qui signifie « Ile de paix ». L'ONG présente au Sénégal depuis plus de 20 ans intervient également en Gambie.

[117] Selon beaucoup de membres, le bureau exécutif de l'APROVAG est très couteux. En effet, leur paiement est assuré par les membres à partir des cotisations annuelles de chaque parcelle de 0,25 ha qui est de l'ordre de 40 000 francs CFA et les dons des partenaires financiers, notamment VECO Sénégal.

l'agriculture biologique (la banane bio). Dans ce dernier domaine, on peut dire que l'association a bénéficié de l'intensification de l'appui de plusieurs partenaires depuis la fin des années 2000 (USAID, VECO Sénégal, etc.). Et dans sa stratégie de communication, l'association tente de mieux taper dans l'œil des étrangers en les dirigeant souvent vers le village de Nguène où un de ses GIE (GIE Nguène 2) affiche les meilleurs résultats des efforts de changement politique et écologique.

Le principal résultat de cette visibilité de l'APROVAG est de mettre de plus en plus la région de Tambacounda dans une situation relativement améliorée pour ce qui est du drainage d'investissements agricoles.

CHAPITRE 7 : LA BANANE IRRIGUEE ET LE SUD : DES NOUVELLES OPPORTUNITES DE DEVELOPPEMENT AU SENEGAL ?

En 2003, Olivier Ninot énumérait « … les principaux éléments problématiques de l'économie sénégalaise de ces dernières années : la chute des revenus de l'arachide et la crise qui en découle, les difficultés à reconvertir l'appareil productif et à trouver d'autres sources de revenus, le poids des plans d'ajustement structurel » (Ninot, 2003 : 103). Aujourd'hui encore, le Sénégal continue de se chercher et il convient de poser le débat dans ce sixième chapitre, en réfléchissant sur les opportunités de développement que pourraient lui offrir la culture irriguée de la banane et les espaces sud et sud-est du pays. Une telle entreprise peut sembler très présomptueuse, mais elle trouve son sens dans les échecs des projets de développement entrepris jusque-là dans les domaines de l'agriculture mais aussi dans l'organisation et la gestion du territoire national. Un tel exercice appelle forcément à une analyse des perspectives de développement durable de cette culture dans le contexte sénégalais, pour ensuite les aborder en lien avec les dynamiques générales en œuvre dans les régions méridionales et au niveau national. Mais au préalable, nous soulignons l'intérêt de l'opération « banane irriguée » au Sénégal dans le paysage des opérations de développement rural en Afrique en montrant ses spécificités.

I. La banane irriguée au sud du Sénégal, une « success story » ? quelles leçons pour le développement rural en Afrique subsaharienne ?

1. L'Afrique subsaharienne : un aimant à projets aux réussites ambigües

« … Le sous-continent qui pose le plus de problèmes, l'Afrique noire » (Courade, 2006 : 95) est également celui qui réceptionne le plus d'investissements étrangers dans le monde. Pourtant, le foisonnement de l'aide de développement n'a pas sorti le continent africain de sa situation endémique de pauvreté et de problèmes multiformes, ce qui est révélateur d'inefficience des investissements étrangers (Sindzingre, 2000 ; Munzélé, 2004 ; Magrin, 2013).

Depuis les années 1960, l'Afrique subsaharienne est une des régions du monde les plus assistées du point de vue de la coopération internationale. Déjà elle bénéficiait en 1970

de plus de 15 % de l'aide publique au développement (APD) accordée aux pays en développement, soit 847,15 sur un total de 5420,7 millions de dollars US (selon les données de l'OCDE). Dans des pays comme le Sénégal, cette aide représentait près de 60 % des investissements publics à cette époque (Lavergne, 1987). Comme le Sénégal, l'Afrique subsaharienne bénéficie également d'une part conséquente de cette aide. Entre 1992 et 1997, la seule Banque Mondiale a mené dans la région 287 projets d'un coût total de 9,6 milliards de dollars US, dans l'agriculture, l'éducation, la santé et la nutrition et, enfin, l'infrastructure urbaine et rurale (Banque Mondiale, 1999).

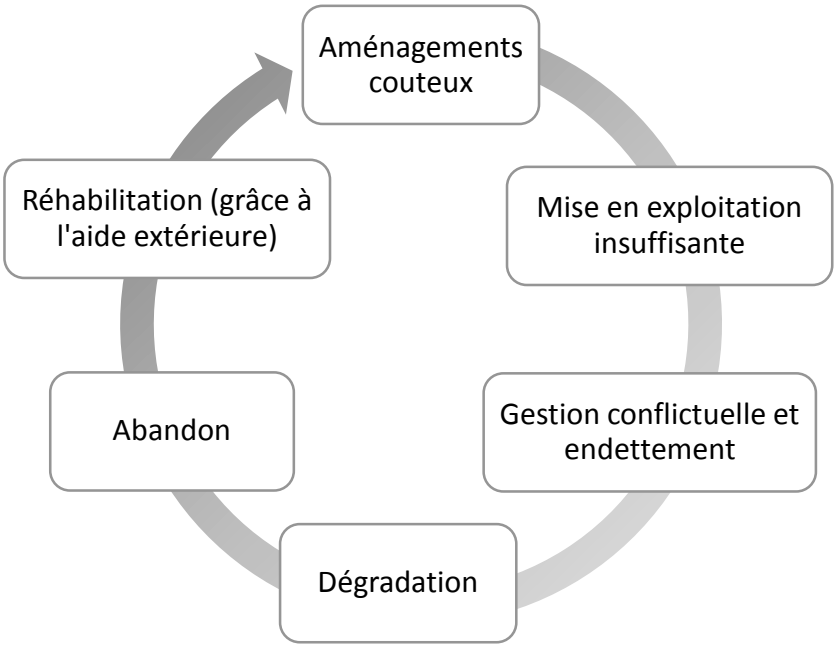
Pourtant, « après un demi-siècle d'indépendance africaine, le continent apparaît encore comme le continent du sous-développement et de l'instabilité sociopolitique » (Magrin, 2013 : 9). Ce constat fait écho aux nombreuses famines, maladies, guerres civiles et crises politiques qui animent l'actualité médiatique du continent. En plus, la région subsaharienne est confrontée à des problèmes structurels liés à des agricultures peu productives, des systèmes de transports moins efficaces, des marchés régionaux peu intégrés, etc. (Dubresson et al, 1994 ; Pautet, 2011). Dans une telle situation de sous-développement et d'instabilité, l'Afrique semble donc être toujours à la marge du développement.

À y bien voir, l'on est arrivé à des résultats qui ne sont pas négligeables, « mais, globalement, l'inventaire des « opérations de développement » est peu flatteur quand on le compare aux ambitions affichées » (Pourtier, 2010a : 107). Les interventions extérieures ont apporté beaucoup de changements dans le continent, surtout dans le monde rural. L'amélioration du niveau de scolarisation et de santé dans les campagnes africaines, la mécanisation de l'agriculture, l'ouverture des paysans aux marchés, les infrastructures de transport, entre autres, tiennent pour beaucoup aux APD. Mais, les constats d'échec l'emportent largement dans l'analyse des effets des projets de développement (Freud, 1985 ; Sindzingre, 2000 ; Munzélé, 2004 ; Pourtier, 2010a ; Chaléard, 2010).

Dans le monde rural et notamment dans le domaine de l'agriculture, les nombreuses opérations de développement entreprises se sont soldées par des déconvenues en plus de ne jamais être capables de s'inscrire sur le long terme. Au Sénégal, deux projets de développement de l'agriculture irriguée peuvent nous servir d'exemples probants. Dans la vallée du fleuve Sénégal d'une part, « trois décennies de soutien à l'agriculture

irriguée présentent un bilan mitigé. La diversité de ses formes illustre une recherche continue du format idéal : de grands aménagements publics dominent la phase initiale, auxquels font suite des aménagements plus petits, gérés de manière plus ou moins privée, en passant par des formules intermédiaires. Malgré – ou à cause – de financements publics continus alimentés par l'aide, l'équilibre financier de l'agriculture irriguée n'est toujours pas assuré » (Magrin, 2013 : 295). Au contraire, tel que représenté dans la figure 19, les aménagements hydro-agricoles de la vallée du Sénégal se sont installés durablement dans un cercle vicieux d'un cycle s'effectuant en général en 10 ans (Seck *et al*, 2009 ; Magrin, 2013).

Figure 19: Le cercle vicieux des aménagements hydro-agricoles dans la vallée du Sénégal



Source : Seck et al, 2009 ; Magrin, 2013

Avec ce cercle vicieux, il est évident que les montants élevés investis dans le développement de l'agriculture irriguée de la vallée du Sénégal sont très loin d'être rentabilisés par le bilan productif globalement médiocre (Magrin, 2013). Au sud du pays également, plus précisément dans la vallée du fleuve Casamance, autant dire que l'expérience de la vallée du Sénégal se répète. Là encore, « les investissements consentis pour les grands barrages sont très lourds en considération des résultats obtenus en matière de production rizicole » (Bâ et Chaboud, 1999 : 306). Le coût des barrages de Guidel et d'Affiniam ainsi que celui de l'aménagement des terres salées qui devait s'en suivre, se sont révélés très élevés alors que ces réalisations n'ont jamais

assez amélioré la situation alimentaire du pays. « La greffe hydraulique est fragile », pour reprendre les propos de Géraud Magrin (2013 : 295). Et comme preuve d'échec, l'autosuffisance alimentaire semble encore introuvable pour le Sénégal dont le dernier fusil de chasse est le PRACAS et son objectif de 1,6 million de tonnes de riz paddy en 2017.

2. Les projets en contexte africain : des déconnexions territoriales, des pérennités incertaines…

Comme l'affirme Jean Michel Yung (1985 : 83), « évaluer une opération de développement revient à analyser la confrontation entre un projet et un milieu ». Cette confrontation peut être tendre ou dure, durable ou éphémère. Dans le contexte de l'Afrique subsaharienne, la question que l'on se pose est de savoir pourquoi tous ces investissements étrangers, traduits en de nombreux projets de développement, n'ont pas produit les résultats attendus, encore moins ne se sont pas révélés durables ? L'interrogation a déjà fait l'objet d'intéressantes réflexions et les avis se recoupent souvent autour de l'idée selon laquelle les projets sont en déphasage avec les réalités des milieux qui les abritent. Dans le domaine agricole, cette opposition entre logique de projet et pratique de terrain est déjà décrite par beaucoup de chercheurs dès la fin des années 1970, et cette inadéquation entre « logique technicienne et pratique paysanne » est largement revenue lors du colloque de l'ORSTOM à Ouagadougou en 1979[118]. C'est ce que résume Claude Freud (1985) en une kyrielle de divorces entre projet et milieu dans l'encadré suivant (encadré 15).

Encadré 15: Une kyrielle de divorces entre projets de développement et milieux d'intervention

Selon Claude Freud (1985), la lecture des évaluations portant sur la majeure partie des projets de développement rural en Afrique subsaharienne, montre qu'il y a divorce entre le projet et le milieu qui se lit à travers plusieurs formes de divorce entre :

[118] Le Colloque organisé à Ouagadougou du 4 au 8 décembre 1978 par l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM) a abouti à la publication de l'ouvrage suivant : *Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale : rationalité technique et logique paysanne. Actes du Colloque de Ouagadougou (4-8 décembre 1978).* Paris, Orstom, « Mémoires Orstom », N° 89.

- un appareil de gestion et d'encadrement lourd et centralisé, organisé autour de la promotion d'un discours technique universel, et un monde paysan très hétérogène, dont les stratégies divergentes ne semblent pas trouver, dans ce discours, des réponses à des problèmes fonciers et économiques ;

- des objectifs de maximisation d'une production et une politique des prix guère incitative pour les paysans ;

- un appareil de production très coûteux pour la collectivité dont on attend qu'il fournisse en grand la consommation urbaine, et des quantités livrées dérisoires (cas du riz de la vallée du fleuve Sénégal) ;

- une filière officielle de commercialisation déficitaire et une filière traditionnelle qui affiche des résultats nettement meilleurs ;

- une politique nationale de rigueur budgétaire, et des activités, dont le coût pour l'État n'a pas de commune mesure avec la richesse nette supplémentaire qu'elle crée.

Source : Claude Freud, 1985 : 205.

Ces défauts d'articulation entre projet et territoire sont communs à plusieurs « opérations de développement » en Afrique, particulièrement au Sénégal. Revenons sur les projets d'irrigation dans les vallées du Sénégal et de Casamance, et on s'aperçoit clairement que, comme dans la majorité des cas dans le continent (Sautter, 1987 : 10), les aménagements hydrauliques ne sont pas adaptés aux milieux physiques. Pendant que les barrages de Casamance (Guidel et Affiniam) perturbent les écosystèmes de mangroves en amont et favorisent la sur-salinisation des terres en aval (Bâ et Chaboud, 1999 ; Diouf, 2013), celui de Diama sur le Sénégal a largement créé les conditions de prolifération du *Typha australis*[119] et de disparition des espèces de mer (Seck et Magrin, 2009). Au plan social, les inadéquations se révèlent à plusieurs niveaux pour l'irrigation et, entre autres, notons que l'organisation des exploitants ne répond pas à celle des sociétés locales très hiérarchisées dans la vallée du Sénégal.

En analysant également la gestion de l'espace géographique, l'on peut voir que dans la zone du fleuve Sénégal, par exemple, les casiers rizicoles ont été implantés en faisant fi

[119] Plantes aquatiques obstruant les voies de navigation des pécheurs à la pirogue.

de l'usage préexistant de l'espace et de ses ressources. Les systèmes complexes agro-pastoraux ont été déstabilisés ; la boucle des périmètres irrigués ayant obstrué les voies d'accès au fleuve du bétail, poussant ainsi les éleveurs à l'émigration ou aux conflits contre les agriculteurs (Seck et al, 2009). Enfin, la déconnexion territoriale des projets d'aménagement hydro-agricole s'opère aussi dans le rythme de réalisation des résultats productifs attendus, entre la rapidité souhaitée par les promoteurs et la lenteur de l'apprentissage des producteurs.

Un autre cas d'échec peut servir d'exemple de distorsion entre projet et milieu dans le panorama des « opérations de développement » au Sénégal. Le projet de collecte de lait frais local dans le Ferlo, initié par la firme Nestlé en 1991, consistait à approvisionner son usine de fabrication de lait concentré de poudre, située à Dakar (à 300 km), par des camions citernes réfrigérés à partir d'un réseau de centres équipés d'un dispositif de refroidissement (Vatin, 2008 ; Dia, 2010). Mais « après dix ans de tentatives infructueuses […], Nestlé a fini par jeter l'éponge » (Vatin, 2008 : 451). Le lait du Ferlo n'a jamais représenté plus de 1 % de l'usinage de l'entreprise, alors que l'investissement de départ du projet était d'environ 200 millions de francs CFA ; un échec sans doute (Vatin, 1996 ; Dia, 2010). Dans ce projet comme dans ceux précédemment cités, la déconnexion au territoire est sans équivoque : forte demande de l'usine contre saisonnalité de la production de lait (3 à 4 mois de forte production) ; besoin de main-d'œuvre locale contre analphabétisme des éleveurs Peulh tolérant très peu l'implication des Wolof plus instruits ; nécessité de collecte groupée contre individualisme de l'approvisionnement des éleveurs ; faible prix de collecte de l'entreprise contre fort prix du marché traditionnel ; etc. (Vatin, 2008).

Dans tous ces exemples décrits ci-dessus, les héritages des projets n'ont pas pu résister à l'épreuve du temps. Dans la vallée du Sénégal, malgré les longues années de pratique, les nombreuses études produites et les importants fonds investis, l'irrigation n'arrive toujours pas à se développer sans l'appui de l'Etat et de l'aide extérieure. Très peu d'agriculteurs ont su capitaliser l'expérience des aménagements hydro-agricoles et profiter du contexte politique et socioéconomique de la vallée du Sénégal, pour développer une agriculture familiale d'entreprise relativement réussie[120]. En

[120] Nous avons pu constater ce phénomène dans le cadre d'une étude à laquelle nous avons participé en 2014 et qui portait sur « la caractérisation des agricultures familiales d'entreprise du Delta du fleuve Sénégal ».

Casamance également, les projets de barrage des années 1970 n'ont pas été assez durables : le barrage de Guidel qui a couté 810 millions de francs CFA en 1982 est abandonné. Au Ferlo, l'héritage du projet de Nestlé, constitué de centres de collectes, de l'UPPRAL[121] en tant qu'organisation de producteurs, etc., ne parvient pas à servir de point d'appui pour une dynamique pastorale et laitière locale.

Fort de ces constats d'échec, il semble qu'au Sénégal, et en Afrique subsaharienne d'une façon générale, le premier problème pour la réussite et la durabilité des projets de développement se situe dans leur inadéquation aux contextes, besoins et attentes des sociétés et milieux auxquels ils sont destinés (Pourtier, 2010a ; Chaléard, 2010). Leurs échecs et défauts de pérennité relèvent aussi de beaucoup d'autres facteurs. Les détournements des fonds destinés aux projets par des fonctionnaires et les multiples malversations dans leur gestion sont autant de causes d'échec (Dumont, 1962 ; Freud, 1985 ; Munzélé, 2004). Mais on aurait tort d'omettre la logique paysanne du projet : la représentation que se font la majorité des ruraux africains des projets c'est que ce sont des providences inscrites sur une échelle temporelle bien donnée. Vu sous cet angle, le projet représente une source d'argent facile dont les plus habiles des paysans (souvent leurs leaders) tentent de profiter, sans se soucier du lendemain. Après le départ du promoteur et la fin de ses financements, tout s'arrête – même les réalisations du projet (aménagements, OP) ; les bénéficiaires attendant de nouveaux promoteurs.

A propos des projets de développement en Afrique au sud du Sahara, on peut considérer enfin que du fait de leurs inadéquations, « les résultats obtenus ne le sont que dans la zone encadrée, et disparaissent au moment où le projet n'est plus financé, car ils ne sont pas articulés à une stratégie d'ensemble » (Freud, 1985 : 206).

3. La particularité de la banane dans le sud du Sénégal : les éléments de pérennité d'une « opération de développement » en campagnes africaines

Les projets bananiers de Casamance et du Sénégal oriental marquent une différence par rapport à la plupart des « opérations de développement » en Afrique, du fait qu'ils prospèrent aujourd'hui encore, plus de vingt ans après le départ de leurs promoteurs.

L'étude était financée par l'Agence française de développement (AFD) et exécutée par MM. Sidy Mouhamed Seck (UGB Saint-Louis) et Patrick D'Aquino (Cirad).

[121] L'Union des producteurs et préposés au rayon laitier.

Cela mérite bien d'être analysé pour voir quels enseignements en tirer. Pour ce faire, nous avons recueilli les avis des producteurs et des leaders de leurs OP, en plus d'observer plus profondément leur dynamisme dans la culture irriguée de la banane.

A la question de savoir pourquoi les producteurs gardent toujours autant d'engouement pour la culture irriguée de la banane vingt ans après l'encadrement du PPPR et de l'OFADEC, les intéressés ont souvent évoqué les revenus que procure l'activité et les différentes formes d'amélioration de leurs conditions socio-économiques qu'ils permettent. Il est évident que, autant pour les projets que pour les producteurs, la création de sources agricoles de revenu supplémentaire était à la base de la promotion et de l'adoption de la culture irriguée de la banane. Dans les campagnes d'Afrique noire, notamment au Sénégal, l'argent occupe une place primordiale dans les systèmes productifs à côté du vivrier. Il a permis chez les producteurs du sud du Sénégal d'accéder à la modernité, au capital économique, à l'ascension sociale et à la sécurité alimentaire (achat de produits importés pour combler les déficits vivriers). En cela, la culture de la banane apporte plus de sécurité aux systèmes de production des paysans locaux. Et comme le révèle un producteur immigré à Sankagne : « je suis là depuis le début des années 1980 et c'est parce que la banane rapporte suffisamment aux producteurs dévoués que je suis encore dans cette brousse ».

La question des revenus générés par les cultures commerciales demeure essentielle dans la viabilité de tout projet de développement agricole et rural. Au-delà de l'engouement des exploitants, notons que ce sont bien ces revenus, avec la libéralisation de l'économie autour des années 1990, qui ont attiré des producteurs de seconde génération d'origines sociales et géographiques diverses vers la vallée de la Gambie. La survie du projet bananier dans cette zone est donc, pour partie, autant le fait de la motivation d'anciens exploitants encadrés par les promoteurs que celui de l'arrivée de nouveaux producteurs, anciens commerçants ou techniciens encadreurs. L'arrivée de ces privés dans le domaine (comme le GIE Yellitare sur plus de 450 ha) a émis des signaux favorables à l'investissement dans la culture bananière et en conséquence, beaucoup d'opérateurs privés ont investi le couloir fluvial de la Gambie.

A la rentabilité de l'activité chez les producteurs, il faut ajouter l'importance des types d'aménagements réalisés dans les facteurs de durabilité des projets bananiers. La

grande exigence de l'entretien des aménagements hydro-agricoles (besoins énormes de temps, d'argent et d'énergie) fait que leur taille compte pour beaucoup dans leur pérennisation (Seck, 1986 ; Seck, 2009). En Casamance et au Sénégal oriental, les aménagements légués par le PPPR et l'OFADEC sont de taille assez moindre (des parcelles individuelles de 0,10 et 0,25 ha) et plus adaptés aux moyens et modes de production des paysans locaux. Dans la zone de Moyenne Casamance où la banane est une activité secondaire, une petite parcelle rentable offre bien des ressources supplémentaires tout en étant financièrement supportable (même sans le crédit dont l'accès est compliqué à cause de la garantie) et exploitable par une main-d'œuvre familiale. Vu l'adaptation de la taille des parcelles, autant dire que la souplesse des organismes d'encadrements est une stratégie d'inscription de leur action dans la durabilité. Pour rappel, l'OFADEC avait adopté en 1983 l'exploitation individuelle de parcelle pour répondre au problème du partage inéquitable dans un périmètre exploité collectivement sans différenciation des efforts.

Un des plus grands éléments d'explication de la pérennisation de la culture irriguée de la banane se situe dans le dynamisme des producteurs ayant repris les projets du PPPR et de l'OFADEC. Après le départ des organismes d'encadrement, les producteurs n'ont pas manqué d'initiatives pour continuer l'activité, surtout pour stabiliser les sources de revenu. Pendant les premières années de l'autogestion, l'APROVAG était affaiblie face à l'insuffisante de ses ressources pour couvrir ses frais de fonctionnement. Ainsi, des membres avaient quitté en 1997 pour créer la FEGAP mais, le recours à partir de 1998 à un personnel qualifié pour la gestion de l'association a été crucial pour sa remise en état. Le staff technique, bien que couteux, a permis de trouver des partenaires (Dyna Entreprise, OIKO, Veco Sénégal, USAID, etc.), de fournir du conseil agricole, de commercialiser, etc. L'accès à l'aide extérieure à travers l'appui des partenaires s'est révélé très intéressant particulièrement, pour le renouvellement de beaucoup d'aménagements, le renforcement organisationnel et institutionnel de l'association, etc. En Moyenne Casamance, le Niani tente plus ou moins de jouer ce même rôle, mais par insuffisance de la qualité technique du personnel de gestion, les résultats sont encore moindres. Dans les deux zones en outre, les producteurs sont restés pendant longtemps fidèles aux commerçants de banane auxquels le PPPR et l'OFADEC

revendaient, en plus de stabiliser le prix de la banane à un niveau assurant une part de marché au produit face à la rude concurrence ivoirienne[122].

Cependant, dans cette reprise des projets, il faut souligner un facteur non négligeable : la rigueur relative des paysans (sur certains points bien sûr) dans le respect des règles collectives de gestion des périmètres. Presque partout, les producteurs sont en général très regardants par rapport aux résultats des différents membres des GIE. Les paysans ne pouvant pas rembourser les charges annuelles sont généralement exclus et remplacés. Quand un producteur exploite trois années successives sans rembourser intégralement les charges d'exploitation, il perd la propriété de sa parcelle. Celle-ci est cédée à tout autre paysan qui en fait la demande. La rigueur d'application des textes à ce stade, a permis de garder les productions à un niveau plus ou moins acceptable.

En définitive, la survivance des projets bananiers dans le sud du Sénégal est assez exemplaire pour mieux comprendre les modalités d'intervention en milieu rural africain. A la lumière de cet exemple de pérennité, il est certain que la viabilité des « opérations de développement » se retrouve à la rencontre des objectifs des projets avec les besoins et stratégies des populations. L'appropriation locale du projet peut être atteinte dès que les paysans y perçoivent suffisamment d'intérêts (diversification/sécurisation des revenus, sécurité vivrière) et que les activités du projet n'exposent pas leurs stratégies productives à de grands risques (financiers surtout). L'adoption d'un projet n'étant jamais définitive, sa pérennisation dépend d'une part, de la capacité des paysans à sécuriser leurs intérêts (le marché surtout) et à placer leurs activités dans les créneaux des dynamiques nationales et globales (politiques nationales, mondialisation), et d'autre part, de la capacité du projet à attirer de nouveaux acteurs.

[122] La quasi stabilisation du prix de la banane n'est certes pas très rentable pour le paysan, mais elle a le sens de fidéliser la clientèle et de stabiliser le revenu.

II. La banane irriguée au Sénégal, une culture encore fragile qui nécessite des efforts

1. Des incertitudes environnementales à la viabilité de la banane irriguée

L'environnement physique de production de la banane irriguée est très préoccupant dans le sud du Sénégal : inondations, vents forts, etc. sont autant de contraintes qui entravent la culture irriguée de la banane.

Si la disponibilité de l'eau est primordiale pour la production de banane, ses excès s'avèrent cependant dégradants pour cette culture. Au Sénégal orientale, l'implantation des bananeraies aux abords immédiats du fleuve Gambie expose la culture irriguée de la banane à des inondations récurrentes dévastatrices. En fait, le fleuve étant de régime tropical, il connait ses crues entre août et septembre et celles-ci peuvent parfois être trop fortes en cas d'excédents pluviométriques, décimant des bananiers au passage. En 2003, après une pluviométrie exceptionnelle (426 mm de cumul mensuel en août contre 180 mm en 2002), ce fut l'expérience la plus dure (tableau 20) : 57 périmètres appartenant à 13 villages de la rive droite du fleuve sont touchés par une inondation qui a envahi 737,5 ha sur 1109,25 ha exploités (données COSPROVAG[123]). « Le bananier ne pouvant supporter plus de 5 jours d'immersion, la majeure partie des surfaces inondées a été totalement détruite » (Lescot, 2005).

Tableau 20: Nombre de périmètres et superficies inondées (en hectares) par village dans la rive gauche de la Gambie en 2003

Villages	Nbre de périmètres	Sup. exploitées	Sup. inondées
Wassadou	04	39	37
Gouloumbou	07	180,5	123
Koar	04	56	24
Laboya	03	230	172
Bady	05	58,5	58,5
Saal	04	83	62
Nguène Peulh	01	12	06
Nguène Sérère	05	95,25	57,25

[123] Le Collectif des sinistrés des producteurs de la vallée du fleuve Gambie (COPROVAG) a été créé en 2003 pour regrouper l'ensemble des sinistrés des inondations.

Adiaf	06	90,5	32,75
Sankagne 1	04	114	53,5
Sankagne 2	05	83,5	54,5
Faraba	05	41	41
Nétéboulou	04	26	16
Total	**57**	**1109,25**	**737,5**

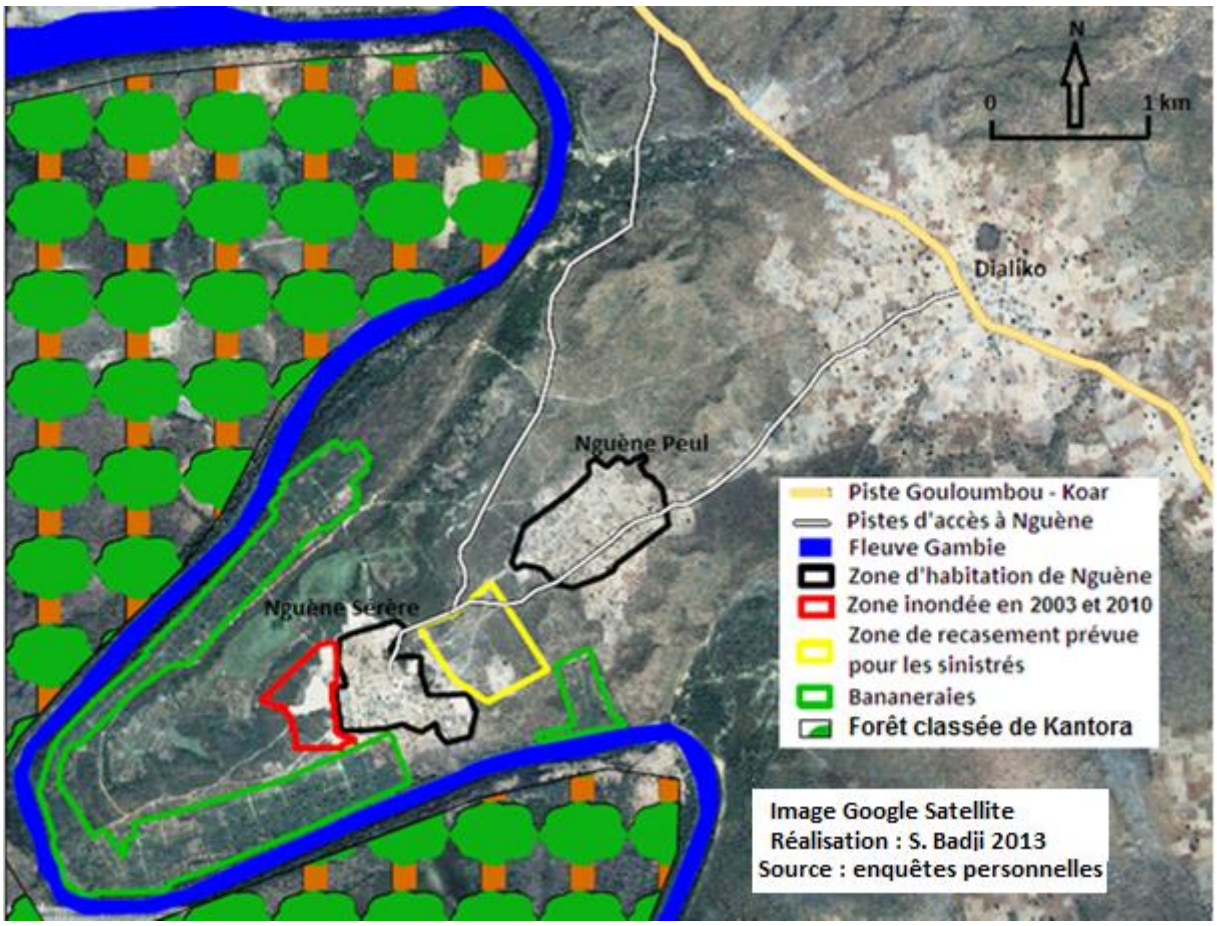
Source : données COSPROVAG

Ces inondations sans précédent ont également eu pour conséquence, la dévastation de plusieurs habitations (1200 cases et 230 bâtiments endommagés selon Lescot, 2005) de producteurs situées non loin des périmètres et du cours d'eau. Et depuis 2003, elles sont récurrentes (à des degrés variables certes) : en 2010, elles ont même détruit tout un périmètre à Bady poussant les exploitants vers l'exil[124] ; en 2015, elles ont dévasté 80 ha[125]. A Nguène Sérère par exemple, les sinistres de 2003 et 2010 étaient si importants que les producteurs se sont progressivement déplacés à leur actuel site et un site de recasement leur est réservé depuis 2010 à environ 2 km vers le plateau (carte 18).

[124] A Bady, le GIE Bady Goor a perdu en 2010 son périmètre sous les eaux des crues du fleuve Gambie et le GIE a suspendu ses activités. Les membres majoritaires Wolof mourides se sont dispersés : les uns sont rentrés au Baol, quelques-uns se sont déployés à Wassadou où ils reprennent leur activité bananière.

[125] C'est l'estimation faite des superficies inondées en 2015 par le Président du CORPROBAT lors de la visite technique du Gouverneur de la région de Tambacounda pour constater les dégâts (source : http://www.aps.sn/actualites/article/tambacounda-80-hectares-de-bananeraies-inondes-dans-la-zone-de-gouloumbou-producteurs)

Carte 18: Inondations et déplacements des habitations de 2003 et 2010 à Nguène Sérère au Sénégal oriental



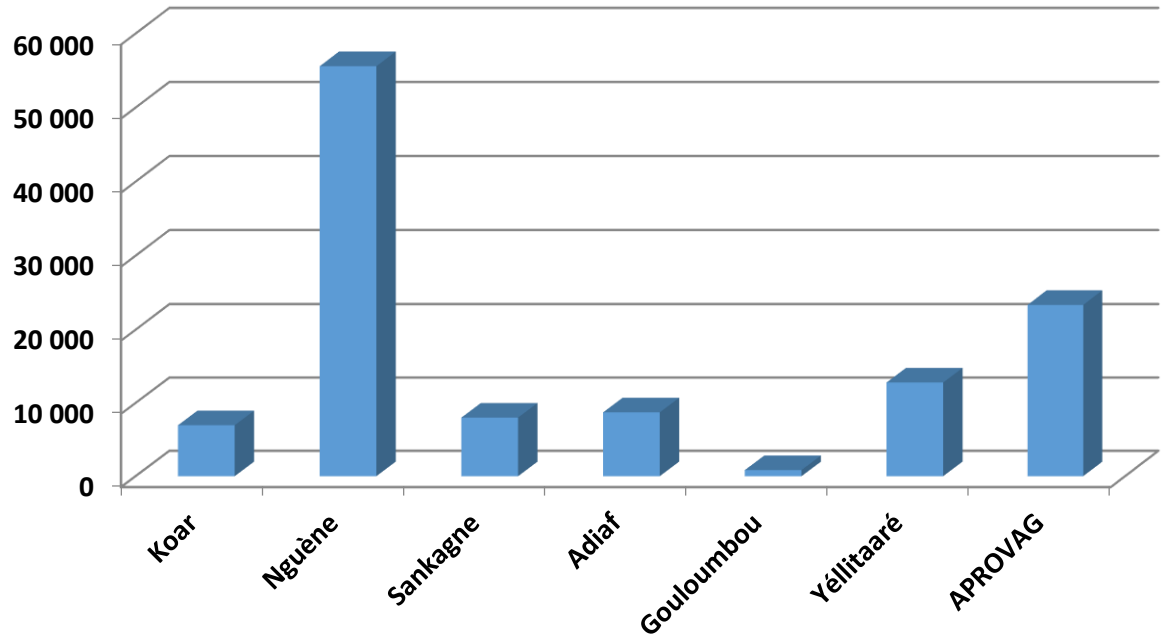
Ce « spectre des inondations » (Dia I., 2010) exprime clairement une fragilité du système bananier au Sénégal oriental. La question de sa résolution est prégnante, mais comment y parvenir : déménager les bananeraies ? Contrôler les crues fluviales par un barrage ? Qui pour financer l'une ou l'autre solution ? Du côté des producteurs, le COSPROVAG[126] a été mis sur pied en 2003 pour porter la voix des sinistrés qui ont bénéficié d'aides d'urgence apportées par les autorités étatiques et non étatiques ; ensuite, aucune solution définitive.

La fragilité des systèmes bananiers est aggravée au Sénégal oriental comme en Moyenne Casamance, par les vents forts de début et fin de saison pluviale qui s'abattent annuellement sur les bananiers. Frèles, les bananiers ne résistent souvent pas (chutes et cassures) à ces vents forts accompagnant des phénomènes naturels de ligne de grain, surtout quand les périmètres ne sont pas protégés par des brise-vents. Dans la région

[126] Collectif des Sinistrés Producteurs de Banane de la Vallée du fleuve Gambie.

de Tambacounda par exemple, le désastre éolien survenu le 22 juin 2014 (figure 20) avait endommagé plus de 116 000 bananiers pour des pertes estimées à plus de 1700 tonnes, soit environ 60 millions de francs CFA (cf. Rapport CORPROBAT en annexe).

Figure 20: Nombre de bananiers endommagés dans les unions zonales du CORPROBAT par les vents violents intervenus le 22 juin 2014 dans la région de Tambacounda



Source: CORPROBAT



Photo 45: Le 31 mai 2013, un sinistre éolien au GIE Nguène 2

Ce jour de sinistre, nombreux sont les bananiers perdus dans le périmètre de Nguène 2. La récurrence de ces dégâts éoliens montre la vulnérabilité des systèmes bananiers. Ce même périmètre subira le 22 juin 2014 une perte de 9 504 bananiers sous l'effet des vents.

Source : S. Badji, mai 2013

Face à ces pertes énormes (photo 44), les producteurs s'exécutent au tuteurage, à coût de plus en plus d'investissement financier. En ce qui concerne la mise en place de brise-vents, ils s'y mettent dans très peu de cas. En Casamance, des anacardiers sont plantés depuis l'époque du PPPR à la marge des bananeraies pour réduire la force des vents, mais malheureusement ces brise-vents ne sont plus bien entretenus (à Diannah Malary et à Mangaroungou, les arbres qui meurent ne sont pas remplacés). Au Sénégal oriental par contre, les brise-vents n'existent souvent pas et les producteurs, sous l'effet de la boulimie foncière, ne respectent pas l'obligation de laisser libre un espace de 200 m entre le périmètre et le fleuve[127] (Dia I., 2010).

Avec les inondations et les désastres éoliens, la viabilité de la culture irriguée de la banane est remise en cause. En l'absence de solutions efficientes et définitives, les producteurs font avec, chacun y perdant annuellement ses dizaines ou centaines de bananiers. Mais jusqu'à quand les producteurs peuvent-ils attendre et espérer ?

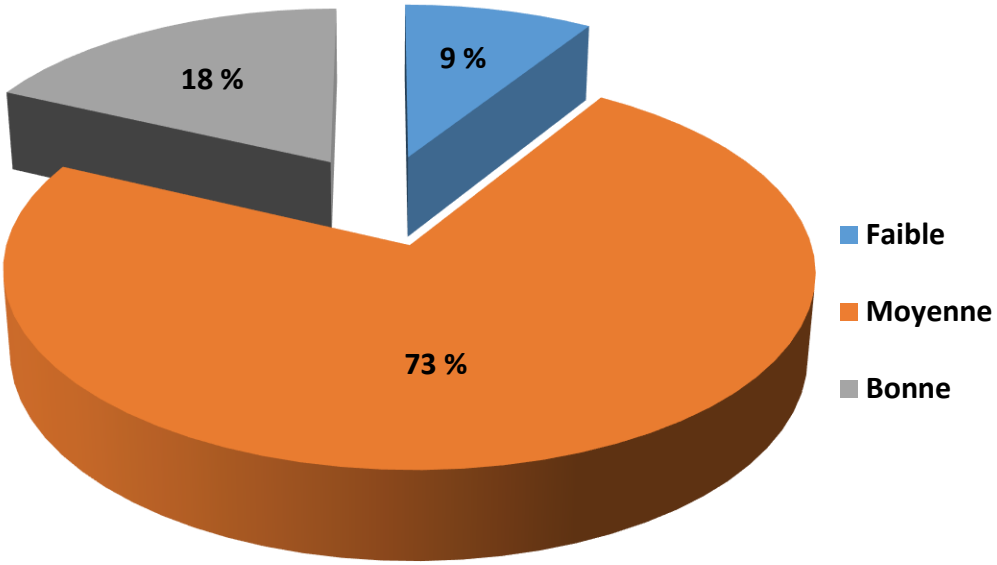
2. Des systèmes bananiers à améliorer : productivité et compétitivité en question

Après plus de quatre décennies de culture irriguée de la banane, les producteurs sénégalais trainent aujourd'hui encore des lacunes qui freinent l'ancrage durable de cette activité.

En premier lieu, nous pointons les manquements paysans à l'application minutieuse des opérations culturales (cf. chapitre 4). A Diannah Malary où les producteurs ont été interrogés sur leur propre maitrise des techniques de production bananière (figure 21), les avis ont porté à plus de 70 % sur une maitrise moyenne (Badji, 2009).

[127] C'est une clause inscrite dans le protocole d'exploitation de la zone tampon du PNNK.

Figure 21: Avis des producteurs de Diannah Malary sur leur niveau de maitrise des techniques culturales bananières



Source: Badji, 2009

La prévalence d'une maitrise moyenne s'explique par le fait que chacun des producteurs pense avoir une formation pratique acquise dès le début sous l'encadrement du PPPR ou avec le temps auprès des producteurs pionniers « encadrés ». Cette situation est valable dans l'ensemble de la zone bananière[128], et cela appelle à s'interroger sur ses rapports au niveau encore moindre des rendements (25 t/ha en moyenne alors que la variété *Poyo* plus répandue dans la zone, a un rendement potentiel de 40 t/ha). L'obligation de produire pour plus de produits commercialisables est intrinsèque à l'agriculture intensive et, la maitrise et le respect des techniques productives en est une exigence. Le contexte d'agriculture fondamentalement pluviale force cependant à une patience dans l'appropriation de l'irrigué, car les systèmes irrigués « nécessitent plusieurs années pour trouver leur rythme de croisière » (Devèze, 1987 : 149). Mais avec plus de diffusion des « bonnes pratiques culturales », peut-être que la productivité serait vite atteinte ?

Par ailleurs, comme nous l'avons vu au chapitre 4 de cette thèse, les systèmes d'irrigation ont très peu bénéficié d'améliorations et leurs insuffisances demeurent problématiques. Au Sénégal oriental, l'irrigation sous aspersion autorise moins de

[128] Sauf dans les périmètres de APROVAG (à un degré moindre) et de SFD à Foudou (dans le département de Vélingara), qui encadre ses producteurs par des techniciens d'origines ivoiriennes, anciens de la SCB Côte-d'ivoire. Dans la région de Tambacounda aussi, les pionniers ont été encadrés sous

pertes hydriques tout en occupant beaucoup de temps de travail avec la manipulation des tuyaux d'arrosage (près de 4 h/jour). En Moyenne Casamance, le système gravitaire utilise moins de temps mais reste une grande source de pertes d'eau. Le système goutte-à-goutte est donc souvent réclamé par les producteurs qui en espèrent un gain de temps et une économie d'eau ; cependant il demande une grande technicité (maitrise des doses et fréquences d'arrosage) (Lassoudière, 2007). Des producteurs, souvent privés, expérimentent le système (photo 46), mais l'expérience du GIE Aguène et Diambone de Koar est malheureuse pour l'instant avec des défauts d'installation. Selon certains producteurs, l'entreprise chargée de faire l'installation du système avait utilisé une tuyauterie de taille très petite (incapable de supporter la pression de l'eau) et les intervalles entre les goutteurs n'étaient pas adaptés.



Photo 46: L'irrigation goutte-à-goutte du GIE Aguène et Diambone au Sénégal oriental

Source : Badji S., Koar, mai 2012

En plus des insuffisances des systèmes d'irrigation, la culture fait face à des difficultés d'insertion de la banane locale dans les marchés. Ce qui amène d experts et acteurs de

la filière à remettre en cause sa compétitivité, surtout devant la banane d'origine ivoirienne qui semble mieux se présenter et se vendre. La compétitivité dans ce cadre, est intrinsèquement liée à la qualité de la banane mise en marché, qui dépend généralement des conditions de production, d'écoulent et de conditionnement du produit. Pour la banane locale, les critiques ont souvent porté sur les traitements post-récoltes : systèmes rudimentaires de conditionnement et conditions difficiles de transport (évoqués aux chapitres 4 et 5). Les solutions proposées par les acteurs (producteurs, leaders paysans, experts, etc.) sont confirmées dans le Programme National de Développement de la Filière Banane du Sénégal (PNDFBS) (encadré 16).

Encadré 16: Le PNDFBS et la modernisation de la culture de banane

Dans le PNDFBS, l'Etat ambitionne d'améliorer la compétitivité de la banane locale pour permettre aux acteurs de contribuer efficacement à la croissance économique du pays. Le but visé est de mettre sur le marché 60 000 tonnes de banane fraîche par an dont 25 % (15 000 tonnes) et 15% (9 000 tonnes) respectivement pour les segments haut de gamme et l'exportation. Pour atteindre cet objectif, l'Etat vise à :

- augmenter la production et la productivité des parcelles ;
- améliorer le conditionnement post-récolte et la logistique pour offrir une meilleure qualité de la banane à la table du consommateur ;
- faciliter l'accès aux marchés domestiques et progressivement à l'exportation ;
- faciliter l'accès au financement des acteurs.

Source : Ministre de l'Agriculture et de l'Equipement Rural, 2013 : 10.

Dans ce programme, l'Etat veut s'appuyer sur un nouveau matériel végétal constitué de vitro plants et de vivo plants, une application des « Bonnes Pratiques » agricoles et de conditionnement, un système de conditionnement et de transports modernisés, une labellisation et promotion de la banane sénégalaise, etc.

Tout comme pour les systèmes d'irrigation, il existe déjà des initiatives dans ce cadre (planche 15). La société Interface s'active fortement dans la diffusion de bioproduits, parce que « la qualité sanitaire du matériel de plantation (surtout vis-à-vis des nématodes) est essentielle pour la productivité et la longévité de la bananeraie » (Bakry et al, 2002 : 966). USAID/PCE (photo 47), la SFD, les Plantations de Djibanar… essaient également de diffuser dans la région de Tambacounda des tracteurs et

charrettes aménagés, des berceaux pour améliorer le transport primaire (de la coupe à l'emballage). Le test de transport primaire par cable (photo 48) dans le périmètre de Nguène 2, initié par AGROFAIR entre dans ce cadre. Le PADERCA s'engage dans la région de Sédhiou, à mettre en place un camion frigorifique de 35 tonnes pour le transport de la banane vers les zones de distribution, à partir d'une centrale d'achat modernisée.

Planche 15: Exemples d'initiatives de modernisation dans le périmètre de Nguène 2





Photo 47: Charrette aménagée de l'USAID/PCE **Photo 48: Cableway d'AGROFAIR**

Source : Badji S., Nguène, octobre 2014

Dans le même ordre d'initiatives, le Programme de Développement des Marchés du Sénégal (PDMAS), qui a pris fin en décembre 2015, a réalisé à Tambacounda une Plateforme logistique aménagée en zone agricole (Plaza) d'environ 5 000 tonnes pour un coût global de 575 millions F CFA financé par la Banque Mondiale. Ce centre de conditionnement est une des réalisations prévues par le PDMAS, en plus de la réhabilitation des pistes de production de la région, pour booster l'activité.

En outre, au-delà du marché national, il est clairement exprimé le vœu de conquérir celui d'exportation en s'appuyant sur ces différentes formes de modernisation de l'activité mais aussi et surtout, sur la promotion d'une culture de la banane biologique. « Dans ce cadre, certaines étapes majeures viennent d'être franchies avec la réalisation

de tous les audits pour les certifications Bio, GlobalGAP et Fair trade[129], de même que l'analyse des sols en vue de l'amélioration de la fertilisation »[130]. Nguène 2 représente depuis 2008 le principal « laboratoire » de la banane bio au Sénégal, concentrant d'importantes actions et aides de tout ordre (VECO, USAID, etc.). Mais, la rentabilité de la banane bio se fait encore attendre. Depuis 2008, c'est seulement en novembre 2014 qu'une première exportation test d'un container de 7 tonnes de banane bio a été réalisée en Belgique. Face à ces lenteurs, les producteurs s'impatientent avec la baisse de leurs rendements (de plus de 30 t/ha en culture conventonnelle à moins de 10 t/ha en culture bio pour une grande majorité à Nguène 2) et beaucoup d'entre eux utilisent « déloyalement » quelques doses d'engrais chimiques dans les parcelles de banane « bio ».

La modernisation de la culture de banane pour une meilleure qualité de la banane mise en marché, en plus d'améliorer les systèmes d'irrigation et la productivité, s'avère nécessaire pour que l'activité soit plus rentable pour le producteur tout comme pour l'Etat. Les principales actions réalisées sont à ce jour financées par des partenaires au développement, et il est prévu dans le PNDFBS des lignes de crédit auprès des systèmes financiers décentralisés pour appuyer les « producteurs innovants » (MAER, 2013). La mise à niveau des infrastructures et des techniques bananières demande cependant, une bonne maitrise des bonnes pratiques agricoles et des entretiens qui s'estompent souvent à la fin des financements. Le défi est celui de la continuité. Une augmentation des prix de la banane devrait survenir pour couvrir les frais d'entretien, mais cela ne risque-t-il pas d'amoindrir la compétitivité du produit ?

3. Des blocages socio-spatiaux et des dépendances multiples…

L'innovation bananière est également limitée dans sa diffusion spatiale par le coût très élevé de son implantation, en plus des exigences écologiques de la plante. Chiffré à des millions, ce coût est difficilement supportable par une agriculture constituée en grande partie d'exploitations familiale. En plus, l'accès difficile à la ressource hydrique, la rigueur des conditions climatiques et la qualité des sols au-delà de l'isohyète 800 mm

[129] GlobalGAP est une série de normes de traçabilité et de sécurité alimentaire, reconnues au niveau mondial, pour les productions agricoles (végétales et animales) et aquacoles. Fairtrade est une association internationale mise en place par des organismes de commerce équitable pour labelliser les produits répondant aux critères de ce commerce.

[130] https://westafrica.veco-ngo.org/fr/actualites/exportation-de-la-banane-biologique-senegalaise-en-belgique

vers le nord, sont peu favorables en l'absence d'une irrigation annuelle et de lourds investissements. Ceci étant, la culture irriguée de la banane demeure contenue dans le sud du pays et ce, entre les mains d'investisseurs privés et de producteurs soutenus par l'aide internationale. Dans ces conditions, l'extension des superficies de la banane irriguée semble très contrainte : de 1961 à 2000, les superficies récoltées ne dépassent pas 500 ha et ce n'est qu'à partir de 2003 qu'elles commencent à osciller entre 1200 et 1700 ha avec l'arrivée des opérateurs privés (données FAO, 2013). Cet obstacle est perceptible aussi chez les producteurs actuels qui ont du mal à étendre les périmètres existants à cause des difficultés d'accès au foncier irrigable, au financement, etc. Si au Sénégal oriental il y a des nouvelles créations privées favorisées par l'accès à un fleuve à eau douce (A Nguène par exemple, environ 75 ha s'ajoutent aux 110 ha de l'OFADEC), en Moyenne Casamance, il n'y a quasiment pas de nouveau périmètre à cause des énormes coûts nécessaires au forage et à l'exhaure vu que le cours d'eau est salé. Ailleurs dans la vallée du fleuve Sénégal, des initiatives d'agriculteurs privés naissent en hors des périmètres bananiers de Niandane[131] et en marge de la riziculture et du maraichage. Ces producteurs, appuyés par le PDMAS, mettent à profit leur expérience des systèmes irrigués et la disponibilité de l'eau du fleuve. D'autres investisseurs privés aussi, comme Seneg-India (agro-industriel indien) dans l'arrière-pays de Richard-Toll sur la photo 49, expérimentent cette culture, de quoi espérer un gain de surfaces bananières au Sénégal.



Cette bananeraie est expérimentée par Seneg-India à Louguéré Baïla (région de Saint-Louis) où elle exploite environ 225 ha de maraichage (pomme de terre, carotte et oignon) pour approvisionner le marché local.

Source : Badji S., Louguéré Baila, février 2013

Photo 49: Parcelle d'expérimentation de la culture irriguée de banane par Seneg-India à Louguéré Bailo (Commune de Mbane – région Saint-Louis)

[131] Avec 200 ha de bananiers dans le casier hydro-agricole de Nianga (1200 ha), les périmètres bananiers de Niandane représentent la principale production de la vallée du Sénégal.

Aux difficultés d'extension spatiale des bananeraies, des insuffisances dans le mode de fonctionnement des OP s'ajoutent aux maux de la banane irriguée. Le défaut de démocratie suffisante pose problème. Dans plusieurs OP (GIE comme fédérations), les renouvellements de mandats n'existent pas ou s'opèrent de façon lacunaire, souvent entretenus par des problèmes culturels (ancienneté et droit d'ainesse). L'exemple le plus frappant est sans doute la longévité du mandat du Président de la fédération du Niani (depuis sa création en 1989) qui, bien que dynamique mais non-instruit, ne répond plus réellement aux aspirations des membres qui souhaitent des dirigeants instruits à même de porter le lobbying et le plaidoyer paysans. Il n'y a certes pas de démocratie clé en main, mais il faut créer les conditions de participation de tout paysan capable, motivé et fiable à la gestion des affaires collectives.

Ces difficultés se combinent à un problème particulier qui est lié à des formes multiples de dépendances défavorables au développement harmonieux de la banane irriguée. Tout d'abord, la dépendance énergétique inquiète à propos toujours des systèmes d'irrigation. La forte utilisation de gasoil les expose à une dépendance envers le pétrole dont les cours mondiaux sont très instables. Entre 2004 et 2013, le prix international du baril de pétrole est passé de 40 à 107 dollars US, et le litre de gasoil était respectivement de 330 et 792 F CFA au Sénégal[132]. Malgré sa baisse à 690 F CFA en 2014 et à 595 F CFA en 2016, le gasoil demeure très couteux et ses inflations au niveau international remettent en cause la viabilité de la culture irriguée de la banane.

Ensuite, l'un des plus grands fléaux des OP et des producteurs est sans doute la dépendance à l'aide extérieure pour le développement de leurs activités. En fait, les cotisations des membres et les recettes des activités des OP ne couvrent quasiment jamais leurs besoins de fonctionnement et d'investissements. L'aide est donc attendue partout : budget de fonctionnement, renforcement des capacités, déroulement des activités, équipements socioéconomiques, etc. Ce qui construit une dépendance à son égard enlevant tout esprit d'autonomie aux OP et les inscrivant par conséquent dans des systèmes rentiers envers l'aide extérieure (Magrin, 2013). Exemple : le dynamisme remarqué de l'APROVAG dépend profondément du fait qu'elle accède ou espère toujours accéder aux financements de ses partenaires, sans quoi elle serait peut-être morbide comme certaines associations qui en espèrent moins. La promotion de la

[132] http://www.enqueteplus.com/content/baisse-des-prix-de-produits-p%C3%A9troliers-l%E2%80%99etat-lache-du-lest

banane biologique par cette OP (qu'on a abordé plus haut) révèle plus une logique rentière de captation de financements qu'un souci environnemental de production durable. Les producteurs « acceptent les conditions [sans les comprendre ou] en sachant qu'ils ne les effectueront pas, leur priorité étant la réception d'un financement » (Sindzingre, 2000 : 62). Pour être durable et crédible, les organisations paysannes ont besoin d'une autonomie financière, malgré la modicité des revenus des agriculteurs à la base (Achancho, 2012).

Le problème se trouve cependant sur le fait qu'à l'image des OP, les producteurs espèrent également que seule l'aide extérieure est capable de booster leur activité. Pourtant, le développement durable de la banane ne peut pas venir de l'extérieur ; il sera l'œuvre de producteurs et d'OP autonomes et compétitifs capables de faire face à la libéralisation économique dans un monde qui a fini d'effacer ses frontières.

Au Sénégal oriental particulièrement, on note enfin que dans beaucoup d'exploitations familiales pratiquant la culture de banane, cette dernière représente la seule culture marchande. Sachant les risques qui entourent cette spéculation (dégât éoliens, phytopathologie, inondations, méventes), cela met certainement les exploitations paysannes concernées dans une situation d'extrême vulnérabilité. A Nguène par exemple, certains sinistrés des inondations de 2003 témoignent leurs difficultés à trouver des ressources pour couvrir leurs besoins familiaux. Ceci rappelle la nécessité de diversifier les sources de revenus à côté d'une activité bananière si risquée. Les producteurs développent des stratégies pour minimiser le risque, en faisant par exemple du maraichage dans les périmètres de bananier dont les produits sont vendus en ville (Tambacounda surtout). Au début des années 2000, le programme de Renforcement des Organisations de Producteurs pour une Agriculture Durable (ROPAD) avait promu sans réussite le maraichage dans les périmètres (0,25 ha dans chaque périmètre) de l'APROVAG. Cependant, la diversification des cultures, et par-dessus tout, celle des activités génératrices de revenus, devrait être intégrée dans les programmes de développement des zones de production de banane.

La nécessité de diversifier concerne aussi les débouchés de la banane. La dépendance à la seule commercialisation des fruits de banane limite la valorisation optimale de cette culture aussi bien pour les producteurs que pour le pays. La transformation peut être une alternative et permettre de diversifier les débouchés des producteurs. Déjà,

l'APROVAG a entamée sans beaucoup de succés des tentatives de transformation du fruit de banane sous forme de vinaigre, de semoule, de chips, etc. (photo 50).



Cette image montre une large gamme de plats dérivés de la banane locale. C'était lors d'une journée de formation en transformation de banane organisée par APROVAG en 2009.

Source : APROVAG, Tambacounda, 2009

Photo 50: Divers plats à base de banane

Ces tentatives de l'APROVAG sont très intéressantes dans la réflexion sur la durabilité de la banane irriguée au Sénégal. Des unités locales de transformation permettraient de réduire les bananes invendues (égratignées, surplus), d'augmenter les revenus bananiers des producteurs, mais aussi d'améliorer le tissu industriel du pays qui serait pourvoyeur d'emploi. Dans la dynamique actuelle de développement de petites unités de transformation des produits locaux (lait, fruits, produits forestiers, etc.), celle de la banane peut bien éclore. Il faut cependant, dans le contexte actuel de promotion du « consommer local », inciter le secteur privé sénégalais à investir dans ce domaine, au lieu de rester confiné dans le secteur du commerce, des transports et de la construction (Amin, 1969 : 39). Le développement des agricultures ne peut se faire sans les capitaux africains, encore moins sans la transformation locale de ses produits.

C'est certainement en étant plus productive, compétitive et solide, que la culture irriguée de la banane pourra servir d'un des leviers les plus durables pour accélérer les dynamiques locales et régionales de développement.

III. La banane irriguée et les régions méridionales face au défi du développement au Sénégal

1. L'enclavement et le conflit armé, des éléments d'une situation géographique et géopolitique contraignante pour la banane irriguée

Dans le sud du Sénégal, l'enclavement et la longévité du conflit politico-militaire de Casamance aggravent les conditions de sous-développement et sapent l'élan de tout progrès. Dans un premier temps, le contexte régional d'enclavement interne et externe des régions de Casamance et de Sénégal oriental pèse lourdement aussi bien sur le développement de la banane irriguée que sur celui de ces régions. Leur inaccessibilité relative rend difficile l'écoulement des productions agricoles locales vers des marchés comme les grandes villes du centre-ouest (planche 16).

Dans la région de Sédhiou par exemple, du fait l'impraticabilité de la RN 6 jusqu'en 2015, les transports en commun l'évitaient, préférant passer par la route régionale 21 jusqu'au carrefour de Médina Wandifa. « La production fruitière notamment les mangues, les oranges et la banane pourrissait sur place, faute d'acheteurs. Les planteurs d'anacardes qui comptent sur la commercialisation des noix de cajou pour subvenir aux besoins de leur famille n'arrivaient plus à écouler leur production vers les grands centres urbains »[133]. La réhabilitation de cette route en 2015 dans le cadre du MCA Sénégal participe alors à réduire les effets de l'enclavement. C'est le même scénario qui se produit également au Sénégal oriental où la dégradation des pistes de production (planche 16, photo 52) porte un grand préjudice à l'économie locale, notamment à la culture irriguée de la banane avec les problèmes d'accès aux périmètres bananiers, surtout pendant l'hivernage. En août 2014, le GIE de Koulary a perdu 14 tonnes de bananes dans l'embourbement du camion qui devait les affréter vers Dakar.

[133] Article de Mamadou Aliou Diallo, journaliste « Le Soleil », sur l'importance de la réhabilitation de la RN 6 sur financement sur fonds américain à travers MCA Sénégal en 2015, publié sur le site internet de MCA : « Réhabilitation de la RN 6, les populations de Niangha remercient le peuple américain ». http://www.mcasenegal.org/mca/rehabilitation-de-la-rn6-les-populations-de-niangha-remercient-le-peuple-am%C3%A9ricain

Planche 16: Des routes et des pistes difficilement praticables pour l'écoulement de la banane irriguée



Photo 51: Etat dégradé de la route RN6 jusqu'en 2015

Source: Badji S., Bacounding, mai 2013

Une RN 6 dégradée, désertée par de nombreux véhicules. Le transport de la banane, mais aussi des autres produits locaux, est très délicat.



Photo 52: Piste impraticable au Sénégal oriental pendant l'hivernage

Source : APROVAG, aout 2009

Une piste d'accès au périmètre bananier impraticable pendant l'hivernage.

A ces difficultés de liaison, s'ajoute l'éloignement des régions méridionales de centres de décisions et d'intérêt (Dakar et Centre-ouest) qui les a, de plus, tenues à l'écart des programmes d'aménagement du territoire et d'équipement (Ninot, 2003 ; Magrin et Ninot, 2005 ; Lombard et Ninot, 2010). En conséquence, la Casamance et le Sénégal oriental sont mal développés, comme c'est le cas dans beaucoup d'autres pays d'Afrique (Pourtier, 1993 ; Magrin et Ninot, 2005, Pourtier, 2010a). C'est un rappel que de dire que le développement de l'agriculture et des territoires ne peut se faire sans extension des échanges par un transport adéquat (Freud, 1985 ; Pourtier, 1993 ; 2010a et 2010b).

Ce problème d'enclavement se combine en Casamance avec un conflit armé trentenaire qui, autant, voire plus que l'enclavement, est source de déprise agricole et de sous-développement. « Les conflits conduisent à une destruction ou à une dévalorisation du capital physique (infrastructures, équipements), du capital humain ainsi que du capital social qui repose sur la confiance, les règles ou les réseaux de relations » (Hugon, 2006 : 39). C'est la base du développement qui est en fait déstabilisée. En Casamance, comme partout en Afrique noire, le conflit a engendré localement un état d'insécurité

endémique entretenu par des affrontements militaires et autres menaces (Robin, 2006 ; Marut, 2010). Au-delà des pertes humaines et de la dégradation du tissu social, la guerre détériore les conditions du développement économique. Dans le domaine de l'agriculture, on assiste à un phénomène de déprise avec les déplacements de populations qui abandonnent villages, terres et activités.

Ainsi, les effets négatifs de la crise casamançaise sur le développement de la banane irriguée sont certes localisés, mais demeurent très importants. La zone bananière la plus touchée est celle du Balantacounda sur la rive gauche du fleuve Casamance, avec les pillages et les braquages des rebelles ou des « bandes armées », des explosions de mines, des vols de bétail, etc. qui font suite à l'extension du conflit de la région de Ziguinchor vers celle de Sédhiou dans les années 1990 (Robin, 2006). L'insécurité a poussé vers 1992 à l'abandon des périmètres bananiers de Saliot (30 ha), Birkama (23 ha), Bacounding (15 ha), Akintou (15 ha). En 1991, le périmètre de Saliot (photo 53 et 54), près de Djibanar, a été attaqué par une « bande armée » qui a saccagé le magasin abritant les intrants agricoles (réserve de gasoil, engrais, cartons, etc.), poussant les exploitants à l'abandon.

Planche 17: Les décombres du saccage du périmètre de Saliot en 1991



Photo 53: Vue extérieure du magasin saccagé



Photo 54: Vue intérieure du magasin saccagé

Source: Badji S., Bacounding, mai 2013

Ces saccages combinés aux attaques armées opérées dans les villages, ont entrainé des déplacements de populations. Les victimes de ces exactions ont émigré en grand

nombre vers les villes (Kolda, Ziguinchor) mais aussi vers la Guinée Bissau. Selon Nelly Robin (2006), plus de 18 000 personnes déplacées sont dénombrées en mars 2001 à Kolda et elles étaient encore plus de 4 000 en novembre 2002. Selon toujours l'auteur, ces déplacés viennent en majorité du Balantacounda. C'est donc un fort abandon de terres et un grand coup sur l'économie locale. Dans la zone, il y a beaucoup de plantations d'anacardiers, de manguiers, d'orangers… qui sont abandonnés. Aujourd'hui, on assiste à des retours qui se passent sur fond de tensions sociales et foncières car après le départ des déplacés, d'autres ont occupé les terres.

L'ensemble de ces conséquences de la guerre sur la banane comme sur le reste de l'économie rurale, a entrainé des effets négatifs sur les dynamiques de développement en Casamance. Aujourd'hui, « le taux de pauvreté y est l'un des plus élevés du pays, dépassant 60 %, et près de la moitié des ménages sont vulnérables à l'insécurité alimentaire » (Marut, 2010 : 328). Les tentatives de résolutions de ce conflit et les projets de reconstruction de la région semblent être, avec le nouvel intérêt pour les ressources minières du Sénégal oriental (Diallo M. L., 2015), des sources d'espoir pour une plus grande contribution de la banane irriguée et des régions sud au développement national.

2. Le regain d'intérêt pour le sud et le sud-est : pour une réconciliation Etat, marges territoriales et développement au Sénégal ?

Nous analysons le regain d'intérêt de l'Etat du Sénégal pour ses régions méridionales en partant de deux citations.

« Pour qui vient du nord sahélo-soudanien, la verte Casamance apparaît comme une terre généreuse, un eldorado : forêts luxuriantes, rizières opulentes, fruits en abondance, eaux poissonneuses… C'est l'image d'un pays de cocagne où il n'y aurait qu'à se baisser pour ramasser sa nourriture, qu'illustre à sa manière le film allégorique d'Otar Iosseliani, « Et la lumière fut » (1989), tourné dans la région » (Marut, 2010 : 50).

« L'Est fait surtout figure pour les activités industrielles et extractives comme pour l'agriculture, de « réserve », synonyme de potentialités (objectives ou subjectives…), de promesses de développement. Les gisements sont énormes, variés, riches : il y aurait en quantités exploitables, dans les couches du socle précambrien affleurant au Sénégal

oriental, du fer, de l'uranium, du plomb, du cuivre, du zinc, du marbre, de l'or, du diamant… La dynamique du front de l'Est a donc de quoi se renouveler » (Ninot, 2003 : 110).

Ces deux assertions montrent les images fascinantes construites autour du sud et du sud-est du Sénégal. Elles apparaissent ainsi aux yeux de beaucoup (Sénégalais et étrangers), comme une région aux ressources inépuisables que le délaissement national et un vieux conflit ont plongée dans un profond désarroi. Tout n'est pas faux sur ces images, car on voit derrière les apparences, la réalité d'un espace géographique pourvu de diverses ressources agro-écologiques. Au Sénégal, les régions du sud sont officiellement depuis 2000 les uniques entités productrices de charbon de bois (Manga et al, 2012 : 117), elles produisent près de 95 % du coton (Hazard, 2010), la Casamance à elle seule fournit plus de la moitié des mangues du pays (Rey et Dia, 2010), la région de Kolda est la seconde zone d'élevage (Dia, 2009), le Sénégal oriental est la première réserve de ressources minières du pays (Ninot, 2003) avec un potentiel aurifère de plus de 30 tonnes dans le région de Kédougou (Greig, 2009), etc.

Malgré toute cette « richesse », le rôle qui a toujours été assigné aux régions sud et sud-est du Sénégal est celui de marges territoriales productrices de biens agricoles et forestiers pour Dakar et le Centre-ouest du pays. Cependant, force est de constater aujourd'hui le changement de paradigme dans ce nouveau contexte où l'Etat s'intéresse aux régions du sud, à leurs ressources et à leur « émergence »[134].

En Casamance, dans la situation d'accalmie sécuritaire du début des années 2000, le Gouvernement a élaboré en 2003 un Programme de Relance des Activités Economiques et Sociales en Casamance (PRAESC), avec l'appui des bailleurs de fonds. C'est dans ce cadre qu'est mis en place en 2008 le PADERCA pour appuyer pendant 5 ans le développement rural avec un montant global de 19,2 milliards F CFA. En 2014, l'Etat du Sénégal décide de lancer le Projet Pôle de Développement de la Casamance (PPDC)[135] en vue d'expérimenter l'Acte 3 de la décentralisation en Casamance pour d'une part, approfondir la recherche de la paix et d'autre part, redynamiser l'économie locale. Selon le Président de la république, lors du lancement du projet à Ziguinchor en

[134] Ce terme est le vocal qui sous-tend le projet politique du nouveau Président de la République du Sénégal, Macky Sall, qui est construit autour du Plan Sénégal émergent (PSE).
[135] Ce projet est financé à hauteur de 23 milliards FCFA dont 20 milliards d'emprunt de la Banque mondiale et 3 milliards de contrepartie.

mars 2014, ce projet va dans le sens de la territorialisation des politiques publiques et vise, entre autres objectifs, la revitalisation de l'agriculture, en particulier la riziculture et les pistes de production rurale.

Au Sénégal oriental également, l'intérêt de l'Etat s'est renouvelé, notamment dans le domaine de l'exploitation minière dans la région de Kédougou. Certes, il s'intéresse au développement agricole à travers beaucoup de projets comme le Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER) qui a démarré en 2014 avec 22,4 milliards, et le projet « Tiers-Sud » qui est en phase préparatoire[136]. Mais plus que tout le reste, le secteur minier semble avoir de nouveau retenu l'attention du Gouvernement du Sénégal[137] depuis la fin des années 1990 dans un contexte particulier de regain d'intérêt mondial pour l'or africain et de remontée des cours des matières premières attribué à une forte demande de la Chine et de l'Inde (Mbodj, 2011 ; Greig, 2009 ; Diallo M. L., 2015).

Pour profiter de façon optimale de « l'or du Bambouk », le Sénégal choisit d'industrialiser l'exploitation de « son or » et pour ce faire, il s'est engagé dans une réforme du code minier (Diallo M. L., 2015) pour attirer les investissements étrangers face à la concurrence d'autres pays africains (Mali par exemple). « Alors que depuis la loi n° 88-06 du 26 août 1988, le code n'a pas subi de modifications, une nouvelle politique minière a été adoptée en 2003. Elle s'inscrit dans une logique [d'exonération], d'allègement des procédures administratives et de sécurisation des investissements » (Mbodj, 2011 : 84). Aujourd'hui, deux compagnies canadiennes sont déjà à l'œuvre (Oromin Joint Venture Group et Sabodala Gold Operations (SGO)) et des permis de recherche sont octroyés (le sud-africain Randgold Resources, l'australien Bassari Resources Ltd et le canadien Axmin)[138].

Cet intérêt de l'Etat pour le sud du Sénégal suscite une réflexion particulière sur sa relation avec les marges territoriales et la question du développement national. Il est

[136] Ce projet qui sera financé par l'UE et l'AFD vise à mettre en valeur les bas-fonds de l'Anambé, du couloir fluvial de la Gambie et de la région de Kédougou, pour améliorer la productivité agricole et la sécurité alimentaire.

[137] L'exploitation minière de la région orientale est un vieux projet de l'Etat du Sénégal qui a vu vers 1980 une première ruée vers les dioura de l'est dans un contexte de hausse des cours mondiaux de l'or.

[138] « Sénégal : le nouvel eldorado minier », *Jeune Afrique*, Dossier : «Groupes miniers : l'émergence des cadres africains», février 2012, Référence : http://www.jeuneafrique.com/143038/archives-thematique/s-n-gal-le-nouvel-eldorado-minier/

certain que l'Etat du Sénégal s'inscrit clairement dans le projet minier du Sénégal oriental et relativement dans celui de relance socio-économique de Casamance, dans une logique permanente de recherche et de captation de rentes. Comme souvent en Afrique (au Mali, au Tchad, etc.), l'objectif de l'Etat au Sénégal oriental est bien de toucher à la manne minière et il se réserve 10 % d'actions gratuites et jusqu'à 20% de participation onéreuse dans les capitaux des sociétés minières (Greig, 2009). En Casamance, l'objectif déclaré est celui de reconstruire la zone après les effets socio-économiques néfastes d'une guerre qui a duré plus de 30 ans, mais on sait que la recherche de paix et la reconstruction des zones conflictuelles drainent de l'aide internationale (Banque mondiale, ONU, ONG, etc.). Si dans cette dernière région, les projets de l'Etat contribuent à améliorer l'économie locale (aménagements de vallées, appui à l'agriculture, etc.), dans l'autre par contre, les retombées des mines d'or de Sabodola se font encore attendre comme l'atteste la violente manifestation des jeunes de Kédougou le 23 décembre 2008, (Diallo M. L., 2009 et Greig, 2009). Pourtant, l'Etat peut profiter de ces investissements étrangers, ainsi que d'autres dynamiques locales (comme le développement de la banane irriguée) dans ce sud longtemps marginalisé, pour servir autant de source de rentes que de rampes de lancement pour l'aménagement harmonieux et le développement au Sénégal.

Conclusion de la troisieme partie

Les relations entre banane irriguée et développement sont très complexes dans le contexte du sud Sénégal. En fait, cette culture est un facteur important de recompositions socio-économiques et spatiales dans ses territoires de développement, mais elle reste confrontée à plusieurs obstacles.

La culture irriguée de la banane a favorisé, surtout dans le Sénégal oriental, une amélioration des systèmes productifs locaux, des conditions de vie et de déplacement des populations, mais aussi une visibilité régionale des Suds. Elle a également permis de densifier l'occupation de l'espace, même si cela a attisé parfois des conflictualités locales par rapport aux ressources naturelles. Le conflit des producteurs avec Khayat et les difficultés d'une exploitation en zone de conservation en sont révélateurs.

Par ailleurs, son développement est instructif par rapport aux autres expériences d'opérations de développement promues au Sénégal. Malgré les nombreuses

contraintes à son développement, ses apports en matière de développement local régional sont loin d'être négligeables dans le contexte de regain d'intérêt pour les régions sud.

CONCLUSION GENERALE

1. Le sud du Sénégal, de la marginalisation au développement de la banane irriguée : retour sur les résultats de la thèse

Cette thèse avait pour objet d'analyser le développement de la culture irriguée de la banane dans les régions sud du Sénégal et les dynamiques territoriales que cette innovation agricole induit aux niveaux local et régional. Nous présentons une synthèse des conclusions tirées au cours de la recherche.

D'abord, la culture irriguée de la banane a connu son essor dans un contexte particulier de marginalisation des régions sud-sénégalaises dans un espace national hyper-centralisé autour de Dakar et des zones littorales et centre-ouest (Ninot, 2003). Cet isolement est le résultat de la longue trajectoire de développement du Sénégal. Dde l'époque coloniale jusqu'après l'indépendance, la construction du Sénégal s'est faite avec la culture de l'arachide sur la partie centre-ouest du pays. Celle-ci a mobilisé toutes les infrastructures de transport (chemin de fer, routes, ports, etc.), les services d'appui au développement et une grande partie de l'appareil économique. Dans son sillage, elle a imprimé une figure déséquilibrée de l'organisation spatiale du Sénégal, donnant l'image d'un Sénégal « plein » à l'ouest qui s'oppose à celui « vide » de l'est. La répartition des hommes tout comme celle des activités économiques s'en trouvent influencée, mettant en marge les régions sud du Sénégal. Ainsi, cette marginalisation est construite par la tenue de ces régions dans une position de second aussi bien pendant la colonisation (participation secondaire au développement arachidier) qu'après les indépendances (bassin d'approvisionnement alimentaire et produits forestiers, réserve naturelle, etc.). Ce rôle de second a entrainé l'enclavement et la pauvreté, mais aussi une crise politico-militaire en Casamance qui est facteur et révélateur d'isolement. Cette situation est encore accentuée par la présence du territoire de la Gambie au centre du Sénégal qui coupe la Casamance de la partie nord du pays.

Cependant, ce système de développement a montré ses limites face à la série de sécheresses 1968-1983 survenue au Sahel, aux aléas du marché mondial de l'arachide, mais également, aux malversations observées dans la gestion des affaires publiques. Les tentatives de relance économique ont remis les régions sud au goût de l'Etat et des populations locales (projets d'irrigation, de diversification, transhumance, colonisation agricole, etc.).

C'est dans ce contexte que les projets bananiers ont connu leur essor autour des années 1970-1980 en moyenne Casamance et au sud-ouest du Sénégal oriental. L'étude des exemples de Djibanar et Diannah Malary (Moyenne Casamance) et de Nguène et Wassadou (Sénégal oriental) ont révélé que le développement du bananier irrigué en grande culture s'est opéré dans des zones aux situations agricoles et spatiales diverses avant les projets bananiers. Cependant, la Moyenne Casamance avait déjà connu des tentatives de culture du bananier, avec la culture ancienne du bananier en case et la mise en place de la station fruitière en 1963. Les conditions physiques s'y prêtant, la banane a été diffusée dans les deux zones de Moyenne Casamance et Sénégal oriental par le PPR dans la première et l'OFADEC dans la seconde. Ces deux structures, la première étatique et la seconde non-étatique, se sont appuyées sur les populations locales pour le PPR et sur des allochtones à la zone de production pour l'OFADEC.

Pour sa diffusion locale, le modèle coopératif a été la base socio-économique du développement de la culture irriguée de la banane. Il a servi de moyen de diffusion de masse de l'innovation bananière pour le PPR et l'OFADEC (encadrement technique), en plus de cadre de solidarité entre producteurs face au coût financier et social de la culture irriguée de banane. C'est dans ce sens qu'au niveau local, les producteurs se sont regroupés d'abord, dans des coopératives encadrées par le PPR et l'OFADEC jusqu'au désengagement de l'Etat de certaines fonctions économiques à la fin des années 1980. Ensuite, les anciens producteurs ont mis en place dans les deux régions des GIE qui reprennent l'héritage des coopératives à la fin des années 1980. Ces GIE qui sont des formes souples d'organisations paysannes ayant accès au crédit et fondées sur l'affiité de leurs membres, se sont révélées plus automes et plus « gérables » par les membres, que ne l'étaient les coopératives. En effet, ici comme ailleurs en Afrique, les coopératives créées par l'Etat étaient bien souvent controlées par les pouvoirs publics et servaient de relai du parti au pouvoir.

A la faveur de la libéralisation de l'activité économique, de nouveaux acteurs ont fait leur entrée dans la production, surtout au Sénégal oriental, à partir du début des années 1990. Nous avons ainsi enregistré l'arrivée de GIE constitués par des anciens encadreurs de l'OFADEC entre 1990 et 1995, celle de GIE dirigés par des opérateurs privés (des commerçants surtout) entre 1995 et le début des années 2000, et celle moins remarquée d'entreprises privées après 2005.

Progressivement, les GIE se sont organisées au niveau régional en fédérations (Niani et Balantacounda en Moyenne Casamance, et APROVAG, FEGAB, etc. au Sénégal oriental) pour mieux structurer les producteurs et défendre leurs intérêts. Ces fédérations ont connu des évolutions très différentes, tout en étant orientées vers la maitrise de la commercialisation.

Toutefois, le développement de la production bananière, les contextes locaux en Moyenne Casamance et au Sénégal oriental ont été à la base de différences dans la configuration des systèmes irrigués. Ainsi, l'accès à l'eau se fait différemment : une irrigation à partir des forages dans la région de Sédhiou et du fleuve Gambie dans celle de Tambacounda. La gestion des périmètres bananiers obéit dans ces deux régions à des logiques collectives exigeantes qui se révèlent dans la gestion de l'eau (coût social et économique de l'irrigation). Mais on voit aussi que la gestion individuelle des parcelles de bananier a fait place à des pratiques diverses d'application des opérations culturales qui tiennent aux différences d'accès aux moyens de productions.

Cependant, l'accès aux marchés étant la principale visée de cette culture irriguée, il a été analysé et s'est révélé assez complexe. Les producteurs utilisent largement leurs fédérations (APROVAG et Niani surtout) pour accéder aux marchés et les grossistes et banabanas constituent leurs principaux interlocuteurs. Pratiquant des prix et des astuces (emballages ou non) différenciés pour faciliter leurs liens avec ces derniers, les producteurs de banane visent en grande partie les marchés urbains au pouvoir d'achat plus élevé. Ainsi, Dakar et les villes du centre-ouest (Thiès, Mbour, Kaolack, Touba) forment un lieu privilégié pour la commercialisation de la banane. D'autres marchés urbains (Tambacounda surtout) et ruraux (dans les zones de production) des régions du sud et ceux de la Gambie forment des espaces secondaires d'écoulement de la banane locale. Le contact entre producteur et marché est cependant très complexe, voire compliqué. Les circuits se diversifient surtout avec la multiplication des intermédiaires, ce qui joue sur le prix qui passe de 175 F CFA/kg chez le producteur à 600 FCFA/kg chez le consommateur. Les difficultés s'amplifient avec la concurrence de la banane importées et des autres fruits, mais aussi avec les contraintes de transport de la banane liées à l'enclavement et à l'état des routes.

Ce développement de la banane irriguée dans les régions du sud Sénégal a induit de réelles dynamiques de développement au niveau régional, mais il est contrarié parfois par certaines contraintes auxquelles la culture est confrontée.

Nous remarquons dans l'analyse des dynamiques de développement de la culture irriguée de la banane, que cette innovation agricole a permis des améliorations importantes dans les systèmes de production (agricoles et pastoraux) et de vie (niveau de vie) des producteurs. Pour beaucoup d'entre eux, nous assistons à des ascensions sociales synonymes de réalisation de soi dans un monde rural pauvre. Cette différenciation sociale interne aux zones de production de banane s'accompagne d'une différenciation spatiale entre ces zones et les villages non producteurs entrainée par l'intérêt croissant d'acteurs multiformes de développement (ONG surtout). A ce sujet, les actions de l'ONG Le Kinkéliba depuis 2008 dans les zones de Gouloumbou et de Wassadou, au Sénégal oriental, en sont des preuves probantes. Cet effet spatial de l'essor de la banane irriguée s'exprime encore plus qu'ailleurs, dans les dynamiques de peuplement des espaces de production bananière. On a vu qu'une zone comme l'axe Nguène – Dialiko s'est densifié en 40 ans. Mieux encore, cet axe, ainsi que l'ensemble de la zone bananière de Gouloumbou profondément isolé autrefois, connait des dynamiques de désenclavement qui se traduisent par un raffermissement des liens ville – campagne qui unissent de plus en plus Tambacounda à son arrière-pays rural.

Mais ces recompositions positives sont fragilisées par de nombreuses formes de conflits territoriaux qui démontrent une certaine contestation du développement de la banane irriguée dans le sud du Sénégal. Il s'agit d'oppositions, d'une part entre les migrants bananiers et certaines populations « autochtones » et d'autre part, entre l'intensification agricole portée par la banane irriguée et la conservation de la nature. Le litige foncier qui oppose depuis 2009 les producteurs de banane de la zone Wassadou (avec leurs autres voisins) à l'investisseur étranger M. Khayat, est sans doute une expression de la vulnérabilité des espaces bananiers. Au-delà de ces fragilités, la banane irriguée est confrontée au sud du Sénégal à beaucoup d'autres obstacles pour son développement : les inondations dans la vallée de la Gambie, les vents forts faisant suite aux lignes de grain, la faible compétitivité de la banane locale face à la concurrence de celle ivoirienne, l'enclavement des sites de production, le conflit en Casamance, etc. Ces obstacles conditionnent en grande partie la durabilité de la culture

irriguée de la banane et la capacité de ses acteurs à moderniser et à améliorer ses performances technico-économiques.

Cependant, le constat général que l'on fait dans ces dynamiques bananières, c'est qu'elles s'expriment plus dans la vallée du fleuve Gambie que dans les rives de la Casamance. Les explications de cette inégalité des mutations induites par la banane irriguée se situent certes dans le caractère plus ouvert des espaces du Sénégal oriental où la présence humaine est de loin moins forte qu'en Casamance.

Avec ses forces et ses faiblesses, l'opération banane irriguée au sud du Sénégal dégage des enseignements majeurs pour le développement en Afrique tropicale. Elle est un exemple d'innovation agricole relativement « réussie » par sa survivance au-delà du temps d'intervention de ses promoteurs et de leurs financements. L'engouement encore actuel des paysans montre en plus, que la forme d'innovation promue (taille des parcelles relativement faible, forme d'organisation de la production) et la rentabilité de l'activité répondent aux conditions paysannes locales.

2. La banane irriguée et les Suds : de nouveaux leviers pour « l'émergence » au Sénégal

L'intérêt que suscite aujourd'hui le sud du Sénégal et les dynamiques en cours autour de la culture irriguée de la banane, poussent à repenser l'aménagement territorial et le développement à l'échelle nationale.

Après 55 ans d'indépendance, le Sénégal reste encore confronté à des problèmes structurels de développement. D'une part, depuis la crise de l'arachide et les séries de sécheresses dans les années 1970, le Sénégal recherche toujours des sources stables de devises pour l'Etat et le monde rural. D'autre part, face à la croissance démographique et urbaine, à la jeunesse de la population, aux effets néfastes des ajustements structurels, etc., il est toujours en quête d'une agriculture productive et durable.

Dans le même temps, le Sénégal a hérité d'une structure territoriale déséquilibrée qui se caractérise par une partie occidentale plus peuplée et équipée qu'une partie orientale « vide » et sous-équipée. « Les politiques d'aménagement économique mises en place par les gouvernements coloniaux et postcoloniaux ont été fondées sur le développement régional inégal » (Franchette, 2002 : 320). Elles ont été menées en

opposant un « Sénégal utile » à un « Sénégal oublié ». Le premier, limité à la région du Cap-Vert, du bassin arachidier et, dans une moindre mesure, à la région de Saint-Louis, a bénéficié de la manne étatique pour être en avance par rapport au second, marginalisé, constitué de la Casamance, du Sénégal oriental et de la région de Matam. Dans cette configuration historique, les régions méridionales se sont prêtées à des rôles secondaires avec des fonctions de productrices et conservatrices de matières premières. Ainsi, elles produisent beaucoup de céréales (riz, maïs, etc.) et sont les premières pourvoyeuses de fruits (mangue, orange, etc.) à la capitale et aux grandes villes de la frange littorale. L'élevage, le tourisme et la pêche sont importants en Casamance, tout autant que l'exploitation forestière l'est au Sénégal oriental, qui fait aussi figure de réserve écologique (le plus grand parc – PNNK) et géologique (mines de la région de Kédougou).

Face aux défis du rééquilibrage territorial et du développement agricole et socio-économique durable, la banane irriguée et le sud du Sénégal peuvent servir de pistes de solutions. Aujourd'hui, avec l'espérance d'un développement minier au Sénégal oriental et d'une relance des activités socio-économiques en Casamance, on peut s'attendre à la mise en place d'équipements structurants mais aussi à l'émergence d'anciennes et de nouvelles filières productives.

Le développement minier ne peut se faire en dehors du développement des transports. L'arrivée des sociétés minières comme celles aurifères devrait redynamiser le transport aérien, routier et ferroviaire. L'écoulement des minerais de fer et marbre nécessite la construction de routes devant relier la région de Kédougou au port de Dakar (Greig, 2009) situé à environ 750 km. Ces infrastructures contribueraient ainsi à désenclaver le Sénégal oriental et à mieux intégrer les régions sud dans le territoire national. Elles ne profiteraient pas seulement à l'industrie minière dans la mesure où elles serviraient certainement au transport des personnes et des autres biens.

Au niveau local, l'arrivée des sociétés minières, celle des employés qualifiés ou non et des prestataires de services (banques, télécommunications, commerces) peuvent entrainer le resserrement du tissu urbain. Les communes attendent aussi de ces industries des sources de fiscalités et de partenaires au développement, même si selon Isabelle Greig (2009), elles ont été isolées par l'Etat dans les négociations de leur accueil. Les populations ont nourri, elles-aussi, beaucoup d'attentes envers

l'émergence de l'industrie minière. Les communautés locales espéraient des retombées socio-économiques de l'implantation des sociétés minières pour l'accès à des services sociaux de base (écoles, cases de santé) et à des emplois (Diallo M. L., 2015). Aujourd'hui, le début de l'économie minière n'a pas encore répondu aux attentes, mais selon Mamadou Lamine Diallo (2009), des réalisations de la *Mineral Deposit Limited*[139] s'inscrivent dans cette optique (construction de la case de santé, des bornes fontaines ou encore des salles de classe, distribution de moustiquaire contre le paludisme, etc.). Vu l'importance de ces actions dans le développement des zones minières, il est nécessaire de systématiser leurs inscriptions aux conditionnalités de l'arrivée des projets miniers.

Ces recompositions possibles des régions sud sous l'essor des projets miniers montrent qu'il existe des possibilités de renforcement de l'aménagement du territoire et du développement socio-économique pour le Sénégal. Au Sénégal oriental aussi, la culture de la banane a permis d'occuper un espace longtemps « vide » aux abords du fleuve Gambie (Pélissier, 1966) et d'entrainer des dynamiques territoriales importantes (pistes de production, habitations, écoles, cases de santé, etc.). Ceci veut dire que dans le nouveau contexte d'essor de l'exploitation minière et de culture de la banane irriguée, les régions sud peuvent être de nouveaux leviers d'aménagement du territoire au Sénégal.

Par ailleurs, la banane irriguée apporte des revenus agricoles supplémentaires relativement importants (entre 400 mille et 1 million FCFA par an) dans le cadre des exploitations familiales. Elle s'insère aisément dans les stratégies productives paysannes quand elle est pratiquée sur des parcelles de taille petite à moyenne. Dans le monde rural sénégalais qui peine à trouver des sources de revenus stables, cette culture peut relever le défi de la diversification. A la banane, s'ajoutent d'autres productions (anacarde, sésames, maraichage) qui peuvent profiter des projets de développement et de relance socio-économique de la Casamance pour connaitre des progrès et améliorer les sources de revenus des exploitations familiales locales. Entre 2011 et 2014, AVSF[140] avait appuyé à travers le PSAK[141], les activités maraichères dans

[139]Selon Diallo (2009) : « Société internationale australienne, adjudicataire du projet minier de Sabodala sur un périmètre 20km2. Elle opère, au Sénégal, sous le nom de Sabodala Mining Group. »
[140] Associations des Agronomes et Vétérinaires Sans Frontière
[141] Projet de sécurité alimentaire par l'intégration de l'agriculture et de l'élevage de Kolda (PSAK).

la région de Kolda et avec deux campagnes par an, les revenus des producteurs maraichers étaient sensiblement améliorés (30 millions FCFA de recettes à la fin 2013, pour 550 bénéficiaires) (Baldé, 2015).

La rentabilité de la banane irriguée et l'émergence des activités minières peuvent être assez attractives pour contribuer à résorber le chômage qui gangrène la société sénégalaise, particulièrement la jeunesse. « Sur un taux global de 12 %, plus du tiers (37,13 %) sont âgés de 15 à 24 ans et près de deux tiers (61,6 %) ont un âge compris entre 15 et 34 ans » (République Sénégal, 2011 : 64). Il est clair que les jeunes ne s'intéressent plus beaucoup à l'agriculture en Afrique, mais disons qu'ils se désintéressent plutôt de l'agriculture manuelle peu rémunératrice, dans un monde où ils aspirent fortement à la modernité. Mais avec une culture irriguée de la banane à haute valeur ajoutée, des emplois locaux peuvent être créés et en conséquence, l'exode rural pourra être ralenti. Il faut cependant faire accéder l'eau et la terre aux jeunes producteurs et pour ce faire, l'Etat peut aider à aménager l'eau du fleuve Gambie et les aquifères, et faciliter l'accessibilité de la terre auprès des collectivités locales. Les financements aussi peuvent être facilités pour les jeunes par la mise à leur disposition des différents fonds : Fonds National de Promotion de la Jeunesse (FNPJ), Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (ANEJ), etc.

Des perspectives de ce genre sont également ouvertes par l'Etat du Sénégal à travers le PRODAC[142] qui vise l'insertion agricole des jeunes (300 000 emplois d'ici 2020) par l'aménagement et l'exploitation de domaines agricoles communautaires (DAC) de 1000 à 5000 ha. Il existe déjà dans le sud du Sénégal deux domaines (Itato vers Kédougou et Séfa vers Sédhiou). En 2014, le DAC de Séfa comptait 987 hectares emblavés, 600 producteurs impliqués pour une production de 4 500 tonnes de maïs[143]. On peut envisager aussi qu'avec l'émergence des industries minières et l'ensemble des services qui peuvent en naître, que de nouveaux emplois seront créés dans le Sénégal oriental. Mais la question de la qualification professionnelle se posant toujours (Diallo M. L., 2009), une politique de formation professionnelle de la main-d'œuvre locale doit être mise en place pour accompagner le processus. Le lycée technique industriel et minier de Kédougou peut servir à cet effet. L'accès aux emplois serait également

[142] Programme des domaines agricoles communautaires.
[143] Source : Journal Enquête plus, 2015 (http://www.enqueteplus.com/content/agriculture-sedhiou-quand-le-prodac-occupe-les-jeunes).

favorisé par la création des conditions d'une industrialisation locale pour la transformation de produits locaux (banane, mangues, lait, etc.) mais aussi celles des mines. L'amélioration des revenus paysans, les emplois nouveaux et l'immigration de population pourraient rehausser le pouvoir d'achat pour mieux absorber les produits manufacturés localement.

Les opportunités d'emplois sont souvent très déterminantes dans la réorientation des mouvements de population au niveau national. La concentration de la population et des activités administratives et socio-économiques à Dakar a eu pour effet d'attirer vers la capitale l'essentiel des demandeurs d'emploi, particulièrement des jeunes. Avec la redirection des flux de demandeurs d'emplois vers le sud, la capitale sera libérée de ses milliers de migrants, ce qui permet donc de contribuer à corriger les déséquilibres territoriaux (hypertrophie de Dakar et fracture territoriale). L'exemple des « migrants de la banane » est parfait : venus dans l'hinterland de Gouloumbou faire de la banane sous l'encadrement de l'OFADEC, ils ont fini en majorité par rester, occuper et aménager cet espace autrefois « vide ».

Au Sénégal comme ailleurs dans le continent, le « poids du nombre grandissant est l'un des plus grands défis à relever que les Africains aient à affronter » (Dubresson et al, 1994 : 8). La croissance de la population sénégalaise (taux annuel de 2,5 %) et de celle urbaine (45 %), implique un accroissement de la demande alimentaire nationale. Avec les mutations des comportements alimentaires (Rastoin, 1996 ; Bricas, 1993), les besoins des populations en alimentation exigent une plus grande quantité mais aussi dans une large gamme. Le sud du Sénégal présente des possibilités de réponse aux besoins de nourriture des urbains par ses conditions agro-écologiques et la diversité de ses produits agricoles et pastoraux. Pour la sécurisation en riz, le PADERCA a fait de la riziculture en Basse et Moyenne Casamance, un de ses principaux objectifs et il a entrepris plusieurs activités de construction et de réhabilitation d'aménagements hydrauliques dans la vallée du fleuve Casamance pour améliorer la production de cette céréale (Diouf, 2013). La Haute Casamance a profité des interventions de l'AVSF et de la SODEFITEX pour booster l'économie laitière en faveur de la consommation urbaine locale par l'amélioration de la production (complémentation alimentaire en saison sèche à base de graines de coton et du tourteau d'arachide) et la transformation du lait (mini-laiteries artisanales) (Dia, 2009 ; Magrin, 2013 ; Baldé et Dia, 2015). Pour les fruits, les nouvelles tendances alimentaires montrent une reconnaissance de la valeur

nutritive des fruits, alors que des mangues, des oranges et autres fruits sont produits en grandes quantités en Casamance. Il est donc nécessaire de d'appuyer ces filières dans le conditionnement des produits et le désenclavement des zones de production (pistes de production) pour une mise en marché.

Pour ce qui est de la culture irriguée de la banane, elle a suscité, à côté des petits exploitants familiaux, l'intérêt d'opérateurs privés nationaux (GIE Yellitare), et depuis quelques années, celui d'acteurs internationaux (SFD, ARINC, etc.). Cette attraction des investissements privés dans ce domaine a permis un accroissement des superficies de culture des bananes locales depuis les années 2000, passant de moins de 1000 ha à environ 1700 ha. Une telle augmentation est nécessaire dans le but de produire plus de bananes pour répondre à la demande nationale (près de 60 000 t/an), majoritairement urbaine, et réduire ainsi les importations (environ 20 000 t/an).

Ces opportunités de développement qu'offrent la banane irriguée et les régions sud dans le cadre de l'effervescence minière et de la reconstruction de la Casamance, ne peuvent être saisies que si des politiques publiques adaptées sont mises en œuvre. Parler de politique publique, c'est replacer l'Etat dans un rôle de régulateur, d'incitateur et de protecteur (Amin, 1969 ; Mazoyer, 2006 ; Courade, 2006 ; Merlet et Jamart, 2007). Il faut reconnaitre que « aujourd'hui, la politique de l'Etat peut certainement accélérer ou entraver le développement » (Amin, 1969). Le Sénégal peut bien connaitre une nouvelle bifurcation de sa trajectoire de développement, en inversant le rôle de « ses Suds », mais cela ne peut se faire que si l'Etat décide d'accompagner les nouvelles dynamiques locales positives en œuvre dans ces régions.

Au regard de ces opportunités, la culture irriguée de la banane et les régions sud offrent sans doute au Sénégal des possibilités d'un développement économique et social durable. Il faut toutefois, encourager la recherche dans ce sens pour mieux cerner les contours d'une telle « inversion des polarités » (Debrie, 2001).

Cela peut faire l'objet d'un projet de recherche sous régional qui s'intéresserait à analyser les opportunités d'une inversion vers les régions continentales, souvent marginalisées, des dynamiques de développement en Afrique de l'ouest. En fait, cette partie de l'Afrique a hérité de la colonisation des structures territoriales centralisées vers les zones littorales (Debrie et Steck, 2001 ; Debrie, 2001) et une forte extraversion

des économies nationales basées sur des logiques rentières d'exploitation des ressources naturelles (Magrin, 2013). Cet héritage colonial encore entretenu dans une certaine mesure, n'a pas permis un réel développement de ces régions africaines alors qu'elles font face à plusieurs défis à relever : croissance démographique, urbanisation accélérée, sécurité alimentaire, développement durable, etc. Ce projet serait dont une opportunité d'étudier les possibilités d'une plus grande intégration des marges nationales d'Afrique de l'ouest par rapport aux défis démographique, urbain, alimentaire, économique, écologique.

BIBLIOGRAPHIE

A. R. M., 2005. *Programme d'appui à la commercialisation de la banane locale.* Dakar, Arm, 24 p.

Abdoul M. et al, 2007. « Le cas de la Sénégambie méridionale ». Dans Enda Diapol. *Les dynamiques transfrontalières en Afrique de l'Ouest*. Crdi-Enda Diapol-Karthala, pp. 53-115.

Achancho V., 2012. *Le rôle des organisations paysannes dans la professionnalisation de l'agriculture en Afrique subsaharienne : le cas du Cameroun*. Thèse de Doctorat, Paris, AgroParisTech, 416 p.

African Risk capacity, 2015. *Republique du Sénégal. Plan definitif de mise en œuvre, fevrier 2015*. Union Africaine, 23 pages

Alary V., 2006. « L'adoption de l'innovation dans les zones agro-pastorales vulnérables du Maghreb » voir : www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=AFCO&ID_NUMPUBLIE=AFCO_219&ID_ARTICLE=AFCO_219_0081

Amine S., 1969. « La bourgeoisie d'affaires sénégalaise », *L'Homme et la société*, V.12, N.1, pp. 29-41.

Anonyme, 2005. *Rapport du travail de co-construction des indicateurs d'interactions à la Réserve de Biosphère du Niokolo Koba*, Accès électronique : http://www.unesco.org/mab/doc/savanna/doc/RapportFinalNiokoloAvril2005.pdf Document consulté le 04/04/2014.

ANSD, 2013. *Enquête sur le secteur informel au Sénégal (ENSIS 2011). Rapport final.* Dakar, ANSD, novembre 2013, 64 pages.

ANSD, 2013. *Situation économique et sociale du Sénégal en 2011. Version finale.* Dakar, ANSD, 344 p.

APROVAG, 2009. *Analyse du système de commercialisation de la banane locale dans la région de Tambacounda*. Aprovag, 7 pages

Arias P., Dankers C., Liu P. et Pilkauskas P., 2004. *L'économie mondiale de la banane 1985-2002*. Rome, FAO, Etudes FAO sur les produits de base - 1, 103 p.

Assane Dagna M., 2006. *Les effets de la réappropriation de la culture du « Violet de Galmi » par les producteurs d'oignon de la région de Tahoua – Niger, sur la dynamique du territoire local, l'organisation sociale et économique*, Thèse de Doctorat, Toulouse, Univ. Toulouse-Le Mirail, UMR Dynamiques rurales, 281 p.

Ba C. O., Diagana B., Dièye P. N., Hathie I., Niang M., 2009. *Changements structurels des économies rurales dans la mondialisation. Programme RuralStruc - Phase II. Juin 2009*. ASPRODEB/IPAR, 170 p.

Bâ M. et Chaboud Ch., 1999. « La transformation du milieu : facteurs et acteurs », dans Cormier-Salem M.-C. (ed.), *Rivières du Sud. Sociétés et mangroves ouest-africaines*. Volume 1. Paris, Editions IRD, pp. 269 – 317.

Badiane M., 2006a. *Fiches techniques pour la protection phytosanitaire de périmètres bananiers*. Kolda, ANCAR, 42 p.

Badiane M., 2006b. *Résultats diagnostic organisationnel, phytotechnique et phytosanitaire du périmètre bananier « Ntaara » de Djiredji*. Kolda, ANCAR, 14 p.

Badji S., 2009. *Culture irriguée de la banane et mutations des systèmes de production agricole à Diannah Malary (Moyenne Casamance): quelles perspectives pour une durabilité?* UGB/Saint-Louis, Mémoire de Master 2, 111 p.

Badji S., 2014. « Culture irriguée de la banane, dynamiques marchandes et perspectives de développement territorial dans la région de Tambacounda au sud-est du Sénégal ». Communication au Colloque international : *Agricultures familiales, territoires et perspectives de développement dans les Suds*, IRMC-PRODIG-CIST-INRAT, Tunis : Hôtel Bour Saïd, 11 – 13 décembre 2014. 15 p.

Bainville S., 2013. « Zone cotonnière du Burkina Faso : les gagnants et les perdants d'une révolution agricole », FAO, Référence : https://editorialexpress.com/cgi-bin/conference/download.cgi?db_name=AGRAR2013&paper_id=63

Bakry F., Didier C., Ganry J. et *al,* 2002. « Les espèces fruitières », dans *Mémento de l'agronome*. Paris, Cirad-Gret-Ministère des Affaires étrangères, 1698 p.

Bal P. et *al,* 2002. « Faciliter l'émergence et la diffusion des innovations », dans *Mémento de l'agronome*. Paris, Cirad-Gret-Ministère des Affaires étrangères, 1698 p.

Baldé M., 2015. « Une filière maraîchère paysanne au Sénégal », dans *Les expériences innovantes d'AVSF*, Lyon – Norgent-Sur-Marne, AVSF, juillet 2015, 4 p.

Baldé M. et Dia D., 2015. *AVSF sur les sentiers du lait local au Sénégal : un regard rétrospectif sur 18 années d'expériences en Haute Casamance*, AVSF, mai 2015, 23 p.

Banque Mondiale, 1999. « Afrique subsaharienne : Enseignements tirés de quatre secteurs », *Précis*, printemps, 1999, No 182, 6 pages.

Banque Mondiale, 1980. *Sénégal. Petits projets ruraux. Rapport d'évaluation*. Rapport N°. 2700a- SE, 67 p.

Barry B., 1980. « La Sénégambie du XVIe au XVIIIe siècle : évolution des Wolof, des Sérer et des Toucouleur » dans *Histoire générale de l'Afrique. V. L'Afrique du XVIe au XVIIIe siècle*, Paris, Editions Unesco, pp. 301 – 340.

Barusseau J.-P. et al, 1999. « L'environnement physique », dans Cormier-Salem M.-C. (ed.), *Rivières du Sud. Sociétés et mangroves ouest-africaines. Volume 1.* Paris, Editions IRD, pp. 33 – 61.

Bassett Th., 2002. *Le coton des paysans. Une révolution agricole en Côte d'Ivoire (1880 – 1999).* Paris, Ird Editions, Coll. « A travers champs », 293 p.

Bauer J.-M., 2010. *Commerce transfrontalier et sécurité alimentaire en Afrique de l'ouest : cas du Bassin ouest.* CILSS-FAO-FEWS NET-PAM-RESIMAO, Rapport final, 89 p.

Bédarida F., 2005. « En guise de préface. La contribution du savoir historique et la responsabilité des historiens face au monde présent », *Des frontières en Afrique, du XIIe au XXe siècle,* Paris, Unesco, Symposium « Histoire et perception des frontières en Afrique du XIIe au XXe siècle dans le cadre d'une culture de la paix », organisé par UNESCO-CISH, à Bamako, Mali, 15 – 19 mars 1999, pp. 9 – 12.

Bennafla K., 2006. «Les frontières africaines sont pénalisantes», Courade G. (dir.), *L'Afrique des idées reçues*. Paris, Belin, Mappemonde, pp. 173-177.

Bennafla K., 1999. « La fin des territoires nationaux ? État et commerce frontalier en Afrique centrale », *Politique africaine,* N° 73, mars 1999, pp. 25-49. http://www.cairn.info/revue-politique-africaine-1999-1-page-25.htm

Bernhard V., 1982. « Les conséquences de l'introduction d'une culture de rente et d'une culture attelée sur la position de la femme Wolof à Saloum », *Tiers-Monde*, tome 23, n° 91, pp. 603-616.

Bertrand F., 1999. « Une unité éclatée », dans Cormier-Salem M.-C. (ed.), *Rivières du Sud. Sociétés et mangroves ouest-africaines. Volume 1.* Paris, Editions IRD, pp. 319 – 378.

Boahen A. A., 1987. « L'Afrique face au défi colonial » dans *Histoire générale de l'Afrique*. Rome, Unesco, 1987-2000, Tome VII, p. 27

Bohoun B. et Kouassy O., 1997. « Ouverture sur l'extérieur et performances macro-économiques en Côte-d'Ivoire ». Dans Contamin B. et Memel-Fotê H. (eds). *Le modèle ivoirien en questions. Crises, ajustements, recompositions.* Paris, Karthala, pp. 11 – 36.

Boserup E., 1965. *The Conditions of Agricultural Growth. The Economics of Agrarian Change under Population Pressure.* Cf : http://www.biw.kuleuven.be/aee/clo/idessa_files/boserup1965.pdf

Boulet J., 2001. *Systèmes de production agricole et gestion de l'espace au Sénégal oriental et en haute Casamance. Rapport du Programme Sénégal oriental.* Dakar, Ird-Ucad-Sodefitex, 163 p.

Bricas N., 1993. « Les caractéristiques et l'évolution de la consommation alimentaire dans les villes africaines ». Dans Muchnik J. (coord.), *Alimentation, Techniques et Innovations*. Paris, Ed. Harmattan, p p.127 – 160.

Brigaud F., 1966. *Connaissance du Sénégal. Histoire moderne et contemporaine du Sénégal*, Ministère de l'éducation nationale, République du Sénégal, CRDS Saint-Louis, Etudes Sénégalaises N° 9, Fascicule II, 148 p.

Brunet R., 1992. *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique.* Reclus, pp. 123.

Brunet R., Ferras R. et Théry H., 2005. *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*. Montpellier-Paris, Reclus-La documentation française, 3e éd., pp. 279.

Camara S., 2013. *L'épopée du Parti Africain de l'Indépendance (P.A.I.) au Sénégal (1957 – 1980)*. Paris, L'Harmattan, 274 p.

Cambrézy L., 1999. « La diffusion spatiale, condition ou dimension intrinsèque de l'innovation ? ». Chauveau J. P., Cormier Salem M. C., Mollard E. et *al* (Éd.), *L'innovation en agriculture : questions de méthodes et terrains d'observation*. Paris, IRD, pp. 113-126.

Carbonare M., 2012. *Fracture et souffle de vie.* Paris, Harmattan.

Catin M., Hazem M., Sy I., 2013. « Disparités régionales de pauvreté au Sénégal et déterminants : un modèle économétrique spatial », *Communication présentée aux XXVIIIe Journées de l'Association Tiers-Monde, Orléans, juin 2012*

Centre de suivi Écologique (CSE), 2009. Annuaire sur l'Environnement et les Ressources Naturelles du Sénégal, Dakar, 2ème édition, 321 pages

Centre de suivi Écologique (CSE), 2013. Annuaire sur l'environnement et les ressources naturelles du Sénégal, Dakar, 3e édition, 388 pages

Chalabi N., 1996. « A propos de l'évolution des styles alimentaires en milieu urbain. Démarche pour une étude des innovations alimentaires à Dakar et premiers résultats ». http://base.d-p-h.info/fr/fiches/premierdph/fiche-premierdph-2997.html

Chaléard J. L., 1989. « Risque et agriculture de plantation : l'exemple des cultures commerciales développées dans le département d'Agboville (Côte d'Ivoire) », dans Eldin M. et Milleville P. (ed.), *Le risque en agriculture*, Paris, Ed. Orstom, Coll. « A travers champs », pp. 475 – 486.

Chaléard J. L., 1996. *Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte-d'Ivoire*. Paris, Karthala, 661 p.

Chaléard J. L., 1997. « L'essor du vivrier marchand: un contre-modèle aux marges du modèle ivoirien ? » in Contamin B. et Memel-Fote H. (Ed.). *Le modèle ivoirien en question : crises, ajustements, recompositions*. Paris, Karthala/Orstom, 802 p.

Chaléard J.-L., 2011. « Les espaces ruraux dans l'Afrique subsaharienne », dans Guibert M. et Jean Y. (dir.). *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*. Paris, A. Colin, pp. 201-216.

Chaléard J-L et Charvet J-P, 2004. *Géographie agricole et rurale,* Paris, Belin, 240 p.

Charlery de la Masselière B. 1984. « Culture commerciale, cultures vivrières. La transformation de l'espace de production agraire du Kayor central et septentrional (Sénégal) » dans Blanc-Pamard Ch., Bonnemaison J., Boutrais J., Lassailly-Jacob V. et Léricollais A., *Le développement rural en question*. Paris, Ed. Orstom, pp. 277 – 294.

Chauveau J. P., 1999. « L'étude des dynamiques agraires et la problématique de l'innovation », dans Chauveau J. P., Cormier-Salem M. C., Mollard E. et *al* (Éd.), *L'innovation en agriculture : questions de méthodes et terrains d'observation*. Paris, IRD, p. 10

Chauveau J. P., Cormier-Salem M. C., Mollard E. et *al* (Éd.), 1999. *L'innovation en agriculture : questions de méthodes et terrains d'observation*. Paris, IRD, 362 p.

CNCAS, 2007. Echos du crédit agricole. Parution trimestrielle, N°1, avril-mai-juin 2007

Cochet H. et al, 2002. *Démarche d'étude des systèmes de production dans la région de Korhogo-Koulokakaka Gbonzoro en Côte-d'Ivoire.*

Colin de Verdière M., Perret C. et Weber R., 2009. *Perspectives ouest-africaines. Les ressources pour le développement*. CSAO/OCDE et CEDEAO, Coll. « Cahiers de l'Afrique de l'Ouest », 116 pages.

Contamin B. et Memel-Fotê H. (eds), 1997. *Le modèle ivoirien en questions. Crises, ajustements, recompositions*. Paris, Karthala, 802 p.

Copans J., 1980. *Les marabouts de l'arachide : La confrérie mouride et les paysans du Sénégal*, Paris, Le Sycomore

Cormier-Salem M.-C. (ed.), 1999. *Rivières du Sud. Sociétés et mangroves ouest-africaines. Volume 1.* Paris, Editions IRD, 416 p.

Cormier-Salem M.-C., 1999. « L'identité humaine des Rivières du Sud : unité historique et situation d'interface », dans Cormier-Salem M.-C. (ed.), *Rivières du Sud. Sociétés et mangroves ouest-africaines. Volume 1.* Paris, Editions IRD, pp. 149 – 205.

Cortes G., 2000. *Partir pour rester : survie et mutation des sociétés paysannes andines (Bolivie).* Paris : IRD, 413 p. (A travers champs).

Cossou Tossou R., 1993. « Le Groupement Villageois : un cadre de participation communautaire au développement ou un instrument de réalisation d'intérêts individuels et conflictuels », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 5 | 1993, mis en ligne le 04 juin 2008, Consulté le 05 novembre 2012. URL : http://apad.revues.org/3173

Coulibaly D., 2008. *Changements socio-techniques dans les systèmes de production laitière et commercialisation du lait en zone péri-urbaine de Sikasso, Mali.* Thèse de Doctorat, Agro Paris Tech, 399 p.

Cour J.M et Snrech S., 1998. « Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'ouest. Une vision à l'horizon 2020 », *Rapport de synthèse de l'étude WALTPS*, OCDE/Club du Sahel, 160 p.

Cour J.-M., 2007. « Peuplement, urbanisation et développement rural en Afrique sub-saharienne : un cadre d'analyse démo-économique et spatial », *Afrique contemporaine*/3-4, N° 223, p. 363-401.

Courade G. (dir.), 2006. *L'Afrique des idées reçues*. Paris, Belin, Coll. Mappemonde, 399 p.

Courade G., 2006. « Politiques agricoles et alimentaires en Afrique. Le possible et le nécessaire », dans Hubert B. et Clément O. (éd.), *Le monde peut-il nourrir tout le monde ? Sécuriser l'alimentation de la planète. Paris, IRD-Editions Quae,* pp. 93-110.

Couty Ph., 1991. « L'agriculture africaine en réserve. Réflexions sur l'innovation et l'intensification agricoles en Afrique tropicale », *Cahiers d'études africaines*, Année 1991, Vol. 31, N. 121, pp. 65-81.

Cruise O'Brien D. B., 1992. « Le contrat social à l'épreuve (Sénégal) », *Politique Africaine*, n°45, Paris, pp. 9-20.

Darbon D., 1984. « Le culturalisme bas-casamançais », *Politique africaine*, n° 14, pp. 125-128

David Ph., 1980. *Les navétanes. Histoire des migrants saisonniers de l'arachide en Sénégambie des origines à nos jours*. Dakar-Abidjan, NEA, 527 p.

De Janvry A. et Sadoulet E., 2004. *Organisations Paysannes et Développement Rural au Sénégal. Rapport final.* Dans le cadre de la phase 2 du projet de recherche « Impact analysis of programs to strengthen the capacities of producers organizations in Africa **»,** Washington D.C., Banque mondiale, 94 p.

De Noray M.-L., 2000. « L'aide extérieure vue par des agents de développement maliens » *Autrepart* (13), 2000 : 109-125

Debrie J. et Steck B., 2001. « L'enclavement, réévaluation théorique et application à l'Afrique de l'Ouest », *L'Espace géographique*, 2001/1 tome 30, p. 26-36.

Debrie J., 2001. *De la continentalité à l'Etat enclavé. Circulation et ouvertures littorales des territoires intérieurs de l'ouest africain*, Univ. Du Havre, Thèse de géographie, 340 p.

Deffontaines P., sans date (vers 1930). *Afrique occidentale et équatoriale française*, carte n°51, carte économique, 1 : 4.500.000, Paris, Hatier.

Delvaux B., 1999. « Banana cropping systems: characterisation, dynamics and modelling in view of improving the management of soil fertility. » in Picq C., Foure E. and Frison E. A. (ed). *Bananas and Food Security : Les productions bananières: un enjeu économique majeur pour la sécurité alimentaire.* International symposium, Douala, Cameroon, 10-14 November 1998, Inibap, pp. 637-645.

Dème M. et Kébé M., 2000. *Revue sectorielle de la pêche au Sénégal : aspects socio-économiques.* Dakar, CRODT, 46 p.

Dévienne S. et Wybrecht B., 2002. « Analyser le fonctionnement d'une exploitation. » dans *Mémento de l'agronome.* Paris, Cirad-Gret-Ministère des Affaires étrangères, 1698 p.

Dévèze J.-C., 1987. « Le projet maraicher de Marabadiassa (Côte-d'ivoire) : les limites d'une politique d'aménagement volontariste ». *Les Cahiers de la Recherche Développement*, No 14-15, juin-septem1b 1987, pp. 140-149.

Dia D., 2009. *Les territoires d'élevage laitier à l'épreuve des dynamiques politiques et économiques : éléments pour une géographie du lait au Sénégal*, Thèse de géographie, Ucad, Isra/Bame, 336 p.

Dia I., 2010. *Impacts des cultures de rente de la périphérie de la réserve de biosphère du Niokolo-Koba sur la dynamique des ressources végétales : le cas de Koar dans la marge nord-ouest.* Thèse de doctorat de troisième cycle de géographie, Ucad, 314 p.

Dia N., 2006. *Activité minière et culture cotonnière : l'exemple de la mine d'or de Sabodala au Sud-est du Sénégal*. Mémoire de maîtrise de géographie, U.G.B. de Saint-Louis, 98 p.

Diagne D., 1997. « Les organisations paysannes, acteurs de quel développement ? Etude à l'échelle d'un canton du sud-ouest togolais. *In* Becker C., Tersiguel P. (éds.), *Développement durable au Sahel*. Dakar-Paris, Karthala, Coll. « Sociétés, Espaces, Temps», pp. 233-245.

Diallo M. M., 2015. « Mobilités socio-spatiales et production territoriale en Sénégambie », *EchoGéo* [En ligne], 34 | 2015, URL : http://echogeo.revues.org/14411

Diallo A., 2012. *Sénégambie méridionale, du conflit casamançais aux nouveaux trafics*, Colloque : Complexe « Sécurité et développement », organisé par l'OCDE – Paris, le 12 juin 2012

Diallo M. L., 2015. *Activités extractives et dynamiques territoriales au Sénégal : étude comparative entre l'or et le phosphate*, UGB-Saint-Louis/Paris 1, Thèse de gographie, 342 pages

Diallo M. L., 2009. « Mine d'or et développement durable », *EchoGéo* [En ligne], 8 | 2009, mis en ligne le 26 mars 2009, consulté le 09 janvier 2014. URL : http://echogeo.revues.org/11103

Diallo T. B., 2002. *Produits de cueillette dans la «poche de Dialakoto : potentiel, dynamique des ligneux et possibilités de valorisation*. Mémoire de Maitrise de géographie, UCAD, Dakar.

Diallo T. B., 2004. *Espaces, ressources et potentiels : Efficience de deux modes de prélèvement en périphérie Nord du Parc National du Niokolo Koba (Sénégal)*, Ucad-Dakar, DEA de Géographie

Diemer G. et Van Der Laan Ch., 1987. *L'irrigation au Sahel*. Paris, Karthala, 229 p.

Diop O., 2008. «Les organisations de producteurs agricoles au Sénégal» dans Duteurtre G. et Dièye P.N. (coord.). *Les organisations interprofessionnelles agricoles au Sénégal : de nouveaux outils de régulation des marchés ?* Dakar, ISRA -BAME.

Diouf E., 2013. *Ouvrages hydrauliques et modèles de gestion de l'eau dans le bassin du fleuve Casamance*. Thèse de géographie, UGB – Saint-Louis/Paris Ouest-Nanterre, 308 p.

Diouf M., 1992. « La crise de l'ajustement », *Politique africaine*, 45 : 62-85.

DPS, 2005. *Enquêtes 1-2-3, 2003. Résultats de la phase 3. « La consommation à Dakar : le rôle du secteur informel dans la demande des ménages »*. Dakar, MEF, mars 2005, 37 p.

Dramé H., 2001. « Les courtiers de développement entre ONG et organisations paysannes. Le cas de la Casamance (Sénégal) », dans Deler J.-P., Fauré Y.-A., Piveteau A., Roca P.-J. (éd.). *ONG et développement*. Paris, Karthala, pp. 215 – 226.

Dubresson A., Marchal J.-Y. et Raison J.-P., 1994. *Les Afriques au Sud du Sahara*, Géographie Universelle, Montpellier, GIP Reclus, 480 p.

Dubresson A. et Raison J.P., 2003. *L'Afrique subsaharienne. Une géographie du changement*, Paris, A. Colin, 245 p.

Dumont R., 1962. *L'Afrique noire est mal partie*. Paris, Seuil, 287 p.

Duruflé G., 1994. *Le Sénégal peut-il sortir de la crise ? Douze ans d'ajustement structurel au Sénégal*. Paris, Karthala, 222 p.

Duteurtre G. et Dièye P. N., 2010. « Introduction générale » dans Duteurtre G., Faye M. D. et Dièye P. N. (sous la direction). *L'agriculture sénégalaise à l'épreuve du marché*. Dakar-Paris, ISRA-Karthala, pp. 17 – 53.

Duteurtre G., 2008. « Panorama des organisations interprofessionnelles dans le monde » in Duteurtre G. et Dièye P.N. (coord.). *Les organisations interprofessionnelles agricoles au Sénégal : de nouveaux outils de régulation des marchés ?* Dakar, Bureau d'analyses macro-économiques de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra -Bame), pp. 47 – 52.

Duteutre G. et Dièye P. N., 2010. Introduction générale. L'agriculture sénégalaise à l'épreuve du marché. Dans Duteutre G., Faye M. D. et Dièye P. N. L'agriculture sénégalaise à l'épreuve du marché, Dakar-Paris, Isra-Karthala, pp. 17 – 53.

Ecoutin J. M., 1999. « Aménagement technique du milieu », dans Cormier-Salem M.-C. (ed.), *Rivières du Sud. Sociétés et mangroves ouest-africaines. Volume 1*. Paris, Editions IRD, pp. 232 – 233.

Eldin M. et Milleville P., 1989. *Le risque en agriculture*. Paris, Ed. ORSTOM, coll. « A travers champs », 619 p.

Fanchette S., 2001. « Désengagement de l'Etat et recomposition d'un espace d'échange transfrontalier : la Haute Casamance et ses voisins ». Dans *Autrepart*, n° 19, éd. de l'Aube/IRD, pp. 91-113.

Faye B., 2015. « Litige foncier à Wassadou : 14 villages menacés par un revenant », *Le Quotidien*, le 13 juin 2015. Cf. www.lequotidien.sn

Faye J., 2005. *Évolution et impact des politiques agricoles 1960 – 2005*, Actionaid international, Cadre de concertation des producteurs d'arachide, Forum sur l'arachide, Dakar 7 – 8 décembre 2005, 15 p.

Faye J., Ba C. O., Dièye P. N., Dansoko M., 2007. *Dimensions structurelles de la libéralisation pour l'agriculture et le développent rural. Programme RuralStruc - Phase I. Février 2007.* ASPRODEB/IPAR, 229 p.

Fieloux M. et Lombard J., 1989. « La fête de l'argent ou le « bilo » du coton », *Cahiers Sciences Humaines*, 25 (4), pp. 499-509.

Fok M., 2010. « Facteurs d'efficacité des arrangements institutionnels en politique cotonnière africaine ». *Cahiers Agricultures*, vol. 19, pp. 68 – 74.

Fougère E. (1997). « Ruralité, politique et argent à Maré (Iles Loyauté, Nouvelle-Calédonie) » in GASTELLU J. M. et MARCHAL J. Y. (éd.). *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle*. Paris, Ed. ORSTOM, Coll. colloques et séminaires

Franchette S., 2011. *Au pays des Peuls de Haute-Casamance : l'intégration territoriale en question,* Paris : Karthala, Coll. « Hommes et Sociétés », 393 p.

Franchette S., 2002. « La Haute-Casamance à l'heure de la régionalisation : enjeux fonciers et territoriaux », dans Diop M. C., *La société sénégalaise entre le local et le global*. Paris, Karthala, pp. 307-355.

Franchette S., 2001. « Désengagement de l'Etat et recomposition d'un espace transfrontalier : la haute Casamance et ses voisins », *Autrepart*, N°19, Paris, pp. 91-113.

Franchette S., 1999. *Colonisation des terres sylvo-pastorales et conflits fonciers en Haute-Casamance*. Londres, IIED, 31 p.

Fréguin S., 2005. *Chronique d'une crise agraire annoncée. Etude comparée des transformations des systèmes agraires et des dynamiques d'échanges transfrontaliers entre Haïti et la République dominicaine (le cas de la filière banane plantain)*. Thèse de Doctorat, INA-Paris Grignon, 403 p. + Annexes.

Freud C., 1985. « Chapitre 10. Projets de coopération ou aide aux politiques de développement », Boiral P., Lanteri J.-F. et Olivier de Sardan J.-P., *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développement rural*. Paris : CIFACE-Karthala, pp. 201-210.

Freud et al, 1997. *L'arachide au Sénégal. Un moteur en panne*. Paris-Montpellier, Karthala-Cirad, 166 p.

Gagné M., Carré G. et Fall M., 2008. *Le mouvement coopératif au Sénégal : comprendre les enjeux de son développement*, Socodevi, PPCM Sénégal, juin 2008 ; 82 p. http://www.ntiposoft.com/domaine_200/pdf/etat_des_lieux_mouvement_coop_senegal_version_courte.pdf

Gallais J., 1984. *Hommes du Sahel*. Paris, Flammarion, 289 p.

Garenne M. et Lombard J., 1991. « La migration dirigée des Séreer vers les Terres neuves (Sénégal) », Quesnel A. et Vimard P. (ed.), *Migrations, changement social et développement*, Paris, Ed. Orstom, « Troisièmes Journées Démographiques, Paris, du 20 au 22 septembre *1988 », pp. 317 – 332*.

Garenne M., Lombard J. (Ed.), 1991. « La migration dirigée des Sereer vers les Terres Neuves [Sénégal) », dans Quesnel A. et Vimard P., *Migrations, changements sociaux et développement. Troisièmes journées démographiques, Paris du 20 au 22 1988.* Paris, Orstom, Coll. Colloques et séminaires, pp. 317 – 332.

Gastellu J.-M., 1988. « Le paysan, l'Etat et les sécheresses (Ngohé, Sénégal : 1972-1982) ». *Cahiers Sciences Humaines*, N° 24, 1988, pp. 119-136.

Girard J., 1992. *L'or du Bambouk. Une dynamique de civilisation ouest-africaine. Du royaume de Gabou à la Casamance*. Genève, Georg Éditeur, 366 pages.

Grégoire E., 1995. « Commerçants et hommes d'affaires du Sahel », dans Ellis S. et Fauré Y. A., *Entreprises et entrepreneurs africains*, Paris, Karthala, pp. 71 – 80.

Grégoire E., 2002. « Territoires marchands en Afrique subsaharienne », *Historiens et Géographes*, Caen, n°379, pp. 133-140.

Greig I., 2009. « Le Sénégal Oriental à l'aube du développement minier », *EchoGéo* [En ligne], 8 | 2009, mis en ligne le 25 février 2009, consulté le 10 décembre 2015. URL : http://echogeo.revues.org/10918

Groupe de recherche « Interfaces », 2008. « L'interface : contribution à l'analyse de l'espace géographique », *L'Espace géographique*, 2008/3 Tome 37, p. 193-207.

Guèye C., 2000. « Le paradoxe de Touba : une ville produite par des ruraux », *Bulletin de l'APAD,* N°19, mis en ligne le 12 juillet 2006, Consulté le 20 mars 2014. URL: http://apad.revues.org/426

Guèye G. et *al,* 2008. Caractérisation et typologie des exploitations agricoles familiales du Sénégal. Tome 2 : Sénégal Oriental et Haute Casamance. Dakar, Isra - Etudes et Documents - Volume 8, n° 4, 37 p.

Guiral D., 1999. « Les écosystèmes à mangrove », dans Cormier-Salem M.-C. (ed.), *Rivières du Sud. Sociétés et mangroves ouest-africaines. Volume 1.* Paris, Editions IRD, pp. 63 – 130.

Gu-Konu E.-Y., 1999. « Les concepts d'analyse du processus d'innovation agricole en Afrique ». Chauveau J. P., Cormier-Salem M. C., Mollard E. et *al* (Éd.). *L'innovation en agriculture : questions de méthodes et terrains d'observation*. Paris, IRD, pp. 187 – 198.

Handicap International, 2000. *Les victimes de mines en Casamance (Sénégal). 1988-1999*. Collection Mines – Agir contre les mines

Hazard E., 2010. « Le double défi du pacte social et de la qualité », dans Duteutre G., Faye M. D. et Dièye P. N. *L'agriculture sénégalaise à l'épreuve du marché*, Dakar-Paris, Isra-Karthala, pp. 137-159

Hiernaux P., Le Houérou H. N., 2006. « Les parcours du Sahel », *Sécheresse,* 2006 ; 17 (1-2) : 51-71

Hitimana L., Allen T. et Heinrigs P., 2011. « Economie informelle et sécurité alimentaire », *Perspectives Ouest–Africaines : Peuplement, marché et sécurité alimentaire*/N°6, novembre 2011, 8 pages
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_1957_num_66_356_18291

Hugon Ph., 2006. « Conflits armés, insécurité et trappes à pauvreté en Afrique », *Afrique contemporaine* 2006/2, n° 218, pp. 33-47.

Isangu M. M., 2003. *Innovation et changement social en République Démocratique du Congo : l'introduction du niébé au Kwango*. Thèse de Doctorat en Etudes rurales, Université de Toulouse – Le Mirail, 262 p.

ITALCONSULT, 1970. *Rapport général sur la coopération*, Dakar, Ministère du Développement Rural.

Jamin J.Y. et al. (éd.), 2003. *Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis*. Actes du colloque, mai 2002, Garoua, Cameroun. Prasac, N'Djamena, Tchad - Cirad, Montpellier, France.

Jeune Afrique, 2010. *Classe moyenne : plus de cent consommateurs*. Mis en ligne le 9 novembre 2010. http://senegal-business.com/2010/11/classe-moyenne-plus-de-cent-millions-de-consommateurs/

Jouve P., 1991. « Sécheresse au Sahel et stratégies paysannes », Sécheresse, 1991, N°2, pp. 61 – 69.

Kayser B. et Tricart J., 1957. « Rail et route au Sénégal », dans *Annales de Géographie*, t. 66, n°356. pp. 328-350. doi : 10.3406/geo.1957.18291

Kufimfut B. B. et Muyunga T., 1999. « La production de bananes et bananes plantains en République Démocratique du Congo » in Picq C., Foure E. and Frison E. A. (editors). *Bananas and Food Security : Les productions bananières : un enjeu économique majeur pour la sécurité alimentaire*. International symposium, Douala, Cameroon, 10-14 November 1998, Inibap, p. 103-112.

Lambert A. et Egg J., 1989. *L'intégration régionale par les échanges : le cas du sous-ensemble Sénégal-Mali-Gambie-Mauritanie-Guinée-Guinée Bissau*. CILSS-OCDE, octobre 1989, 14 p.

Lampin-Maillet C. et al, 2010. *Géographie des interfaces. Une nouvelle vision des territoires*, Ed. QUAE, Paris

Larrue S., 2002. « Le Parc National du Niokolo-Koba : un exemple de rupture entre le milieu et la société mandingue (Sénégal Oriental) ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 218 | Avril-Juin 2002, mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 14 novembre 2013. URL : http://com.revues.org/1076 ; DOI : 10.4000/com.1076

Lassoudière A., 2007. *Le bananier et sa culture*. Montpellier, Quae, 383 p.

Lassoudière A., 2012. *Le bananier. Un siècle d'innovations techniques*. Versailles, Ed. Quae, 348 pages

Lavergne R., 1987. L'aide au développement du Canada au Sénégal. Ottawa, INS, 185 p.

Lavigne-Delville P. et Wybrecht B., 2002. « Les diagnostics, outils pour le développement », in *Mémento de l'agronome*. Paris, Cirad-Gret-Ministère des Affaires étrangères, pp. page 33.

Le Borgne J., 1988. *La pluviométrie au Sénégal et en Gambie*. Département de Géographie, Dakar, 95 p.

Lele U. ; Stone S. W., 1989. *Pression démographique, environnement et intensification agricole : modifications apportées à l'hypothèse de Boserup,* Document de synthèse MADIA

Lericollais A. (1989). « La mort des arbres à Sob, en pays Serrer (Sénégal) ». Antheaume B. et al. (coord.), *Tropiques : lieux et liens : florilège offert à Paul Pelissier et Gilles Sautter*. Paris, ORSTOM, pp. 187-197.

Léricollais A. et Sarr A., 1995. « Introduction : Histoires de périmètres ». Dans Bovin P. et al. (Ed. scientifiques), *Niangha, laboratoire de l'agriculture irriguée en moyenne*

vallée du Sénégal. Paris, Ed. ORSTOM, Ateliers ORSTOM-ISRA à Saint-Louis (Sénégal) du 19 au 21 octobre 1993, Coll. « Colloques et séminaires », pp. 5-35.

Léricollais A. et Milleville P., 1997. « Les temps de l'activité agricole ». In Blanc-Pamard C., Boutrais J. (coord.). *Thème et variations : nouvelles recherches rurales au sud*. Paris. Orstom, (Colloques et Séminaires), Dynamique des Systèmes Agraires : Séminaire, Paris (FRA), 1995, pp. 125-141.

Léricollais A. (Ed.), 1999. *Paysans sereer : dynamiques agraires et mobilités au Sénégal*. Paris, IRD, Coll. A Travers Champs, 668 p.

Lescot Th. et Pinon A., 2002. *Rapport de mission au Sénégal du 7 au 13 avril 2002*. Montpellier, CIRAD, 43 p.

Lescot T., 2005. *Propositions d'un plan de réhabilitation des bananeraies de la Vallée du fleuve Gambie, suite aux dégâts causés par les inondations du fleuve Gambie d'août et septembre 2003*. Document de travail, Cirad

Lesourd M., 1997. « Dynamiques agraires et rurales dans le monde rural africain ». In Lesourd M. et *al. Crises et mutations des agricultures et des espaces ruraux*. Paris, Editions du Temps, « Coll. Capes et Agrégation d'Histoire et de Géographie », pp. 41 – 88.

Levrel H., Bouamrane M. et Kane L., 2008. « Développement humain et conservation de la biodiversité », *Responsabilité & Environnement*, N° 49, janvier 2008, pp. 92 – 101.

Levrel H., 2006. *Biodiversité et développement durable : quels indicateurs ?* Thèse de l'EHESS, Paris, 405 p.

Lévy J. et Lussault M., 2003. *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des Sociétés*. Paris, Berlin, 1034 p.

Lombard J. et Ninot O., 2010. « Connecter et intégrer. Les territoires et les mutations des transports en Afrique », dans Pourtier R. (coord.). *1960 – 2010 : un demi-siècle de mutations africaines*. BAGF géographies – 2010 – 1, pp. 69 – 86.

Louargant S. et Ghiotti, S., 2000. « Les démarches comparatives sur la montagne : Quelles connaissances ? ». *Revue : montages méditerranéennes – montagne et savoir* n°12, pp. 17-25

Ly-Tall M., 1980. « Le déclin d l'empire du Mali », dans *Histoire générale de l'Afrique. IV. L'Afrique du xii e au xvi e siècle*, Paris, Editions Unesco, pp. 197 – 212.

M'Bokolo E., 2004. *Afrique noire. Histoire et civilisations*, tome II : XIXe et XXe siècles, Paris, Hattier-AUF, 2e édition, 580 p.

Magrin G., 2013, *Voyage en Afrique rentière, une lecture géographique des trajectoires du développement*, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. Territoires en mouvements, 424 p.

Magrin G., 2010. « Rentes, territoires et développement. Que tout change pour que rien ne change ? », Pourtier R. (coord.). *1960 – 2010 : un demi-siècle de mutations africaines*. BAGF géographies – 2010 – 1, pp. 56 – 68.

Magrin G., 2008. « Dynamiques territoriales et place de l'élevage au Sénégal », *Documents de travail, Icare*, Série *Notes de synthèse* – n°2, Cirad, Montpellier, 22 p.

Magrin G. et Ninot O., 2005. « Les zones soudaniennes du Tchad et du Sénégal : deux Suds enclavés entre mondialisation et marginalisation ». *Espace, populations et sociétés*, N°1, pp. 15 – 30.

Maillard J.-C., 1991. *Le marché international de la banane, étude géographique d'un « système commercial »*. Bordeaux, Presse universitaire de Bordeaux, 453 p.

Maillard J.-C., 2002. « Le commerce international de la banane : marché, filière, système », *Les Cahiers d'Outre- Mer* [En ligne], 220 | Octobre-Décembre 2002, p. 2. Mis en ligne le 13 février 2008. URL : http://com.revues.org/index942.html

Mallard A., 2015. « L'appropriation de l'innovation et ses temporalités ». *Constructif*. N°41 juin 2015. Réf : http://www.constructif.fr/bibliotheque/2015-6/l-appropriation-de-l-innovation-et-ses-temporalites.html?item_id=3476

Mana O., 1977. *L'économie de l'Ouest Africain*, Paris, Maspero, p. 11.

Manga A. Lake L.-A. et Sagna N. S. E. S., 2012. « La cartographie d'une activité de prélèvement de ressources naturelles. Un compromis entre échelles et modes de représentation », *CFC*, N°213, septembre 2012, pp. 115-126.

Marty A., 1990. « Les organisations coopératives en milieu pastoral: héritage et enjeux », *Cahiers Sciences humaines*, vol. 26, no 1-2, 1990, p. 121-135, [En ligne], http://horizon.documentation.ird.fr/exldoc/pleins_textes/pleins_textes_4/sci_hum/31587.pdf

Marut J.-C., 2010. *Le conflit de Casamance. Ce que disent les armes*. Paris, Karthala, 420 p.

Marut J. C., 2002. « Les Casamançais sont « fatigués », *Cadernos de Estudos Africanos*, 2|2002 : pp. 25-42, URL : http://cea.revues.org/1260

Marzouk Y., 1991. *Histoire des conceptions hydrauliques étatiques et paysannes en Basse-Casamance, Sénégal, 1960-1990*. In Savoirs paysans et développement, Paris, Karthala/ORSTOM, p. 61-97

Maymard J., 1970. *Définition de l'enquête de terrain en Casamance pour la campagne 1970 – 1971*. Dakar, Orstom, 34 p.

Maymard J., 1974. « Structures africaines de production et concept d'exploitation agricole ». Dans *Cahier ORSTOM*, série Biologie, n° 24, p. 27 – 64.

Mazoyer M. et Roudart L., 2002. *Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine*. Paris, 2ème éd., Seuil, 723 p.

Mbodj F. B., 2011. *Boom aurifère à l'est du Sénégal, l'ouest du Mali et au nord-est de la Guinée : mutations socio-économiques et spatiales d'anciennes marges géographiques et économiques*. Thèse de Doctorat de géographie, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Université Gaston Berger, 322 p.

Mbodj M., 1992. «La crise trentenaire de l'économie arachidière», Diop M.C. (ed.), *Sénégal. Trajectoires d'un Etat*. Dakar, Codesria, pp. 95-135.

Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement rural, 2013. *Programme National de Développement de la Filière Banane au Sénégal. Rapport final*. Dakar, MAER, novembre 2013, 30 p.

Mouchet J., 1999. « La mangrove dans la région des Rivières du Sud », Cormier-Salem M.-C. (ed.), *Rivières du Sud. Sociétés et mangroves ouest-africaines. Volume 1*. Paris, Editions IRD, pp. 133 – 148.

Munzélé J.-M., 2004. « L'aide au développement est-elle une thérapie pour l'Afrique ? », *Mungazi*, N°13, pp. 11-16.

N'Dong B., 2009. « Migration interne et acculturation. Le cas des migrants bassari à Tambacounda », *Hommes et migrations* [En ligne], 1279 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 29 mai 2013. URL: http://hommesmigrations.revues.org/299

Ndiaye M. et Faye Ch. O., 1999. *L'état des lieux du mouvement coopératif et associatif sénégalais*, Ministère de l'agriculture, République du Sénégal et BIT, février 1999.

Ndiaye M. et Niang M., 2010. *Rapport final de l'étude sur la transmission des fluctuations et le calcul de prix de parité à l'importation/exportation dans la sous-région : cas pratique du Sénégal*. SIM-Sénégal, janvier 2010, 50 p.

Ndong J.-B., 1995. « L'évolution de la pluviométrie au Sénégal et les incidences de la sécheresse récente sur l'environnement », *Revue de géographie de Lyon*. Vol. 70 n°3-4, 1995. pp. 193-198.
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geoca_0035-113X_1995_num_70_3_4212

Niane D. T., 1980a. « Le Mali et la deuxième expansion manden », dans *Histoire générale de l'Afrique. IV. L'Afrique du XII^e au XVI^e siècle*, Paris, Ed. Unesco, pp. 665 – 687

Niane D. T., 1980b. « Les relations entre les différentes régions : échanges entre les régions », dans *Histoire générale de l'Afrique. IV. L'Afrique du xii e au xvi e siècle*, Paris, Editions Unesco, pp. 665 – 687

Ninot O., 2003. *Vie de relations, organisation de l'espace et développement en Afrique de l'ouest : la région de Tambacounda au Sénégal*. Thèse de doctorat de géographie, Université de Rouen, 460 p.

OCDE, 2008. Rapport Afrique de l'Ouest 2007-2008. Paris, OCDE, décembre 2008. http://www.oecd.org/fr/csao/publications/42358563.pdf

Olivier De Sardan J.-P., 1995. *Anthropologie et développement. Essai en anthropologie du développement social*. Paris, Karthala, collection « Hommes et Sociétés », 224 p.

Ospina H. C., 2010. « En 1928, le massacre des bananeraies en Colombie », *Le Monde diplomatique,* 16 déc. 2010. Réf : http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-12-16-colombie

Parfonry R., 1995. *Coopération régionale pour le développement des productions maraichères en Afrique de l'Ouest. Composante nationale du Sénégal. Rapport de mission du consultant en arboriculture (8 au 25 janvier 1995)*. Rome, Fao, 57 p.

Park M., 1980. *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique*. Paris, La Découverte, 355 p.

Paulais T., 1998. « Le marché dans la ville d'Afrique noire. Équipements publics et économie locale », *Les Annales de la recherche urbaine,* n° 80-81, décembre 1998, pp. 35-41.

Pautet A., 2011. *Afrique (s). Du continent oublié au continent convoité*. Paris, Ellipses, 309 p.

Pélissier P., 2002. « Transitions foncières en Afrique noire », *Campagnes africaines en devenir*, Paris, Arguments, 319 p.

Pélissier P., 1979. « Introduction aux travaux : quelques aspects d'un difficile face-à-face », Couty et al, *Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale : rationalité technique et logique paysanne. Actes du Colloque de Ouagadougou (4-8 décembre 1978)*. Paris, Orstom, « Mémoires Orstom », N° 89, pp. 1 – 8.

Pélissier P., 1966. *Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*. Saint-Yrieix, Fabrègue, 939 p.

Person Y., 1980. « Les peuples côtiers – premiers contacts avec les Portugais – de la Casamance aux lagunes ivoiriennes » *Histoire générale de l'Afrique. IV. L'Afrique du XII*ème *au xvi e siècle*, Paris, Editions Unesco, pp. 329 – 351.

Picq C., Foure E. and Frison E. A. (ed.), 1999. *Bananas and Food Security : Les productions bananières : un enjeu économique majeur pour la sécurité alimentaire*. International symposium, Douala, Cameroon, 10-14 November 1998, Inibap, 797 p.

Plaud G., 1972. *Opération banane en moyenne Casamance (Sénégal)*. Paris : GERDAT-IFAC, rapport N° 87, p.6.

Pocthier G., 1993. « L'amélioration des systèmes de production », Bosc P. M. et *al.* (1993). *Le développement agricole au Sahel.* Tome II : Recherches et techniques, coll. Documents systèmes agraires, n°17, Montpellier, Cirad-Sar, pp. 251-266.

Poirée M. et Ollier Ch., 1957. *Irrigation*. Paris, Eyrolles, 291 p.

Pourtier R., 2010a. *Afriques noires*. Paris, Hachette, 2e édition revue et augmentée, 286 p.

Pourtier R., 2010b. « Regards géographiques sur cinquante ans d'indépendance », BAGF, *1960 – 2010 : Un demi-siècle de mutations africaines,* Mars 2010, pp. 3 – 14.

Pourtier R., 2004. « Développement « rurable » au Sud, géodiversité et dynamiques territoriales ». *Historiens & Géographes*, 2004, pp.211-216.

Pourtier R., 2001. *Afriques noires*. Paris, Carré Hachette, 356 p.

Pourtier R., 1993. « Désorganisation des transports et spirale du sous-développement au Zaïre », *Politiques agricoles et initiatives locales*, Paris, ORSTOM, pp. 49-69.

PSE, 2014. « Notes sur la pauvreté, l'inégalité et le genre au Sénégal. Note 1 : Généralités », *Evaluation quantitative du DSRP-II - Dynamique de la pauvreté monétaire. Note technique thématique*. Paris, Groupe Consultatif, 24-25 février 2014. 16 p.

Pumain D. et Saint-Julien T., 1997. *L'analyse spatiale. 1 Localisations dans l'espace*. Paris, A. Colin, coll. Cursus, 167 p.

Rastoin J.-L., 1996. « Les systèmes alimentaires urbains en PVD ». *Agroalimentaria*, N°2, juin 1996, pp. 49-55.

Renaudin C., 2011. *Le paysannat cotonnier africain dans la mondialisation : impacts sociaux, économiques et géographiques. Le cas de la région Est du Burkina Faso*. Thèse de Doctorat en géographie, Université Paris-Sorbonne, 384 p.

Redon M., 2011. « Géographie des interfaces. Une nouvelle vision des territoires », *EchoGéo* [En ligne], 16 | 2011, mis en ligne le 04 juillet 2011. URL : http://echogeo.revues.org/12443

République du Sénégal, 2011. *Rapport sur l'analyse de la viabilité de la dette publique*, Dakar, Min. économie et finances, 24 p.

République du Sénégal, 2014. *Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS). Volet agricole du Plan Sénégal Emergent. Document principal.* Dakar, MAER, 110 p.

République du Sénégal, 2015. « Plan définitif de mise en œuvre. Février 2015 », *African Risk Capacity*, 24 pages

Retaillé D., 2007. « Quel est l'impact de la mondialisation sur le développement local ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer,* 2007, *n° 238, p. 167-183*. [En ligne], 238 | Avril-Juin 2007, mis en ligne le 01 avril 2010, consulté le 07 décembre 2012. URL : http://com.revues.org/2351

Rey J.-Y. et Dia M.-L., 2010. « Des vergers villageois aux nouvelles plantations d'exportation », dans Duteutre G., Faye M. D. et Dièye P. N. *L'agriculture sénégalaise à l'épreuve du marché*, Dakar-Paris, Isra-Karthala, pp. 257-279

RFI, 2012. « Sénégal : nouveau conflit foncier dans l'est du pays », *RFI*, le 8 juillet 2012. Cf. www.rfi.fr

Risède J. M. et Tézenas du Montcel H., 1997. « Systèmes monoculturaux bananiers et protection de l'environnement : état des lieux et perspectives », *Fruits*, N.52, pp. 225–232.

Robert N. et al, 2011. « Cameroun. Le commerce transfrontalier informel des produits agricoles et horticoles », *Économie rurale* [En ligne], 324 | juillet-août 2011, mis en ligne le 30 juillet 2013, consulté le 03 janvier 2015. http://economierurale.revues.org/308

Robin N. et Ndione B., 2006*, L'accès au foncier en Casamance : L'enjeu d'une paix durable ?,* IRD et Handicap International, Dakar, avril 2006

Robin N., 2006. « Le déracinement des populations en Casamance », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 22 - n°1 | 2006, mis en ligne le 01 avril 2009, consulté le 16 mars 2014. URL : http://remi.revues.org/2723

Rogers M. et *al,* 199. *Diffusion of innovations*. New York, 4th Edition, The Free Press, 518 p.

Rognon P., 1991. « Les sécheresses au Sahel replacées dans l'évolution climatique des vingt derniers millénaires ». *Sécheresse*, 1991, N°2, pp. 199 – 210.

Roquet, D., 2008. Partir pour mieux durer: la migration comme réponse à la sécheresse au Sénégal ? *Espace Populations Sociétés*, 2008/1, 37-53.

Roubaud E., 1918. « L'état actuel et l'avenir du commerce des arachides au Sénégal », dans *Annales de Géographie*, t. 27, n° 148 – 149. pp. 357-371. doi : 10.3406/geo.1918.5370
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_1918_num_27_148_5370

Sagna O., 2013. « Économie populaire et marchande sur le marché des TIC au Sénégal : entre concurrence, complémentarité et collaboration », dans Ledjou J.-M. et Randrianasolo-Rakotobe H. (sous la dir. de), *Des réseaux et des hommes. Les Suds à l'heure des technologies de l'information et de la communication*. Paris, GEMDEV-Karthala, pp. 153-169.

Saint-Julien T., 1985. *La diffusion spatiale des innovations*. Montpellier, GIP Reclus, 37 p.

Taghzouti M., Bourja M. et Taoufiq A., 2001. « Etude du comportement du bananier sous serre dans la région de Laâyoune ». *Al Awamia* 103 - juin 2001, pp. 23 – 30.

Samir A., 1969. « La bourgeoisie d'affaires sénégalaise ». In: *L'Homme et la société*, N° 12. Sociologie et tiers-monde. pp. 29-41.
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/homso_0018-4306_1969_num_12_1_1203

Sautter G., 1987. « Libres réflexions sur les aménagements ayant pour objet la maîtrise de l'eau par ou pour les agriculteurs », *Parcours d'un géographe. Des paysages aux ethnies. De la brousse à la ville. De l'Afrique au monde*, Paris, Arguments, 1993, Tome 2, pp. 517-533.

Sautter G., 1978. « «Dirigisme opérationnel» et stratégie paysanne ou l'aménageur aménagé. *L'Espace Géographique*, Année 1978, Volume 7, Numéro 4, pp : 233-243.

Schumpeter J.-A., 1935. *La théorie de l'évolution économique*. Paris, Dalloz.

Seck A., 1955. « La moyenne Casamance. Etude de géographie physique». *Revue de géographie alpine*, Volume 43, Numéro 4, pp. 707 – 755 p.

Seck S. M., 2009. « Changements institutionnels et difficultés de développement hydroagricole dans le Delta du fleuve Sénégal : nouvelles dynamiques et recompositions autour de l'irrigation » dans Dansero E., Luzzati E. et S. M. Seck (dir.)

Organisations paysannes et développement local : leçons à partir du cas du Delta du fleuve Sénégal, L'Harmattan Italia, pp. 21-52.

Seck S. M., 1991. « La dynamique de l'irrigation dans la vallée du fleuve », Crousse B. et *al.* (1991). *La vallée du fleuve Sénégal : évaluations et perspectives d'une décennie d'aménagements (1980-1990).* Paris, Karthala, pp. 17-43.

Seck S. M., 1986. « La maîtrise de l'eau et la restructuration sociale introduite par l'organisation de la production irriguée dans le bassin du Sénégal ». *Cahiers de la Recherche/Développement,* N° 12, Décembre 1986, pp. 13-20.

Seck S. M. et Magrin G., 2009. « La pêche continentale en sursis ? Observations sur des pêcheries en rive gauche de la vallée du fleuve Sénégal dans un contexte de décentralisation ». *Géocarrefour*, Vol. 84-1-2/2009, pp. 55-64.

Seck S.M., Lericollais A., Magrin G., 2009. « L'aménagement de la vallée du Sénégal. Logiques nationales, crises et coopération entre les États riverains », Raison J.P., Magrin G. (dir.), *Des fleuves entre conflits et compromis. Essais d'hydropolitique africaine*, Paris, Karthala : 31-76.

Sément G., 1986. *Le cotonnier en Afrique tropicale.* Paris, Maisonneuve et Larose, 133 p.

SENAGROSOL, 1988. *Etude pédologique des sites de Soumboundou et de Diana Malari (Région de Kolda) en vue de leur plantation de bananeraies.* Direction des PPR, mai 1988

Sène M., 2000. *L'accessibilité des populations pauvres aux soins de santé : la contribution des mutuelles au Sénégal.* Mémoire de maitrise en service social, Univ. Laval du Québec, 172 p.

Serpentié G., 1993. « Innovation pour la question agricole de l'eau ». In BOSC P.-M. et al. (eds.). Le *développement agricole au Sahel. Tome II : Recherches et techniques.* Montpellier, Cirad-Sar, coll. « Documents Systèmes Agraires », pp. 315-345.

Sibélet N., 1995. *L'innovation en milieu paysan ou la capacité des acteurs locaux à innover en présence d'intervenants extérieurs nouvelles pratiques de fertilisation et mise en bocage dans le Niumakélé (Anjouan, Comores)*, Thèse de doctorat en sociologie rurale, INA-PG, 295 p. + biblio + annexes.

Sidibé M., 2005. *Les migrants de l'arachide : la conquête de la forêt classée de Pata, Casamance, Sénégal.* Paris : IRD, 301 p. (A Travers Champs)

Sidibé M, 2003. « La fidélité au gnitatou bagane ou la constance des paysans wolof aux systèmes de production extensifs », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 224 | Octobre-

Décembre 2003, mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 18 avril 2014. URL : http://com.revues.org/745 ; DOI : 10.4000/com.745

Sindzingre A., 2000. « La dépendance vis-à-vis de l'aide en Afrique subsaharienne : éléments d'économie politique », *Autrepart, N.* 13, 2000, pp. 51- 69.

Sudrie O., 1985. « Dépendance alimentaire et urbanisation en Afrique subsaharienne : une relation controversée ». Dans *Tiers-Monde*. 1985, tome 26 n°104. pp. 861-878. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1985_num_26_104_3525

Sy S. D., 2012. « Défaut de couverture médicale, absence de sécurité sociale. Les ouvriers des bananeraies du Balantacounda ont le blues », *Journal Le Soleil*, 16/07/2012, dans http://www.calameo.com/read/000275347000cf6511ba

Tersiguel P., 1995. *Le pari du tracteur. La modernisation de l'agriculture cotonnière au Burkina Faso*. Paris, Orstom, coll. A travers champs, 280 p.

Tezenas Du Montcel H., 1985. *Le bananier plantain*. Paris, Maisonneuve et Larose, 144 p.

Thieba D., 1992, « Les organisations paysannes : émergence et devenirs », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 3 | 1992, mis en ligne le 06 juillet 2006, Consulté le 16 août 2014. URL : http://apad.revues.org/382

Tiercelin J.R. (coord.), 1998. *Traité d'irrigation*. Paris, Lavoisier, 1 011 p.

Touré O. et Seck S. M., 2005. *Exploitations familiales et entreprises agricoles dans la zone des Niayes du Sénégal*. Dakar, Iied, Dossier no 133.

Tourte R., 2005. « Volume IV: La période coloniale et les grands moments des jardins d'essais : 1885/1890 - 1914/1918 », *Histoire de la Recherche Agricole en Afrique Tropicale Francophone*, Rome, FAO, 502 pages

Treillon R., 1992. *L'innovation technologique dans les pays du Sud. Le cas de l'agroalimentaire*. Paris, Acct-Cta-Karthala, 268 p.

UNESCO, PNUE et FAO (1981). *Ecosystèmes pâturés tropicaux. Un rapport sur l'état des connaissances*. Paris, Unesco, 675 p.

Van Ee S., 1999. *Les cultures fruitières sous les tropiques*. Agrodok 5, 92 p.

Van Chi Bonardel R. N., 1978. *Vie de relations au Sénégal. La circulation des biens*, Dakar, IFAN, 927 p.

Vatin F., 1996. *Le lait et la raison marchande*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Vatin F., 2008. « Retour à Dahra. Quelques notes sur le voyage et le développement », *Revue du Mauss* 2008/2, n° 32, p. 441-460.

Veco Sénégal, 2006. *Etude sur la filière banane. Rapport final.* Dakar, Sénagrosol-Consult, mars 2006, 53 p. + Annexes.

Veco Sénégal, 2008. *Filière banane au Sénégal. Analyse des moyens d'existence et analyse de la filière.* Dakar, Veco Sénégambie, décembre 2008, 20 p.

Vincke P. P. et Sow P. A. A., 1996. « Les enjeux fonciers de la gestion participative de la biodiversité dans la zone périphérique de Parc National Niokolo Koba au Sénégal », *Tropicultura*, 1996, 14, 1, pp. 24 – 29.

Wade A., 2008. *Une vie pour l'Afrique. Entretien avec Jean-Marc Falflèche et Gilles Delafon*. Paris, Ed. Michel Lafon, 455 p.

Wade M., Duc T. M. Dacosta H., (2005). « Les ressources en eau » in GUIRO A. T. *Bilan de la recherche agricole et agroalimentaire au Sénégal.* Dakar, Isra-Ita-Cirad, pp. 51-72.

Yung J.-M., 1985. « Chapitre 4. Évaluation de la filière arachide au Sénégal ». Boiral P., Lanteri J.-F. et Olivier de Sardan J.-P., dans *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développement rural*. Paris : CIFACE-Karthala, pp. 83-101

Yung J.-M. et Bosc P.-M., 1999. « Schumpeter au Sahel », Chauveau J. P., Cormier-Salem M. C., Mollard E. et *al* (Éd.). *L'innovation en agriculture : questions de méthodes et terrains d'observation*. Paris, IRD, pp. 143 – 168.

Zella L. et Smadhi D., 2006. *Histoire de la gouvernance de l'eau (Première partie).* Larhyss Journal, N° 5, Juin 2006, pp. 7 – 18.

TABLES DES ILLUSTRATIONS

Cartes

Carte 1 : Les zones de culture irriguée de la banane au Sénégal 18

Carte 2: Les lieux choisis pour les enquêtes de terrain 37

Carte 3: La culture arachidière au Sénégal : une politique de concentration spatiale de l'investissement public 44

Carte 4 : Le déséquilibre territorial humain au Sénégal 49

Carte 5: La pauvreté au Sénégal, des différenciations spatiales 56

Carte 6: Des échanges dans un contexte transfrontalier 60

Carte 7: Translation des isohyètes au Sénégal entre 1931-60 et 1961-90 63

Carte 8 : Djibanar et ses environs en pays balante 80

Carte 9 : Diannah Malary et ses environs au confin Paulh/Manding 84

Carte 10: Zone de Wassadou dans la commune de Dialokoto 88

Carte 11: Déguerpissement de villages du PNNK après son extension en 1969 et leur recasement dans la zone périphérique septentrionale 94

Carte 12 : Le périmètre d'essai fruitier de Singhère au sein des stations recherche agronomique du Sénégal colonial 99

Carte 13: Les villages de Nguène et leurs périmètres bananiers 132

Carte 14: Les producteurs de Diannah Malary et leur localisation par rapport au périmètre bananier 133

Carte 15: Les loumos au Sénégal de 1970 à 2000 180

Carte 16: Mode d'occupation de l'espace dans la zone de Nguène – Dialiko au Sénégal oriental 206

Carte 17: Une superposition entre le domaine de M. Khayat et les autres domaines (villages, forêt classée et zone tampon du PNNK) 217

Carte 18: Inondations et déplacements des habitations de 2003 et 2010 à Nguène Sérère au Sénégal oriental 239

Tableaux

Tableau 1: Production (en tonnes) de bananes et plantains par continent 12

Tableau 2: Estimation de la population du Sénégal méridional en 2017 18

Tableau 3: Evolution de la production arachidière au Sénégal pendant la période coloniale 45

Tableau 4: Le nombre d'hectares classés et protégés dans les régions sud du Sénégal 54

Tableau 5: Les déficits budgétaires (millions de F CFA) de quelques exemples de SRDR de 1977 à 1981 65

Tableau 6: Moyennes pluviométriques de quelques stations du Sénégal méridional entre 1931-1960 et 1961-1985 (d'après Le Borgne, 1988) 96

Tableau 7: Les sources de financement du volet « Petits périmètres bananiers » du projet PPR 103

Tableau 8: Distribution de l'aide alimentaire et de l'assistance financière aux coopératives de Nguène 1 et Sankagne 2 en 1983 113

Tableau 9: Les fédérations bananières de Moyenne Casamance et du Sénégal oriental (d'après Veco-Sénégal, 2006 ; enquêtes personnelles) 127

Tableau 10: Différence de catégorie de producteurs entre Diannah Malary et Nguène 130

Tableau 11: Calendrier quotidien d'irrigation du périmètre de Diannah-Malary en Moyenne Casamance 137

Tableau 12: Calendrier d'irrigation du périmètre de Nguène 2 au Sénégal oriental. 140

Tableau 13 : Coût de production d'une parcelle moyenne de 0,25 ha appartenant à un homme au GIE de Nguène 2 145

Tableau 14: Evolution du taux d'urbanisation en Afrique 163

Tableau 15: Evolution du taux d'urbanisation au Sénégal de 1976 à 2013 163

Tableau 16: Disponibilité de la banane locale dans le marché national 171

Tableau 17: Cultures vivrières et commerciales dans les régions de Tambacounda et de Sédhiou en 2013 191

Tableau 18: Calendriers culturaux de différentes spéculations 192

Tableau 19: Comparaison des prix, coûts et revenus de la banane et du coton en milliers de franc CFA 199

Tableau 20: Nombre de périmètres et superficies inondées (en hectares) par village dans la rive gauche de la Gambie en 2003 237

Figures

Figure 1: Les périodes des enquêtes de terrain 38

Figure 2: Evolution des revenus réels par tête de la population dans le monde rural de 1961 à 1990 (d'après Duruflé, 1994) 69

Figure 3: Le Sénégal et les autres pays du monde : comparaison des apports moyens annuels de l'APD par habitant, 1971-1980 70

Figure 4: Transcription spatiale du système de production à Djibanar dans les années 1970 82

Figure 5: Transcription spatiale des systèmes de production à Diannah Malary dans les années 1970 86

Figure 6: Transect paysager du terroir de Wassadou à la veille de l'activité bananière 90
Figure 7: Composition ethnique du GIE Soutoura de Diannah Malary 134
Figure 8: Plan d'irrigation du périmètre bananier de Nguène 2 138
Figure 9: Evolution mensuelle de la production de banane du GIE de Nguène 2 pendant la campagne 2013-2014 147
Figure 10: Quantités de bananes collectées par les grossistes et les banabanas au périmètre de Diannah Malary de 2000 à 2011 156
Figure 11: Les circuits de la commercialisation de la banane dans les villes du Sénégal 168
Figure 12: Volumes et valeurs des bananes importées au Sénégal de 1961 à 2010 (source FAO Stat) 171
Figure 13: Flux de bananes et marchés ruraux des producteurs de banane de Diannah Malary 181
Figure 14: La culture de la banane, comme facteur d'intensification agricole 195
Figure 15: Interactions culture irriguée de la banane et systèmes d'élevage 196
Figure 16: Modèle spatial à l'interface espace communal et aires protégées 214
Figure 17: Le système des « horaires » reliant Tambacounda aux villages bananiers de l'arrière-pays de Gouloumbou 221
Figure 18: la banane irriguée, du local au global 223
Figure 19: Le cercle vicieux des aménagements hydro-agricoles dans la vallée du Sénégal 229
Figure 20: Nombre de bananiers endommagés dans les unions zonales du CORPROBAT par les vents violents intervenus le 22 juin 2014 dans la région de Tambacounda 240
Figure 21: Avis des producteurs de Diannah Malary sur leur niveau de maitrise des techniques culturales bananières 242

Planches

Planche 1:Des formes locales de discontinuités territoriales 58
Planche 2: Quelques équipements vétustes des premières bananeraies en Moyenne Casamance 101
Planche 3: Les éléments du système d'irrigation en Moyenne Casamance 137
Planche 4: Les éléments du système d'irrigation au Sénégal oriental 139
Planche 5: Les différentes opérations culturales du bananier 143
Planche 6: Le transport des bananes des parcelles vers le hall de pesage 158

Planche 7: L'emballage de la banane de Moyenne Casamance et du Sénégal oriental 159
Planche 8 : Le petit commerce pendant les jours de coupe dans les bananeraies 162
Planche 9: Des problèmes de la vente des bananes du Sud-Sénégal.....173
Planche 10: Circuit de commercialisation de la banane locale à Tambacounda.....176
Planche 11: Disponibilité et pénurie de la banane à Tambacounda au même lieu en novembre 2012 et juin 2013 177
Planche 12: Les échanges de la banane en zone rurale dans le sud-sénégalais.....181
Planche 13: Des producteurs de Mangaroungou s'activant pour la satisfaction de la commande de M. D. à destination de la Gambie 184
Planche 14: Equipements sociaux de base en zone bananière 209
Planche 15: Exemples d'initiatives de modernisation dans le périmètre de Nguène 2 245
Planche 16: Des routes et des pistes difficilement praticables pour l'écoulement de la banane irriguée 252
Planche 17: Les décombres du saccage du périmètre de Saliot en 1991 253

Photos

Photo 1: Débarcadère rudimentaire à la traversée du fleuve Casamance.....58
Photo 2: Piste dégradée par les pluies.....58
Photo 3: Vestiges de l'usine de sisal à Wassadou-Dépôt 89
Photo 4: Des bananiers en culture de case à Sédhiou.....98
Photo 5: Ancien réservoir de gasoil de la bananeraie de Saliot 101
Photo 6: Ancienne cage du GMP de l'ex UTP 2 à Bacounding 101
Photo 7: Une maison construite à Bacounding vers 1980 avec l'argent de la banane 107
Photo 8: GMP d'un forage 137
Photo 9: Bassin de dissipation.....137
Photo 10: Canal tertiaire, avec une vanne au-dessus du canal 137
Photo 11: GMP flottant sur fleuve..... 139
Photo 12: Raccordement primaire 139
Photo 13: Tuyau d'arrosage 139
Photo 14: Trou destiné à un nouveau plant de bananier 141
Photo 15: Bottes de paille destinées au paillage pour retenir l'humidité 143
Photo 16: Fumier pour les apports en matière organique 143

Photo 17: Matériel de traitement phyto-sanitaire dans le périmètre de SFD à Fourdou 143
Photo 18: Tuteurage avec des piquets 143
Photo 19: Par portage 158
Photo 20: A vélo..... 158
Photo 21: En charrette 158
Photo 22: Pesage des bananes au niveau du hall de Diannah Malary..... 158
Photo 23: Emballage cartonné de bananes en Moyenne Casamance.....159
Photo 24: Emballage cartonné de bananes au Sénégal oriental.....159
Photo 25: Emballage en sacs plastiques de bananes (Sénégal oriental) (Ndiaye, 2008) 159
Photo 26: Transport des bananes en vrac (Sénégal oriental) 159
Photo 27: Vendeuse de petit-déjeuner *Photo 28: Petit commerce de détails*... 162
Photo 29: Abondance des autres produits fruitiers 173
Photo 30: File de camions à la traversée du fleuve Gambie par bac. 173
Photo 31: Des rares vendeuses de banane à Sédhiou.....174
Photo 32: Une chambre froide pour la conservation de la banane à Tambacounda .176
Photo 33: Vente détaillée de bananes locales à Tambacounda 176
Photo 34: La banane sur la table de jeunes agents de banque à Tambacounda 176
Photo 35: Période de disponibilité de la banane locale 177
Photo 36: Période de pénurie généralisée de la banane locale.....177
Photo 37: Au village-carrefour de Médina Wandifa dans la région de Sédhiou 181
Photo 38: Au loumo de Missirah dans la région de Tambacounda.....181
Photo 39: Triage des bananes à vendre au commerçant 184
Photo 40: Chargement des bananes dans un camion pour son écoulement..... 184
Photo 41: Panneaux solaires et téléviseurs, des symboles de modernité chez les bananiculteurs du sud Sénégal.....200
Photo 42: Jardin d'enfants à Koar.....209
Photo 43: Case de santé à Sankagne 209
Photo 44: « Horaires » au garage de la zone bananière de Tambacounda 219
Photo 45: Le 31 mai 2013, un sinistre éolien au GIE Nguène 2.....240
Photo 46: L'irrigation goutte-à-goutte du GIE Aguène et Diambone au Sénégal oriental 243
Photo 47: Charrette aménagée de l'USAID/PCE 245
Photo 48: Cableway d'AGROFAIR..... 245

Photo 49: Parcelle d'expérimentation de la culture irriguée de banane par Seneg-India à Louguéré Bailo (Commune de Mbane – région Saint-Louis) 247
Photo 50: Divers plats à base de banane 250
Photo 51: Etat dégradé de la route RN6 jusqu'en 2015 252
Photo 52: Piste impraticable au Sénégal oriental pendant l'hivernage 252
Photo 53: Vue extérieure du magasin saccagé 253
Photo 54: Vue intérieure du magasin saccagé 253

Encadrés

Encadré 1: Une polarisation des produits agricoles vers Dakar 55
Encadré 2: Balanto ou « l'homme du refus » 81
Encadré 3: La vallée du fleuve Gambie longtemps zappée par les hommes à cause de son insalubrité 92
Encadré 4: Un fonctionnaire d'Etat dans le rôle de facilitateur de l'innovation agricole dans son fief au Balantacounda 106
Encadré 5: Dans la peau d'un courtier du développement, Omar Sonko raconte son histoire de la bananeraie de Diannah Malary en Casamance 108
Encadré 6: Petite histoire du migrant Sérère de la banane dans la rive droite du fleuve Gambie, au Sénégal oriental 111
Encadré 7: Les coopératives au Sénégal, des instruments de développement rural pour les pouvoirs publiques 118
Encadré 8: GIE Hallass et sa dynamique de mise en place 124
Encadré 9: L'APROVAG, la fédération de producteurs de banane la plus dynamique au Sénégal 128
Encadré 10: Histoire de la mise en place de la « Cellule commerciale» du Niani 151
Encadré 11: Jour de coupe : le périmètre bananier, une confluence commerciale... . 161
Encadré 12: M. D., jeune commerçant gambien et collecteur de la banane irriguée du sud du Sénégal 183
Encadré 13: un migrant saisonnier qui trouve son métier de chauffeur dans les zones bananières du sud-Sénégal 211
Encadré 14: L'interface en géographie : de quoi parle-t-on ? 222
Encadré 15: Une kyrielle de divorces entre projets de développement et milieux d'intervention 230
Encadré 16: Le PNDFBS et la modernisation de la culture de banane 244

ANNEXES

QUESTIONNAIRE

de mars à juillet 2012 - UGB St Louis

1. IDENTIFICATION

1. Numéro d'interview

2. Zone d'enquête
○ 1. Sédhiou ○ 2. Kolda ○ 3. Tambacounda

3. Village d'habitation

4. Prénom et Nom

5. Contact (tel, e-mail ...)

6. Sexe
○ 1. masculin ○ 2. féminin

7. Age
○ 1. 20 à 35 ans ○ 2. 35 à 59 ans ○ 3. 60 ans et plus

8. Niveau d'étude
☐ 1. primaire ☐ 2. moyen
☐ 3. secondaire ☐ 4. supérieur
☐ 5. alphabétisation ☐ 6. éducation coranique
☐ 7. néant
Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

9. Ethnie
○ 1. Manding ○ 2. Balante ○ 3. Peulh
○ 4. Manjack ○ 5. Bambara ○ 6. Sérère
○ 7. Wolof ○ 8. Autre

10. Si 'Autre', précisez :

11. Statut matrimonial
○ 1. Célibataire ○ 2. Marié (e) ○ 3. Divorcé (e)
○ 4. Veuf (ve)

12. Taille foyer (nombre de personnes)
○ 1. moins de 10 ○ 2. 10 à 20 ○ 3. plus de 20

13. Taille de famille (nombre de foyers)
○ 1. un ○ 2. deux ○ 3. trois
○ 4. quatre ○ 5. plus de cinq

14. Origine géographique
○ 1. autochtone ○ 2. allochtone

15. Si "allochtone", préciser origine
La question n'est pertinente que si Origine géographique = "allochtone"

16. Si allochtone, préciser raison de la venue
La question n'est pertinente que si Origine géographique = "allochtone"

17. Date de venue
La question n'est pertinente que si Origine géographique = "allochtone"

18. Eléments particuliers sur l'enquêté

2. ACTIVITES DE PRODUCTION

19. Activité principale
○ 1. agriculture ○ 2. élevage
○ 3. pêche ○ 4. chasse
○ 5. exploitation forestière ○ 6. autre

20. Préciser si "autre"
La question n'est pertinente que si Activité principale = "autre"

21. Autre (s) activité (s)
☐ 1. néant ☐ 2. agriculture
☐ 3. élevage ☐ 4. pêche
☐ 5. chasse ☐ 6. exploitation forestière
☐ 7. autre
Vous pouvez cocher plusieurs cases.

22. Préciser si "autre"
La question n'est pertinente que si Autre (s) activité (s) = "autre"

23. Activités avant la culture de bananes

24. Debut de la culture des bananes

25. Première expérience de l'exploitation communautaire (ou en collaboration avec un privé)
○ 1. oui ○ 2. non

26. Si 'non', précisez :

27. Objectif de la culture bananière

☐ 1. accroître les revenus ☐ 2. plein emploi
☐ 3. lutter contre le chômage ☐ 4. autre

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

28. Si 'autre', précisez :

29. Activité de saison sèche avant la culture de bananes

30. Avec la culture des bananes, activité de saison morte abandonnée

○ 1. oui ○ 2. non

31. Si non, comment la combinaison est-elle faite

La question n'est pertinente que si Abandon act. saison morte = "non"

3. PRODUCTIONS ET ESPACE

32. Cultures pratiquées

☐ 1. bananier ☐ 2. mil
☐ 3. sorgho ☐ 4. maïs
☐ 5. riz ☐ 6. niébé
☐ 7. arachide ☐ 8. produits maraîchers
☐ 9. anacardier ☐ 10. manguier
☐ 11. autre

pour chaque culture

33. Si 'autre', précisez :

34. Superficie(s) cultivée(s) en bananiers lors de la précédente campagne (en ha)

35. Superficies emblavées en bananiers pour la campagne actuelle (en ha)

36. Quantités de bananes produites (en tonne) lors de la campagne précédentes

37. Evolution des superficies des autres cultures depuis la culture de banane

○ 1. en hausse ○ 2. en baisse ○ 3. constante

38. Nombre de bovins

39. Mode de tenure des bovins

☐ 1. confiage
☐ 2. tenure propre avec berger
☐ 3. tenure propre sans berger

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

40. Nombre d'ovins

41. Nombre de caprins

42. Nombre porcins

43. Nombre de volaille

4. MOYENS DE PRODUCTION

44. Mode de production

○ 1. individuel ○ 2. collectif

45. Si "collectif", collaborateurs

La question n'est pertinente que si Mode de production = "collectif"

46. Si "collectif", votre statut dans la collaboration

La question n'est pertinente que si Mode de production = "collectif"

47. Si "collectif", organisation des interventions des différents collaborateurs

La question n'est pertinente que si Mode de production = "collectif"

48. Si "collectif", système de partage des produits de l'exploitation bananière

La question n'est pertinente que si Mode de production = "collectif"

49. Main-d'oeuvre de la culture de bananes

☐ 1. hommes adultes ☐ 2. femmes ☐ 3. enfants
☐ 4. main-d'oeuvre privée ☐ 5. autres

Vous pouvez cocher plusieurs cases (4 au maximum).

50. Si 'autres', précisez :

51. Si utilisation de main-d'oeuvre privée, expliquer système de rémunération

52. Contribution des cultivateurs de banane aux autres travaux champêtres

○ 1. nulle ○ 2. faible ○ 3. moyenne ○ 4. grande

53. Paiement de la main-d'oeuvre privée dans les autres travaux champêtres par les revenus de la banane

○ 1. oui ○ 2. non

54. Contribution des cultivateurs de bananes à l'entretien du bétail

○ 1. nulle ○ 2. faible ○ 3. moyenne ○ 4. grande

55. Utilisation de main-d'oeuvre en période hivernale

○ 1. alternance horaire
○ 2. alternance journalière
○ 3. alternance hebdomadaire
○ 4. autre

56. Si 'autre', précisez :

57. Entraide paysanne

○ 1. oui ○ 2. non

58. Avec qui

☐ 1. membres GIE ☐ 2. autres villageois ☐ 3. autres

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

59. Principales opérations culturales concernées par l'entraide

60. Principale période de recours à l'entraide

○ 1. saison sèche ○ 2. hivernage ○ 3. indifférente

61. Type de matériel utilisé en culture de banane

○ 1. léger ○ 2. moyen ○ 3. lourd

62. Amélioration du métériel agricole familial avec la culture de banane

○ 1. oui ○ 2. non

63. Outils d'amélioration

☐ 1. vélo ☐ 2. charette ☐ 3. camionnette ☐ 4. autre

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).
La question n'est pertinente que si Matériel agricole1 = "oui"

64. Si 'autre', précisez :

65. Utilisation des revenus de la banane pour achat d'engrais pour les autres cultures

○ 1. oui ○ 2. non

66. Espèces animales utilisées

☐ 1. bovin ☐ 2. ovin ☐ 3. caprin ☐ 4. volaile
☐ 5. équin ☐ 6. asin ☐ 7. porcin

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

67. Travaux impliquant l'utilisation d'animaux

☐ 1. fumure ☐ 2. transport ☐ 3. autre

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

68. Si 'autre', précisez :

69. Utilisation des produits de la banane pour animaux

☐ 1. achat de bêtes ☐ 2. traitement des bêtes
☐ 3. payement de berger ☐ 4. autre

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

70. Si 'autre', précisez :

5. REVENUS DES BANANES ET SECURITE FAMILIALE

71. Gestion de l'argent de la banane?

○ 1. chef de famille ○ 2. chef de foyer ○ 3. autre

72. Si 'autre', précisez :

73. Revenu partagé à la dernière campagne

74. Prêts pendant campagne précédente

○ 1. oui ○ 2. non

75. Nature et raisons de chaque prêt

76. Part financière des autres participants aux travaux de la banane,

○ 1. oui ○ 2. non

77. Si "oui", système de partage

La question n'est pertinente que si Revenu bananier3 = "oui"

78. Domaines d'investissement

☐ 1. alimentation ☐ 2. éducation
☐ 3. santé ☐ 4. confort ménager
☐ 5. batiment ☐ 6. mariage
☐ 7. baptême ☐ 8. funérailles
☐ 9. emmigration ☐ 10. autre

Vous pouvez cocher plusieurs cases (7 au maximum).

79. Si 'autre', précisez :

80. Autres sources de revenus de la famille

Citer toutes les sources de revenus et les classer par ordre d'importance

ANNEXE 2 :

GUIDE D'ENTRETIEN AVEC RESPONSABLES DE GIE / FEDERATION

Identification socio – géographique

Nom, nombre de membres, superficie totale, superficie exploitée

CR concernées, villages concernés

Répartition ethnique, socioprofessionnelle, âge, genre

Rappel historique

Historique de mise en place (étapes, facteurs, obstacles, stratégies entreprises)

Porteurs de projet

Gestion du périmètre

Bureau (organigramme, niveau d'étude, villages, genre, âge)

Fonctionnement (A. G. ordinaires et extraordinaires, renouvellements actuels et passés des instances, motivations)

Financement (contribution des membres, appui des partenaires, autres sources de financement)

Blocages

Vie dans la Fédération

Participation à la vie de la fédération (membres représentants et postes occupés, services de la fédération, services inter-groupement)

Problèmes internes et externes

Partenariat

Public, privé et domaines d'intervention

Exploitation du périmètre

Compte d'exploitation de la dernière campagne (charges totales et recettes, charges individuelles de parcelle)

Système d'irrigation (aspects techniques, sociaux, économiques)

Productions, collecte et vente de bananes

Productions (des différentes campagnes, par coupe sur 12 mois)

Coupe et collecte (jour de coupe, processus)

Vente (acheteurs, prix, points de vente, volumes bord-champs et Dakar, valeurs, système d'écoulement

Prêts et autres interventions sociales

Prêts (nombre pour la campagne précédente, moyenne annuelle, valeur annuelle)

Autres interventions sociales

ANNEXE 3

GUIDE D'ENTRETIEN AVEC COMMERCANTS / GERANTS DE CHAMBRES FROIDES

№ : date :

« Frigo ». Lieu :

Identification

Nom : Prénom :

Sexe : Age : Situation matrimoniale :

Contact (tel, e-mail, etc.) :

Profession :

Niveau d'études :

Fonction dans l'unité:

Ethnie : Origine :

Si "allochtone", origine :

Si allochtone, date et raison de la venue :

Questionnaire

En quelle année avez-vous installé votre chambre froide ?

De quels villages proviennent vos bananes ?

Quelle est la quantité de bananes achetée mensuellement ?

Suffit-elle à l'unité ?

Quelles sont les variations saisonnières de l'approvisionnement ?

Quelles sont les modalités d'achat de la banane (prix, processus, etc) ?

Comment faites-vous le conditionnement et le murissement des bananes ?

Perdez-vous des bananes entre l'achat et la vente ? Comment ? Déterminez !

Quelle est la quantité de bananes que vous vendez mensuellement ?

Quelles sont les modalités de commercialisation (clientèle, marchés, prix, etc.) ?

Quelles sont les variations saisonnières de la commercialisation ?

Aidez-moi à établir le compte d'exploitations de votre chambre froide.

Quelles sont les contraintes du marché local ?

Quels sont les liens avec les autres acteurs de la filière banane (producteurs, autres commerçants, revendeurs, encadreurs et chercheurs, etc.)

Que pensez-vous de l'avenir de la banane au Sénégal?

ANNEXE 4

EXEMPLAIRE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD D'EXPLOITATION DE LA ZONE TAMPON

Protocole d'accord

Entre

le Parc national du Niokolo-koba représenté par son conservateur d'une part

et

le GIE ..... représenté par Monsieur ..... d'autre part

Préambule

Dans le cadre de la nouvelle politique de gestion des aires protégées au Sénégal et de par son statut de réserve de biosphère, la périphérie du PNNK délimitée par le fleuve Gambie dans sa partie ouest, est convoitée par les villages limitrophes pour la mise en valeur d'une agriculture biologique intégrant nos préoccupations de gestion de la biodiversité. De ce fait, nous approuvons l'affectation de ..... hectares au GIE ..... représenté par ..... pour l'exploitation de cette terre. Monsieur ..... a marqué son accord pour la signature de ce protocole et la mise en œuvre des superficies citées plus haut.

Accord

Article I : objet de l'accord

Le but du présent accord est d'établir une obligation respective entre le producteur de la vallée du fleuve Gambie et le PNNK en vue de la conservation et de la gestion de l'environnement dans le cadre de la mise en valeur de ..... ha dans la zone tampon du PNNK.

Article II : Monsieur ..... respecte et doit faire respecter les dispositions suivantes :

● Mettre en valeur la zone définie en commun accord les ..... ha compris dans la zone tampon du parc a ....., communauté rurale de Missirah, Sous-préfecture de Missirah.

● Participer à l'aménagement du PNNK

● Participer à la lutte contre le braconnage

● Ne pas couper de Rôniers et de grands arbres de la surface occupée.

● Stocker les eaux de drainage contenant des pesticides et autres polluants dans les périmètres.

● Autoriser sans aucune conditionnalité l'accès des agents du PNNK dans les périmètres.

● Interdire aux membres du GIE de s'adonner ou de couvrir le braconnage sous toutes ses formes.

● Interdire a tout membre de traverser le fleuve Gambie pour des activités humaines sans autorisation préalable du conservateur du parc.

● Maintenir et réfectionner les postes de gardes situes dans les environs des périmètres

● Participer aux travaux de désenclavement de la zone pour permettre aux véhiculés d'accéder aux périmètres.

● Ne pas accepter des campements de récolteurs de vin ou de feuilles de rôniers

● Assurer la défense des cultures en mettant des barrières de protection entre le fleuve Gambie et les champs en laissant une lisière égale ou supérieure a 200 mètres qui servira de prairie aux animaux sauvages

● Prendre contact avec les services forestiers avant de défricher les zones affectées

● Se mettre en règle vis-à-vis de l'administration

● Utilisation obligatoire des jeunes de la localité dans les périmètres pour l'emploi

● Se mettre a la disposition de la communauté rurale pour les taxes a poser.

Article III : Engagement de la direction du PNNK

Le parc national du Niokolo-Koba s'engage a :

● Assister les associations de GIE pour la protection de l'environnement notamment le parc et la zone tampon.

● Expulser du site tout bénéficiaire de parcelles pris en flagrant délit de braconnage.

Mettre l'accent sur, l'éducation, la formation et la sensibilisation des titulaires de parcelles.

● Intervenir auprès des titulaires de parcelles pour les mettre en toute sécurité contre les braconniers et les animaux sauvages.

● Assister les agriculteurs dans la mesure du possible en médicaments et en communication quand ils sont dans les périmètres et dans le besoin.

Article IV : Révision et Résiliation

A la demande de l'une des parties, ce présent protocole d'accord peut faire l'objet d'une révision ou d'une résiliation, la partie requérante devra aviser l'autre par écrit en indiquant qu'elle souhaite se rendre ou insérer.

Le président de la Communauté rurale peut demander la résiliation du contrat si l'exploitant ne respecte pas les clauses sur l'emploi des jeunes.

Article V : Date d'entrée en vigueur

Le présent protocole entre en vigueur dès sa signature par les parties contractantes.

Fait à Tambacounda, le .....

Le représentant du GIE Pour la direction du PNNK

Le président de la communauté rurale de Missirah Le Sous prefet de Missirah

ANNEXE 5

Tel : 33 981 56 56

Email : corprobanane@yahoo.fr

Rapport sur les vents violents intervenus dans la journée du 22 juin 2014

La situation se présente comme suit :

1. Union zonale de Koar

1.a)Situation dans les plantations de banane

Dénomination	Pieds banane endommagés	Poids (kg) moyen/pied	Tonnage	Prix Unitaire	Montant
GIE Koar 1	1600	15	24	170	4 080 000f
GIE Koar 2	678	15	10,170	170	1 728 900f
GIE/HK3	572	15	8,580	170	1 458 600
Gallilé	650	15	9,750	170	1 657 500
Goorgoorlou	1180	15	17,700	170	3 009 000
Aguène et Diamogne	1342	15	20,130	170	3 422 100
Khadim Rassol	946	15	14,190	170	2 412 300
Total	6968	15	104,520	170	17 768 400

En résumé une production de cent quatre tonnes cinq cent vingt kilogramme endommagée soit un montant de dix sept million sept cent soixante huit mille quatre cent franc.

1.b) Situation dans le village

Au total 10 cases plus la toiture des toilettes de l'école sont emportées par le vent.

2. Union zonale de Sankagne

2.c)Situation dans les plantations de banane

Dénomination	Pieds banane endommagés	Poids (kg) moyen/pied	Tonnage	Prix Unitaire	Montant
Sankagne 2	2340	15	35,100	170	5 967 000
Sankagne 1	5661	15	84,915	170	14 435 550
Total	8001	15	120	170	20 400 000

En résumé soit une production de cent vingt tonnes endommagée soit un montant de vingt million quatre cent mille francs.

2.d) Situation dans le village

Au total 15 cases ont été endommagées.

3. Union zonale de Nguène

3.e)Situation dans les plantations de banane

Dénomination	Pieds banane endommagés	Poids (kg) moyen/pied	Tonnage	Prix Unitaire	Montant
GIE Nguène 1	120	15	1,800	170	306 000
GIE Nguène 3	23600	15	354,000	170	60 180 000
GIE Khalass	17787	15	266,805	170	45 356 850
GIE Yendounane1	12030	15	180,450	170	30 676 500
Yendounane 2	1043	15	15645	170	2 659 650
Harouna Camara	1020	15	15,300	170	2 601 000
Total	55600	15	834,000	170	141 780 000

En résumé une production de huit cent trente quatre tonnes endommagée pour un montant de cent quarante un million sept cent quatre vingt mille francs.

4. Union zonale d'Adiaf

4.f) Situation dans les plantations de banane

Dénomination	Pieds banane endommagés	Poids (kg) moyen/pied	Tonnage	Prix Unitaire	Montant
Soleil International	2184	15	32,760	170	5 569 200
Adiaf 2	4915	15	73,725	170	12 533 250
Serigne Massamba Mbacké	1625	15	24,375	170	4 143 750
Total	8724	15	130,860	170	22 246 200

En résumé une production de cent trente tonnes huit cent soixante kilogramme endommagée pour un montant de vingt deux million deux cent quarante six mille deux cent francs

5. Union zonale de Gouloumbou

5.g) Situation dans les plantations de banane

Dénomination	Pieds banane endommagés	Poids (kg) moyen/pied	Tonnage	Prix Unitaire	Montant
Hodéré Diama	782	15	11,730	170	1 994 100
Yérim Diop	46	15	690	170	117 300

Total	828	15	12,420	170	2 111 400

En résumé une production estimée à douze tonnes quatre cent vingt kilogramme est endommagée soit un montant de deux million cent onze mille quatre cent francs

6. Union zonale de Yéllitaaré

6.h) Situation dans les plantations de banane

Dénomination	Pieds banane endommagés	Poids (kg) moyen/pied	Tonnage	Prix Unitaire	Montant
Yéllitaaré	12800	15	192,000	170	32 640 000
Total	12800	15	192,000	170	32 640 000

En résumé une production de cent quatre vingt douze tonnes endommagée soit un montant de trente deux million six cent quarante mille francs.

7. Union zonale d'APROVAG

7.i) Situation dans les plantations de banane

Dénomination	Pieds banane endommagés	Poids (kg) moyen/pied	Tonnage	Prix Unitaire	Montant
Bantantinty2	846	15	12,690	170	2 157 300
Faraba	1014	15	15,210	170	2 585 700
Koulary	1260	15	18,900	170	3 213 000
Sankagne3	1769	15	26,535	170	4 510 950
Nguène2	9504	15	142,560	170	24 235 200
Saal1	3317	15	49,755	170	8 458 350
Saal2	2759	15	41,385	170	7 035 450
Saal3	1820	15	27,300	170	4 641 000
Tilo-Tilo	1068	15	16,020	170	2 723 400
Total	23357	15	350,355	170	59 560 350

En résumé une production de trois cent cinquante tonnes trois cent cinquante cinq kilos est endommagée soit un montant de cinquante neuf million cinq cent soixante mille trois cent cinquante francs.

Tableau récapitulatif

Dénomination	Pieds banane endommagés	Poids (kg) moyen/pied	Tonnage	Prix Unitaire	Montant
UZ de Koar	6968	15	104,520	170	17 768 400
UZ de Nguène	55600	15	834,000	170	141 780 000
UZ de Sankagne	8001	15	120	170	20 400 000
UZ d'Adiaf	8724	15	130,860	170	22 246 200

UZ de Gouloumbou	828	15	12,420	170	2 111 400
UZ de Yéllitaaré	12800	15	192,000	170	32 640 000
UZ d'APROVAG	23357	15	350,355	170	59 560 350
Total	**116278**	**15**	**1 744 170**	**170**	**296 508 900**

Le Secrétaire Général
Le DRDR

Ampliation :

- Autorités administratives,
- DRDR, Archives

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS 3

SIGLES ET ACRONYMES 4

RESUME 7

SOMMAIRE 8

INTRODUCTION GENERALE 9

En guise de prélude… 10

I. A la croisée des chemins : banane et paysan sénégalais 11

1. La banane dans le monde : une culture mondialisée à enracinement latino-américain 11

2. La banane en Afrique : aliment de base en zones forestières et fruit de dessert en dehors 14

3. La banane au Sénégal : l'émergence d'une culture « marginale » dans un contexte de crise climatique et économique 16

II. Une problématique autour de l'innovation : le Sénégal méridional dans un contexte de développement de la culture irriguée de banane. 20

1. L'innovation agricole, les systèmes de production et les dynamiques territoriales : des concepts et leur lien au développement 21

2. La question des innovations agricoles dans la recherche : une préoccupation ancienne mais toujours d'actualité 24

3. Le développement de la banane irriguée et les dynamiques territoriales dans le sud du Sénégal : questions et hypothèses 27

III. Itinéraire et méthodologie de recherche 31

1. Une approche innovation combinée à l'analyse comparative et au jeu d'échelle 31

2. Une documentation peu abondante sur le terrain étudié 34

3. Des pratiques de terrain 36

En guise de plan… 39

PARTIE 1 : DE LA MARGINALISATION DU SUD DU SENEGAL A L'EMERGENCE DE LA CULTURE IRRIGUEE DE LA BANANE 41

Introduction a la premiere partie 42

CHAPITRE 1 : LA CASAMANCE ET LE SENEGAL ORIENTAL DANS LA TRAJECTOIRE DE DEVELOPPEMENT AU SENEGAL : UNE MARGINALISATION HISTORIQUE 43

I. Aux origines du déséquilibre territorial au Sénégal : une politique rentière de développement arachidier 43

1. La « vocation » arachidière du Sénégal, de la colonisation à l'Etat indépendant 43

2. Le déséquilibre spatial au Sénégal : un effet territorial de la rente arachidière 48

II. La Casamance et le Sénégal oriental entre isolement et mal développement 51

1. Le sud du Sénégal et le processus de la construction de sa marginalisation 51

2. Le sud-Sénégal, une région en mal de développement : effets de la rupture gambienne, crise politique casamançaise et pauvreté 55

CHAPITRE 2 : LA CRISE DU SYSTEME DE DEVELOPPEMENT SENEGALAIS ET LA QUETE DE RELANCE 62

I. Les difficultés d'un Sénégal mal parti : Etat et monde rural en crise 62

1. Sécheresses et essoufflement de l'économie arachidière : les revers de l'extraversion et de la boulimie du pouvoir 62

2. Espaces et sociétés rurales en crise : les éléments de la désagrégation des systèmes de production et d'un « malaise paysan » 66

II. La recherche de nouveaux leviers de développement : désengagement de l'Etat et mutations agricoles 69

1. De l'aide internationale à la libéralisation économique : vers un désengagement de l'Etat du Sénégal 69

2. La résilience sénégalaise à la crise : vers une conquête des régions méridionales 73

CHAPITRE 3 : LE CONTEXTE DE DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE IRRIGUEE DE BANANE EN CASAMANCE ET AU SENEGAL ORIENTAL 78

I. Occupation de l'espace et situations agricoles à la veille des projets bananiers..... 78

1. Djibanar dans le pays des balante 79

2. Diannah-Malary à l'interface Peulh/Manding..... 83

3. Wassadou, un exemple de terroirs anciens dans la zone bananière du Sénégal oriental 87

4. Nguène (Sénégal oriental), un exemple d'espace à faible emprise humaine avant le développement de la culture irriguée de banane 92

II. Les fondements du projet bananier dans le sud du Sénégal 95

1. La culture du bananier, une activité agricole possible dans le Sénégal méridional..... 95

2. Singhère, un berceau de la banane irriguée au Sénégal ?..... 97

3. Les premières expériences de culture irriguée de la banane dans la zone de Goudomp en Moyenne Casamance. 100

4. Les projets bananiers du PPR en Moyenne Casamance et de l'OFADEC au Sénégal oriental : des tentatives de lutte contre la pauvreté rurale au Sénégal ?..... 102

III. Le bananier irrigué entre culture des « autochtones » et culture des « étrangers » 105

1. La banane, l'autochtone et le « courtier du développement » en Moyenne Casamance 106

2. La banane et les « migrants de la banane » dans le sud-est du Sénégal 110

Conclusion de la premiere partie 113

PARTIE 2 : LA BANANE, L'IRRIGATION ET LE MARCHE AU SENEGAL MERIDIONAL : L'APPROPRIATION DE L'INNOVATION AGRICOLE EN QUESTION 114

Introduction de deuxieme partie.....115

CHAPITRE 4 : LA PRODUCTION DE BANANE IRRIGUEE DANS LE SUD DU SENEGAL : DES LOGIQUES ET DES PRATIQUES 116

I. L'organisation des producteurs dans la culture irriguée de la banane au sud du Sénégal 116

1. L'origine du modèle « coopératif » dans la culture irriguée de la banane : une structuration paysanne pour un meilleur encadrement 116

2. Les GIE de producteurs de banane en Moyenne Casamance et au Sénégal oriental 121

3. Les organisations fédératives et interprofessionnelles des producteurs de banane du Sud-Sénégal 126

II. Les formes socio-spatiales de la production de banane et les modes d'accès au foncier bananier en Moyenne Casamance et au Sénégal oriental 130

1. Diannah Malary et Nguène : deux terroirs, deux formes socio-spatiales de développement de la culture irriguée de la banane 130

2. Les modes d'accès au foncier bananier en Moyenne Casamance et au Sénégal oriental 134

III. Les systèmes de culture bananière et la gestion des périmètres bananiers 136

1. Le système d'irrigation et la gestion de l'eau dans les périmètres bananiers 136

2. Les bananiers et les pratiques locales de leur entretien 140

3. Le bananier irrigué au sud du Sénégal : une culture risquée ? 144

CHAPITRE 5 : LES MARCHES DE LA BANANE LOCALE DU SENEGAL : DES FLUX, DES LIEUX ET DES LIENS 149

I. Les stratégies marchandes paysannes dans la culture irriguée de la banane 149

1. Les stratégies locales de l'approvisionnement des points de vente 149

2. Les commerçants-collecteurs : des réseaux hérités aux recompositions récentes 152

3. L'organisation de la coupe des bananes et de leur affrètement vers les marchés 157

II. Une forte polarisation des échanges de banane locale par Dakar et les villes du centre-ouest du Sénégal 162

1. Le marché urbain de l'ouest et du centre-ouest sénégalais : concentration démographique et nouvelles tendances alimentaires 162

2. Dakar et les villes du centre-ouest : un marché primordial pour les producteurs de banane du Sud 166

3. Une insertion marchande difficile pour les *bananiculteurs* du Sud : des circuits multi-acteurs et des incertitudes multiples 168

III. Les échanges de bananes locales côté sud : des dynamiques commerciales à géométrie variable 173

1. Les villes du Sud et leurs rôles différenciés dans la consommation de la banane locale 174

2. Le marché rural : des échanges malgré tout 178

3. Le marché transfrontalier : des tentatives assez timides 182

Conclusion de deuxieme partie..... 185

PARTIE 3 : BANANE IRRIGUEE ET DEVELOPPEMENT AU SUD DU SENEGAL : DES SUCCES, DES FRAGILITES ET DES DEFIS..... 187

Introduction a la troisieme partie 188

CHAPITRE 6 : ***BANANE IRRIGUEE ET DYNAMIQUES TERRITORIALES : DE NOUVELLES REALITES DANS LE SENEGAL MERIDIONAL*** 190

I. Des changements agricoles et socioéconomiques au Sénégal méridional..... 191

1. L'intégration de la banane irriguée dans les systèmes de production agricole locaux : des interférences entre cultures ? 191

2. Les interactions entre la banane irriguée et les stratégies productives locales : des sources de développement agricole et de sécurisation des ressources familiales 194

3. L'argent de la banane, un facteur de sécurité socio-économique et d'ascension sociale pour les producteurs ? 199

II. Une construction difficile d'un territoire bananier au sud du Sénégal 203

1. Des dynamiques de peuplement sous l'essor bananier..... 203

2. Des mutations sociales à l'ombre de la culture irriguée de la banane 207

3. Des territorialités encore inachevées et fragiles : l'exemple des zones bananières de Gouloumbou et de Wassadou 212

III. Une reconfiguration de la « vie de relation » dans le sud du Sénégal ? 218

1. Le renouveau des relations villes – campagnes entre Tambacounda et son hinterland « gouloumbais » 218

2. Les OP de la banane irriguée, des interfaces et des vitrines régionales ? 222

CHAPITRE 7 : LA BANANE IRRIGUEE ET LE SUD : DES NOUVELLES OPPORTUNITES DE DEVELOPPEMENT AU SENEGAL ? 227

I. La banane irriguée au sud du Sénégal, une « success story » ? quelles leçons pour le développement rural en Afrique subsaharienne ? 227

1. L'Afrique subsaharienne : un aimant à projets aux réussites ambigües 227

2. Les projets en contexte africain : des déconnexions territoriales, des pérennités incertaines… 230

3. La particularité de la banane dans le sud du Sénégal : les éléments de pérennité d'une « opération de développement » en campagnes africaines 233

II. La banane irriguée au Sénégal, une culture encore fragile qui nécessite des efforts..... 237

1. Des incertitudes environnementales à la viabilité de la banane irriguée..... 237

2. Des systèmes bananiers à améliorer : productivité et compétitivité en question..... 241

3. Des blocages socio-spatiaux et des dépendances multiples..... 246

III. La banane irriguée et les régions méridionales face au défi du développement au Sénégal..... 251

1. L'enclavement et le conflit armé, des éléments d'une situation géographique et géopolitique contraignante pour la banane irriguée 251

2. Le regain d'intérêt pour le sud et le sud-est : pour une réconciliation Etat, marges territoriales et développement au Sénégal ? 254

Conclusion de la troisieme partie 257

***CONCLUSION GENERALE*..... 259**

BIBLIOGRAPHIE 271

TABLES DES ILLUSTRATIONS 294

Cartes 294

Tableaux 294

Figures 295

Planches 296

Photos 297

Encadrés 299

***ANNEXES*..... 300**

TABLE DES MATIERES 312